«Arts et Spectacles» : l'Amérique latine au Centre Pompidou

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14865 – 7 F

JEUDI 12 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'autre guerre des étoiles

COMMENT surmonter, sans trop de dommages, une période d'austérité qui perdure ? Comment sauvegarder le maximum des formidables acquis engrangés par l'Europe dans le domaine spatial, depuis le début des années 70 ?

Les ministres européens chargés de l'espace, réunis les 9 et 10 novembre à Grenade, ont tenté de répondre à cette épineuse question deux jours durant. L'aridité technique et la prudence toute diplomatique des conclusions de leurs travaux n'ont pas de quoi soulever l'enthousiasme. A l'heure où le malaise provoqué par la ratification du traité de Maastricht est loin d'être apaisé, Grenade a, pourtant, démontré au moins une chose : l'Europe est encore capable de survivre aux épreuves les plus difficiles.

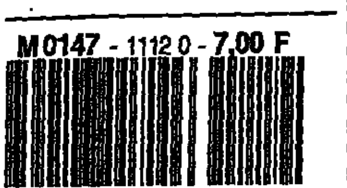
L'EXERCICE était périlleux pour tout le monde. Nul n'en est sorti indemne. La navette Hermès, proposée par la France, est ramenée à de simples « études technologiques », pour trois ans au moins. La station Colombus, soutenue par l'Allemagne, est réduite à un « bidon » rattaché à la station américaine Freedom. Le prestige des deux principaux pays contributeurs à l'Agence spatiale européenne va en souffrir. Et plus encore leur industrie aérospatiale, déjà durement touchée par la réduction des commandes militaires. Le relatif succès de la conférence tient donc au fait d'avoir pu maintenir la cohésion sur ce programme minimum, en dépit de la puissance des intérêts particuliers de chacun.

Les ministres ont aussi confirmé leur engagement dans la seule stratégie de secours possible : une coopération internationale sérieusement renforcée, notamment avec la Russie. La situation s'y prête. Les deux « grands » de l'espace sont, eux aussi, lourdement frappés. Moscou n'a plus les moyens financiers d'entretenir la seule station actuellement en orbite, et brade une technologie qui suscite l'admiration générale. Washington ne peut mener de front une politique sociale énergique, le redressement de son économie, et un programme spatial aussi ambitieux que par le passé.

LA fin de la guerre froide rend désormais possible le développement d'une coopération qui permettrait de sauvegarder ce qui reste des beaux rêves de conquête de l'humanité. Mais au moment où le ressort d'une compétition fondée sur le prestige est cassé, un autre se tend à son tour, celui de la compétition économique entre les puissances spatiales.

Malgré leurs énormes difficultés, les Russes ont gardé « de beaux restes ». Ils sont bien décidés à profiter de l'occasion pour s'implanter solidement sur le marché occidental. Leurs fusées Proton et Zenit, notamment, risquent fort de réduire la part d'Ariane et de ses concurrentes américaines. Les Russes semblent néanmoins désireux de négocier des prix et des quotas de lancements avec toutes les parties concernées. L'empoignade sera rude. Et les Américains ne manqueront pas d'exploiter la moindre faille qui pourrait apparaître entre l'Allemagne, la France et l'Italie. Les « poids lourds » de l'Europe spatiale sont prévenus : pour survivre, ils devront résister à nouveau aux forces centrifuges.

Lire page 10 les articles de JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et JEAN-PAUL DUFOUR



Des troupes russes en Ingouchie

Moscou accentue sa pression militaire dans le Caucase

Les troupes russes envoyées en Ossétie du Nord (dans la partie du Caucase appartenant à la Fédération de Russie), à la faveur du conflit entre Ossètes et Ingouches, ont poursuivi leur démonstration de force en pénétrant, mardi 10 novembre, sur le territoire voisin de l'Ingouchie. Ce recours à la manière forte, justifié par un décret de M. Eltsine, vise à montrer que Moscou entend faire régner l'ordre au sein de la Fédération. Il menace directement les Tchétchènes et leur indépendance auto-proclamée, en satisfaisant les nationalistes russes.

MOSCOU

de notre correspondant

La démonstration de force entreprise par Boris Eltsine dans le Caucase se poursuit et s'accentue : après être puissamment intervenues dans la région de Vladikavkaz pour permettre aux Ossètes de repousser une attaque des Ingouches, entre-temps éliminés du territoire de l'Ossétie, les troupes russes ont pénétré mardi 10 novembre sur le territoire de la petite République d'Ingouchie.

L'intervention russe est officiellement justifiée par le désir de faire respecter sur place le décret pris par M. Eltsine et instituant l'état d'urgence en Ingouchie aussi bien qu'en Ossétie du Nord. Mais cette intervention suscite une grande inquiétude dans la République voisine de Tchétchénie, qui est sortie à l'automne dernier de la Fédération de Russie en défiant l'autorité de Moscou, et dont la frontière avec l'Ingouchie n'est pas clairement définie.

Le président tchétchène, le général Doudaiev, a immédiatement proclamé l'état d'urgence, pris des mesures de mobilisation, et, sur le ton flamboyant qu'il affectionne, adressé de vigoureuses mises en garde à la Russie.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

Après les déclarations de M. Mitterrand

La Haute Cour de justice va être constituée

Au lendemain des déclarations télévisées de M. Mitterrand, la majorité et l'opposition se sont entendues, à l'Assemblée nationale, pour fixer au mercredi 18 novembre la désignation des membres de la Haute Cour de justice. En revanche, les socialistes ont refusé de s'associer à une proposition de mise en accusation de M. Fabius, Mme Dufoix et M. Hervé dans l'affaire du sang contaminé. Ils ont souhaité la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la lutte contre le sida au cours de la dernière décennie.

L'embarras des socialistes

par Pascale Robert-Diard

Le président de la République a parlé. La droite applaudit. La gauche vacille. *« Je dis : tant que la Constitution n'est pas réformée, il faut l'appliquer. Ce qui veut dire que le devoir actuel consiste à faire élire les membres de la Haute Cour de justice et à la faire fonctionner normalement jusqu'à ce qu'une réforme soit adoptée. »* En clair, selon la sentence présidentielle exprimée lundi 9 novembre à la télévision, MM. Laurent Fabius et Edmond Hervé et Mme Georgina Dufoix doivent, si l'Assemblée nationale et le Sénat le décident, être traduits devant cette juridiction d'exception. Mardi matin, le RPR, l'UDF et l'UDC, réunis en intergroupe, se félicitent bruyamment des propos de M. Mitterrand et exigent en conséquence que l'Assemblée désigne dans les plus brefs délais ses douze représentants à la Haute Cour.

A l'issue de cette réunion, M. Charles Millon, président du groupe UDF, met en garde les socialistes : la constitution de cette juridiction *« ne doit pas être symbolique »*.

Lire la suite page 7

La France aidera la Russie à démanteler ses armes nucléaires

PLANTU

Lire page 18 l'article de JACQUES ISNARD

Le calvaire des mères de Sarajevo

Venues accompagner en France leurs enfants blessés, des femmes racontent la guerre...

ALBERTVILLE

de notre envoyé spécial

Quand elle lève les yeux sur les cimes enneigées et les montagnes aux couleurs d'automne, Orimita sursaute, se moque d'elle-même, explique sa panique instinctive : *« J'ai cru qu'on allait nous tirer dessus. Je n'arrive pas à imaginer une montagne sans tirs d'obus ni maquisards. J'ai l'impression qu'ils sont encore là, cachés derrière les arbres, et qu'ils vont ouvrir le feu. »* Orimita fume une cigarette sur le parking du foyer d'Albertville. Elle vient de rejoindre, jeudi 5 novembre, les vingt-quatre pensionnaires pris en charge par Médecins du Monde et l'État français : des mères de Sarajevo venues accompagner un ou deux enfants blessés par les bombardements. Acheminés, puis soignés dans des hôpitaux en France, ces mères et leurs enfants se sont retrouvés là, d'une cité olympique à une autre, d'un appartement bombardé à une chambre de foyer Sonacotra.

Elles ont laissé à Sarajevo leur mari et, pour la plupart d'entre elles, leurs autres enfants. Sans nouvelles, elles tentent de passer le temps ici en se recevant mutuellement dans leurs chambres, où elles se font du café turc. Les enfants, eux, ont reçu des manuels scolaires en serbo-croate, suivent quelques cours d'école. Surtout, ils passent de rendez-vous chez le médecin en séances de kinésithérapie. Leurs corps ont été atteints par des éclats d'obus : à la tête, dans les jambes ou au ventre. Ils retrouvent petit à petit leur mobilité.

Certains boitent encore. Ils s'amusent dans la cour, le visage souriant et apparemment insouciants. Yasmine, du haut de ses quatre ans, court dans tous les sens, puis va faire de la balançoire. Son visage est labouré par les brûlures. *« Il a été atteint par une bombe au phosphore alors qu'il jouait dans la rue »*, explique sa mère. Dans quelques jours, il subira une nouvelle intervention à l'hôpital des grands brûlés de Lyon.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Lire la suite et l'article d'ISABELLE VICHNIAC page 4

Le cercle des ombres

Dans « les Invisibles », Soljenitsyne rend hommage aux clandestins qui l'aidèrent

par Nicole Zand

Voilà un livre de reconnaissance. La partie immergée de l'iceberg de la vie soviétique d'Alexandre Soljenitsyne. Tout ce qu'il avait fallu d'ingéniosité, de dévouement, de discrétion, de vrai courage à des gens qui l'aidèrent et qui ne demandaient rien d'autre que de rester anonymes jusqu'à la fin des temps. Invisibles. Ces inconnus sans qui il n'aurait jamais pu se faire entendre. Sans qui ses années de création souterraine seraient restées lettre morte.

« Plonger dans le souterrain et souhaiter ardemment non point que le monde vous découvre, mais, bien au contraire, qu'il ne vous découvre pas, voilà bien l'apanage de l'écrivain de chez nous, de l'écrivain purement russe, russe soviétique ! Il est désormais établi que, sur la fin de sa vie, Radichtchev écrivit quelque chose d'important et qu'il l'enfouit profond à dessein : si profond que nous autres aujourd'hui nous ne le découvrirons plus et ne le connaîtrons pas. » C'est ainsi que, dans *le Chêne et le Veau*, son livre de Mémoires écrit en 1967 et gardé secret jusqu'à l'exil (Seuil, 1975), Alexandre Soljenitsyne définissait ce qu'il appelait *« l'écrivain souterrain »*.

Condamné, pensait-il au *« mutisme à perpétuité »*, il nous expliquait comment il avait d'abord éprouvé, au camp, la puissance de sa mémoire.

Lire la suite page 16

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

Somalie

Vols américains au-dessus d'un pays affamé

par Brigitte Doppler et Frédéric Vigneau

IL y a des dizaines de manières de parler de la Somalie et tant à dire : politique, économique, humanitaire, militaire, historique... Et puis, au milieu de tout ça, il y a nous, avec ce qu'il nous reste de sensibilité cachée derrière le masque du professionnalisme, les jours où, fatigués d'avoir montré l'horreur à des hordes de journalistes, la colère et la révolte sont trop grandes pour ne pas nous laisser aller à quelques états d'âme.

Aujourd'hui, cela fait six mois que, dans la région de Merca, on découvrait l'étendue du drame somalien. *Aujourd'hui, ici, ça fait six mois que*, tous les jours, malgré nos bouillies ultra-protéinées et mixtures d'ORS, les gens continuent de mourir, à la pelle, sous nos yeux, comme un fait tout ce qu'il y a d'ordinaire. Partout, les mêmes images, des ombres fantomatiques, les yeux accrochés au ciel. Ici, la survie est tributaire d'un avion qui passera, passera *pas, s'arrêtera – peut-être – si la* piste n'est pas très mauvaise... Ou encore, d'un hypothétique camion qui, cetains jours, arrivera, d'autres pas. Entre chaque distribution, l'attente recommence et, pendant ce temps, les plus faibles meurent toujours, les autres s'affaiblissent.

Problèmes de communication

S'il est vrai que les convois se font souvent piller, ils ont au moins le mérite d'exister et d'être chargés à bloc de nourriture. Il n'en est pas de même pour la grandiose opération *airlift* américaine, ces C-130 dont le ballet aérien au-dessus du mouroir somalien ne dupe personne.

Dans un vaste élan de «générosité», les Etats-Unis ont entrepris une opération humanitaire d'une envergure jamais atteinte depuis plus de dix ans : 85 000 tonnes *de nourriture pour* 1992, 143 000 tonnes pour 1993, telles sont les quantités promises aux Somaliens. Un impressionnant ballet aérien a commencé, et la supervision de cette opération est effectuée par la DART (Disaster Assistance Response team). La logistique est basée au Kenya, pays qui doit également bénéficier d'une assistance alimentaire. Le Kenya *accueille en effet plus de* 300 000 réfugiés somaliens et éthiopiens et doit faire face à la sécheresse qui sévit dans le Nord.

L'opération américaine, à en *croire les autorités du même pays*, se fait en étroite collaboration avec les Nations unies, présentes dans le pays depuis avril 1992 (soit plus d'un an après le début de la guerre). Elle devait débuter fin août. Difficile pour les membres des Nations unies d'en savoir davantage, malgré de belles paroles sur la coordination des secours. M. Bassioni, représentant des opérations de secours pour les Nations unies, des représentants de l'UNICEF, du PAM, du PNUD, etc., se sont ainsi rendus à Nairobi pour une réunion prévue pour le lancement de l'opération. Ils ont erré dans les bureaux américains pendant plus d'une heure pour apprendre finalement que la réunion se déroulait à Mombassa, à *500 kilomètres de là.*

«Now we are here, we are going to move in and to move fast», disent les Américains. Tout y est. Accrochez-vous, Somaliens, il va *pleuvoir des tonnes de vivres!*

Les questions de la coordination et du suivi (par qui? comment?) ne sont pas prises en considération : le déploiement et l'envergure d'une telle opération ne donnent pas le temps de penser à tout ça. Le PAM est désigné pour prendre en charge les vivres apportées sur place, et lui-même confie à des ONG comme Care et Concern le *stockage et la distribution des* vivres.

Les dés sont jetés, les hélices tournent et les ventres des Somaliens devraient être gavés... Les Nations unies *ne peuvent que participer*, les bras un peu ballants, à ce ballet aérien sur les villes élues : Berdera, Baïdobha, Belet-Huen, Sacco-Huen, Hoddur et Wajit.

Très vite, les premiers problèmes apparaissent : problèmes techniques pour des C-130, qui nécessitent une lourde maintenance à Mombassa, manque d'expérience des pilotes, qui refusent de poser les appareils sur certaines pistes, alors qu'un technicien au sol leur assure qu'il n'y a aucun risque, quelques coups de feu tirés sur les avions. Et, surtout, les C-130 ne volent pas à plein : les cargaisons n'excèdent jamais 9 tonnes, alors que nos avions chargent 15 tonnes dans les mêmes conditions.

Alors la belle opération bat de l'aile : vols suspendus sur Belet-Huen pendant quinze jours, pour des raisons de sécurité, annulation des vols sur Berdera, diminution du nombre de rotations journalières sur Baïdobha – une au lieu de sept, certains jours, cette *ville* était trop «sensible» –, survol de Wajit et Hoddur, où nous voyons les appareils tourner au-dessus des villes, puis repartir.

Aujourd'hui, aucune nourriture promise par le gouvernement américain n'a atteint le port de Mombassa. Les stocks kenyans du CICR et du PAM diminuent au rythme des rotations d'avions américains. Aux dernières nouvelles, 71 000 tonnes devraient bientôt arriver dans le port kenyan (69 000 tonnes de céréales et 2 000 de «divers»).

Les quantités acheminées sont insuffisantes pour permettre le moindre stockage et commencer une distribution générale dans les villages alentours. *De ce fait*, les afflux sur les villes de villageois en quête de secours sont de plus en plus nombreux. Des regroupements se font dans des conditions précaires, et la mortalité augmente de manière inquiétante. Depuis deux semaines, nous touchons le fond : seules des tonnes de blé en grains arrivent, prises sur les stocks de l'US Aid, car il n'y a plus de farine de *maïs. Aucun moulin n'a été installé*, la cuisson de ce blé est dure, l'effet sur les affamés plus que médiocre.

Si cette mascarade a un poids *dans les turbulences électorales* américaines, celui qu'elle a dans les ventres vides des Somaliens est plus que dérisoire. Ce ne sont sûrement pas ceux qui, après des jours d'attente, reçoivent quelques poignées de blé en grains qui nous contrediront !

«Débrouillez-vous!»

Baïdobha, ville damnée, chronique d'une mort programmée. Ne nous étendons pas sur ce cauchemar. Programmée, par la manière *dont l'aide est apportée et gérée.* Pas un intervenant des Nations unies n'est présent dans cette nébuleuse, pas un garde-fou dans ce jeu somalien. Les ONG sont seules «Débrouillez-vous!» Alors, c'est la petite guerre des drapeaux, le droit de veto de celles qui sont présentes sur celles qui veulent venir, avec à l'appui un discours «sensé» parce qu'il est inutile *d'être encore plus nombreux à* regarder les gens mourir, parce qu'il faut enrayer l'afflux de nouveaux arrivants et faire en sorte que ceux qui sont déplacés là retournent à la campagne cultiver leur terre!

Et les Nations unies? L'UNICEF, malgré maintes promesses sur les apports en Unimix, la venue d'équipes de vaccinateurs alors qu'une épidémie de rougeole est en route, l'approvisionnement en médicaments, en couvertures, toile plastique, etc., est toujours absente. A l'UNDP, une éventuelle *relance des activités somaliennes* comme la prise en charge salariale d'équipes médicales locales, la gestion d'une pharmacie centrale, demandées par les ONG, sont toujours à l'état de projets.

Mais nous voyons quotidiennement arriver de nouvelles têtes des Nations unies. De nouveaux postes sont créés, de nouvelles réunions s'organisent. C'est fou ce que l'on peut se réunir dans cette ville! Le dernier combat des nouveaux arrivants consiste à se plaindre de la crise du logement, et donc de devoir payer 20 dollars par jour *pour l'hébergement dans les locaux* mêmes des Nations unies.

Au moins, dira-t-on, les 500 «casques bleus» sont arrivés et, d'un commun accord avec les belligérants, sont à même de faire respecter certaines règles de sécurité dans Mogadiscio. Lors d'une réunion en septembre, le général Shaneen expliquait leur mandat : intervention et sécurité au port et à l'aéroport, protection de l'aide en vivres depuis le lieu de débarquement, protection de l'acheminement de cette aide jusqu'aux entrepôts, et protection de ces stocks. Dans un second temps, protection des maisons des expatriés... Mais nous n'en sommes pas là!

Car, aujourd'hui, les «casques bleus» ont interdiction de pénétrer sur le port, sont obligés d'embaucher 220 Somaliens pour assurer la sécurité de l'aéroport international et ne peuvent prendre en charge les convois dans Mogadiscio. Nombreux sont ceux qui, malades, doivent être rapatriés sur Nairobi. Les ONG n'utilisent plus l'aéroport à cause de l'insécurité qui y règne.

En six mois, beaucoup d'encre a coulé, des images horribles ont fait la «une» de tous les journaux et télés pendant cet été 1992, beaucoup des acteurs innocents de ce show médiatique ont vu débouler bien plus de journalistes que de sacs de riz, et, pourtant, la situation reste totalement inacceptable. Alors, réveillons notre colère, nous qui savons si bien jouer les empêcheurs de tourner en rond des gouvernements qui se donnent bonne conscience. Faisons encore pour les Somaliens ce que nous avons été capables de faire avant et ailleurs puisqu'on parle là de la plus grave situation depuis le Biafra. Car se taire, c'est aussi accepter, et il nous faudrait alors accepter d'avoir égaré un peu de notre âme et de nos convictions en *route...*

La Somalie pue la mort, à grande échelle, et on ne le dira jamais assez.

► Brigitte Doppler et Frédéric Vigneau coordonnent en Somalie l'action de Médecins sans frontières.

Quelle aide?

par Mohamed Abdi

IL est de notoriété publique qu'environ 20 % de l'aide alimentaire qui parvient en Somalie est donnée aux chefs de guerre pour maintenir la sécurité du transport, qu'environ 30 % est pillée ou détournée par les bandes armées incontrôlées et qu'à peine la moitié parvient à la population affamée, mais, ce qui *est le plus frappant* sur place, c'est de constater la corruption de la distribution, depuis l'arrivée de l'aide au port jusqu'à la destination finale dans les cuisines où des Somaliens chassent ou refusent d'inscrire certains compatriotes affamés, simplement pour pouvoir mettre de côté et revendre quelques sacs de riz.

Ceux qui apportent l'aide, qui fournissent *les vivres, l'essence*, les soins dans les zones contrôlées par tel ou tel clan, ne renforcent-ils pas les positions de ces chefs de clan? Lorsque les ONG demandent la protection des groupes armés, ne se trouvent-elles pas, malgré elles, en position de collaboration avec ces chefs de guerre? Une même ONG peut-elle travailler dans différentes régions, chacune sous domination de chefs ennemis?

A l'heure actuelle, les opérations des ONG internationales ne sont pas coordonnées, et j'ai moi-même rencontré à Kismayo deux responsables d'ONG locales qui font un travail acharné pour sauver quelques-uns de leurs compatriotes, mais ils crient dans le désert, ils ne reçoivent de l'aide qu'en dernier ressort, ne sont ni consultés ni considérés per les ONG internationales. Cependant, il est primordial de comprendre que le rôle des ONG dans les zones de conflit est à *double* tranchant : certes, elles apportent un secours immédiat nécessaire, mais elles renforcent aussi le pouvoir des clans qui dominent et terrorisent les *populations civiles.*

Les Nations unies sont aussi dans la même position, puisqu'elles doivent, depuis l'arrivée des «casques bleus» à Mogadiscio, négocier leur sécurité auprès des troupes somaliennes armées, et la situation frôle l'absurdité lorsque l'on voit les protecteurs de la population civile se faire eux-mêmes protéger.

Au terme de mon voyage dans le sud de la Somalie, je crois pouvoir affirmer que les populations civiles et même les chefs de clan et leurs partisans sont fatigués de ce conflit. Les responsables des factions du Sud que j'ai rencontrés en *Somalie même, ainsi que* les responsables des autres factions du Nord, avec qui je me suis entretenu à Nairobi, se disent tous prêts à négocier la paix. Ces *derniers* souhaitent un accord conclu par une réunion de tous les chefs de clan sans aucune exclusion. Une intervention armée extérieure paraît inopportune, en ce sens qu'elle raviverait un conflit qui est en train de s'enliser. Il n'en reste pas moins qu'une fois parvenue à un cessez-le-feu la Somalie aura besoin d'une aide sous forme de coopération pour, dans un premier temps, désarmer les bandes incontrôlées qui sont aujourd'hui la principale menace.

Les rêves de puissance, de grandeur, de vengeance, de domination de certains ont plongé la Somalie dans un cauchemar infernal. Mais j'atteste avoir rencontré à l'intérieur et à l'extérieur du pays des Somaliens qui souhaitent prendre en charge cette situation dramatique pour travailler à la paix et à la reconstruction, mais pour cela tous ces hommes de bonne volonté ont besoin de l'aide et de la coopération de la communauté internationale.

► Mohamed Abdi est membre du Groupe d'action pour la paix et la réconciliation en Somalie, de retour d'une mission sur place.

Mettre un terme au massacre

par Charles Pellas

LE 16 octobre 1992, à l'occasion du sommet européen de Birmingham, les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE ont formulé le *vœu de voir les troupes des* Nations unies se déployer en Somalie, et le Conseil européen a lancé un appel aux factions somaliennes rivales afin qu'elles observent un cessez-le-feu immédiat pour permettre la distribution rapide de l'aide occidentale aux populations. Au même moment, le Conseil de sécurité des Nations unies a lancé un «avertissement» aux groupes armés qui *investissent et contrôlent le port de Mogadiscio* en leur faisant savoir qu'ils prendraient la lourde responsabilité d'aggraver la situation en entravant la mise en place des opérations de secours des agences de l'ONU.

Le 19 octobre, les enfants des écoles françaises, dans un élan remarquable de solidarité, se sont présentés en classe porteurs d'un paquet de riz destiné aux enfants de Somalie. Toutes ces initiatives, qu'elles soient politiques au niveau des gouvernements européens ou des instances de l'ONU, ou humanitaires au niveau des écoliers français, pour louables *qu'elles soient, risquent cependant* d'avoir un impact limité auprès des populations martyres de Somalie.

Depuis bientôt deux ans le monde civilisé assiste impuissant au drame somalien. Il est vrai que les opinions publiques occidentales sont, depuis longtemps, habituées aux horribles catastrophes que vit l'Afrique. Nos télévisions nous ont montré, au fil des ans et avec force détails macabres, *les guerres tribales et les affreux* massacres perpétrés en Afrique, par des Africains, au Biafra, au Burundi, en Angola, au Mozambique, au Tchad, au Sud Soudan, en Ethiopie, au Libéria.

A ces images de cadavres, tués par balles ou à la machette, jonchant les rues des capitales africaines, s'ajoutèrent, au gré des sécheresses récurrentes, *les clichés d'enfants* au ventre gonflé, aux membres décharnés, aux yeux sans vie, que les famines tuent lentement mais sûrement et qui, dans les bras de leurs mères aux seins *flasques, attirent des milliers de* mouches faute d'attirer la pitié et la solidarité des hommes.

Les gouvernements occidentaux, les instances suprêmes de l'ONU, l'Organisation de l'unité africaine ont, depuis trop longtemps, fermé les yeux sur ces drames des peuples noirs, trop souvent livrés à des tyrans sanguinaires ou à des chefs de bandes déments que l'Occident a soutenus, que nous avons armés, qui furent reçus dans nos capitales avec *les honneurs dus à des chefs d'Etat* tels que nous les concevons.

Les résolutions votées par les politiques et les diplomates depuis les chancelleries occidentales ou le palais de verre de *New-York ont eu pour* but principal de donner bonne conscience à notre monde nanti et tellement éloigné de la terre d'Afrique, marquée par une politique du développement qui fut, pendant trois décennies, empreinte des conséquences de la guerre froide Est-Ouest et d'une suite d'erreurs de conception et d'appréciation des réalités africaines de la période postcoloniale.

Totale destruction

Demander à des assassins de quinze ou vingt ans, armés de mitrailleuses et de kalachnikovs volés dans les arsenaux somaliens, qui ne connaissent pas le sens des mots honneur, pitié, miséricorde, solidarité, de permettre d'acheminer les aides en nourriture auprès de centaines de milliers de femmes et d'enfants de leur même race qui meurent de faim, est une conception occidentale qui, aujourd'hui, est totalement dépourvue de sens en Somalie.

En 1899, Muhammad Abdullah Hassan, que les Anglais nommèrent le «mad Mullah», décréta la guerre sainte contre les infidèles. Ce précurseur des *«fous de Dieu» a* tenu en échec les armées britannique et italienne jusqu'en 1905. Il est probable que la grande statue équestre qui représente ce héros national, et qui fut érigée à proximité du Parlement de Mogadiscio, est la seule construction encore intacte dans la capitale somalienne. Le «mad Mullah» avait pris les armes contre les colonisateurs... Ses arrière-petits-fils tuent sans distinction, avec une joie sadique, des milliers de femmes, d'enfants, de vieux, qui ont pour unique péché d'appartenir à un autre clan.

La Somalie, terre peuplée par une seule ethnie hamite, dont les origines se perdent dans la nuit des temps, compte actuellement une dizaine de clans et sous-clans. Libérés de l'emprise fédératrice voulue par l'ancien président, le général Mohamed Syad Barré, qui tenait le pays d'une main de fer, les clans, sous-clans, familles se livrent une lutte acharnée pour le pouvoir et cela au prix de la destruction totale du pays, de l'Etat, de la population. Donnez un kalachnikov et une poignée de khat, cette herbe *euphorisante, aux jeunes chômeurs* somaliens (et ils le sont tous) et vous aurez à votre disposition une armée dépenaillée de quelques milliers de jeunes tueurs qu'aucune barrière morale *ne pourra* arrêter.

L'Occident, et l'Europe en particulier, avait tenté de développer ce pays. Les hôpitaux, actuellement tous détruits, furent financés par la CEE. L'*université de Mogadiscio était un* projet grandiose financé par le Fonds européen de développement de la CEE. Réalisé entre 1976 et 1982, ce projet devait permettre la formation universitaire de milliers de jeunes Somaliens. Son coût global dépassa 40 millions de dollars. Des routes destinées à désenclaver le pays, des projets agricoles importants, un réseau de communications hertziennes, l'adduction d'eau de Mogadiscio, la grande digue hydroélectrique de Bardera dans le Sud firent également l'objet de financements de la CEE. Enfin, le port de Mogadiscio, *ce port qui constitue actuellement le* seul port en eaux profondes du pays, et devrait constituer le point d'arrivée des secours internationaux, est, lui aussi, une réalisation conjointe de la CEE et de la Banque mondiale.

Toutes ces réalisations sont de nos jours partiellement ou totalement détruites, et, sur les ruines, campent les miliciens des factions ennemies qui continuent à tuer et à piller dans un pays où bientôt il n'y aura plus personne à tuer sauf quelques chèvres ou dromadaires. Il est temps de mettre un terme à ces destructions, au génocide de milliers de femmes et d'enfants.

L'Occident doit impérativement intervenir, et cela rapidement. Les bases militaires françaises et américaines sont très proches, à Djibouti et dans l'océan Indien. Il suffirait d'une force d'intervention moderne de 5000 à 6000 hommes, débarquée sur les côtes somaliennes, dotée de moyens blindés et couverte par des hélicoptères de combat, pour réduire et désarmer les hordes somaliennes de tout bord, ainsi que leurs chefs, qui ont prouvé qu'elles ne pouvaient plus se prévaloir du qualificatif d'humain.

► Charles Pellas est ancien délégué des Communautés européennes en Somalie.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Edite par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 decembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde* Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

PRINTED IN FRANCE

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

La visite de M. Eltsine à Londres

Le président russe a évoqué des risques de coup d'Etat

M. Boris Eltsine est arrivé mardi 10 novembre en Hongrie pour une visite officielle de vingt-quatre heures, à l'issue de celle qu'il a effectuée durant deux jours à Londres, marquée par la signature d'un traité d'amitié. Reçu en Grande-Bretagne avec un maximum d'égards, le président russe a affirmé que des *« aventuriers antiréformistes »* menaçaient encore la voie démocratique sur laquelle son pays s'est engagé.

LONDRES

de notre correspondant

Il n'est pas sûr que la reine Elizabeth II soit tout à fait cette *« femme ordinaire sans aura de royauté »* qu'a cru percevoir M. Boris Eltsine au cours d'un déjeuner à Buckingham Palace. Mais l'intention du président russe était louable : manifester, en retour, la chaleur des liens que la Grande-Bretagne a voulu témoigner à la nouvelle Russie, et qui se sont concrétisés par la signature d'un traité d'amitié entre les deux pays, à l'image de celui de 1766, qui porte le paraphe de l'impératrice de Russie Catherine II la Grande.

La souveraine ne s'est apparemment pas formalisée du style peu protocolaire de celui qui se qualifie lui-même de *« représentant de l'une des plus jeunes démocraties »* et a accepté son invitation à se rendre à Moscou. La date de ce voyage historique n'a pas été précisée, et le premier ministre britannique, M. John Major, qui a accepté une invitation semblable, devrait donc devancer la reine d'Angleterre dans la capitale russe.

A Londres, c'est un accueil réservé jusque-là aux plus grands dirigeants occidentaux qui a été accordé à M. Eltsine, le point culminant prenant la forme d'une réunion solennelle des deux chambres du Parlement. Le gouvernement britannique a ainsi voulu manifester ses encouragements aux réformes démocratiques engagées par M. Eltsine face à son opposition conservatrice. Peu porté à la litote, le président russe en a profité pour faire résonner les lambris dorés du palais de Westminster de ses accents parfois menaçants, devant une assistance un peu médusée.

Dans la mesure de ses moyens

Dénonçant les *« aventuriers antiréformistes »* qui sont, selon lui, les *« restes du vieux Parti communiste et de l'élite gouvernementale, les militants nationalistes, les directeurs incompétents de fermes collectives et les aventuriers politiques »*, qui *« jouent des souffrances du peuple dans le but de lancer une attaque ouverte et massive »*, M. Eltsine a prévenu ces *« fantômes du passé jouant dans un théâtre d'ombres »* qu'il ne se laisserait pas faire. *« Si nécessaire*, a-t-il indiqué, *j'utiliserai les pouvoirs extraordinaires qui m'ont été donnés par le peuple. »* Indiquant ainsi qu'il pourrait gouverner par décrets, M. Eltsine voulait manifestement sensibiliser son auditoire aux difficultés qu'il rencontre, notamment face à ceux qui veulent remettre en question son autorité lors du Congrès des députés du peuple qui s'ouvre en décembre.

Le premier ministre britannique, qui avait été le premier leader occidental à téléphoner à M. Eltsine lors de la tentative de coup d'Etat d'août 1991, lui a donné les assurances attendues : si la Russie poursuit son chemin vers l'économie de marché et la démocratie, la Grande-Bretagne accompagnera cette période de transition, dans la mesure de ses moyens.

L'aide financière que demande le président russe – au premier rang bien sûr des motivations de ce voyage – dépasse en effet de loin les capacités budgétaires d'une Grande-Bretagne plongée dans la récession économique. Des facilités de crédit à l'exportation de 280 millions de livres sterling (environ 2,3 milliards de francs) sont accordées pour des projets en Russie, mais, dans l'ensemble, les industriels britanniques ne se bousculent pas pour investir dans l'ex-URSS et le commerce bilatéral reste faible.

Moscou compte davantage sur les bons offices de Londres, qui s'est faite le champion de l'entrée de la Russie au sein du FMI, pour débloquer l'aide de 24 milliards de dollars promise par les pays occidentaux et dont les versements sont retardés en raison des incertitudes politiques et économiques qui perdurent en Russie.

Le président Eltsine, qui avait affirmé à Washington que le communisme était *« mort »*, a rassuré les Britanniques sur le caractère *« irréversible »* des réformes engagées. Les Britanniques, pragmatiques, ont constaté que le communisme ne semblait pas tout à fait mort...

LAURENT ZECCHINI

TADJIKISTAN : *situation chaotique*

Le gouvernement a démissionné

Le pouvoir aux abois qui se maintient dans la capitale tadjike, Douchanbe, formé de partisans des islamistes et de démocrates mais défendu par des troupes russes, a annoncé mardi 10 novembre une démission en bloc. Le président par intérim, Akbarcho Iskandarov, et le président du Parlement renoncent à leurs postes, ainsi que le gouvernement, qui néanmoins *« expédiera les affaires courantes »* jusqu'à la réunion du Parlement, prévue le 16 novembre.

Les forces de l'opposition (*« procommunistes »*) avaient en effet menacé, lundi, de lancer une nouvelle attaque contre Douchanbe (après celle mise en échec le 25 octobre qui avait fait des centaines de morts) si le président Iskandarov ne démissionnait pas d'ici deux jours et si les groupes favorables au pouvoir n'étaient pas désarmés. Une menace que la population de la capitale prenait parfaitement au sérieux, malgré le déploiement début novembre de la 201ᵉ division blindée russe à Douchanbe. Un déploiement approuvé par les présidents des autres Républiques d'Asie centrale, qui craignent une extension chez eux de la guerre civile tadjike.

Le chaos au Tadjikistan est tel qu'on estime possible la remise par le Parlement du pouvoir au général Moukhriddine Achourov, le commandant de la 201ᵉ division blindée russe. Le général avait annoncé, mardi matin, qu'il démissionnait de son poste de vice-président du *« Conseil d'Etat »* formé récemment à Douchanbe dans l'espoir d'une réconciliation, en déclarant qu'il était *« un militaire professionnel »* et qu'il ne recherchait aucun pouvoir politique. Le Parlement, qui n'a pu se réunir depuis des mois, doit tenir une session le 16 novembre à Khodjent, fief des opposants dans le nord du pays, qui reste (avec le Pamir, allié aux islamistes et aux démocrates) la seule région épargnée par les combats.

ESPAGNE

Andres Nin a bien été assassiné par des hommes de Staline en 1937

L'ouverture des archives du KGB à Moscou a permis à des journalistes de la télévision catalane TV3 d'élucider l'assassinat, en 1937, d'Andres Nin, principal dirigeant du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), proche collaborateur de Trotski et ministre de la justice de la République de Catalogne au début de la guerre civile espagnole, qui devait durer de 1936 à 1939. Les journalistes confirment l'hypothèse, avancée depuis toujours, selon laquelle l'assassinat du dirigeant catalan, trois ans avant celui de Trotski au Mexique, était commandité par Moscou.

Ce sont deux membres du NKVD – l'ancêtre du KGB, – Alexander Orlov et un certain *« Jusik »*, aidés par trois communistes espagnols, qui ont commis le meurtre, selon une lettre datée de juillet 1937 et signée d'Orlov lui-même, adressée au siège du NKVD à Moscou. Une autre lettre, datée de mai 1937, explique comment les services de Staline comptaient *« fabriquer des preuves »* – qui se trouvent toujours aux Archives nationales historiques à Madrid – pour accuser Andres Nin d'être à la solde du général Franco. Sur la base de ces documents, Andres Nin fut arrêté à Barcelone et transféré à la prison d'Alcala de Henares au sud de Madrid. Le dirigeant trotskiste fut ensuite emmené dans une maison où il fut torturé, pour qu'il accepte de plaider coupable, puis exécuté. – *(AFP.)*

IRLANDE

Fin des discussions intercommunautaires sur l'Ulster

Les partis politiques d'Ulster – deux protestants, un catholique modéré et un parti interconfessionnel – et les gouvernements britannique et irlandais ont achevé, mardi 10 novembre, six mois de discussions intercommunautaires, sans parvenir à un accord qui mettrait fin à la guerre civile larvée qui ensanglante l'Irlande du Nord depuis plus de vingt ans.

Les partis protestants et catholiques n'ont pas réussi à s'entendre sur l'éventuel rôle de Dublin dans de nouvelles institutions. Alors que les protestants souhaitent une assemblée élue dont Dublin serait exclu, les catholiques modérés du SDLP (Parti social-démocrate travailliste) veulent que cette assemblée soit assortie d'une commission exécutive, dont un membre serait désigné par Dublin.

Bien que le leader unioniste, le Révérend Ian Paisley, ait déclaré que les négociations étaient *« mortes et enterrées »*, les partis d'Ulster ont publié un communiqué commun annonçant la poursuite de *« consultations informelles »*. Pour les ministres britanniques et irlandais, la fin des discussions ne constitue qu'une *« pause »*. – *(AFP, AP.)*

Moscou accentue sa pression militaire dans le Caucase

Suite de la première page

Selon des témoins sur place, les troupes russes continuent à arriver en grand nombre dans la région et semblent déjà largement assez fortes pour s'assurer, en cas de besoin, le contrôle de la Tchétchénie. Il n'est pourtant en principe pas question de cela (il y a un an presque jour pour jour, M. Boris Eltsine, poussé par son vice-président Alexandre Routskoi, avait été tenté de régler le problème tchétchène par la force, avant d'annuler au bout de quelques jours un décret pris en ce sens). Au stade actuel, seul un régiment russe, fort d'environ 3 000 hommes et quelques dizaines de blindés, a pénétré en Ingouchie. Avec, semble-t-il, un double objectif : d'une part bloquer le passage entre l'Ingouchie et la Tchétchénie et, d'autre part, désarmer les formations armées ingouches qui se sont réfugiées dans la montagne.



Les responsables d'Ossétie du Nord réclamaient depuis plusieurs jours cette intervention, avec de plus en plus d'insistance. En principe, l'armée russe proprement dite ne doit pas, selon l'agence Tass, pénétrer dans les villages ingouches, cette tâche étant réservée aux forces spéciales du ministère de l'intérieur.

Les Ingouches sont d'autant plus réticents à remettre leurs armes qu'ils risquent alors de se retrouver sans défense dans l'hypothèse d'une attaque ossète : en effet, même si le désarmement des formations de volontaires ossètes était mené à bien parallèlement, comme le prévoit le décret sur l'état d'urgence, l'Ossétie du Nord dispose en plus d'une garde nationale légale, alors que les Ingouches n'ont rien de ce genre.

A ce jour, la tentative lancée par les Ingouches pour tenter de reprendre par la force la région de Prigorodny (attribuée à l'Ossétie du Nord lorsque eux-mêmes furent victimes d'une mesure de déportation en masse ordonnée par Staline) s'est donc achevée de manière tragique pour ce petit peuple musulman. L'espoir de récupérer cette région – où vivaient avant guerre plus de la moitié des Ingouches – est désormais plus éloigné que jamais, alors même qu'une résolution votée au printemps par le Parlement russe leur avait fait miroiter cette possibilité.

Plus grave encore, la quasi-totalité des Ingouches vivant jusqu'à présent en Ossétie du Nord, soit de vingt à trente mille personnes, ont vu leurs villages systématiquement pillés et détruits, sans que l'armée russe ne s'y oppose, et se retrouvent dans une situation d'extrême dénuement à l'approche de l'hiver. A Vladikavkaz même, les logements où habitaient des Ingouches ont été soit détruits soit récupérés par des réfugiés venus d'Ossétie du Sud (en territoire géorgien).

Dérapage et démission

De plus, selon divers témoignages concordants, des atrocités ont été commises contre les populations ingouches, après que les troupes russes se furent chargées de réduire la résistance de leurs combattants : de manière plus ou moins voilée, certains journaux moscovites ont d'ailleurs fait état de cette conséquence de l'intervention russe. En revanche, la télévision, retrouvant pour la circonstance un comportement quasi soviétique, a totalement gommé cet aspect hautement déplaisant des choses.

Des responsables russes eux-mêmes paraissent avoir tenté de s'opposer à ce dérapage. C'est en tout cas de cette manière qu'est interprétée par certains observateurs la démission du commandant en chef des forces du ministère de l'intérieur, le général Vassili Savvine, qui avait été envoyé sur place. Le général Savvine n'a pas donné lui-même les raisons de sa démission, mais, selon des propos prêtés à des membres de son entourage, il aurait voulu récupérer les armes fournies aux combattants ossètes et qu'ils utilisaient pour commettre des exactions, mais aurait été désavoué par ses supérieurs.

Parallèlement, le vice-premier ministre Gueorgui Khija, qui avait très ostensiblement proclamé le soutien des Russes *« aux frères ossètes »*, a été remplacé au poste d'administrateur provisoire de la région par M. Serguei Chakhrai, qui vient d'opérer un retour – qui l'a surpris lui-même – au sein de l'exécutif russe où il est chargé du problème des nationalités. M. Chakhrai passe pour bien connaître les problèmes du Caucase, il a une solide réputation de libéral, et il cherchera peut-être à réparer un peu les dégâts.

Mauvaise réputation

En tout état de cause, le ressentiment ingouche ne sera pas facile à effacer, d'autant que les Ingouches, qui lors de l'élection présidentielle avaient voté massivement en faveur de Boris Eltsine et qui, par la suite, contrairement aux Tchétchènes, avaient choisi de rester dans la Fédération russe, peuvent s'estimer bien mal récompensés. Mais il reste que dans la population russe, les Ingouches ont plutôt mauvaise réputation et qu'ils se sont donné le mauvais rôle en apparaissant comme les agresseurs.

Surtout, Boris Eltsine a de toute évidence saisi l'occasion pour faire un exemple et montrer que la Russie était décidée à faire payer le prix fort à ceux qui entreprennent de semer le désordre au sein de la Fédération – faisant peser du même coup une menace sur les turbulents tchétchènes. Le président russe a d'ailleurs lui-même déclaré, à son départ pour Londres, que cette opération avait un caractère dissuasif et qu'elle contribuerait à empêcher le déclenchement d'autres conflits ethniques.

Ce recours à la manière forte présente aussi certains avantages sur le plan de la politique intérieure : c'est une manière de répondre aux nationalistes et aux néo-communistes qui reprochent à M. Eltsine de ne pas affirmer avec suffisamment d'énergie l'autorité de la Russie à l'intérieur comme à l'extérieur de la Fédération. M. Serguei Babourine, l'un des principaux représentants de l'opposition « dure » au Parlement, et par ailleurs membre fondateur du Front de Salut national (dissous par M. Eltsine, mais qui continue à exister), a déjà exprimé sa satisfaction.

JAN KRAUZE

EN BREF

□ **ITALIE : condamnation de cinq membres du mouvement « Ein Tirol ».** – Cinq membres du groupe pantyrolien « Ein Tirol », qui lutte pour le rattachement de la région du Haut-Adige au Tyrol autrichien, ont été condamnés, mardi 10 novembre, à des peines s'échelonnant entre 2 et 15 ans de prison pour avoir commis une quarantaine d'attentats entre 1986 et 1988 dans le Haut-Adige. Quatre des accusés n'assistaient pas au procès et seraient réfugiés en Autriche. – *(AFP.)*

□ **TCHÉCOSLOVAQUIE : la navigation sur la partie slovaque du Danube rétablie.** – La navigation sur la partie slovaque du Danube, interrompue le 20 octobre pour des travaux de dérivation vers un canal alimentant la centrale de Gabcikovo, a été rétablie mardi 10 novembre, a-t-on indiqué à Bratislava, où se trouve une deuxième mission d'experts de la CEE chargée de résoudre le différend opposant Prague et Budapest à ce sujet. Elle doit remettre son rapport fin novembre. – *(AFP.)*

□ **TURQUIE : treize morts lors d'une attaque kurde.** – Treize personnes, dont un journaliste, ont été tuées, lundi 9 novembre, lors d'une attaque contre la sous-préfecture de Hani, dans le Sud-Est anatolien, suivie d'un affrontement entre les forces de sécurité turques et les séparatistes du PKK, a annoncé la chaîne de la télévision d'Etat TRT1. Des incendies se sont déclarés, et Hani est sans électricité depuis lundi soir. Les forces gouvernementales ont déclenché une vaste opération pour retrouver les assaillants. – *(AFP.)*

EUROPE

Malgré l'annonce d'un cessez-le-feu

Les combats en Bosnie n'ont pas baissé d'intensité

Les trois parties en conflit en Bosnie-Herzégovine ont signé, mardi 10 novembre, un accord de cessez-le-feu «inconditionnel» devant entrer en vigueur mercredi à minuit, dans toute la Bosnie. Celui-ci, dont lecture a été faite par le chef d'état-major de la FORPRONU en Bosnie, le général de brigade Rody Cordy-Simpson, a été conclu après quatre heures de négociations à l'aéroport de Sarajevo entre représentants des trois forces, serbe, croate et musulmane. Selon un porte-parole, cette trêve serait le résultat d'un accord politique conclu à la conférence internationale de Genève sur l'ex-Yougoslavie.

Cette annonce a cependant été accueillie avec scepticisme par certains officiers de l'ONU à Sarajevo, car les nombreux cessez-le-feu conclus depuis le début de la guerre, en avril dernier en Bosnie, sont restés sans effet.

La signature du cessez-le-feu a coïncidé avec le début d'une évacuation massive de près de 6 000 habitants de Sarajevo, marqué par le départ d'un premier convoi de quatorze autobus pour le port croate de Split. Un deuxième convoi, transportant un millier de personnes, en majorité serbes, à destination de Belgrade, a quitté Sarajevo. Plus de mille personnes fuyant la capitale bosniaque sont arrivées, mardi soir, en zone croate après avoir été retenues pendant des heures à un barrage serbe, a annoncé la police de Kiseljak (30 kilomètres à l'ouest de Sarajevo), citée par la radio bosniaque. L'opération, organisée par la Croix-Rouge bosniaque, devait se poursuivre mercredi et jeudi. Cette évacuation a suscité les réserves des organisations humanitaires basées à Genève, qui n'avaient pas été informées. Lundi, la FORPRONU avait refusé d'escorter les convois, soulignant que sa mission était d'aider la ville et non de la vider. *«Nous ne participerons pas au nettoyage ethnique»*, avait indiqué un porte-parole de la Force.

Le QG serbe attaqué au Kosovo

L'annonce d'un cessez-le-feu n'a pas fait faiblir les combats qui se poursuivent depuis trois jours en Herzégovine (sud de la Bosnie) sur un front de 400 kilomètres s'étendant, selon des sources serbes, du nord au sud, le long de la Neretva, entre Nevesinje (30 kilomètres à l'est de Mostar) et Popovo Polje, une longue plaine dans l'arrière-pays de Dubrovnik. Selon cette source, vingt soldats serbes ont été tués et plus de cent autres blessés dans ces opérations.

Le quartier général de l'armée yougoslave à Pristina, capitale de la province serbe du Kosovo, a été attaqué, mercredi matin 11 novembre. Selon le colonel Ljubomir Stojadinovic, porte-parole de l'armée fédérale à Belgrade, l'un des assaillants a été tué et deux soldats ont été blessés, dont un grièvement. Les agresseurs, au nombre de trois, ont d'abord ouvert le feu contre les sentinelles en faction devant le quartier général. Celles-ci ont riposté, a précisé le porte-parole du gouvernement provincial serbe Miki Vasic. Deux des agresseurs ont pris la fuite. – *(AFP, Reuter.)*

Inquiétude croissante à Genève

Les organisations humanitaires ignoraient tout de l'évacuation de milliers d'habitants de Sarajevo

GENÈVE

de notre correspondante

Aucune des organisations humanitaires basées à Genève n'a été prévenue de l'évacuation de milliers d'habitants de Sarajevo, ou même informée du début des opérations. Tout en craignant que l'hiver, dans la capitale bosniaque, ne signifie, pour ceux qui devront y rester, et surtout pour les enfants, la mort par la faim et le froid, elles sont unanimes à estimer que ces mouvements forcés de population s'inscrivent dans la politique d'épuration ethnique que toutes condamnent catégoriquement.

Mais, comme l'a déclaré en substance le porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), M. Paul Henry Morard, *«notre rôle n'est pas d'entrer dans des considérations politiques, fussent-elles légitimes, mais de sauver des vies humaines»*. Le CICR n'est plus représenté à Sarajevo depuis l'assassinat, en mai dernier, du chef de sa délégation, M. Frédéric Maurice; il estime que sa présence n'y est pas indispensable en raison du grand nombre d'organismes humanitaires qui se dévouent sur place. Le CICR déploie donc ses délégués (plus d'une cinquantaine) sur le reste du territoire bosniaque, notamment dans les campagnes et les petites villes, où la situation est particulièrement *«atroce»* du fait de la guerre civile. D'autre part, on s'inquiète à Genève du danger qu'encourent les multiples convois lancés sur les routes sans véritable préparation et sans protection de la FORPRONU ni aide des organisations humanitaires expérimentées.

Initiative d'un comité local

La même incertitude règne au Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR), qui, jusqu'au mardi 10 novembre, ignorait également tout de l'évacuation de milliers d'habitants de Sarajevo. Désigné par l'ONU pour coordonner l'aide humanitaire dans toute l'ex-Yougoslavie et prendre en charge les réfugiés de l'intérieur, tant sur les routes que dans les camps, le HCR se demande s'il aura les moyens de sa politique. Quant à la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dont le rôle, différent de celui du CICR, consiste à coordonner les actions des sociétés nationales qui la constituent et non pas d'œuvrer dans les zones de combat, elle a été d'autant plus tenue dans l'ignorance qu'elle n'a pas de correspondant à Sarajevo. On se demande cependant à Genève si l'initiative des opérations provient vraiment de la Croix-Rouge de Bosnie ou si celles-ci n'auraient pas été inspirées et organisées par un comité local, comme l'a indiqué le porte-parole de la Fédération, Ann Naef. C'est là un point de vue qui est partagé par la plupart des mouvements humanitaires dont le siège est à Genève. Des organismes de plus en plus préoccupés.

ISABELLE VICHNIAC

Le calvaire des mères

Suite de la première page

Jeudi dernier, Ante, employé à l'hôpital d'Albertville, un Yougoslave établi en Savoie depuis vingt ans, est venu préparer la «soupe de bœuf», une spécialité de Bosnie. Il avait amené un magnétophone. C'était la fête. Les uns et les autres se sont précipités pour y passer des cassettes. A un moment, on a mis la chanson *Au héros blessé des quatre coins de la Yougoslavie*. Vladimir, quinze ans, s'est effondré en larmes. Les autres enfants, un à un, se sont mis à pleurer, *«incapables de manger»*, soupire Ante. *Au héros blessé* est la chanson que Vladimir chantait à Sarajevo lorsqu'il a été blessé : il distribuait des chocolats aux enfants en compagnie des «casques bleus» de la FORPRONU, *«Les Serbes leur ont jeté seize grenades dans les jambes»*, raconte sa mère.

Invisible, la guerre se joue encore à Albertville. Elle est obsédante, imprègne les rêves, les conversations. *«C'est une guerre tellement sale qu'elle en est presque devenue une fiction»*, explique Orimita. Une guerre à laquelle personne ne voulait croire. *«Au début, j'ai aperçu les premières bombes traverser le ciel, je pensais que c'était un jeu de quelques jours, que ça allait passer»*, dit Dragana, une autre mère. *«Puis il y a eu les combats toutes les nuits, ensuite nuit et jour. Quand j'ai vu que ce n'était pas près d'être terminé, je me suis organisée : j'ai acheté une chèvre, planté des légumes dans le jardin, que j'échangeais contre du riz, de la farine ou de l'huile.»*

Humiliations, viols, avortements

Infirmière dans le service psychiatrique d'un grand hôpital, Fatima, elle, a réalisé que c'était *«vraiment la fin lorsqu'ils se sont mis à bombarder la maternité et le service de pédiatrie, toutes ces mères et ces enfants morts. Là je me suis rendu compte qu'il n'y avait plus de limites. Dans mon service, les miliciens sont arrivés en disant : les infirmières, les médecins, les malades musulmans et croates doivent partir. Ils ont lâché les malades mentaux tout nus dans une forêt.»*

Orimita, Dragana, Fatima et les autres, médecin, vendeuse, professeur ou mères au foyer, toutes racontent comment *«il a bien fallu s'habituer à ce qu'on n'aurait jamais imaginé auparavant»*. Des miliciens serbes donnant une demi-heure aux habitants musulmans pour évacuer une banlieue qu'ils voulaient «purifier». *«Nous sommes vite montés dans des bus. Ceux qui n'ont pas eu le temps de monter ont été fusillés.»* D'autres miliciens déshabillant des femmes et des adolescentes, les forçant à marcher nues dans la rue. *«Des filles de treize ans ont été violées*, raconte une mère. *J'ai vu un médecin pleurer à l'hôpital parce qu'il était obligé de faire quarante avortements à la suite.»* Des femmes encore, menacées d'un pistolet dans la bouche, dépouillées de leur argent et de leurs bijoux.

Apprendre chaque jour. *«Il faut apprendre à se cacher, à faire les courses tout en évitant les bombes et les balles. Il y a deux techniques : ramper ou courir en zig-zag*, explique Ifeta. *Regardez, j'ai perdu mes dents, elles ont volé comme des grains de riz dans la rue. Je suis tombée sur le menton à la suite d'une détonation. Trois fois, j'ai échappé à la mort. La première, c'était en allant chercher de l'eau. J'avais fait cinq kilomètres pour trouver une canalisation qui marchait encore. J'étais revenue avec deux seaux pleins d'eau quand j'ai senti un souffle chaud. Je me suis couchée par terre et je suis restée quinze minutes immobile. C'était une bombe à éclatement multiple. J'avais perdu mes deux seaux!*

» La deuxième fois, j'étais allée chez ma mère pour du sucre. Je rampais sur un pont, les snipers (tireurs embusqués) *me tiraient dessus, je voyais les balles passer à quelques centimètres. Il fallait ensuite faire le chemin du retour. La troisième fois, c'était sur le marché. Il n'y avait d'ailleurs plus rien à acheter, de vagues herbes à la place des légumes, payables en deutschemarks. Au moment de régler, une bombe est tombée, j'ai été projetée, mais, cette fois-ci, j'ai gardé mes légumes et je suis partie sans payer!»*, dit-elle en éclatant de rire : *«C'est une histoire à rire et à pleurer.»*

Orimita, elle, faisait des beignets dans sa cuisine avec sa *«réserve de riz»* lorsqu'une balle lui a frôlé le poignet. *«J'habitais dans un immeuble devenu stratégiquement important. Les snipers visaient les fenêtres, puis ils sont venus avec des chars le détruire à coups d'obus. Nous nous cachions dans les caves, mais moi, je remontais pour préparer des plats chauds.»* Une nuit, Orimita s'était couchée avec son mari, ses deux enfants et un neveu, tous regroupés dans la même chambre. *«Je dormais quand j'ai senti une explosion. La chambre était pleine de poussière, ensuite il y a eu un silence terrible, j'ai crié, appelé mes enfants, personne n'a répondu : mon neveu était mort, ma fille criblée de fragments d'obus, mon fils indemne. Nous sommes allés porter ma fille aux urgences. Dans la rue, ils bombardaient encore. On était obligé de s'arrêter souvent, de la poser à terre, de la recouvrir. Ensuite, il a fallu annoncer à mon beau-frère la mort de son fils. Cela faisait quatre mois qu'il était coincé à l'autre bout de Sarajevo et qu'il essayait de nous rejoindre. Il ne pouvait que nous téléphoner.»*

Des bombardements qui n'en finissent pas

La nuit, le jour : *«Il n'y a jamais de répit*, expliquent les mères. *Si encore c'était comme les autres guerres, avec des bombardements intenses mais qui s'arrêtent à certains moments de la journée. Non, là, c'est en continu. Ils essayent de nous détruire psychologiquement. Ce sont des lâches. Ils ne nous laissent même pas le temps de dormir la nuit, ni de manger. A Sarajevo, on dort peut-être quatre ou cinq heures par jour. On attrape mal à la tête avec tout ce bruit. On ne peut pas se ravitailler, ils bombardent les magasins, les marchés, les points de distribution d'aides humanitaires.»*

Les habitants ont appris à se méfier des «traîtres», comme ils les appellent, *«ceux qui appellent les Serbes dès qu'ils voient un groupe se former dans la rue. Par exemple, des enfants qui jouent ensemble. Ils téléphonent et, cinq minutes après, les miliciens arrivent et jettent une bombe sur les enfants. Ensuite, des snipers prennent le relais pour tirer sur ceux qui tentent de secourir les blessés. Toujours le même scénario : à la fin, nous savions qu'il ne fallait pas se précipiter sur les blessés après une explosion. Nous les laissions par terre et nous attendions que la nuit tombe avant de nous en approcher pour les évacuer.»*

Il faut se résoudre ainsi à vivre dans les caves, remplacer les vitres par des toiles en plastique, donner ses draps et ses couvertures à l'hôpital du quartier, dilapider ses économies pour de la farine et des armes : *«J'ai vu des gens se cotiser et donner 100 000 deutschemarks pour acheter des armes»*, témoigne une résidente de la banlieue de Sarajevo. Une autre explique : *«Au début, il n'y avait que six fusils pour se défendre dans la rue. Les gens se les prêtaient. Maintenant ils se font des armes eux-mêmes avec des perceuses!»*

Admettre le hasard : *«On reste en vie, on se demande pourquoi. Un jour, alors que je m'apprêtais à sortir de l'hôpital où était ma fille, je décide de rendre visite à un ami, lui aussi blessé. Ça m'a sauvé la vie car, au même moment, ils bombardaient le chemin de l'hôpital»*, dit l'une d'elles. Ne pas avoir le temps d'avoir peur : *«Quand il faut trouver à manger tous les jours, on n'y pense pas.»* Et il faut se méfier des faux espoirs : *«Lorsque François Mitterrand est venu, c'était une délivrance*, raconte une réfugiée. *On croyait que c'était la fin, on se disait : merci mon Dieu, le plus gros est passé, maintenant, ils ne vont plus nous chasser. Puis ça a recommencé de plus belle. Nous étions en colère contre le monde entier, ce monde qui nous regarde et ne fait rien.»*

«Ce n'est pas la guerre, c'est une fiction», répète Orimita à chaque fin de phrase. *«Est-ce que c'est une guerre quand on cherche à exterminer une population civile, quand on vise systématiquement nos enfants, quand on détruit nos bâtiments avec des chars, des armes, des soldats que mes parents, mon mari, moi-même avons payés avec nos impôts pendant des années?»*

«Ici le cœur éclate...»

Aujourd'hui, Sakiba regrette d'être là. Venue en France pour faire soigner l'une de ses filles, elle sait que ses deux autres enfants ont été blessés là-bas : *«Si j'avais su, je serais restée avec eux pour partager leur destin. C'est mon mari qui m'a poussée à partir. Il disait que ce serait plus facile pour lui d'évacuer les deux derniers enfants qu'une famille tout entière.»* Médecin, Yasmina pense également que sa place n'est pas ici : *«J'aimerais être du côté de mon peuple, soigner tous ces blessés. Je me sens coupable, ça me tue.»* Pour elle aussi, l'évacuation de son enfant en France était une question de vie ou de mort.

«Nous nous sentons toutes coupables d'être séparées de nos maris, de nos autres enfants. On ne sait plus s'ils sont morts ou vivants. Ici, trois fois par jour, nous mangeons des repas normaux. A chaque fois que je ne mets à table, je me dis qu'ils n'ont rien à manger là-bas, explique Orimita. *La nuit, je ne dors pas. Je laisse la lumière allumée parce que ma fille a peur, et moi, je pense aux bombardements. C'est le moment où ils sont le plus terribles en Bosnie.»* Orimita regarde, une nouvelle fois, les montagnes d'Albertville : *«On finit par avoir une double personnalité. Là-bas, ce sont les bombes qui explosent, mais on résiste. Ici, c'est la paix, le confort, la sécurité, mais c'est le cœur qui éclate. Je ne croyais pas que le cœur pouvait éclater comme ça.»*

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

ALLEMAGNE : devant le tribunal de Berlin-Moabit

Ouverture du procès de M. Erich Honecker et de cinq anciens dirigeants de la RDA

Le procès de l'ancien chef de l'Etat et du Parti communiste est-allemand (SED), M. Erich Honecker, s'ouvre *jeudi* 12 novembre devant le tribunal de Berlin-Moabit. Agé de quatre-vingts ans, atteint d'un cancer du foie, M. Honecker est incarcéré à la prison centrale attenante depuis son retour de Moscou, le 29 juillet dernier. En compagnie de cinq autres dirigeants de l'ex-RDA, il doit répondre de la mort de 12 personnes sur le mur de Berlin et l'ancienne ligne de démarcation interallemande. Ses co-accusés sont l'ancien chef de la sécurité d'Etat (Stasi), M. Erich Mielke, l'ancien premier ministre, M. Willi Stoph, les ex-ministre et vice-ministre de la défense, MM. Heinz Kessler et Fritz Streletz, enfin, l'ancien responsable du parti dans la région frontalière de Suhl, en Thuringe, M. Hans Albrecht.

BERLIN

de notre correspondant

Fallait-il juger Erich Honecker et comment? La question a donné lieu, dès la chute du régime communiste est-allemand, à une longue controverse à laquelle le procès qui s'ouvre aura bien du mal à donner une réponse satisfaisante. Bien que le président du tribunal, M. Hans Georg Braütigam, l'ait jugé apte à comparaître, nul ne sait si l'état d'avancement de son cancer lui permettra de supporter la procédure jusqu'à son terme. Pourquoi *fallait-il poursuivre Erich Honecker*? Comme traître à la nation allemande? Le chancelier Kohl avait déroulé le tapis rouge, en 1987 à Bonn, lors de la visite de M. Honecker, chef d'un Etat internationalement reconnu, membre des Nations unies. Etait-il possible de le juger sans faire aussi le procès des relations entretenues par les hommes politiques d'Allemagne de l'Ouest avec l'ancienne RDA? Sans faire le procès de l'ex-Union soviétique, qui créa et soutint cet Etat pendant quarante ans? Fallait-il le poursuivre pour avoir fait appliquer des lois iniques? Le tribunal de Nuremberg, lors des procès des anciens dignitaires nazis après la guerre, avait établi que les dirigeants d'un Etat, même agissant dans le cadre de leur légalité, pouvaient avoir à répondre de leurs actes au nom d'un droit universel supérieur. Mais était-il possible d'appliquer cette même règle à un régime communiste sans glisser dans des comparaisons douteuses, sans mettre en cause les dirigeants d'autres pays de l'Est?

Le soutien de Mikhaïl Gorbatchev

La fuite d'Erich Honecker en avril 1990 dans un hôpital militaire soviétique de l'ex-RDA puis son transfert à Moscou, en mars 1991, avaient bien arrangé à l'époque les dirigeants allemands. On avait trop besoin de Mikhaïl Gorbatchev, encore président de l'ex-URSS, pour prendre le risque d'un procès peut-être embarrassant pour le chef de l'Etat soviétique. M. Gorbatchev, qui vient d'être élevé, lundi, à la dignité de citoyen d'honneur de la ville de Berlin avec le chancelier Kohl et l'ex-président américain Ronald Reagan, pour services rendus à la réunification allemande, n'a jamais caché qu'il ne souhaitait pas voir juger M. Honecker.

Tant qu'il a été au pouvoir, il s'était opposé à son extradition. Mais l'URSS aujourd'hui n'existe plus, et son successeur, M. Boris Eltsine, président de la Russie, s'est au contraire fait un plaisir de renvoyer l'ancien responsable communiste allemand dans ses foyers.

Trois ans après la chute du mur de Berlin, de nombreux Allemands, y compris à l'Est, se seraient sans doute eux aussi satisfaits du maintien de l'ancien chef d'Etat en exil. Réclamé par les victimes de l'ancienne dictature communiste, ce procès tombe aujourd'hui à contretemps. L'effondrement de l'économie est-allemande, ses conséquences sociales, les violences racistes compliquent les relations entre l'Est et l'Ouest du pays réunifié. A l'Est, la priorité n'est plus aux règlements de compte avec le passé. La fièvre déclenchée par l'ouverture des archives de la Stasi, l'ancienne police politique est-allemande, est retombée. Les attaques sans cesse relancées contre M. Manfred Stolpe, ministre-président du Brandebourg, soupçonné d'avoir un peu trop «flirté» avec la Stasi quand il négociait avec elle pour le compte de l'Eglise protestante, agacent.

M. Honecker de retour sur le sol allemand, il n'était cependant pas envisageable d'arrêter la machine judiciaire. L'ancien chef de l'Etat avait fait l'objet de poursuites avant même la réunification. Deux mois après celle-ci, le 1er décembre 1990, la justice berlinoise avait lancé un mandat d'arrêt contre lui. Mais surtout, plusieurs gardes-frontières ont été condamnés cette année à des peines de prison pour avoir obéi aux ordres et tiré sur des fugitifs essayant de gagner l'Occident. Il était donc difficilement concevable de punir les «petits» sans demander des comptes aux «grands».

L'ordre de tir

Le risque est pourtant grand de voir le procès tourner court. Les procédures engagées contre d'autres anciens dirigeants se sont jusqu'ici toujours enlisées. L'ancien chef de la Stasi, M. Erich Mielke, l'homme le plus haï de l'ancienne RDA, fait l'objet depuis des mois d'un laborieux procès pour le meurtre de deux policiers dont il se serait rendu coupable en 1931, à l'époque où il luttait comme militant communiste contre les nazis. Il ne peut être accusé de tous les crimes commis sous ses ordres par la Stasi, de tous les excès de la répression policière, puisqu'il agissait alors dans le cadre de la «légalité» est-allemande. Le traité d'unification entre les deux anciens Etats allemands stipule en effet que c'est l'ancienne législation de la RDA qui s'applique pour des actes commis du temps de son existence.

La possibilité de condamner Erich Honecker et ses comparses comme responsables des tirs contre les fugitifs tentant de franchir le rideau de fer reste à prouver. Il est difficile techniquement de démontrer de qui émane formellement l'ordre de tir. S'il existe de nombreuses directives du conseil national de défense, présidé par M. Honecker à partir de 1973 en qualité de chef de l'Etat, visant à protéger par tous les moyens la frontière, il n'a pas été retrouvé d'ordre formel. Enfin les avocats de l'ancien chef d'Etat font valoir que l'Allemagne de l'Est, comme n'importe quel autre Etat, avait le droit de défendre ses frontières, d'autant qu'il s'agissait aussi de celles du pacte de Varsovie.

Le juge Hans Georg Braütigam, qui préside le tribunal chargé de juger M. Honecker, a à sa disposition un jugement rendu en appel, la semaine dernière, par la Cour fédérale de cassation. Celle-ci avait à statuer sur les peines infligées à deux gardes-frontières condamnés cette année pour la mort d'un fugitif. Confirmant le verdict rendu en première instance, elle a reconnu que les deux gardes avaient bien agi dans le cadre de la loi en vigueur. Mais elle a estimé qu'ils auraient dû reconnaître que leurs tirs mortels contrevenaient à une éthique supérieure, à savoir *«le droit à la vie et à la liberté, que chaque Etat se doit de respecter»*. Cette argumentation ne fait pas l'unanimité parmi les juristes. Le juge Braütigam, qui a la réputation d'un «dur», devra se garder de donner l'impression de manipuler la loi.

HENRI DE BRESSON

DIPLOMATIE

Le treizième sommet franco-italien

MM. Mitterrand et Amato ont réaffirmé leur solidarité face aux Etats-Unis dans les négociations du GATT

Un peu plus d'un an après celui de Viterbe, en Italie, le treizième sommet franco-italien s'est réuni, mardi 10 novembre à Paris. M. François Mitterrand et le président du conseil italien, M. Giuliano Amato, ont souligné leur identité de vues sur la plupart des grandes questions internationales, notamment sur la nécessité de mener à terme le processus de ratification des accords de Maastricht et sur l'impératif de la solidarité européenne face aux Américains, dans les négociations du GATT *(lire page 14)*. MM. Mitterrand et Amato ont indiqué que Paris et Rome allaient renforcer leur coopération dans la lutte contre la criminalité organisée.

M. Mitterrand a précisé que, dans les négociations du GATT, Français et Italiens sont *«désireux d'un accord, pas à n'importe quel prix»*, ce qui signifie que *«chacun doit bouger, donc aussi les Américains»*. *«On ne peut pas*, a-t-il ajouté, *nous demander de réduire notre production au point de développer les jachères de plus en plus. Cela ne serait compris par personne et d'ailleurs ce ne serait pas tenable. (...) Que chacun comprenne son devoir international, qui consiste à ne pas créer d'injustices nouvelles ou à n'agir que par la politique du poing sur la table.»*

Interrogé sur les limites éventuelles de la solidarité européenne, le président français a indiqué : *«Je compte sur la solidarité italienne comme l'Italie compte sur la France. (...) Il y a eu suffisamment de solidarité pour que le front* [européen] *ait été maintenu jusqu'à cette heure.»* M. Amato a manifesté son accord avec M. Mitterrand en ajoutant : *«Il n'y a pas de problème français par rapport aux Etats-Unis, il y a un problème de la Communauté dont on parle avec les Etats-Unis.»* Le président du conseil italien a encore estimé que les négociations du GATT n'aboutiront que si *«toutes les questions en cours de discussion»*, c'est-à-dire aussi bien les services que l'agriculture, trouvent une solution : *«Nous voulons qu'un équilibre général soit trouvé.»*

«Lutter contre la criminalité organisée»

MM. Mitterrand et Amato sont encore tombés d'accord pour réaffirmer, selon la formule du président français, que le traité de Maastricht *«ne peut pas et ne doit pas être renégocié»* et qu' *«on ne peut pas enrayer le mouvement engagé»*.

M. Mitterrand a fait observer que les ministres de l'intérieur et de la justice ont participé au sommet, *«ce qui n'est pas habituel»*, a-t-il souligné, car *«il y a lieu de lutter contre la criminalité organisée»* conformément à l'esprit de Maastricht, d'autant que l'Italie devient *de facto*, la *«frontière sud-sud-est»* de la France.

Un magistrat français va ainsi être nommé le 1er janvier 1993 à Rome, tandis que les policiers chargés des liaisons entre l'Italie et la France seront plus nombreux et que la coopération avec *«les pays d'Europe centrale et orientale»* sera développée.

Enfin, M. Amato, évoquant, après M. Mitterrand, l'accord de recapitalisation de SGS-Thomson, *(lire page 14)*, a jugé que de tels accords devaient permettre de surmonter la conjoncture économique morose. *«L'Europe des prochains mois ne devrait pas être l'Europe de la récession»*, a-t-il lancé.

Excluant toute modification de fond

M. Jacques Delors évoque la nécessité d'«amendements de forme» au traité de Maastricht

LA HAYE

de notre correspondant

Le traité de Maastricht *«n'est pas le gagnant du concours de beauté, mais le renégocier signifierait qu'il faudrait attendre de trois à quatre ans pour aboutir à un résultat peut-être moindre»*. A la tribune du congrès des socialistes européens *(lire ci-contre)*, le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a une nouvelle fois exclu, mardi 10 novembre, la réouverture des négociations sur les modalités et la finalité de l'Union européenne.

Appelant la Grande-Bretagne et le Danemark *«à comprendre»* qu'il était impossible de *«remettre en cause (...) un compromis* [qui fut] *difficile à obtenir et* [qui est] *difficile à expliquer»*, M. Delors ne s'est pas lancé, toutefois, dans une *«défense intégriste»* du traité de Maastricht. Il a tendu la main à Londres et à Copenhague en affirmant que la Commission de Bruxelles fera *«tout ce qu'elle pourra»* pour proposer aux autres Etats membres d'accepter ce qu'il a appelé *«des amendements de forme»*.

Il a évoqué la possibilité d'ajouter au traité *«des déclarations interprétatives – par exemple sur la citoyenneté européenne, – des périodes de transition ou des exemptions temporaires – comme c'est déjà le cas en matière d'Union monétaire»*.

Ces assouplissements sur mesure pourraient ouvrir la voie à une union à géométrie variable entre les Douze, bien que le président de la Commission ne l'ait pas dit explicitement. Mais ces aménagements de forme ne devraient, selon lui, rien modifier sur le fond : il ne saurait être question, a-t-il affirmé, d'une Europe *«à la carte (...) dans laquelle les uns auraient des droits particuliers tandis que d'autres seraient déchargés de certains devoirs»*. Car dans ce cas, *«la Communauté tomberait dans le travers d'une organisation internationale incapable de décider et d'agir»*.

Rappelant que la construction européenne n'avait jamais été *«un long fleuve tranquille»*, mais qu'elle avait à son actif des succès assez probants pour susciter, aujourd'hui, l'intérêt parfois critique des peuples des Etats membres, l'inquiétude de puissances commerciales concurrentes et l'attente des pays est-européens, M. Delors a invité les responsables européens à ne pas se laisser aller *«au scepticisme, qui est notre pire ennemi, ni au découragement, qui est notre pire adversaire»*.

CHRISTIAN CHARTIER

A l'initiative de dix-neuf formations

Création du Parti des socialistes européens

LA HAYE

de notre correspondant

Réunis en congrès, les 9 et 10 novembre à La Haye, les représentants des dix-neuf formations politiques (1) membres de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne (UPSCE) ont voté à l'unanimité la transformation de celle-ci en Parti des socialistes européens (PSE).

Le PSE entend être *«le bras actif des partis nationaux au plan européen»*. Plus structuré que l'UPSCE – les chefs des partis membres se réuniront en conférence deux fois par an, – il coordonnera notamment son action avec le groupe socialiste à l'Assemblée de Strasbourg. Le président de celui-ci, M. Jean-Pierre Cot, a souligné que la création du PSE signifiait une certaine *«bipolarisation»* de la vie politique européenne, en face du Parti populaire européen qui réunit les chrétiens-démocrates du continent et les conservateurs britanniques.

Mais, à l'instar du PPE, le champ d'action politique du PSE ne s'arrête pas aux frontières de la Communauté : *«Il ne faut pas laisser le champ libre au camp conservateur pour se poser en axe moteur du développement européen, notamment en Europe de l'Est»*, a déclaré M. Ben Fayot, président du Parti ouvrier socialiste luxembourgeois.

Une plate-forme politique commune doit encore être élaborée. Mais le premier secrétaire du PS français, M. Laurent Fabius, a suggéré que le PSE *«se manifeste de façon visible»* à l'occasion du renouvellement du Parlement européen, en 1994, pour *«mener une campagne et proposer un programme commun»*. Le PSE s'est donné comme président le socialiste flamand Willy Claes, actuel ministre belge des affaires étrangères, qui sera assisté de six vice-présidents (2).

C. Ch.

(1) Le Parti démocratique de la gauche italien (ancien Parti communiste de M. Occhetto) et les partis sociaux-démocrates finlandais (FSDP) et suédois (SSA) ont été admis comme membres à part entière.

(2) Mme Elena Florès (PSOE espagnol), MM. Gérard Fuchs (PS français) et Thijs Wöltgens (PVDA néerlandais), vice-présidents sortants réélus, ont été rejoints par MM. Jack Cunningham (LP britannique), Mario Dido (PSI italien) et Heinz Fischer (SPÖ autrichien).

OCÉANIE

AUSTRALIE

Grève massive dans l'Etat du Victoria

SYDNEY

de notre correspondante

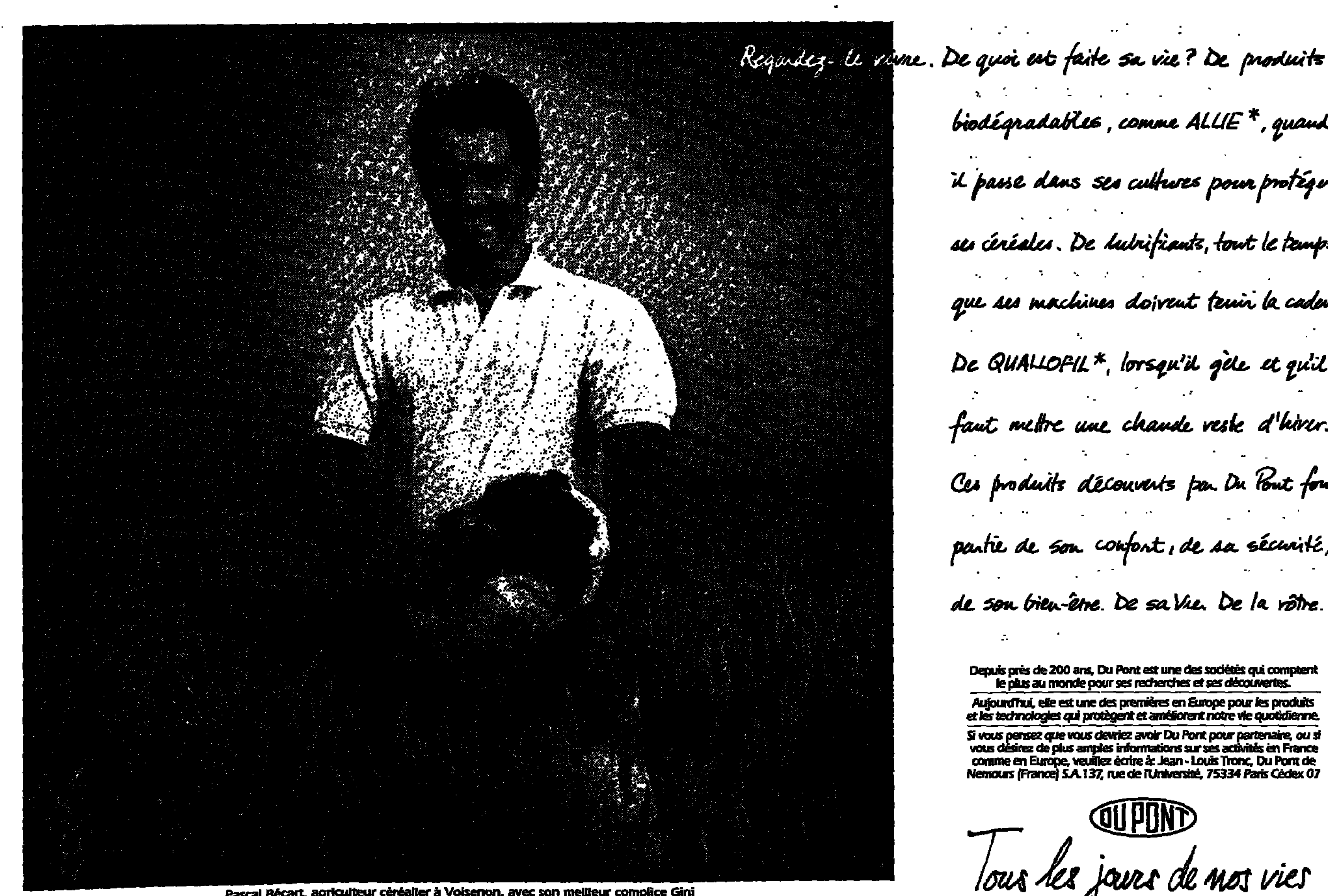
Plus de cent mille personnes ont défilé à Melbourne, mardi 10 novembre, pour protester contre la législation sur la déréglementation du marché du travail proposée par le gouvernement libéral du Victoria, élu le 3 octobre à une large majorité (*le Monde* du 8 octobre). La deuxième ville du pays n'avait pas connu de telle manifestation depuis les marches contre la guerre au Vietnam. Les syndicats du Victoria se félicitent du succès de la grève, qui, selon eux, a été suivie par 800 000 personnes appartenant pour la plupart au secteur public. Les syndicats s'apprêtaient à la bataille depuis que ces mesures ont été rendues publiques par le nouveau premier ministre du Victoria, M. Jeff Kennett, lors de la présentation du budget.

Pour éponger la dette de l'Etat, M. Kennett avait annoncé la suppression de 7 000 emplois dans le secteur public, et l'abolition immédiate de l'allocation versée en addition des congés payés, soit 17,5 % du salaire mensuel. Le projet de loi prévoit aussi de limiter le droit de grève et de supprimer des indemnités auparavant garanties aux travailleurs du public comme du privé.

Pour le gouvernement travailliste australien, la grève du Victoria est un avant-goût des conflits sociaux à venir en cas de victoire des conservateurs aux élections fédérales prévues pour mai 1993 au plus tard. *«Vous verrez le même chaos social à Sydney, Brisbane, Perth et Adélaïde»*, a prédit le premier ministre, M. Paul Keating. De leur côté, les conservateurs accusent le gouvernement d'avoir encouragé la grève : *«Vous vouliez que les Victoriens descendent dans la rue, parce que vous pensez pouvoir en tirer un dividende sur le plan politique»*, a déclaré M. John Howard, chargé des relations syndicats-patronat dans l'opposition.

Divers secteurs doivent successivement se mettre en grève dans le Victoria d'ici à la fin du mois : le port de Melbourne, les transports en commun, les transport aériens... La Confédération nationale des syndicats (ACTU) a appelé à une journée d'action nationale le 30 novembre, pour donner un avertissement à l'opposition qui compte, si elle est élue, instaurer dans le reste du pays des réformes semblables à celle du Victoria.

SYLVIE LEPAGE



PROCHE-ORIENT

LIBAN : démonstration de force ou prélude à une opération d'envergure ?

Israël achemine d'importants renforts de troupes dans la « zone de sécurité »

Les Etats-Unis ont appelé, mardi 10 novembre, Israël, le Liban et la Syrie à *« faire preuve de la plus grande retenue »* à la frontière israélo-libanaise, où les bombardements du Hezbollah et les raids israéliens se poursuivent depuis dimanche. Israël a acheminé au cours des dernières 24 heures d'importants renforts militaires dans cette zone.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

L'armée israélienne s'apprête-elle à effectuer une nouvelle opération d'envergure au Liban ? Quarante-huit heures après la reprise des duels d'artillerie et des raids aériens dans le sud du pays du Cèdre, c'est la question qui continuait de se poser, au vu du plus spectaculaire déploiement de forces qu'on ait pu observer depuis des mois dans la région.

Chars d'assaut, pièces d'artillerie lourde (155 mm et 175 mm), transports de troupes blindés, camions de munitions et d'explosifs ; en deux jours, les autorités militaires israéliennes auront fait défiler, sous l'œil intéressé des caméras de télévision, un nombre impressionnant d'hommes et une quantité de matériel. Mercredi matin, une grosse partie de cet arsenal mécanisé avait été vue franchissant la frontière pour pénétrer dans la « zone de sécurité », une bande d'un millier de kilomètres carrés que l'Etat juif occupe depuis une dizaine d'années, dans l'extrême sud du Liban.

S'agit-il d'une démonstration de force destinée autant à impressionner l'adversaire qu'à rassurer les *habitants du nord du pays ? Seul* le premier ministre, M. Itzhak Rabin, qui a réuni jusque tard mardi soir son état-major et ses principaux ministres à Jérusalem, pourrait répondre à cette question. *« L'armée est prête à toute éventualité, la décision est politique »*, remarquait pour *le Monde* un officier supérieur. En tout état de cause, à l'instar des deux nuits précédentes, les habitants de Galilée, qui furent les cibles privilégiées des roquettes tirées par les maquisards libanais ces derniers jours, sont allés dormir mardi dans les abris.

Comme à chaque fois que tonne le canon dans cette région, on s'interroge sur les responsabilités et les objectifs visés par les différents acteurs du conflit. Mais les analystes posent plus de questions qu'ils ne fournissent de réponses. D'abord, qui tire depuis dimanche soir sur les villages israéliens frontaliers ? *« Le Hezbollah à la solde de l'Iran »*, clament les Israéliens. Mais, curieusement et contrairement à l'habitude, le « parti de Dieu » n'a pas revendiqué les bombardements. Sans avancer de preuve, on susurre dans certains milieux que les auteurs des tirs de roquettes pourraient être des militants palestiniens du groupe d'Ahmed Jibril.

Deuxième question : pourquoi, une semaine après la dernière salve de tirs et une semaine après que M. Rabin eut fait part de sa volonté de ne *« pas jeter d'huile sur le feu »*, pourquoi donc l'aviation israélienne est-elle allée bombarder dimanche, dans le sud de la Békaa, une base du Hezbollah ?

Incidences sur le processus de paix

Fermement opposé aux pourparlers de Washington – comme l'est Téhéran, son principal tuteur, – le « parti de Dieu » a décidé de frapper fort pour provoquer *« l'ennemi sioniste »* et, si possible, l'entraîner dans un conflit si violent que le processus de paix risquerait de ne pas s'en remettre. Quoi de plus provocant pour un Etat, qui a toujours fait profession de protéger partout ses citoyens, que de voir des civils de Galilée être pris pour cible ? Pour l'armée d'Israël, riposter à ces attaques n'est pas seulement une tradition, c'est aussi, pour son chef suprême, M. Rabin – lequel cumule ses fonctions avec celles de ministre de la défense – une question de crédibilité.

Comme le résumait mardi à la radio nationale une résidente de Kiriat-Chmona, petite ville-frontière située à trois kilomètres de la « zone de sécurité » : *« ou bien nous voulons les écraser et alors faisons-le, ou bien nous ne voulons pas être entraînés dans un conflit d'importance et alors il ne faut pas aller les provoquer sur leur terrain »*. Bien sûr, comme le disait, pratiquement au même moment à Washington, M. Itamar Rabinovitch, principal négociateur israélien face à la Syrie, Damas, qui justifie le combat du Hezbollah contre *« l'occupant israélien »*, et qui entretient dans le même temps plus de trente mille soldats au Liban, *« est particulièrement mal placé pour critiquer la présence d'Israël »* aux confins sud du pays du Cèdre.

Mais en invitant, comme elles le font depuis trois semaines, le président Hafez El Assad à museler les maquisards libanais, c'est-à-dire en lui assignant un rôle de policier, les *autorités de l'Etat juif* n'admettent-elles pas la mainmise syrienne sur le Liban ? C'est l'autre dimension possible du conflit en cours. A la question de savoir s'il accepterait que Damas, jouant ainsi le rôle de proconsul au Liban, garantisse sa sécurité à la frontière nord d'Israël, M. Rabin, dans un entretien publié par *le Monde* le 21 octobre, n'avait pas répondu non.

Il n'est donc pas impossible que les Syriens aient décidé de laisser monter la pression libanaise pour qu'Israël renouvelle son invitation à un règlement global qui affermirait leur contrôle sur Beyrouth. Dans une négociation, il vaut toujours mieux avoir deux fers au feu...

PATRICE CLAUDE

ÉGYPTE

Offensive du pouvoir contre les extrémistes islamistes

LE CAIRE

de notre correspondant

« Pas de quartier avec les terroristes ! » ; lancé par le président Hosni Moubarak lundi 9 novembre, ce mot d'ordre a donné le signal d'une grande offensive des forces de l'ordre contre les extrémistes musulmans. La réaction de la police a été d'autant plus rapide que l'un de ses centres avait été presque au même moment la cible d'une attaque à la bombe, à Daïrout (*le Monde* du 10 novembre). Deux étudiants islamistes, soupçonnés d'être les auteurs de l'attentat, ont été arrêtés dans les heures qui ont suivi.

A Assiout, à 100 kilomètres plus au sud, les forces de l'ordre ont investi la mosquée Al Rahman, où se tenait depuis des années la réunion hebdomadaire de militants de la Gamaa islamaya, une organisation qui, depuis longtemps, était tolérée par des responsables politiques locaux. Mais les policiers n'attendaient que le feu vert pour procéder à l'arrestation de ceux qu'ils estimaient être à l'origine de la plupart des violences perpétrées contre les représentants de l'Etat ou les coptes (chrétiens d'Egypte). C'est cette même organisation qui, en octobre 1981, à la suite de l'assassinat du président Sadate, avait tué une centaine de policiers à Assiout.

Des membres de la Gamaa ont donc été « cueillis » par la police à la sortie de la réunion, mais certains ont pu prendre la fuite. Trente-cinq extrémistes musulmans présumés ont été interpellés. Parallèlement, dans le village voisin de Sanabou – où une quinzaine de coptes et de policiers avaient été tués, – les forces de l'ordre ont pris d'assaut une maison où se trouvaient huit membres de la Gamaa et saisi des bombes de fabrication artisanale.

Cette détermination du gouvernement est due à la série d'attentats perpétrés depuis octobre contre des coptes et des touristes, qui ont fait un mort et quinze blessés. Car les extrémistes musulmans ne représentaient plus seulement un problème de sécurité intérieure, mais aussi une menace pour le prestige du gouvernement et surtout pour l'industrie du tourisme.

Aussi les autorités ont-elles non seulement décidé de doter la police d'hélicoptères (*le Monde* du 11 novembre), mais aussi de suspendre la navigation des bateaux de croisière sur le Nil entre Minia et Assiout, en Haute-Egypte. Cette mesure préventive n'affecte pratiquement pas le tourisme, étant donné que ce trajet n'est emprunté que par une poignée des quelque deux cents bateaux de croisière qui sillonnent le Nil, dont près de 95 % font la navette entre Louxor et Assouan. Enfin, les cars de touristes visitant le site de Tal-El-Amarna, entre Minia et Daïrout, sont dorénavant escortés par la police.

ALEXANDRE BUCCIANTI

A TRAVERS LE MONDE

CAMBODGE

La Thaïlande continue de s'opposer à tout blocus des zones contrôlées par les Khmers rouges

Le premier ministre du régime de Phnom-Penh, M. Hun Sen, a eu, mardi 10 novembre, à Bangkok des entretiens avec les dirigeants thaïlandais sur les graves difficultés que connaît le processus de paix au Cambodge (*le Monde* des 9 et 10 novembre). Les discussions ont notamment porté sur l'éventualité d'une fermeture de la frontière khmèro-thaïlandaise, réclamée par M. Hun Sen pour asphyxier les Khmers rouges. Une mesure à laquelle s'oppose Bangkok.

A l'issue de cette rencontre, le chef du gouvernement thaïlandais, M. Chuan Leekpai, a déclaré que si son pays était prêt à appliquer les sanctions qui seraient décidées contre les Khmers rouges par le Conseil de sécurité des Nations unies, *« la Thaïlande a une économie libre de marché. Le commerce est une prérogative du secteur privé. La frontière est longue et nous ne pouvons la couvrir de barbelés »*.

D'autre part, selon l'Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge (APRONUC), les forces de Phnom-Penh seraient à l'origine de plusieurs incidents auparavant attribués aux Khmers rouges. Ainsi ont-elles lancé, au cours du week-end dernier, deux attaques contre leurs adversaires dans la province de Kompong-Thom avant de tenter d'en faire retomber la responsabilité sur les Khmers rouges. – *(AFP, UPI.)*

LIBÉRIA

La guérilla de Charles Taylor a annoncé un cessez-le-feu

Le Front national patriotique du Libéria (FNPL) de Charles Taylor, qui assiège Monrovia depuis près d'un mois, a annoncé qu'il observerait, à compter du mardi 10 novembre, à 12 heure GMT, un *« cessez-le-feu unilatéral »*. Estimant qu'une solution militaire à la crise n'était *« pas souhaitable »*, le FNPL a accusé la force d'interposition ouest-africaine (ECOMOG) de s'être engagée dans des *« bombardements systématiques de civils »* en zone rebelle et d'être ainsi devenue *« une faction belligérante »*.

Les observateurs ont réagi avec circonspection à cette offre de cessez-le-feu, annoncée moins de trois jours après le sommet des dirigeants ouest-africains, à Abuja (*le Monde* du 10 novembre). *« Taylor est un type bizarre, et aucune personne normalement constituée ne prend sa parole au sérieux »*, a commenté un responsable de l'ECOMOG. Des accrochages sporadiques se poursuivaient, mardi, à White-Plains, un faubourg du nord de Monrovia, proche de la principale centrale électrique de la capitale. – *(AFP, Reuter.)*

SOMALIE

Le contingent de l'ONU a pris le contrôle de l'aéroport de Mogadiscio

Le porte-parole des Nations unies à New-York, M. Joe Sills, a annoncé, mardi 10 novembre, le déploiement du contingent onusien sur l'aéroport international de Mogadiscio. Les « gardes bleus » pakistanais ont pris le contrôle du terminal et de la piste d'envol, tandis que *« des personnels locaux »* ont été *« intégrés à l'opération »* afin d'*« assurer la sécurité extérieure de l'aéroport »*, a-t-il précisé.

Les premiers éléments du contingent de l'ONU étaient arrivés à Mogadiscio début septembre. Des problèmes de sécurité avaient empêché leur déploiement dans le port et l'aéroport, où des bandes armées pillent régulièrement les arrivages de vivres et de médicaments envoyés par la communauté internationale. – *(AFP, Reuter.)*

TOGO

Le limogeage de deux ministres provoque une nouvelle crise institutionnelle

Le premier ministre de transition, Mᵉ Joseph Kokou Koffigoh, a annoncé, dans la soirée du mardi 10 novembre, à Lomé, qu'il allait saisir la Cour suprême afin qu'elle tranche le nouveau conflit institutionnel qui l'oppose au chef de l'Etat, le général Gnassingbe Eyadéma.

La veille, Mᵉ Koffigoh, se fondant sur les pouvoirs qui lui ont été attribués par la conférence nationale, en août 1991, avait décidé, par décret, de démettre de leurs fonctions deux des membres de son gouvernement, MM. Messan Agbeyome Kodjo et Benjamin Komla Agbeka. Les deux hommes appartiennent au Rassemblement populaire togolais (RPT), l'ex-parti unique que dirige le président Eyadéma. Ce dernier avait aussitôt dénoncé cette décision et confirmé les deux ministres à leur poste. – *(AFP, Reuter.)*

EN BREF

□ **CHILI : deux militaires déclarés coupables du meurtre d'Orlando Letelier.** – Le général Manuel Contreras, ancien chef de la police secrète militaire chilienne, et son adjoint, le général Pedro Espinoza, ont été reconnus coupables, lundi 9 novembre, du meurtre, en 1976, du dirigeant socialiste Orlando Letelier, en exil à Washington, a annoncé la *télévision chilienne*. C'est une percée importante pour les familles des milliers de personnes mortes ou disparues après le renversement du président Salvador Allende par une junte militaire, en 1973. Les deux hommes peuvent présenter de nouveau leur défense avant le jugement et le verdict définitifs. – *(Reuter.)*

□ **MOZAMBIQUE : plus de quatre-vingt mille soldats vont être démobilisés.** – Les représentants du gouvernement et de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO) ont indiqué, mardi 10 novembre, que quatre-vingt deux mille soldats (plus de soixante et un mille militaires gouvernementaux et vingt et un mille ex-maquisards) devront être rassemblés en vue de leur démobilisation et de la constitution d'une armée réduite. Cette nouvelle armée *devrait compter trente mille* hommes, quinze mille de chaque côté. Les autres devront être démobilisés d'ici à la mi-avril. – *(AFP, Reuter.)*

□ ***OUGANDA : mise à l'écart du ministre de la défense.*** – Le président Yoweri Museveni a annoncé, mardi 10 novembre à Kampala, la mise à l'écart du ministre de la défense, le général David Tinyefuza, nommé à un poste de *« conseiller présidentiel »* aux attributions évasives. Le général Tinyefuza avait dirigé les opérations contre les rebelles, dans le nord du pays, opérations qui avaient suscité les protestations d'Amnesty International. L'armée a été accusée d'infliger des tortures aux suspects, arrêtés illégalement. – *(AFP.)*

□ **YÉMEN : une charge a explosé à proximité de l'ambassade des Etats-Unis.** – *Déclenchée par* un système de minuterie, une charge a explosé dans la nuit du lundi 9 au mardi 10 novembre, près des bâtiments de l'ambassade des Etats-Unis à Sanaa, ont indiqué des sources policières. C'est la deuxième fois en moins de deux mois qu'un attentat à l'explosif est commis près de l'ambassade des Etats-Unis au Yémen, touché depuis plus d'un an par une vague de violence à caractère politique. – *(AFP.)*

AFRIQUE

ANGOLA : retranché dans son fief de Huambo

M. Savimbi a accepté de rencontrer le représentant de l'ONU

Le secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des opérations de maintien de la paix, M. Marrack Goulding, s'est rendu, mardi 10 novembre, à Huambo, dans le centre du pays, pour y rencontrer le chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), M. Jonas Savimbi.

LUANDA

de notre envoyé spécial

Arrivé vendredi 6 novembre à Luanda, M. Goulding s'est finalement rendu mardi, après une série d'entretiens avec le président José Eduardo dos Santos, à Huambo pour y rencontrer M. Savimbi. Ce dernier avait, jusqu'à présent, décliné les invitations à la discussion de M. Goulding. Ce revirement constitue son premier geste de bonne volonté depuis sa retraite à Huambo, le 5 octobre, au lendemain de sa défaite aux élections présidentielle et législatives des 29 et 30 septembre.

Certes, depuis son départ de la capitale, M. Savimbi a pris le contrôle de plusieurs villes de province, assurant son emprise sur au moins les deux tiers du territoire national. Mais les violents combats qui dévastèrent Luanda pendant quatre jours, début novembre, ont décapité son mouvement : ses plus proches collaborateurs ont été tués et treize de ses généraux capturés par les forces gouvernementales. Privée d'une grande partie de sa direction politique, l'UNITA est aussi évincée de Luanda. Désormais, l'espoir de sauver ce qui reste des accords de paix, signés par MM. dos Santos et Savimbi, le 31 mai 1991, à Lisbonne, repose sur une hypothétique rencontre entre les deux hommes.

Chasse aux sorcières

Les combats qui ont fait rage dans la capitale et dans une douzaine de villes de province auraient fait plusieurs milliers de victimes. Les témoignages sont accablants. Dans Luanda, des civils, armés par le gouvernement, ont appuyé l'action des forces spéciales de la police. L'offensive déclenchée contre l'UNITA a rapidement tourné à la « chasse aux sorcières ». Des centaines de personnes ont ainsi été victimes de leur sympathie – réelle ou supposée – pour l'UNITA ; d'autres ont fait les frais de règlements de compte, et parfois même de vieux conflits tribaux, exacerbés par la situation.

Le bilan exact des combats ne sera sans doute jamais connu, mais de bonnes sources concordantes estiment que plusieurs milliers de personnes *ont trouvé la mort sur* l'ensemble du territoire, au cours de ces quatre journées infernales.

Dans la chaleur des mousseques

Dans Luanda, toutes les places fortes de l'UNITA ont été ravagées par le feu des forces gouvernementales et des civils en arme, décidés à exterminer les fidèles de M. Savimbi. Des voitures, des camions, des bus calcinés encombrent encore certaines artères de la ville. Les restes, encore visibles, de deux voitures de l'UNITA, mitraillées, brûlées et écrasées par des chars, témoignent de la détermination gouvernementale d'en finir avec le mouvement de M. Savimbi.

Si le centre-ville a été globalement débarrassé des cadavres qui le jonchaient, des débris divers et des multitudes de douilles de tous calibres, des corps pourrissent encore sous le soleil dans les *mousseques*, les quartiers périphériques populaires de Luanda.

Sous les fenêtres de l'hôtel Méridien, près du port, le corps d'un homme flotte, gonflé par les eaux noirâtres de la baie. De temps à autre, de petits attroupements attirent des voitures pleines de policiers, qui repartent aussitôt, laissant les vagues ballotter le noyé. La violence des récents combats et l'acharnement criminel de la population, nourri par la peur et la haine de l'UNITA, sont de mauvais présages pour ceux qui, avant les élections, croyaient encore à la réconciliation nationale.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : premier entretien téléphonique

M. Clinton « espère travailler très étroitement » avec M. Mitterrand

M. Bill Clinton a eu mardi 10 novembre son premier entretien téléphonique avec M. François Mitterrand. Le président élu *« a réaffirmé son engagement en faveur de la relation de longue date qui existe entre les Etats-Unis et la France »*, a déclaré son porte-parole, M. George Stephanopoulos, à Little-Rock (Arkansas). Les deux dirigeants ont discuté de la *« sécurité européenne, de l'OTAN et de la Communauté européenne »* au cours d'une brève conversation, a précisé M. Stephanopoulos.

MM. Clinton et Mitterrand n'ont pas abordé les risques de guerre commerciale entre les Etats-Unis et l'Europe à la suite de l'échec des négociations sur le GATT, à Chicago, le 3 novembre. Le président élu *« espère travailler très étroitement avec le président Mitterrand »* après son entrée en fonctions le 20 janvier, a encore indiqué M. Stephanopoulos.

Démission de Mᵐᵉ Tamposi

M. Clinton a également félicité mardi le président égyptien Hosni Moubarak pour ses efforts en faveur de la paix au Proche-Orient et affirmé au roi Fahd d'Arabie saoudite qu'il s'était *« engagé au maintien de la sécurité »* du Golfe. Depuis une semaine, M. Clinton appelle par téléphone de nombreux dirigeants étrangers qui avaient tenté de le joindre dès l'annonce de son élection pour le féliciter, mais à qui il n'avait pu parler en raison de sa fatigue et de son extinction de voix après une fin de campagne éprouvante.

Le président élu a continué à préparer son arrivée au pouvoir en réunissant mardi à Little-Rock son équipe de transition. M. Stephanopoulos a enfin commenté la démission d'une haute responsable du département d'Etat, Mᵐᵉ Elizabeth Tamposi, impliquée dans les recherches effectuées pendant la campagne sur le passé de M. Clinton.

« De nombreux abus de pouvoir ont eu lieu pendant cette campagne, mais il semble que tout cela soit en train d'être éclairci maintenant », a dit le porte-parole, estimant que la démission de Mᵐᵉ Tamposi n'avait que trop tardé. Secrétaire d'Etat adjoint chargée des affaires consulaires, Mᵐᵉ Tamposi avait diligenté une enquête auprès des services consulaires américains à Londres sur les déplacements que M. Clinton, étudiant à Oxford en 1969, aurait pu effectuer pendant cette période, notamment en URSS.

M. Bush a réclamé lui-même la démission de Mᵐᵉ Tamposi. Cette demande expresse a été transmise à l'intéressée par M. Lawrence Eagleburger, secrétaire d'Etat par intérim. Mᵐᵉ Tamposi devait avoir quitté son bureau au département d'Etat le 11 novembre après-midi au plus tard.

□ **Réélection des deux leaders du Sénat.** – Le sénateur du Kansas M. Robert Dole, âgé de soixante-neuf ans, a été réélu, mardi 10 novembre, à la tête de la minorité républicaine du Sénat, position qu'il occupe deuis 1984. M. Dole, très influent, connu pour son esprit caustique et sa ténacité, sera le principal adversaire de M. Clinton au Sénat. Côté démocrate, le sénateur du Maine M. George Mitchell a également été reconduit à la tête de la majorité sénatoriale. – *(AFP, AP.)*

Au Palais-Bourbon

Le budget de l'éducation nationale est adopté grâce à l'abstention du PC

Les députés ont adopté, mardi 10 novembre, par 275 voix contre 261, les crédits de l'éducation nationale présentés par MM. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, et Jean Glavany, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, dont l'examen avait débuté la veille. Seuls les socialistes ont voté pour. Le PC s'est finalement abstenu, et la droite a voté contre. Le budget de ce ministère s'établit à 281,4 milliards de francs, soit une progression de 7,2 % par rapport aux crédits prévus pour 1992, dont 6,9 % pour le secteur scolaire (24,2 milliards de francs) et 9,7 % pour le secteur universitaire (39,4 milliards de francs).

M. Jack Lang est un homme heureux. *« Les données sont là, les faits sont têtus »*, a-t-il répondu, tout au long de la discussion des crédits de son ministère, aux critiques de l'opposition. Priorité des priorités, le budget de l'éducation a pour lui son *« montant impressionnant »*, selon M. Bernard Derosier (PS, Nord). Il bénéficie en outre de la continuité de l'effort engagé depuis 1988 qui a permis à M. Lang de se réjouir ostensiblement d'un certain nombre de bonnes nouvelles, dont le regain d'intérêt pour la carrière professorale, mieux considérée selon lui, et la réduction massive des vacances de postes. Très satisfait, le ministre a brocardé les mauvais penchants d'une droite prompte à dénoncer *« l'armée rouge »* que constitue l'éducation nationale et qu'elle serait prête à *« balkaniser »* par le biais d'une décentralisation accrue. *« Comme si le mot qui s'impose n'était pas l'équilibre »* entre deux extrêmes, a assuré le ministre.

Pour l'enseignement scolaire, MM. Jean-Paul Planchou (PS, Seine-et-Marne), rapporteur de la commission des finances, et Jean-Pierre Béquet (PS, Val-d'Oise), rapporteur de la commission des affaires culturelles, et plus tard M. Jean-Christophe Cambadélis (PS, Paris) pour l'enseignement supérieur ont, bien sûr, été convaincus de l'effort déployé par le gouvernement. M. Edouard Landrain (app. UDC, Loire-Atlantique), rapporteur à l'enseignement technique, s'est montré plus mesuré.

Souci de transparence

Les uns et les autres, ainsi que M. Derosier, n'en ont pas moins contesté le projet de suppression de 750 postes d'enseignants techniques contenu dans le projet de budget. *« La rigueur de la gestion, c'est aussi, parfois, savoir supprimer des postes là où c'est possible. Tout le monde sait que ces postes auraient pu être supprimés discrètement*, a expliqué M. Glavany. *Si nous affichons ce chiffre, c'est par souci de transparence. »*

M. Lang s'est montré en revanche plus réceptif sur le problème de l'intégration des PEGC dans le corps des certifiés. *« L'engagement a été pris de* [leur] *offrir les mêmes perspectives de carrière qu'aux certifiés*, a indiqué le ministre. *Ce projet de budget comporte les premiers éléments avec lesquels on financera les mesures qui seront prises en vertu des décisions que le premier ministre sera amené à arrêter. Il rendra son arbitrage. Je ne peux fixer de date précise, mais ce sera avant la fin de l'année »*.

A droite, M. René Couanau (UDC, Ille-et-Vilaine) s'est agacé du *« leitmotiv »* que constitue l'augmentation des crédits, qui ne saurait dissimuler la situation critique dans laquelle se trouve, selon lui, le système éducatif français. *« Vos successeurs auront du mal à réconcilier les Français avec leur école »*, a-t-il pronostiqué avant de faire connaître l'hostilité de son groupe. *« L'explosion budgétaire ne peut résoudre tous les problèmes »*, a renchéri M. Bruno Bourg-Broc (RPR, Marne). Egalement opposé à ces crédits, M. Pierre Lequiller (UDF, Yvelines) a vu dans le discours de M. Lang un *« énorme contresens »*. *« Vous vous enorgueillissez de progression de crédits quand le débat devrait porter sur la qualité »*, a-t-il dit avant de stigmatiser les rapports *« propagandistes »* confectionnés à la demande de M. Lang sur l'état de santé de l'éducation nationale. Perfide, M. Lequiller a conclu son propos par une déclaration de Mme Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement, selon laquelle l'éducation nationale est *« une inextricable machine à éliminer »*.

Deux gestes à l'intention des communistes

Ce dilemme bien schématique entre la qualité et la quantité s'est imposé à nouveau, plus tard, au cours de la discussion des crédits consacrés à l'enseignement supérieur. *« L'argent ne vaut que par l'usage qu'on en fait »*, a expliqué sentencieusement M. Jean-Jacques Weber (UDC, Haut-Rhin) avant de plaider avec MM. Francis Saint-Ellier (UDF, Calvados) et Yves Fréville (UDC, Ille-et-Vilaine), rapporteur de la commission des finances, en faveur d'une gestion *« plus décentralisée »*, alors que Mme Nicole Catala (RPR, Paris) a contesté au contraire *« la multiplication des antennes délocalisées qui ne seront jamais de véritables universités »*.

Tout au long de la discussion, les députés communistes n'ont pas ménagé leurs critiques et antiennes. *« Ce budget sous-tend une politique de nature à complaire à la droite, par une dialectique perverse, il nourrit aussi ses critiques à l'encontre du service public et prépare ainsi de nouvelles concessions à l'enseignement privé »*, a assuré M. Georges Hage (Nord). *« Il confortera la reproduction des inégalités sociales et régionales tout en marginalisant la place et l'intelligence des hommes »*, a ajouté M. René Carpentier (Nord).

Les orateurs communistes ne se sont pas privés pour autant d'indiquer que, si le gouvernement se décidait à quelques gestes significatifs, ils sauraient faire preuve de mansuétude. M. Lang, après s'être concerté avec M. Pierre Bérégovoy, a répondu à leurs attentes à la fin des débats en proposant des amendements reprenant deux des propositions communistes. Le ministre a tout d'abord obtenu une majoration de crédit de 34 millions de francs afin de financer la transformation de 2 585 emplois hors classe dans le second degré. Il a enfin prévu 8,3 millions de francs pour assurer 500 allocations supplémentaires versées en année préparatoire à l'entrée des IUFM. Sensibles à ces mesures, les communistes ont finalement consenti, par défaut, à l'adoption de ce budget.

GILLES PARIS

La préparation des élections législatives

L'UDF part à l'assaut des Hautes-Pyrénées

TARBES

de notre correspondant

L'UDF et le RPR n'ont pas réussi à trouver un *modus vivendi* qui leur aurait permis de perturber la coalition du Parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche, *cimentée par un protocole d'accord* placé sous l'autorité de M. Jean Glavany, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, maire et conseiller général de Maubourguet. Pour ébranler l'hégémonie de la gauche, qui détient les trois sièges de députés, les deux fauteuils de sénateurs et la majorité au conseil général, l'UDF, principale composante de la droite dans ce département montagnard, n'a pas su mettre un frein aux ambitions du RPR, dont l'audience s'est accrue lors des précédents scrutins. Du coup, ses principaux chefs de file s'attendent à livrer des primaires aux chiraquiens dans deux des trois circonscriptions de ce département.

Ainsi, dans la première circonscription, M. Gérard Trémège, ancien député UDF-PR, conseiller général de Tarbes, président de la chambre de commerce et d'industrie, qui va défier sur ses terres M. Pierre Forgues, député sortant (PS), devra au passage écarter de sa route M. Pierre-André Breton, ancien secrétaire départemental du RPR, conseiller municipal de Bagnères-de-Bigorre. Dans la troisième circonscription, contre M. Jean Glavany, qui a obtenu, après le retrait de M. Claude Miqueu, député sortant, l'investiture du PS et du MRG, l'UDF s'attend également à une primaire. Son candidat pourrait être M. Rémi Fromentin, directeur de la CPAM des Hautes-Pyrénées, un homme neuf de la politique dans ce département de la Bigorre qui, selon le slogan des centristes, *« recherche un souffle nouveau »*.

En revanche, dans la deuxième circonscription, il n'y aura pas de querelle de famille avec M. Philippe Douste-Blazy. Le maire (CDS) de Lourdes, député européen, pourrait même choisir son suppléant parmi ses propres forces sans être inquiété par le RPR. N'ayant enregistré jusqu'ici que des succès électoraux, M. Douste-Blazy devrait être l'unique opposant de M. Claude Gaits, député sortant MRG. Pour se préparer à ce combat, M. Douste-Blazy vient d'annoncer sa démission du conseil régional de Midi-Pyrénées.

JEAN-JACQUES ROLLAT

□ **Haute-Vienne : le RPR accorde son investiture *« provisoirement »* au juge Marsaud.** – Le juge Alain Marsaud a été *« provisoirement investi »* par les instances nationales du RPR pour être candidat aux législatives dans la première circonscription de la Haute-Vienne (Limoges), face à M. Robert Savy (PS), député sortant, président du conseil régional du Limousin. La candidature de M. Marsaud, qui était depuis 1989 chargé de mission au cabinet de M. Alain Poher, et travaillait aux cotés de M. Charles Pasqua au Sénat, pourrait permettre de régler le différend entre deux candidats potentiels, M. Michel Bernard, élu en 1986, battu en 1988, et M. Jean-Marie Brachet, tête de liste de l'opposition aux élections régionales, qui pourrait être le suppléant de M. Marsaud. Toutefois rien ne sera officiellement décidé, indique-t-on au RPR, *« avant les discussions nationales entre le RPR et l'UDF »* qui doivent s'ouvrir à la mi-novembre.

□ **Loire : M. Gérard Lindeperg (PS) candidat à l'investiture.** – M. Gérard Lindeperg, numéro deux du Parti socialiste, s'est porté candidat à l'investiture pour les prochaines élections législatives, dans la première circonscription de la Loire (Saint-Etienne Nord-Ouest et Nord-Est), dont le sortant est M. Jean-Pierre Philibert (UDF-PR), adjoint au maire de Saint-Etienne. Secrétaire national à la formation depuis le congrès du PS de Rennes, M. Lindeperg est adjoint au maire communiste de Grigny (Rhône) et conseiller régional. Il est l'un des principaux animateurs du courant rocardien au sein du PS.

L'embarras des socialistes

Suite de la première page

Elle doit s'accompagner, selon M. Millon, du dépôt d'une proposition de résolution *« rédigée par l'ensemble des groupes de l'Assemblée nationale »* demandant la comparution des trois responsables socialistes. Contrairement à la proposition initiale du groupe UDF et à celle du sénateur centriste Claude Huriet, le nom de M. Fabius rejoint désormais ceux de M. Hervé et de Mme Dufoix.

A l'entendre, l'opposition ne fait qu'appliquer scrupuleusement les consignes de M. Mitterrand. *« C'est une claque pour les socialistes »*, constate M. Jean-Louis Debré (RPR). *« Le problème est désormais réglé : le scandale du sang doit être soumis à la Haute Cour »*, ajoute M. André Santini (UDF).

A droite comme à gauche, on attend la réaction de M. Fabius. Hostile à la Haute Cour, le premier secrétaire du PS avait proposé la semaine dernière une réforme destinée à soumettre les ministres à la compétence des juridictions de droit commun pour les affaires pénales autres que les atteintes à la sûreté de l'Etat. Au nom de la *« solidarité »* et en dépit du scepticisme exprimé par plusieurs députés socialistes lors de leur réunion de groupe mardi 3 novembre, M. Fabius était alors parvenu à imposer ses vues.

Par son intervention dans le débat, le président de la République l'a publiquement désavoué : *« Je pense*, a-t-il déclaré, *qu'il est préférable pour quiconque de faire valoir sa défense et d'être acquitté. »* M. Jean-Paul Planchou, porte-parole du groupe socialiste, résumait sommairement la situation en fin de matinée : *« Nous sommes dans une situation un peu délicate. Au groupe cet après-midi, on mangera notre chapeau. »*

M. Fabius : « J'ai besoin de temps pour réfléchir »

La réunion des députés socialistes s'ouvre à 15 heures. En cette veille du 11 novembre, les absents sont nombreux. Le président, M. Jean Auroux, lance le débat en présentant les propositions formulées dans la matinée par le bureau du groupe : accord pour la constitution de la Haute Cour dans les meilleurs délais ; et parallèlement, création d'une commission d'enquête parlementaire chargée de présenter *« un état des connaissances scientifiques et de la lutte contre le sida au cours de la dernière décennie »*.

L'objectif est clair : il s'agit de contre-attaquer en faisant partager à certains membres du gouvernement de M. Jacques Chirac pendant la cohabitation la responsabilité de l'affaire du sang contaminé. Sont notamment visés Mme Michèle Barzach, ministre délégué à la santé et à la famille, et son ministre de tutelle, M. Philippe Séguin, chargé des affaires sociales et de l'emploi de 1986 à 1988. La presse, accusée, selon la formule de M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, de *« manquer à sa déontologie »* en privilégiant systématiquement les informations mettant en cause les responsables politiques, est également visée.

Comme la semaine passée, l'accueil du groupe à ces propositions est réservé. Mais il est difficile d'émettre des critiques sans paraître faillir à la *« solidarité »*. M. Raymond Forni renouvelle toutefois ses mises en garde à l'égard de propositions qui ne peuvent être que mal comprises par l'opinion publique. Convaincu que la procédure de la Haute Cour est inéluctable, le vice-président de l'Assemblée nationale estime qu'il vaut mieux l'assumer franchement dès à présent plutôt que de tergiverser et de devoir s'y plier dans les pires conditions. Il ne ménage pas ses critiques à l'encontre du projet de commission d'enquête, selon lui inutile et déplacé dans le climat actuel.

Certains députés sont encore plus perplexes après les interventions de MM. Emmanuelli et Auroux, qui ne semblent pas du tout décidés à respecter les vœux du président de la République. S'ils acceptent tout à fait la désignation des membres de la Haute Cour, ils n'entendent pas céder pour autant à l'ultimatum de la droite en ouvrant immédiatement la procédure de saisine.

M. Fabius prend enfin la parole. On attendait un premier secrétaire offensif, c'est un responsable visiblement affaibli qui s'exprime. *« Dans une telle histoire, il faut faire le point avec soi-même, de façon intérieure*, dit-il. *J'ai besoin de temps pour réfléchir. »* Les députés socialistes s'attendaient à tout sauf à être placés par M. Fabius lui-même en porte-à-faux vis-à-vis du président de la République. Dans les couloirs du Palais-Bourbon, ils ne cachent pas leur désarroi. *« La Haute Cour n'est pas le meilleur instrument, mais elle existe. Je ne peux pas répondre autre chose que François Mitterrand sur ce sujet »*, explique, fataliste, M. Jean-Pierre Chevènement. *« C'est en juillet que Fabius aurait dû demander la saisine de la Haute Cour »*, déplore M. René Dosière.

M. Jean Auroux traverse rapidement les couloirs pour rejoindre la conférence des présidents. Là, tous les groupes s'accordent pour fixer au mercredi 18 novembre l'élection des membres de la Haute Cour et pour déterminer sa composition (5 PS, 3 RPR, 2 UDF, 1 UDC et 1 PC). Mais la droite a un autre projet très précis : déposer une proposition de mise en accusation des trois anciens ministres socialistes, signée des cinq groupes représentés à l'Assemblée. M. Auroux récuse immédiatement cette procédure qu'il assimile à une *« justice politique »*.

M. Barrot : « Je crie casse-cou »

MM. Millon et Bernard Pons, président du groupe RPR, quittent aussitôt la réunion pour venir dénoncer devant les journalistes *« la triste comédie »* jouée selon eux par les socialistes. *« On installe la Haute Cour pour faire semblant et ensuite on la récuse*, déclare M. Millon. *C'est se moquer des institutions de la Ve République, c'est aller en sens inverse du vœu émis lundi soir par le président, c'est aussi, dans un drame pareil, se moquer des victimes, et je pèse mes mots, qui aujourd'hui attendent que toute la clarté soit faite sur cette affaire. »* M. Pons renchérit : *« Nous proposions une solution simple, claire, qui permettait d'aboutir rapidement. On va installer la Haute Cour pour ne rien faire, on revient à la case départ et c'est scandaleux. »*

Le président du groupe centriste, M. Jacques Barrot, ne cache pas son inquiétude : *« Si le PS se ferme par des atermoiements successifs et donne le sentiment qu'il verrouille tout, le besoin de justice, non satisfait, deviendra un besoin de vengeance, et on est mal parti. Là, je crie casse-cou à l'ensemble de la classe politique. »*

Les nouvelles qui proviennent du palais du Luxembourg en fin d'après-midi accablent un peu plus les socialistes. La majorité sénatoriale RPR-UDF n'a pas manqué de tirer argument des propos présidentiels pour modifier la proposition de M. Huriet et inclure M. Fabius parmi les accusés, avec cependant *« des chefs d'accusation moins sévères que ceux retenus pour M. Hervé et Mme Dufoix »* (homicide et blessures involontaires, non-assistance à personne en danger).

La seule consolation, pour les députés PS, viendra du président du groupe communiste, M. André Lajoinie, qui soutient le projet d'une commission d'enquête *« élargie et publique »* afin de *« tirer les enseignements de l'affaire du sang contaminé »*. Quant à M. Patrick Devedjian (RPR), professionnellement et *« moléculairement avocat »*, il se refuse à sonner l'hallali. *« Je n'ai ni une vocation de juge ni une vocation de procureur*, affirme-t-il. *On ne rend pas la justice sur des tréteaux politiques. »*

L'impératif de solidarité

Déjà englués dans l'amnistie et la loi contre la corruption, les socialistes ne s'attendaient pas, en outre, à se trouver confrontés, à quelques mois des élections législatives, au divorce entre le président de la République et le premier secrétaire du PS, ni à devoir assumer une part de responsabilité dans le scandale du sang contaminé.

En dépit de quelques signes avant-coureurs d'une brouille entre M. Mitterrand et M. Fabius, les députés ne s'imaginaient pas voir le président *« lâcher en plein vol »* celui qui était toujours apparu comme son héritier. Et peut-être encore moins à entendre le premier secrétaire confirmer implicitement ce divorce en confiant à plusieurs de ses interlocuteurs qu'il n'avait pas été informé préalablement du contenu de l'intervention présidentielle.

La nouvelle situation lui semblant conduire inéluctablement à la mise en accusation de M. Fabius au côté des autres ministres, M. Julien Dray souhaitait que le premier secrétaire prenne lui-même *« l'initiative de lever toute suspicion. C'est à lui de demander à aller devant la Haute Cour pour montrer qu'il ne cherche pas à s'esquiver »*, ajoutait-il. A mots plus ou moins couverts, un autre problème surgissait : celui du maintien de M. Fabius à la tête du PS. Mais comment poser la question légitime de la conduite de la campagne législative sans faillir au devoir impératif de la *« solidarité »* politique ?

PASCALE ROBERT-DIARD

Les réactions après l'intervention télévisée de M. Mitterrand

□ **M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR**, estime *« très contestable, pour ne pas dire inacceptable »*, que l'on s'engage à quatre mois des élections législatives dans une révision constitutionnelle. Il considère que le chef de l'Etat tente de *« faire diversion »* face aux vraies préoccupations des Français et *« comme toujours de trouver quelque chose qui soit de nature à diviser l'opposition »*.

□ **M. Pierre Mauroy, sénateur PS et maire de Lille**, qui venait de s'entretenir pendant une heure, mardi soir 10 novembre, avec M. Pierre Bérégovoy, a observé que M. Mitterrand *« est en accord avec les gens »*. *« Il veut que l'on n'échappe pas à la loi, aux tribunaux*, a-t-il dit. *Et puis maintenant, il y a la Haute Cour : c'est comme cela. »*

□ **M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts**, a sollicité mardi soir 10 novembre, dans une lettre ouverte, une audience à M. Mitterrand sur la réforme constitutionnelle. Il souligne que son mouvement partage *« certaines »* des *« ambitions »* du président de la République comme *« l'élargissement du référendum, la saisine du Conseil constitutionnel par le citoyen, la revalorisation du rôle du Parlement »*, en précisant que les Verts les *« expriment avec des nuances. »*

□ **M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS**, a déclaré : *« On aurait souhaité entendre le président de la République française et non plus l'ancien premier secrétaire du Parti socialiste, qui nous a dit : « J'ai des idées, vous verrez », comme s'il n'était pas en charge du pouvoir depuis maintenant douze ans »*. Il a ajouté : *« En dehors du « j'y suis, j'y reste » auquel nous pouvions nous attendre (...) on aurait souhaité enfin des actes. »*

□ **Le collectif Refondations** relève que l'affaire du sang contaminé *« constate de graves dysfonctionnements de nos institutions et de la vie politique »* et qu' *« une mise à plat complète »* des responsabilités politiques *« est indispensable et urgente »*. Ce collectif qui réunit des socialistes critiques comme M. Max Gallo et des communistes contestataires comme M. Charles Fiterman exige que *« s'arrêtent la dégradation des mœurs politiques et le recours à l'irresponsabilité qui finiraient par mettre en cause le rôle même des élus et de la représentation nationale »*.

□ **M. Gilbert Baumet, vice-président du Mouvement des réformateurs et ministre du commerce et de l'artisanat**, note *« la fermeté du président de la République vis-à-vis des menaces de rétorsion américaines contre les exportations européennes »*. Il assure qu'il est *« prêt, sous l'autorité du premier ministre, à étudier au sein du gouvernement d'éventuelles mesures de contre-rétorsion au niveau du commerce sur notre territoire »*.

□ **M. Jean-Antoine Giansily, président du CNI**, a déclaré : *« M. François Mitterrand s'est montré une fois de plus le champion de la diversion avec sa proposition de réforme constitutionnelle pour le moins hétéroclite dans ses modalités et floue dans ses objectifs. L'opposition serait bien inspirée de renvoyer à l'après-mars toute révision de la loi fondamentale et de ne pas engager un débat qui, une fois de plus, risque de tourner à sa confusion. »*

Au conseil régional de Languedoc-Roussillon

M. Blanc (UDF-PR) obtient l'abstention des socialistes et des écologistes

MONTPELLIER

de notre correspondant

M. Jacques Blanc (UDF-PR) voulait savoir s'il disposait d'une réelle marge de manœuvre au sein du conseil régional de Languedoc-Roussillon, dont il est le président : son premier test, mardi 10 novembre, s'est avéré positif. Après que des journalistes eurent quitté l'hémicycle pendant l'intervention de M. Alain Jamet, chef de file régional du Front national, en signe de protestation contre les violences dont ont été victimes leurs confrères, dimanche 8 novembre, au Bourget, le vote de la décision modificative du budget 1992 s'est ensuite déroulé sans difficulté malgré un score assez serré.

La majorité UDF-RPR, renforcée de la voix du représentant de Chasse, Pêche, Nature, Traditions (CPNT), a totalisé vingt-cinq suffrages contre vingt et un, émanant des élus communistes et lepénistes. Les sept conseillers Verts et Génération Ecologie se sont abstenus. Les quatorze socialistes et apparentés ont refusé de prendre part au vote.

Ce scrutin a révélé, une fois de plus, les contours fluctuants de la majorité régionale. Les Verts, qui avaient soutenu M. Jacques Blanc lors de son élection à la présidence, ne lui ont pas, cette fois, apporté leurs voix, alors que le représentant de CPNT l'a fait. Le PS est resté sur la réserve, considérant qu'il s'agissait avant tout d'adopter un reliquat de crédits de 1992 et que M. Blanc ne pourra être jugé que sur le budget 1993.

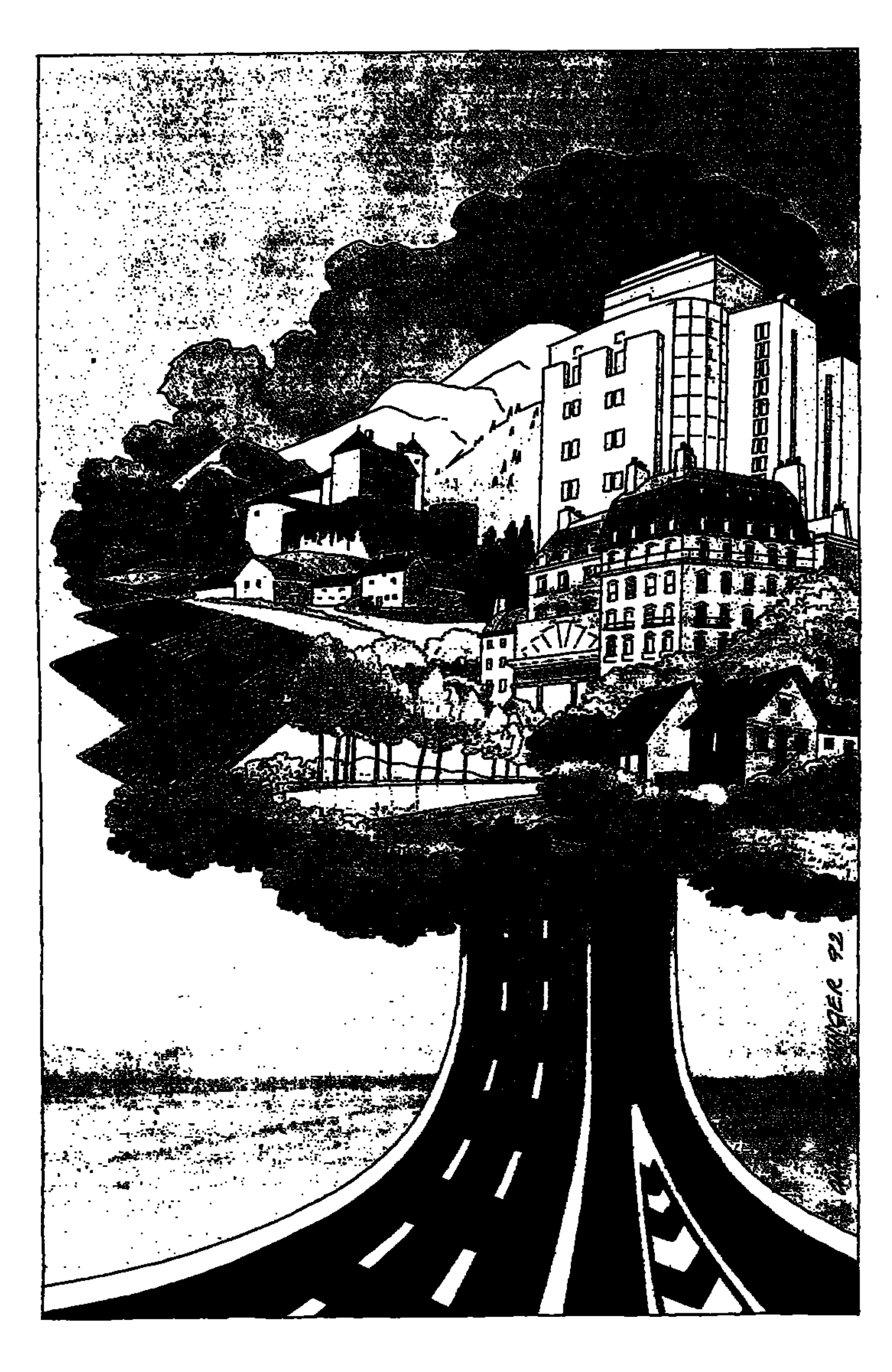
JACQUES MONIN

Désormais chaque semaine

Le Monde

HEURES LOCALES

consacre 8 pages à la vie régionale



L'actualité des collectivités territoriales

Un tour de France des cités

Le dossier de la semaine

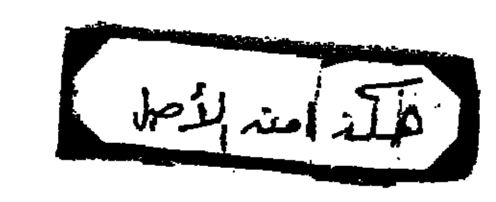
L'Ile-de-France...

Avec les informations pratiques, les débats, les livres.

Chaque week-end, un cahier séparé avec des pages couleur, pour mieux connaître la vie locale

RENDEZ-VOUS LE SAMEDI 14 NOVEMBRE

(numéro daté dimanche 15-lundi 16 novembre)



En visite dans l'océan Indien

M. Le Pensec annonce la création de cinq mille emplois à la Réunion

M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, a effectué du 5 au 10 novembre sa dixième visite dans l'océan Indien, qu'il a placée sous le signe de la *« concertation »* et du *« partenariat »* avec les élus locaux. Cette volonté de dialogue a toutefois été boudée par M. Camille Sudre, président du « directoire » du conseil régional, qui attendait du ministre qu'il entérine son « plan d'urgence » soumis à M. Pierre Bérégovoy le 10 septembre à Paris.

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION

de notre correspondant

Accusé par le président du conseil régional et le Parti communiste réunionnais (PCR) d'être venu à la Réunion *« les mains vides »* et d'avoir choisi la voie de *« l'assistance »* plutôt que celle du développement, M. Le Pensec a opposé quelques chiffres à ses détracteurs. L'Etat débloquera en 1993, a-t-il annoncé, 200 millions de francs pour le financement conjoint avec le département et la région d'un plan prévoyant la création de 5 000 emplois. Dans ce cadre, l'Etat et les deux collectivités locales prendront en charge la moitié du coût du travail de toute personne embauchée, sur la base d'un SMIC brut de 5 000 F.

En outre, le ministre des DOM-TOM a annoncé l'alignement en deux étapes – le 1er janvier et le 1er juillet – des prestations familiales versées outre-mer sur le niveau de celles en vigueur en métropole, harmonisation qui engendrera une dépense de 200 millions de francs pour le budget de l'Etat. Plus de 100 millions de francs seront également consacrés à un programme dit « d'insertion-développement » .

M. Le Pensec a, enfin, annoncé qu'un décret portant sur la création d'une zone franche à Sainte-Marie, dans le prolongement de l'aire de l'aéroport de Gillot, sera signé *« avant la fin de l'année »*. Concernant le SMIC, le ministre a précisé que le gouvernement maintenait la date butoir définie par le président de la République lors de sa visite à la Réunion en 1988, à savoir le 1er janvier 1995. *« Dans la sécheresse de ces chiffres arrondis, il y a une volonté et une réalité »*, a souligné M. Le Pensec.

Déception des élus sur le logement

Si ces mesures ont été accueillies favorablement par une majorité de la classe politique locale, les élus ont, en revanche, manifesté leur *« déception »* après la tenue d'états généraux du logement présidés par M. Le Pensec et Mme Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement et au cadre de vie. Peu de réponses concrètes ont été apportées à leurs attentes. Tout au plus, a indiqué Mme Lienemann, la ligne budgétaire unique (LBU) qui regroupe outre-mer les crédits publics à l'habitat sera maintenue en 1993 à son niveau actuel.

Au cours de ces assises, les élus avaient demandé le doublement de la LBU d'ici cinq ans pour répondre à la nécessité de construire douze mille logements neufs par an à la Réunion, dont neuf mille logements aidés. Le ministre délégué au logement a toutefois souligné que la situation du logement à la Réunion entrait dans le cadre d'une *« réflexion nationale »* qu'elle avait engagée et qui déboucherait prochainement sur des propositions.

Le gouvernement est ouvert au dialogue et reste à l'écoute des propositions, a répété M. Le Pensec tout au long de sa visite. En réponse au souhait formulé par le président du conseil général, M. Eric Boyer (sénateur divers droite), de voir mettre en chantier une *« réforme politique »* pour aboutir à une *« décentralisation avancée »* à la Réunion, le ministre a précisé que le gouvernement ne s'engagerait dans cette voie que si un *« consensus »* sur la question se manifestait localement.

M. Le Pensec s'est également rendu à Mayotte. Il a inauguré le port en eau profonde de Longoni et s'est entretenu avec les élus des principaux problèmes de la collectivité locale, notamment celui de l'immigration clandestine des Comoriens, qui crée depuis quelques mois un lourd climat social sur l'île. *« Mayotte n'est plus une collectivité par exception du droit français*, a-t-il déclaré, *mais une collectivité intégrée par adhésion au droit de la métropole. Elle est devenue une des composantes de la nation française. »*

ALIX DIJOUX

POINT DE VUE

L'Europe entre chien et loup

par Jean-Christophe Cambadélis

TROIS ans après, les retrouvailles de l'Europe avec elle-même sont terminées. Les lampions de la fête sont éteints. Entre chien et loup, voici l'heure des nationaux-populistes. Partout en Europe rougeoie de nouveau la question maudite des nationalismes, comme du coke bourré dans la chaudière d'une locomotive par des partis d'extrême droite conquérants. D'un bout à l'autre du continent, la violence et la haine dessinent, aujourd'hui, leurs figures tragiques.

Les mitrailleuses de Sarajevo, les ratonnades de Rostock, les grandes marches du parti fasciste italien, les allusions racistes et antisémites de tel dirigeant hongrois ou roumain, la morgue impudente des fanatiques et des collaborationnistes français du Front national rappellent et annoncent de bien sombres temps. Le nationalisme politique a aujourd'hui l'Europe tout entière comme champ d'action.

Comment en est-on arrivé là ?

Jusqu'au début des années 80, l'idée nationale semblait réservée aux nationalistes ou aux rêveurs. Dans les ex-« démocraties populaires », le projet communiste entendait dépasser les cultures nationales pour leur substituer un monde nouveau, habité par des hommes nouveaux, libérés des traditions aliénantes. Les rivalités nationalistes étaient considérées comme de simples résidus d'un atavisme historique, occupant une place seconde par rapport aux conflits de classe. En Europe occidentale, les impératifs du marché semblaient dicter une homogénéisation croissante des pratiques de consommation, tendant à gommer les singularités nationales.

Or, il n'existe plus de grand projet politique capable de rassembler la population. Le marxisme-léninisme a été rejeté sans ambiguïté, et, en Europe continentale, l'ultralibéralisme n'a vécu qu'une saison. L'économie politique des pays d'Europe s'avère plus que jamais composite et fluide, parce qu'elle combine la nécessité économique et les exigences sociales selon des équilibres qui varient, pragmatiquement, avec la conjoncture mondiale et les revendications des groupes sociaux.

Cette crise des idéologies politiques globales n'aurait pas été très inquiétante si elle n'avait pas coïncidé, récemment, avec une crise économique mondiale, enclenchée à partir du krach de 1987 et aggravée par la guerre du Golfe. L'activité économique ne suffit pas, à elle seule, à instaurer un lien social solide. Elle divise et oppose des concurrents pour la répartition des biens ; elle n'unit pas les citoyens autour d'une ambition commune. Restait, alors, une idéologie prétendant fédérer les citoyens : l'idéologie nationaliste, dont le Front national est, en France, la cristallisation xénophobe.

Ce n'est encore qu'une supposition, mais elle me ronge comme un cauchemar : que l'Europe du racisme et de l'antisémitisme se construise, aujourd'hui, à marche forcée ; que les bourreaux serbes et les crânes rasés allemands, les nationaux-populistes français, russes ou italiens participent de la même entreprise, celle de la montée en puissance d'un nationalisme virulent et mortel ; que leur collusion finisse par tuer dans l'œuf l'Europe démocratique ; et que l'horloge secrète de l'histoire égrène déjà, jour après jour et mort après mort, un compte à rebours tragique.

A l'heure des bruits de bottes nationalistes, l'indifférence moutonnière des hommes et des femmes politiques de notre pays, à peine sortis de la campagne référendaire et déjà tout entiers absorbés par la préparation des élections législatives, offre un spectacle saisissant. Seuls MM. Le Pen et Pasqua ont compris le potentiel politique du national-populisme et tentent de l'exploiter, chacun à sa manière : le premier dans sa version la plus agressive ; le second en l'accommodant avec les restes du libéralisme idéologique des années Thatcher et Reagan.

Pareil à du cristal

La tactique politique n'est pas sale, certes, et la vie démocratique ne va pas sans le jeu des partis et des hommes, mais au moment du grand ébranlement européen, des crises nationalistes violentes qui secouent notre continent, la population est en droit d'attendre des hommes et des femmes politiques un sens plus aigu de l'histoire et des priorités politiques.

Au fond, le personnel politique récuse la possibilité même d'un danger pour la démocratie. Il est vrai que nous ne sommes pas dans les années 30 et que les fascistes ne sont nulle part au pouvoir. Peut-on nier, pour autant, le développement de l'extrême droite nationaliste, installée sans grande résistance dans les paysages politiques nationaux ? Peut-on nier sa volonté de « revanche » sur l'histoire ?

Il y a cinquante-quatre ans, le 9 novembre 1938, dans la nuit glacée du IIIe Reich, les nazis franchissaient une étape supplémentaire dans les persécutions menées à l'encontre des juifs. Ce fut l'assassinat du secrétaire de la légation allemande à Paris, von Rath, le 7 novembre 1938, par un jeune juif de dix-sept ans, Grünspan, qui servit de prétexte à l'organisation d'un pogrom, supervisé par Goebbels et par Hitler lui-même. Dans toute l'Allemagne, sept mille magasins juifs furent pillés, presque toutes les synagogues incendiées, et une centaine de juifs tués. La Nuit de cristal fut suivie d'arrestations en masse et de mesures excluant systématiquement les juifs de la vie économique.

Mon inquiétude est qu'aujourd'hui l'espoir d'une Europe démocratique et sociale ne se brise, pareil à du cristal, dans la nuit qui tombe sur l'Europe.

► Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, préside le Manifeste contre le Front national.

L'affaire de Port-Fréjus

Une lettre de l'avocat de M. François Léotard

Me Patrick Devedjian, avocat de M. François Léotard, nous a adressé la lettre suivante relative aux articles que nous avons consacrés à l'affaire de Port-Fréjus dans nos éditions des 5 et 7 novembre :

1. – Vos deux collaborateurs font état de deux pièces figurant au dossier de l'instruction conduite par le président de la chambre d'accusation de Lyon à l'encontre de M. François Léotard : un rapport de synthèse de 24 pages déposé le 15 septembre 1992 par le service régional de police judiciaire de Marseille et un rapport d'expertise pénale de 128 pages déposé le 2 novembre 1992 par M. Eugène Sage, expert près la Cour de cassation et ancien président de la Chambre nationale des experts.

Ces deux pièces de justice sont couvertes par le secret de l'instruction et leur divulgation est interdite, même si ce secret est de moins en moins respecté dans les affaires mettant en cause des personnalités.

Mais au-delà de cette violation, il me paraît contraire aux droits de la défense et gravement inéquitable de citer des « morceaux choisis » de ces documents en les commentant de manière tendancieuse, tandis que dans le même moment il est interdit à M. Léotard et à son défenseur de rétablir la vérité à l'aide de citations des mêmes documents.

On notera pour l'anecdote que vos collaborateurs ont été en possession du rapport d'expertise avant les défenseurs eux-mêmes.

Bravo pour le scoop, mais hélas pour la justice... Tandis que, de fait, le procès devient public, il est interdit par la loi à l'inculpé de se défendre. Cette grave dérive de la démocratie se manifeste chaque fois qu'une personnalité est en cause, qu'elle soit de droite ou de gauche.

2. – Lorsque M. Léotard a été inculpé, on a écrit qu'il avait payé sa maison 1 200 000 F alors que la valeur réelle aurait été de 7 000 000 F. Depuis, l'expertise pénale a fait justice de ces allégations. Ainsi il est établi que la maison valait entre 650 000 et 700 000 F en 1979 au moment où François Léotard en devenait locataire, qu'elle valait 1 300 000 F au moment où il est devenu propriétaire en 1986, et qu'elle vaut aujourd'hui entre 3 et 4 millions de francs après qu'il y ait fait 1 600 000 F de travaux.

3. – On observera que les services fiscaux ont estimé, avec l'accord de l'acheteur, que la maison valait au moment de la vente 2 350 000 F, mais cette estimation, portant sur la valeur intrinsèque, inclut les travaux réalisés à l'époque alors que le prix de vente ne les comprend pas puisqu'ils ont été payés par l'acheteur.

4. – Vous relevez que l'expertise et le rapport de police démontrent qu'aucun avantage n'a été consenti au vendeur de la maison. Votre collaborateur écrivait dans *le Monde* daté du 2 juillet 1992 : *« La question... est d'abord de savoir s'il existe un lien de cause à effet entre cette transaction privée et l'affaire de Port-Fréjus. »* Le voilà donc rassuré, et c'est effectivement un point essentiel qui interdit de titrer que ces investigations *« laissent ouvertes les suites judiciaires »*. Il ne peut y avoir ni ingérence, ni trafic d'influence, ni corruption si aucun avantage n'a été consenti !

5. – M. Léotard s'est toujours expliqué sur les financements de l'acquisition et des travaux. Ainsi, sur une dizaine d'années, il a bénéficié de cinq prêts pour un montant de 1 678 000 F et de la vente d'un petit appartement qui lui a laissé 372 000 F.

6. – Nulle part le rapport de police ne fait état d'un *« blanc »* de 800 000 F. Nulle part l'expertise ne fait état d'un *« trou »* du même ordre. C'est abusivement que votre collaborateur utilise des guillemets alors que ces deux mots ne sont jamais cités. Sur les travaux entrepris pour 1 600 000 F, il apparaît ainsi qu'environ 900 000 F ont été financés par les prêts ou la vente, le solde de 700 000 F ayant été financé naturellement par les ressources mensuelles propres de M. Léotard qui était rémunéré comme maire de Fréjus, comme député et comme président du Parti républicain.

7. – A propos des travaux, il est inconvenant de donner une citation tronquée d'un témoin qui affirme qu'il existe de fausses factures *mais* qui, *confondu par la police, reconnaît*, sans que vous ne le citiez, qu'il a menti.

8. – Dans ces conditions on comprend que les adversaires de François Léotard, ayant échoué dans leurs manœuvres calomnieuses, n'aient plus qu'à discuter par le menu les travaux qui ont été exécutés.

Reprenant les allégations du promoteur partie civile contre François Léotard, votre journal exposait que les travaux *auraient coûté 8 000 000 de francs et qu'ils auraient été payés* par la ville de Fréjus. Aucun élément de l'enquête ne vient établir l'existence de fausses factures, et le montant fantaisiste des travaux allégué par la partie civile est largement démenti. On ne peut davantage soutenir que M. Léotard n'a pas justifié du paiement de travaux pour un montant de 800 000 F :

a) Ce débat n'a plus rien à voir avec le débat d'origine ayant conduit aux réquisitions du parquet et à l'inculpation.

b) Dans notre pays, et c'est heureux, nul n'a à démontrer son innocence, même un homme politique.

c) Sur ce montant de 800 000 F, 100 000 sont justifiés par chèque ; une partie a été faite en famille comme le font beaucoup de Français qui travaillent à leur maison ; enfin pour une somme d'environ 150 000 F (il s'agit de travaux de maçonnerie), les justificatifs n'ont pu être retrouvés.

d) On doit souligner que depuis la dissolution de son ménage la maison en question n'appartient même plus à M. Léotard, qui n'y habite pas davantage, et, naturellement, la comptabilité du ménage est plus difficile à reconstituer.

e) La loi oblige à conserver les factures pendant trois ans, celles qui pourraient manquer aujourd'hui dateraient de 1985. M. Léotard n'a pas non plus conservé la facture de la tondeuse à gazon ! Qui conserve la totalité de ses factures au bout de sept ans ?

9. – M. Léotard a été victime d'une manipulation politique. Alors que, seul parmi tous les hommes politiques, il a fait face au soupçon en se dépouillant des deux immunités que lui conféraient ses mandats de maire et de député, il fait l'objet de violations répétées de la légalité :

a) Violation, lorsque le secret de l'instruction est régulièrement bafoué et qu'on utilise malicieusement des citations tronquées.

b) Violation, lorsqu'on crée des citations qui n'existent pas dans le dossier.

c) Violation, lorsque, pour accréditer son propos, on veut laisser entendre qu'on a rencontré le magistrat instructeur dont on écrit avec des guillemets qu'il serait *« ennuyé »*, qu'il trouverait l'affaire *« pas si simple »*, à *« couleur étrange »*, alors que le magistrat instructeur n'a reçu personne et que son objectivité et sa réserve ne sauraient être mises en cause.

d) Violation, lorsqu'on poursuit malgré une prescription évidente : M. Léotard a acheté sa maison le 14 mars 1986, la plainte de la partie civile est du 22 mai 1990 pour des infractions prétendues qui se prescrivent par trois ans.

e) Violation, lorsqu'on lui demande de produire des factures sept ans après alors que la loi n'exige que trois ans.

f) Violation, lorsqu'il est poursuivi pour coups et blessures volontaires alors que le plaignant les lui impute d'autant moins que les faits sont survenus lors d'un affrontement avec la police nationale, et que M. Léotard était lui- même à 650 kilomètres. Personne n'a d'ailleurs jamais tenté d'étayer cette incrimination tant elle est absurde.

g) Manipulation, lorsque le parquet écrit en janvier 1991 qu'il ne prendra aucune initiative à la suite de la plainte, pour tourner casaque quelques mois plus tard à la suite des instructions du ministère de la justice et prendre des « réquisitions contre personne dénommée » afin d'obliger le magistrat à inculper. La seule justification apparaît dans la nécessité de faire équilibre aux inculpations survenues dans l'affaire Urba, au même parquet, au même moment. Cela sera d'ailleurs reconnu plus tard.

Tant d'anomalies conduisent à se poser une question : tandis que certains bénéficient de tant de complaisances, qui M. François Léotard dérange-t-il pour faire l'objet de tant d'acharnement ?

[Nous donnons acte à M. Devedjian de ses précisions que nous avions déjà portées à la connaissance de nos lecteurs, pour l'essentiel, dans nos éditions du 7 novembre, en rendant compte de la conférence de presse qu'il avait tenue le 5 novembre à Paris.

Ces observations appellent toutefois quelques remarques :

1. – Si certains organes de presse ont *pu écrire, par erreur*, que M. Léotard avait payé 1 200 000F une résidence évaluée à 7 000 000 F (ce qui représentait en vérité la valeur globale d'une parcelle *beaucoup plus vaste incluant à l'origine cette bastide provençale*), cette erreur n'a jamais été commise par notre journal qui a donné avec exactitude le prix d'achat dès sa première enquête *(le Monde* du 13 juin 1990).

2. – Si les rapports de la police judiciaire et d'expertise immobilière laissent ouvertes les suites judiciaires de cette affaire, c'est tout simplement parce que *ces deux documents ne dissipent pas complètement* les zones d'ombre que présente ce dossier ainsi que le relève la PJ quand elle souligne notamment, comme nous l'avons rapporté : *« Les auditions des divers responsables non inculpés n'ont pas mis en évidence de malversations relatives aux attributions de lots de Port-Fréjus compensées par un avantage personnel de l'un des élus ou des membres de la commission d'attribution des lots de la SEMAF. Cependant les affirmations de la partie civile ne semblent pas totalement infondées et méritent quelques éclaircissements. »* C'est au président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon qu'il appartiendra d'apprécier les interrogations exprimées par la PJ dans son rapport de synthèse sur plusieurs pages que nous n'avons fait que résumer. Le rapport d'expertise dit simplement que *« les sociétés du groupe Meyer ne paraissent pas avoir bénéficié d'avantage particulier »*.

3. – A propos de l'absence de certaines *factures relatives aux travaux effectués par* M. Léotard dans sa propriété, le rapport de police ne parle pas de « blanc », en effet, et le rapport d'expertise ne parle *pas de « trou ». C'est bien la raison pour* laquelle nous avons tenu à distinguer l'emploi de ces deux expressions entre guillemets sans recourir à l'italique comme nous l'avons fait, *selon la règle typographique, pour toutes les citations.*

4. – Nous avons précisé nous-mêmes que les conclusions des enquêteurs ne reprenaient pas les dires du témoin qui affirmait il y a un an détenir des factures *de travaux effectués chez M. Léotard* et payés par la mairie de Fréjus. Mais l'absence de ce témoignage dans le dossier final tient surtout, à notre connaissance, *au fait que cet accusateur n'a pas été en mesure* de prouver ses premières déclarations à la police, les prétendues factures ayant disparu. Il semble que cela ait été *aussi le cas de certaines autres si l'on en croit les procès-verbaux* d'autres auditions.

5. – Notre journal n'a jamais repris à son compte les allégations de la partie civile selon laquelle les travaux effectués *dans la propriété de M. Léotard se seraient élevés à 8 000 000 de francs.* Nous avons simplement cité l'une des conclusions du rapport de la PJ : *« Les inculpés justifient le prix par l'état de vétusté du bien et M. Léotard se défend en invoquant les nombreux travaux qu'il a réalisés et payés personnellement. Or, il ne fournit les factures que pour un montant de 780 000 F environ et elles ne couvrent que les dépendances. »* Le rapport d'expertise confirme ce point puisqu'il estime à 1 617 593 F le montant total des travaux effectués par M. Léotard, alors *que les factures retrouvées et détaillées ne* totalisent que 890 275 F, soit une absence de justificatifs représentant un montant égal à la différence : 826 009 F.

6. – Enfin, si M. Léotard est *« victime d'une manipulation politique »*, *le Monde* n'y est assurément pour rien puisque l'attention de l'opinion publique a été attirée pour la première fois sur la maison du *maire de Fréjus à la suite du redressement* fiscal qui lui fut notifié en 1989 dans le cadre d'une procédure engagée plus d'un an auparavant, alors que la direction générale des impôts *était* placée sous la tutelle ministérielle de M. Alain Juppé. – R. M. et A. R.]

BIBLIOGRAPHIE

« Je n'irai pas à mon enterrement », de Georges Gorse

Les errances d'un esthète érudit

Les Mémoires d'hommes politiques sont souvent l'exaltation, *a posteriori*, d'actions éminentes demeurées inconnues et de talents injustement méconnus. Ces auteurs se rendent alors justice à eux-mêmes. Rien de tel dans les promenades que refait Georges Gorse à travers un demi-siècle d'une histoire à laquelle il a pris part.

Jeune normalien rallié à de Gaulle, négociateur, ambassadeur, ministre, député, maire, il porte sur tout ce qu'il a connu d'une guerre et de deux Républiques un regard lucide et comme distancié. Littéraires et politiques, philosophiques et poétiques, ces promenades dans l'espace et dans le temps dressent le bilan intellectuel d'une vie et conduisent naturellement à une méditation sur la mort. Car, pour Georges Gorse, tout est entremêlé, même si, selon lui, *« vivre alors que la mort existe constitue un comique de situation »*.

Sa réflexion sur l'histoire contemporaine, sur le sens du pouvoir et sur le comportement des hommes se relie toujours aux leçons des civilisations passées, prouvant ainsi, contre Valéry, qu'elles ne sont pas mortelles. Est-ce pour cela qu'il voit dans l'abandon du latin par l'Eglise une deuxième prise de Rome par les Barbares depuis celle d'Alaric, et l'événement le plus important de ce siècle ? Rien d'étonnant, au demeurant, pour l'ambassadeur qui s'entretenait au téléphone avec son ministre, Jean Foyer, dans la langue de Cicéron pour dérouter les services d'écoutes...

Anticonformiste, paradoxal, impertinent, ce globe-trotter culturel sait évoquer avec talent la réunion d'un conseil des ministres qu'il prétend imaginaire, des séances courtelinesques tenues par des eurocrates de Bruxelles ou l'atmosphère de la vie au Caire en 1940, à Alger en 1942, à Moscou *« au temps de la préhistoire »* et à San-Francisco, où les filles *« avaient l'œil chinois et la jambe américaine »*. Mais on voit aussi vraiment *« l'ombre d'albâtre »* sur le Sinaï, les *« nuits magiques »* de Vendée ou les lions de marbre de Delos *« qui rugissent la nuit »*.

L'auteur livre aussi quelques certitudes et ne répugne pas à quelques maximes dans lesquelles on ne distingue pas toujours ce qui révèle une conviction de ce qui relève de la provocation. N'écrit-il pas qu'il faut toujours croire un peu les poètes même quand ils mentent ? Ces errances d'un esthète érudit se bousculent dans un livre foisonnant qui offre au lecteur un plaisir rare.

ANDRÉ PASSERON

► *Je n'irai pas à mon enterrement*, de Georges Gorse, Plon, 304 p., 130 F.

SOCIÉTÉ

La conférence de Grenade et les programmes Colombus et Hermès

L'Europe de l'espace surmonte ses dissensions

Après deux jours de dures négociations, les ministres de l'Europe spatiale réunis les 9 et 10 novembre à Grenade (Espagne) ont décidé l'engagement du programme Colombus et de son module habitable APM, celui du satellite de transmission de données DRS ainsi que le démarrage d'un important programme d'observation de la Terre. Ils ont également confirmé la *« réorientation »* du programme Hermès et la recherche, sur ce type de transport spatial, d'une coopération avec les Russes.

GRENADE

de notre envoyé spécial

C'est au terme de discussions *« normalement tendues »* que les ministres européens de l'espace, réunis pour deux jours à Grenade (Espagne), sont parvenus à un accord. L'austérité budgétaire a dicté sa loi et imposé le réalisme. Le programme de la navette spatiale Hermès, défendupar les Français, a perdu de sa substance. La « station » Colombus, soutenue par les Allemands, est amputée de son volet module autonome (MTFF) et reste liée au sort de la station américaine Freedom. Quant à DRS, le réseau de satellites de relais de données, qui a la faveur des Italiens, sa mission paraît moins nette du fait de la réduction des deux premiers volets du programme. Dans ce contexte, les représentants des treize Etats-membres de l'Agence spatiale européenne (ESA) ont approuvé trois résolutions.

● **La coopération internationale.** – Deux résolutions portent sur la coopération internationale et la coopération avec les Russes. Elles ont été rapidement adoptées dans la matinée du 10 novembre. L'une invite l'ESA à *« rechercher des voies »* permettant de mettre à la disposition des pays en développement les données obtenues par les programmes de l'Agence. On y reconnaît aussi que *« l'exécution des programmes de l'Agence au cours des prochaines années favorisera l'approfondissement d'une coopération établie de longue date avec les Etats-Unis, permettra de mener des activités en commun avec la Russie et de jeter les bases d'une coopération plus étroite avec le Japon »*.

Préserver les industries européennes

Au-delà des bonnes intentions, les membres de l'ESA sont d'accord pour *« élargir et renforcer cette coopération »* avec la Fédération de Russie, au cours de la période 1993-1995, dans quatre domaines : infrastructure en orbite ; moyens de transport des équipages ; moyens de communication associés à cette infrastructure en orbite ; missions à bord de la station Mir.

Bien qu'aucun chiffre n'ait été avancé, une série de contrats d'une valeur de 110 millions d'unités de compte (MUC une unité de compte valant 6,97 F) pourraient être signés pour les trois ans à venir avec les Russes. Une partie (30 MUC) serait dépensée pour *voir s'il est possible de concevoir* ensemble un nouveau système de transport spatial fondé sur les travaux déjà engagés sur Hermès. Une autre (45 MUC) servirait à financer deux vols de longue durée d'astronautes européens à bord des installations russes. Le reste serait consacré aux études sur la future station spatiale que l'Europe et la Russie pourraient réaliser en commun pour *2005-2010.*

La partie avec les Russes n'en reste pas moins subtile. Une coopération avec eux *« doit sauvegarder les intérêts de l'industrie spatiale des Etats membres, y compris dans le secteur des services de lancement »*, précise la résolution. Un point essentiel, car les Russes ont les moyens de proposer des lancements à des prix défiant toute concurrence *(lire encadré ci-dessous).*

● **Les ajustements financiers.** – Le plat le plus difficile à digérer pour les ministres, à Grenade, a été la résolution n° 1 sur les plans et programmes de l'Agence pour les sept ans à venir (1993-2000). Deux problèmes empoisonnaient les débats sur cette « résolution de tous les dangers ».

Le premier portait sur le réajustement des contributions de certains Etats membres. En raison des variations de leur taux de change, des pays comme la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne risquaient de subir un accroissement du poids de leur participation à l'ESA définie en unités de compte. Des solutions vont être recherchées pour faciliter le passage des années 1992 et 1993. Le problème est important. Le montant des contributions de plusieurs pays a une influence directe sur le contenu des programmes. De plus, la décision que prendra l'ESA sur ce point pourrait faire jurisprudence dans d'autres organismes comme le CERN, l'OCDE, etc.

Deuxième point de cet épineux dossier financier : le « retour industriel ». Selon le ministre français de la recherche et de l'espace, M. Hubert Curien, qui est aussi président de la conférence, un compromis a été trouvé, aux termes duquel les Etats membres pourraient récupérer jusqu'à 95 % de leur contribution budgétaire *sous forme de contrats passés* à leurs industriels d'ici à 1994.

● **Les programmes jusqu'en 1995.** – Ces questions réglées, restait à définir les programmes sur lesquels l'Agence allait s'engager pour les prochaines années. Les négociations furent âpres. Si le programme d'observation de la Terre (*le Monde* du 10 novembre), financé à hauteur de 1759 MUC, a *fait l'unanimité, le projet « Homme* dans l'espace » a servi de champ clos aux escarmouches entre les trois principaux contributeurs de l'Agence. Au point que les ministres allemand, français et italien ont dû tenir une réunion informelle pour aplanir leurs différends les plus importants.

Les Français, embarqués avec Hermès dans un programme de *développement technologique de* trois ans représentant 567 MUC (1), doivent prendre avec leurs partenaires une décision sur la suite de ce programme en février 1995. Ils ont souhaité, au nom d'une sorte de symétrie de traitement, que la même démarche soit adoptée pour Colombus et pour DRS.

Le module habitable APM de Colombus, qui se greffera sur Freedom, n'en est pas moins lancé. Reste à le financer. Il n'est, pour l'instant, couvert qu'à 90 % contre plus de 100 % pour Hermès. La France, tout en affirmant qu'elle *« ne voulait rien bloquer »* sur l'APM, aurait réduit sa participation de près de 14 % à un peu plus de 10 %, préférant concentrer ses efforts sur l'autre volet du programme Colombus, les plates-formes polaires. De ce fait, l'ESA devrait, dans les deux mois, se livrer sur l'APM à quelques économies (de l'ordre de 5 % sur les trois *prochaines années),* tandis que certains pays contributeurs pourraient augmenter leur participation sur ce programme de 2517 MUC (2).

Quant au satellite DRS, à lancer en 1999, mandat a été donné à M. Jean-Marie Luton, directeur général de l'ESA, de trouver d'autres utilisateurs potentiels de ce satellite, comme la station Freedom des Américains et la station Mir des Russes.

« La guerre des blocs étant finie, il fallait se préparer à coopérer à l'échelle mondiale », a estimé le ministre allemand de la recherche, M. Heinz Riesenhuber. En attendant, la conférence de Grenade a permis aux Européens de sauver les meubles. *« De repartir sur des bases claires »*, selon les termes de M. Hubert Curien.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Dont 55 MUC pour des recherches sur le développement d'un véhicule de secours (ACRV) destiné à rapatrier les astronautes de Freedom en cas d'accident et sur celui d'un cargo de ravitaillement intelligent (ATV) lancé par Ariane-5.

(2) Le programme Colombus dans son ensemble représente *3 556 MUC.*

Les Russes veulent négocier leur entrée sur le marché mondial des lancements

La Russie a signé, lundi 9 novembre, son premier contrat pour lancer un satellite occidental, pour le compte de l'organisation internationale de télécommunications Inmarsat, au prix de 36 millions de dollars. Un engin similaire sera *lancé par la firme européenne* Arianespace pour 62 millions de dollars. Les tarifs de dumping pratiqués par Moscou (et aussi Pékin) pour prendre pied sur le marché occidental entraînent de vives protestations des exploitants de lanceurs européen et américains. *Les Russes se déclarent prêts* à discuter.

L'établissement de « règles du jeu » destinées à « civiliser » le *marché mondial des lancements* de satellites civils sera l'un des sujets de négociation les plus importants de l'après-Grenade. Depuis déjà de nombreuses années, les Russes tentent d'y prendre pied en proposant les services de leurs lanceurs (*le Monde* du 20 juin 1987) à des prix de dumping inférieurs, parfois, de près de 50 % à ceux des Européens et des Américains. Pendant longtemps, les Occidentaux ont résisté en dressant des mesures d'embargo au nom de la protection des « technologies sensibles » et du COCOM.

Depuis la fin de la guerre froide, cette situation est devenue intenable. Elle n'est, d'ailleurs, de l'intérêt de personne. *« On ne peut pas envisager de collaborer sur des grands programmes, tout en se battant comme des chiens sur le plan commercial »*, estime un expert occidental. Les Russes, qui semblent l'avoir compris, entendent profiter au maximum de l'engouement provoqué par leurs offres de coopération tous azimuts. De leur côté, les Occidentaux *vont évidemment mettre en* balance leurs contrats de coopération (comme ceux que doit passer l'ESA avec Moscou, pour une valeur de 110 millions d'unités, *soit 770 millions de francs).*

Une offre limitée

La question a été évoquée par M. Youri Koptiev, directeur de l'agence spatiale russe, lors d'une visite récente à Paris au cours de laquelle il a rencontré ses homologues de l'Agence spatiale européenne (ESA), du CNES, ainsi que M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de l'espace. *« Nous sommes tombés d'accord pour que des discussions puissent se poursuivre à Moscou avec la participation de plusieurs des parties intéressées, afin de donner dès le début un caractère international aux négociations »*, nous a déclaré M. Koptiev. *« Nous avons effectivement eu la surprise de voir les Russes nous inviter formellement à une réunion bilatérale que les Américains voulaient tenir avec eux*, confirme, amusé, un responsable de l'espace européen. *Il reste à voir ce qu'en pense Washington »*.

Un accord permettrait aux Russes de pratiquer les mêmes prix que leurs concurrents. Cela les intéresse d'autant que, reconnaît M. Koptiev, *« le marché restera très limité jusqu'en l'an 2000 au moins, et serait totalement déséquilibré par une pression trop brutale d'opérateurs nouveaux »*.

Mais, même soigneusement préparée, l'entrée officielle sur le marché mondial des fusées Proton et Zenit soviétiques (en attendant les Longue Marche chinoises et les H-2 japonaises) limitera forcément la part d'Ariane et celle des Atlas, Delta et Titan américains. On peut prévoir une discussion très rude. Déjà, les Américains et les Européens ont mis plusieurs années à *s'entendre, après s'être longtemps* accusés mutuellement de fausser la concurrence à coups de subventions (*le Monde du* 28 septembre 1990).

Si l'on en croit M. Charles Bigot, président d'Arianespace, les Américains semblent d'ailleurs avoir déterré à nouveau la hache de guerre en favorisant les fusées russes et chinoise aux dépens d'Ariane, dans les organisations internationales. Il visait notamment le contrat signé lundi 9 *septembre par les Russes avec* Inmarsat, qui pourrait être bientôt suivi d'un autre auprès d'Intelsat (1). La NASA envisagerait, par ailleurs, d'utiliser deux Proton russes pour lancer des sondes vers Pluton à la fin de cette décennie.

Décidés à aboutir, les Russes affirment avoir le temps. *« Nos possibilités seront assez limitées pour les quatre prochaines années,* affirme M. Koptiev. *Notre seul pas de tir en état de fonctionner ne peut assurer que neuf à douze lancements de Proton par an, ce qui couvre juste nos propres besoins. »* Les contrats signés ou à venir *démentent pourtant ces propos* lénifiants.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Inmarsat (spécialisée dans les transmissions maritimes), et Intelsat, sont les deux plus gros opérateurs mondiaux de satellites commerciaux de télécommunications. Il s'agit de coopératives internationales rassemblant respectivement 65 et plus de 120 pays.

MÉDECINE

Protestant contre la radiation des docteurs Garretta et Habibi

Des médecins transfuseurs contestent l'attitude du conseil national de l'ordre

Une quarantaine de médecins transfuseurs, directeurs ou non d'établissements de transfusion sanguine, ont décidé, le 3 novembre, à l'issue d'une réunion à Paris sur la réforme du système transfusionnel français, d'adresser individuellement au président du conseil national de l'ordre, le docteur Louis René, une lettre dans laquelle ils contestent les sanctions de radiation prononcées par le conseil régional de l'ordre des médecins d'Ile-de-France à l'encontre des docteurs Michel Garretta, ancien directeur général du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) (radié à vie), et Bahman Habibi, ancien directeur scientifique du CNTS (radié pour trois ans, *le Monde* du 28 octobre).

Le docteur Paul-André Perrin, directeur du centre départemental de transfusion sanguine (CDTS) du Loir-et-Cher, signataire de ce texte, a précisé au *Monde*, mercredi 11 novembre, que cette décision avait été prise après *« le choc du retour de Michel Garretta »*, face à l'image de *« quelqu'un qui n'était plus que l'ombre de lui-même »*, *« affecté au plus profond »* par cette sanction vécue comme *« un coup de grâce »*.

La lettre-type, signée *« sans passion par des gens qui étaient, dans le travail, partisans ou adversaires de Michel Garretta »*, a ajouté le docteur Perrin, stipule, en leur nom propre et *« sur l'honneur »*, que *« la contamination de mille deux cents hémophiles n'est pas le fait d'un ou de quelques confrères, en 1985, puisqu'il est dramatiquement établi que la quasi-totalité des contaminations a eu lieu avant cette date et qu'on ne peut attribuer à un seul établissement français de fractionnement toute la responsabilité de l'ensemble des contaminations »*.

« Je tiens également à souligner qu'en la matière, ajoute le texte soumis à signature, *compte tenu des multiples pôles de décision, si l'on interdit spécifiquement à tel ou tel confrère l'exercice de la médecine, cette mesure doit être étendue à l'ensemble des médecins acteurs administratifs, prescripteurs ou distributeurs qui en 1985 ont partagé une analyse similaire des faits, analyse que le conseil national de l'ordre, informé entre autres par le rapport « Sida et transfusion sanguine » début juin 1985, n'avait pas désapprouvée. »* Chaque lettre sera également adressée aux présidents du conseil de l'ordre d'Ile-de-France et des autres conseils départementaux, ainsi qu' *« aux avocats des confrères concernés »*.

RELIGIONS

Menacée de schisme

L'Eglise d'Angleterre se prononce sur l'ordination sacerdotale des femmes

A l'issue d'un débat qui divise la Communion anglicane (environ 65 millions de fidèles dans le monde) depuis vingt ans, le synode de l'Eglise-mère d'Angleterre, réunissant 563 évêques, prêtres et laïcs, devait se prononcer, mercredi 11 novembre à Londres, sur l'ordination sacerdotale des femmes. Quel que soit le résultat, le risque de schisme est réel.

LONDRES

de notre correspondant

La décision de l'Eglise d'Angleterre sur l'ordination des femmes paraissait encore très incertaine à la veille du synode. Une majorité des deux tiers est en effet requise dans chacun des trois collèges (évêques, clergé et laïcs) qui composent cette assemblée pour assurer le succès d'une telle réforme. Celle-ci est probablement la plus importante et la plus controversée depuis la création de l'Eglise anglicane, issue du schisme décrété, au seizième siècle, par Henri VIII.

Les sondages semblent accréditer une évolution des mentalités. 67 % des anglicans de Grande-Bretagne, du moins ceux qui se rendent régulièrement à l'église, se déclarent en faveur de l'ordination sacerdotale des femmes. Au sein de la communion anglicane, l'Eglise d'Angleterre est en effet l'une des dernières à résister, puisque quelque 2 000 femmes prêtres sont déjà ordonnées dans d'autres pays, sans compter des femmes évêques (deux dans l'Eglise épiscopalienne des Etats-Unis).

Crise financière

En 1975, un précédent synode avait conclu qu'il n'y avait pas d' *« objections fondamentales »* à ce que des femmes soient ordonnées prêtres. Plus de 1 300 exercent déjà la fonction de diacre. Mais les adversaires de cette réforme, regroupés dans la tendance la plus conservatrice de l'Eglise d'Angleterre, n'ont pas désarmé : selon certaines estimations, plus de 1 000 prêtres pourraient choisir de partir en cas de victoire des « pro-féministes », certains menaçant même de rejoindre l'Eglise catholique romaine.

Un résultat inverse, affirment les plus pessimistes, pourrait entraîner une vague d'ordinations illégales, sans compter un mouvement de désaffection féminin, de la part tant du clergé que des fidèles. La menace de ce mini-schisme est tellement réelle que si le « oui » l'emporte le synode devra également se prononcer, mercredi, sur les dispositions financières résultant de ce vote, c'est-à-dire sur les « indemnités » qu'il faudra verser aux prêtres qui choisiront de partir, soit une somme évaluée à environ 11 millions de livres (1), pour 100 prêtres qui choisiraient de se mettre en rupture d'Eglise.

Or une telle charge tomberait particulièrement mal au moment où l'Eglise d'Angleterre – dont les biens sont estimés à 2,4 milliards de livres – traverse une crise financière sans équivalent. Ce dernier argument est d'ailleurs l'un de ceux avancés par les adversaires de l'ordination des femmes : ils soulignent qu'en raison de leurs difficultés budgétaires les diocèses sont d'ores et déjà menacés de devoir réduire le nombre des membres du clergé.

Mgr George Carey, archevêque de Canterbury et chef de l'Eglise anglicane, partisan du sacerdoce des femmes, a jugé que la question était trop délicate pour pouvoir se prononcer personnellement, au cours du synode, en faveur de l'un des deux camps. Il préfère conserver intacte son autorité, laquelle deviendra d'autant plus indispensable que le résultat du vote de mercredi sera serré.

Si les 563 membres du synode qui se réunissent à Westminster vont dans le sens de la réforme, celle-ci n'entrera pas immédiatement en vigueur. Une loi doit en effet être adoptée par les deux chambres du Parlement – probablement en juin prochain, – puis approuvée par la reine. En toute hypothèse, ce n'est donc pas avant l'été 1994 que les premières femmes prêtres pourraient être ordonnées en Grande-Bretagne.

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling vaut environ 8,25 francs français.

L'affaire du « voile islamique » de Montfermeil

Le recteur de la Mosquée de Paris appelle « au respect et au dialogue »

M. Dalil Boubakeur, recteur de l'Institut musulman de la Grande Mosquée de Paris, a invité, mardi 10 novembre, les Français de toutes confessions *« à vivre en paix dans le respect mutuel »* et a appellé *« les musulmans au respect et au dialogue avec son prochain »*, à l'occasion de l'annulation par le Conseil d'Etat de l'exclusion en 1990 de trois jeunes filles portant le voile islamique du collège Jean-Jaurès de Montfermeil (Seine-Saint-Denis). M. Boubakeur s'est ainsi félicité de cette *« reconnaissance de la spécificité musulmane et du respect de certaines de ses traditions »*, qui confirme, selon lui, *« le sens de la loi d'orientation sur l'éducation de 1989 »*.

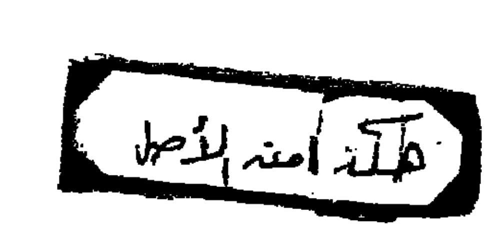
HISTOIRE

L'auteur du *Grand Meaulnes* officiellement inhumé

Ultime hommage à Alain-Fournier

En présence de M. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, le lieutenant Henri Fournier (Alain-Fournier), l'auteur du *Grand Meaulnes*, et ses vingt compagnons d'armes ont été inhumés, mardi 10 novembre, dans la nécropole nationale de Saint-Rémy-la-Calonne (Meuse).

Les corps du célèbre écrivain, qui avait alors vingt-huit ans, et de ses hommes du 288e régiment d'infanterie, tombés au combat le 22 septembre 1914, avaient été retrouvés par le professeur Alain Algrain et quelques chercheurs meusiens il y a un an (*le Monde* du 16 novembre et du 7 décembre 1991). Cette découverte avait permis d'établir qu'ils n'avaient pas été fusillés à la suite de l'assaut d'une ambulance, mais achevés après avoir, sans doute, été grièvement blessés. – *(Corresp.)*



SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le procès des membres d'Iparretarrak devant la cour d'assises de Paris

Philippe Bidart condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

La cour d'assises spéciale de Paris, uniquement composée de magistrats, a refusé de croire à l'innocence de Philippe Bidart, le chef présumé d'Iparretarrak qu'elle jugeait depuis le 2 novembre pour le meurtre de deux CRS, commis en 1982. Il a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité.

Pour leur participation à trois autres affaires – l'évasion de la maison d'arrêt de Pau, le mitraillage du palais de justice de Bayonne et un vol à main armée, – la cour a condamné Jean-Gabriel Mouesca à quinze ans de réclusion criminelle, Philippe Lesgourgues à huit ans de la même peine et Xavier Labéguerrie à cinq ans d'emprisonnement, dont quatre assortis du sursis. En revanche, Henri Pérez, dont la participation au hold-up n'a pu être démontrée, a été acquitté. La cour a refusé de considérer que la loi d'amnistie, liée au financement des partis et groupements politiques, pouvait s'appliquer pour ce dernier dossier.

Elles ont fondu en larmes au même moment, de part et d'autre du prétoire, de part et d'autre de leur histoire.

Au banc de la partie civile, ce fut le sanglot des veuves des deux CRS tués il y a dix ans. Mme Roussarie a serré contre elle son Sébastien de treize ans qui n'a plus qu'un souvenir de père. Tout doucement, pour elle-même, elle a murmuré : *« Maintenant, on va enfin pouvoir penser à eux sans penser au procès. »* Arnaud et Stéphanie, les enfants de Mme Bouyer, ont caché leur mère dans leurs bras, comme s'ils voulaient calfeutrer sa douleur et la protéger de sa propre colère...

Sur un banc du public, deux jeunes filles – des amies, des sœurs, des compagnes ? – ont craqué, elles aussi, incapables de ravaler leur chagrin quand le président Maurice Colomb a lu l'énoncé de l'arrêt. Pendant huit longues journées d'audience – la défense des cinq militants nationalistes avait eu beau le dire sur tous les tons : cette justice-là serait politique et ne ferait pas de cadeau, – la soixantaine de militants basques qui avaient suivi le procès de bout en bout espéraient encore éviter un tel matraquage.

Solidaires, ils se sont levés, brandissant le poing à l'unisson des condamnés qui se sont mis à chanter haut et fort *Eusko Gudariak*, l'hymne que chantaient en 1936 les résistants basques en lutte contre le franquisme. Fallait-il avoir hâte de les réduire au silence pour que les gendarmes empoignent alors les cinq hommes dans le box et les expulsent en les traînant par les pieds, parachevant, avec cette démonstration de force, le sentiment de malaise...

Discrimination politique

Susciter le malaise justement, faire naître la mauvaise conscience, semer le doute, c'est la tâche que s'était assignée la défense. D'abord sur la compétence même de cette cour d'assises spéciale, celle qui d'ordinaire juge les actes de terrorisme, un mot que récusent les militants basques. *« Quand la politique s'insinue dans le processus pénal, la justice en sort »*, avait tenté de démontrer Me Raphaël Constant. *« Et les procès politiques ne sont pas des procès où la justice a sa part. »* Mais, comme on s'y attendait, la cour avait refusé de se déclarer incompétente.

Il fallait donc tenter de lui faire comprendre dans quel contexte s'inscrivent les actes qui étaient reprochés aux accusés : une lutte politique, comme le furent celles du FLN ou, plus près de nous, du FLNKS en Nouvelle-Calédonie, du FLNC en Corse où des indépendantistes guadeloupéens. Ils ont, eux, bénéficié de lois d'amnistie. Pourquoi pas les Basques, sinon *« parce qu'ils sont moins nombreux et qu'apparemment, ils n'en ont pas fait assez »*

Il fallait aussi tenter de pointer les insuffisances d'un dossier dont Me Antoine Comte dit qu'il est *« faisandé »*, celui du meurtre des deux CRS de Saint-Etienne-de-Baïgorry en 1982. Jamais Philippe Bidart n'a reconnu en être l'auteur. *« On nous a mis cette affaire sur le dos pour criminaliser le mouvement »*, assure-t-il encore aujourd'hui. La thèse de l'accusation – un enlèvement qui aurait mal tourné et donc un échec peu glorieux qu'I. K. n'aurait pas voulu endosser – s'appuie sur un élément de preuve matérielle, une bande velcro découverte au domicile de Philippe Bidart et dont un morceau, provenant de la même pièce, a été retrouvé collé sur un poignard de plongée, à proximité du lieu de l'attentat.

Cette découverte providentielle, Me Comte n'y croit pas. *« Dans ces procédures où la raison d'Etat est en cause, n'importe quoi peut arriver. »* Lui qui est parvenu à démontrer le montage organisé dans l'affaire des Irlandais de Vincennes s'y entend comme personne pour s'engouffrer dans un dossier criminel à l'évidence mal ficelé, trop vite bouclé. Mais il n'a pu faire partager son trouble à la cour d'assises, qui a condamné Philippe Bidart, sans circonstances atténuantes, à la réclusion criminelle à perpétuité.

« Reviens à la maison »

Restaient les autres dossiers et les autres accusés. Comme si elle cherchait à montrer qu'elle sait être juste, dès lors que l'évidence saute aux yeux, la cour d'assises a choisi d'acquitter Henri Pérez, poursuivi pour complicité dans le hold-up de la caisse d'épargne de Biarritz, le 22 avril 1987. Elle a aussi requalifié la fusillade du palais de justice de Bayonne, commise le 25 juillet 1986, en coups et blessures volontaires avec armes, rejetant la poursuite pour tentative d'assassinat qu'avait retenue l'accusation.

Mais cette mansuétude n'est pas allée jusqu'aux peines prononcées. Jean-Gabriel Mouesca a ainsi, outre sa participation au hold-up et son évasion de la prison de Pau, payé son insolence, son éternel sourire moqueur au cours du procès et surtout sa réputation de numéro deux d'Iparretarrak de quinze ans de réclusion criminelle. Philippe Lesgourgues, le chauffeur du commando qui avait organisé l'évasion et celui de Philippe Bidart lors du mitraillage du palais de justice, a été condamné à huit années de réclusion. Xavier Labéguerrie, déguisé en adjudant du GIGN lors de l'évasion, a été condamné à cinq ans de prison, dont quatre assortis du sursis. Il est vrai qu'il ne se considère pas comme membre d'I. K., même s'il en est solidaire.

« Justice politique ! », s'est écrié, abasourdi, Me Antoine Comte. Lui qui, avec ses confrères, s'était indigné des *« peines d'élimination politique »* requises par l'avocat général Gilbert Ginsburger, a annoncé que Philippe Bidart, Jean-Gabriel Mouesca et Philippe Lesgourgues allaient se pourvoir en cassation.

Du public, après l'audience civile, un dernier chant est monté pour accompagner la sortie des condamnés. *« Ator mutil etxera »*. En basque, cela veut dire : *« Reviens à la maison. »*

AGATHE LOGEART

□ **Un commando présumé d'Iparretarrak arrêté après un attentat contre la sous-préfecture de Dax.** – Un commando de trois personnes, soupçonnées d'appartenir au mouvement indépendantiste basque clandestin Iparretarrak, a été interpellé, dans la nuit du mardi 10 au mercredi 11 novembre, alors qu'il venait de commettre un attentat contre les bâtiments de la sous-préfecture de Dax (Landes). L'explosion a provoqué d'importants dégâts matériels mais n'a fait aucun blessé. Les trois personnes, de nationalité française mais dont les identités n'ont pas été révélées, ont été arrêtées vers 2 heures par les gendarmes de la section de recherches de Pau. Un peu plus tôt, à 23 h 30, une bonbonne de gaz avait éclaté contre la porte de la perception d'Anglet (Pyrénées-Atlantiques), provoquant de légers dégâts matériels. Les enquêteurs attribuent ces actions au mouvement basque, dont le chef, Philippe Bidart, a été condamné par la cour d'assises spéciale de Paris à la réclusion criminelle à perpétuité.

SPORTS

FOOTBALL : présidé par Michel Platini et Fernand Sastre

Le comité d'organisation de la Coupe du monde 1998 est mis en place

Le comité français d'organisation de la Coupe du monde de football 1998, et ses deux présidents Michel Platini et Fernand Sastre, ont été mis en place, mardi 10 novembre, lors d'une assemblée générale constitutive.

Le scénario était écrit d'avance, la plupart des acteurs déjà connus. Il n'y a donc eu aucune surprise, mardi soir, dans les salons de la Fédération française de football (FFF). Comme prévu, Michel Platini et Fernand Sastre présideront le comité français d'organisation – désormais doté d'initiales officielles : CFO – de la Coupe du monde de football de 1998, attribuée à la France le 2 juillet dernier. L'ex-capitaine et entraîneur de l'équipe de France et l'ancien président de la FFF ont été désignés au cours d'une assemblée générale constitutive qui n'aura pas eu besoin de plus d'une heure pour préciser les statuts et les différentes instances du comité d'organisation.

Le CFO prend donc la forme d'une association régie par la loi de 1901. Il se présente comme une pyramide de trois étages. A la base, les quarante-trois membres du CFO, où le football sera majoritaire, avec vingt-deux places. De ce comité, qui se réunira au moins une fois par an, est issu le conseil d'administration, composé de vingt-trois personnes. Dix membres de droit y siègeront : outre Fernand Sastre et Michel Platini, ce sont MM. Jacques Georges, délégué du comité exécutif de la FIFA, Jean Fournet-Fayard, président de la FFF, Noël Le Graët, président de la Ligue, ainsi que quatre représentants des ministères de la jeunesse et des sports, du budget, de l'intérieur, et le délégué interministériel pour l'organisation de la Coupe du monde. A leurs côtés l'assemblée générale a désigné un représentant des collectivités locales, sept représentants de la FFF ou de la Ligue, et cinq personnalités : MM. Bernard Stasi, député (CDS), Jacques Perrilliat, ancien directeur des sports, Just Fontaine, recordman des buteurs en Coupe du monde, Jean Kahn, conseiller pour les questions de sport auprès du président de la République, et Jean-Pierre Pradié, ancien président du sport universitaire. Enfin, le bureau du conseil d'administration, qui se réunira au moins une fois par mois, comprend sept membres, dont les deux présidents.

Deux inconnues demeurent cependant pour que l'organisation de la Coupe du monde se mette réellement en marche. Pour le comité, il s'agit du nom de son directeur général, homme-clé qui gérera les dossiers au jour le jour. Il devrait être choisi d'ici un mois, sans doute parmi des candidats venus de la haute administration. Pour la Coupe du monde elle-même, l'incertitude continue autour de l'emplacement du Grand Stade de 80 000 places promis à la fédération internationale. Le ministre de la jeunesse et des sports, Mme Frédérique Bredin, a répété que le premier ministre devrait rendre public son choix entre Nanterre et Sénart avant la fin du mois de novembre.

J. Fe.

BASKET-BALL : championnat de France

Limoges toujours invaincu

Limoges a conforté sa première place en s'imposant à Antibes, mardi 10 novembre, pour le compte de la douzième journée du championnat de France. Pau-Orthez, le tenant du titre, a concédé sa quatrième défaite de la saison, dans sa propre salle, face à Cholet.

Limoges b. *Antibes 77-64.
*Le Mans b. Gravelines 84-80.
*Racing PSG b. Montpellier 94-80.
*Roanne b. Dijon 103-79.
Levallois b. *Châlons 76-67.
*Lyon CRO b. Villeurbanne 86-74.
Cholet b. *Pau-Orthez 80-77.

Classement : 1. Limoges, 24 pts ; 2. Cholet, 22 ; 3. Racing PSG, 21 ; 4. Gravelines, Pau-Orthez et Antibes, 20 ; 7 . Villeurbanne, 18 ; 8. Levallois, 17 ; 9. Le Mans et Châlons, 16 ; 11. Montpellier, Lyon CRO et Roanne, 15 ; 14. Dijon, 13.

FAITS DIVERS

A Saint-Etienne

Un lycéen est mortellement poignardé pendant une récréation

SAINT-ÉTIENNE

de notre correspondant

Un lycéen de dix-neuf ans est mort, mardi 10 novembre, à l'hôpital Bellevue de Saint-Etienne, après avoir été poignardé dans le dos devant son lycée lors d'une bagarre qui avait pris naissance dans la cour de l'établissement. Elève en première d'adaptation au lycée D'Alembert, Djamel Essarghi avait été blessé au cours de la récréation du matin, à 10 heures, alors qu'il tentait de défendre l'un de ses camarades pris à partie par quatre ou cinq jeunes extérieurs à l'établissement. Touché à l'aorte par un couteau de chasse, Djamel est décédé en début d'après-midi au CHRU de Saint-Etienne.

Selon les premiers éléments de l'enquête, il s'agirait vraissemblablement d'un règlement de comptes entre les bandes de deux quartiers difficiles de l'agglomération stéphanoise, qui s'étaient affrontées par deux fois ces jours derniers dans le centre de Saint-Etienne. Selon M. André Blondé, proviseur du lycée D'Alembert, *« rien ne laissait prévoir cet événement »* dans un lycée qui a la réputation d'être *« plutôt calme »*, un ensemble scolaire technique et professionnel qui regroupe deux mille six cents élèves.

A 16 h 30, le proviseur devait décider de fermer l'établissement, un autre incident ayant éclaté sur le parking entre un élève du lycée professionnel et d'autres jeunes. Afin de rétablir le calme, le proviseur a obtenu pour jeudi 12 et vendredi 13 novembre la présence de policiers en tenue aux portes et dans l'enceinte du lycée. Administrateur du lycée, M. Christian Brodhag, conseiller régional (Vert), qui s'est rendu sur place mardi après-midi, a mis en garde cependant contre *« toute approche sécuritaire »*, qui serait, selon lui, *« mal venue et inefficace, même si à court terme la fermeté sera nécessaire pour éviter une escalade »*.

Choqué, le personnel du lycée souhaite que ces incidents *« n'effacent pas tout le climat de travail qui règne dans l'établissement depuis de nombreuses années »*. Pour sa part, Mme Liliane Matra, secrétaire départemental du Syndicat national des enseignements de second degré (SNES), a renouvelé l'*« exigence »* de son syndicat de *« voir créer les postes d'enseignants et de surveillants nécessaires à la bonne marche des établissements scolaires »*.

VINCENT CHARBONNIER

EN BREF

□ **Nominations de magistrats.** – Par décret publié au *Journal officiel* du 6 novembre, sont nommés présidents des tribunaux de grande instance : à Créteil, M. Jean-Paul Collomp, premier président de la cour d'appel de Nouméa ; à Fontainebleau, M. Daniel Farina, juge au tribunal de Créteil ; à Draguignan, Mme Andrée Conre, épouse Gervais de Lafond, président de chambre à la cour d'appel de Nouméa ; à Colmar, M. Christian Riss, conseiller à la cour d'appel de Lyon ; à Mulhouse, M. Jacques Marion, président du tribunal de Colmar ; à Nancy, M. Alain Nuee, président du tribunal de Châlons-sur-Marne ; à Châlons-sur-Marne, M. Jean-François Sabard, conseiller à la cour d'appel de Riom ; à Rennes, M. André Gariazzo, président du tribunal de Draguignan.

□ **Inculpation du commandant du *Mac-Ruby*.** – Le commandant ukrainien du navire *Mac-Ruby* a été inculpé, mardi 10 novembre, au Havre (Seine-Maritime), de complicité dans les assassinats, extorsions de fonds, séquestrations et actes de piraterie qui auraient été commis par six hommes d'équipage à l'encontre de huit passagers clandestins africains, au début du mois de novembre au large de l'Espagne (*le Monde* du 11 novembre). Le commandant Vladimir Illinitsky a été écroué à Rouen alors que les six autres inculpés sont emprisonnés au Havre. Des hommes-grenouilles ont pu récupérer, dans un bassin du Havre, une carabine qui pourrait avoir été utilisée contre les passagers clandestins (sept Ghanéens et un Camerounais) avant qu'ils ne soient jetés à la mer.

□ **Démantèlement d'un important réseau de trafiquants de cocaïne en France et en Italie.** – La police napolitaine a démantelé un réseau de trafiquants de cocaïne en provenance de Colombie et destinée à être revendue aussi bien en Italie que dans des discothèques parisiennes. Onze personnes ont été appréhendées à Naples, dans d'autres villes du sud de l'Italie, mais également à Paris et à Bogota. Six autres sont toujours recherchées par la police et six ont reçu un avis d'enquête en prison, où elles sont détenues pour d'autres motifs. Selon les enquêteurs, le réseau basé à Naples était dirigé par un chef de clan napolitain, Giovanni Felici, cinquante et un ans. Un membre de l'organisation, le Tunisien Labri Dahmane, trente-neuf ans, a déclaré aux policiers qu'il fournissait en cocaïne des vedettes du show-bizz parisien.

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

Salade niçoise

Les procédures d'admission dans la licence *« métiers de la communication »* du département d'art, communication et langages (ACL) de l'université de Nice-Sophia Antipolis sont, pour le moins, originales. Les étudiants doivent fournir, lors de l'inscription, le nom d'une entreprise s'engageant à les accueillir pour un stage de trois mois, cette expérience professionnelle étant assimilée à une unité de valeur obligatoire.

Mais les responsables de la licence vont plus loin et réclament des entreprises qu'elles s'engagent à verser 3 000 F, non pas à l'étudiant, mais au département ACL. Cette somme correspond, selon un document fourni par l'université, à *« la prestation réalisée par l'étudiant »*. Le chèque, précise ce même texte, doit être libellé à l'ordre de l'agent comptable de l'université et adressé impérativement au département ACL...

Cette procédure, en vigueur depuis la création de la licence en 1990-1991, avait été entérinée en février 1991 par le conseil de l'UFR de lettres et par le conseil des études et de la vie universitaire. Pour l'année 1992-1993, soixante-quatre étudiants munis d'une attestation de stage et de l'assurance que les sociétés les accueillant paieraient bien leur dîme, ont été admis en licence.

Les responsables de la licence soulignent néanmoins que l'inscription n'est en aucun cas liée à la rémunération du stage et que quatre étudiants ont été inscrits sans cette attestation. Les 3 000 francs jouent le rôle de garantie pour les étudiants *« qui seraient ainsi pris au sérieux et échapperaient au stage-photocopies »* et sont destinés à l'achat de matériel pédagogique.

Toutefois, le message n'a pas été parfaitement compris. Un certain nombre d'étudiants ont cru que la facturation des 3 000 francs au département par les entreprises était une condition *sine qua non* d'admission.

Scandalisé par ces méthodes, un père d'étudiant estime, pour sa part, qu'il s'agit *« purement et simplement d'un chantage à l'inscription. Les places sont limitées en licence? Soit. Que la sélection se fasse normalement »*.

« Embarrassée », la présidence de l'université a décidé de réunir le conseil des études et de la vie universitaire, le 17 novembre, pour examiner la situation.

M. A.

La gauche incertaine face aux ghettos scolaires

La carte et la politique des zones d'éducation prioritaire doivent être redessinées en vue de la rentrée 1993

LES zones d'éducation prioritaires fêtent, cette année, leur dixième anniversaire. Dix années d'existence cahotique et de dynamisme à éclipses qui ne leur ont guère permis de trouver leur régime de croisière. *« Donner plus à ceux qui ont moins »*, autrement dit favoriser dans la répartition des moyens les établissements à fort taux d'échec scolaire : telle était l'idée-force défendue en 1982. Mais deux années plus tard, cette politique fragile de *« discrimination positive »* était brutalement laissée en plan par M. Chevènement. Pendant la période de la cohabitation, entre 1986 et 1988, les ZEP seront abandonnées à elles-mêmes, sans soutien politique et sans moyens financiers.

C'est donc un dispositif en jachère que M. Jospin découvre à son arrivée au ministère. Il commande immédiatement deux rapports, l'un à l'inspection générale, l'autre à la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) : leurs conclusions sont accablantes. Depuis 1986, dans certaines académies, les dossiers ZEP ne sont même plus en ordre, assènent les inspecteurs généraux. D'une façon générale, *« le schéma de départ a rarement été mis en place. Quand il l'a été, il n'a pas résisté au temps et quand il a résisté au temps, il fait apparaître de lourdes contradictions institutionnelles »*.

Pour relancer cette politique-phare de la gauche, M. Jospin débloque donc, dès mars 1989, un crédit d'urgence de 20 millions de francs et y affecte 3 000 emplois supplémentaires à la rentrée 1990. Enfin, en février 1990, il propose un sérieux recadrage des ZEP afin de remobiliser des enseignants, qui, sur le terrain, avaient pour la plupart, depuis longtemps, baissé les bras.

Des situations très inégales

Plus qu'une *« ouverture »* à tout va sur d'hypothétiques *« partenaires »*, l'accent est mis sur l'amélioration des apprentissages scolaires. La carte des ZEP est aussi redéfinie, pour une période de trois ans, en accord avec la délégation interministérielle à la ville (DIV). Désormais, les moyens financiers et humains supplémentaires sont donc – théoriquement – accordés également pour trois ans. Lionel Jospin décide, en outre, que chaque ZEP disposera d'un coordonnateur détaché à plein temps (ce qui n'était pas le cas jusque-là). Enfin, un premier coup de canif est porté à l'égalité de traitement chère aux enseignants : grâce au plan de revalorisation négocié en 1989, tous les enseignants de ZEP perçoivent désormais une *« indemnité de sujétion spéciale »* qui a été portée à 6 200 francs à la rentrée 1992.

Afin de préparer la rentrée 1993 et un nouveau plan de trois ans pour les ZEP, M. Jack Lang doit donc, à son tour, se pencher sur le dossier. Depuis son arrivée au ministère en avril dernier, il a soigneusement contourné l'obstacle, préférant procéder par touches : plan de renforcement de la sécurité dans les collèges sensibles au printemps dernier (*le Monde* du 28 mai) et, plus récemment, charte de l'accompagnement scolaire (*le Monde* du 29 octobre).



Pourtant, si l'on en croit l'étude que vient de publier la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) (1), les ZEP sont encore bien fragiles. Elles présentent surtout un profil et des performances très différentes, à l'intérieur d'une même académie et, plus encore, d'une académie à l'autre (1). L'inspection générale, qui a également remis un nouveau rapport au ministre, dresse aussi un bilan plus que mitigé. Les griefs semblent, *grosso modo*, les mêmes qu'en 1988, date de la dernière plongée des inspecteurs généraux sur le terrain : coordination mal assurée et parfois *« inexistante »*, mobilisation trop inégale des enseignants, absence de pilotage académique et national.

Avec environ deux fois plus d'élèves d'origine étrangère, deux fois plus d'élèves issus de parents ouvriers, et deux fois plus, aussi, d'élèves accusant un fort retard scolaire dès la fin du cours élémentaire, les 544 zones d'éducation prioritaires définies en 1990 concentrent toutes les difficultés, qui semblent s'être accrues depuis leur création.

Pour corriger cette situation, des moyens supplémentaires ont bien été affectés aux ZEP. L'étude de la DEP montre que la scolarisation à deux ans y est *« un peu plus »* développée, que les effectifs des classes y sont un peu moins lourds, qu'on y dépense, enfin, davantage d'heures d'enseignement et près de trois fois plus de crédits d'actions pédagogiques en faveur des élèves en difficulté.

Mais cette tendance générale cache de grandes disparités entre les ZEP. Un exemple : la scolarisation à deux ans en ZEP que la loi d'orientation présente comme une priorité. En fait, révèle la DEP, elle varie de 8,9 % à Rouen à... 80,2 % à Rennes. Plus surprenant encore, dans les académies de Paris, Rouen et Lille, il y a, en moyenne, moins d'enfants scolarisés à deux ans en ZEP que dans les autres écoles!

L'analyse des résultats obtenus aux tests de l'évaluation nationale annuelle (en CE2 et en sixième), réserve d'autres surprises. La carte des ZEP, suggère la DEP, paraît avoir été, dans certains cas, établie sur des critères plutôt *« discutables »*, puisque, dans huit académies, les élèves de ZEP obtiennent des scores supérieurs aux scores moyens nationaux dans les quatre tests d'évaluation. Et la DEP propose une estimation : la proportion de *« ZEP injustifiées »* s'élèverait actuellement, malgré le redécoupage opéré en 1990, à 12 % de l'ensemble.

Critères discutables

A l'inverse, 510 collèges (soit 11 % de l'ensemble) cumulant tous les handicaps peuvent être classés, selon la DEP, dans la catégorie des collèges *« sensibles »*. Or, tous ne sont pas en ZEP. C'est même un grand nombre d'entre eux (60 %) qui échappent au dispositif dans les quatre académies de Versailles, Créteil, Caen et Clermont-Ferrand. Si l'on voulait admettre que la totalité des collèges « sensibles » soient en ZEP, n'hésite pas à conclure la DEP, il faudrait ôter l'étiquette ZEP à près de 30 % des collèges... Principales visées : les académies du Sud qui semblent détenir, à la fois, le plus grand nombre de ZEP peu efficaces et de ZEP un peu trop bien loties... pour bénéficier du label.

Au terme de dix années de fonctionnement, comment les chefs d'établissement jugent-ils cette politique? Ils ne sont guère enthousiastes puisque un sur quatre estime encore que le classement en ZEP a modifié négativement l'image de leur établissement. En revanche, les nouvelles orientations prises par Lionel Jospin en 1990 semblent commencer à porter leurs fruits. Dans la majorité des cas (84 %), il existe bien un coordonnateur ainsi qu'un *« conseil de zone »* qui se réunit régulièrement. Pourquoi, alors, les chefs d'établissement interrogés par la DEP restent-ils insatisfaits et sceptiques? Un tiers d'entre eux évoquent en fait, comme obstacle essentiel à la bonne marche de leur ZEP, les problèmes de formation et de motivation des enseignants.

L'enquête montre, en effet, que ces derniers sont effectivement plus jeunes, plus souvent débutants, moins souvent titulaires de leur poste. Les débutants, surtout, rencontrent visiblement des difficultés importantes : des problèmes de discipline dans 70 % des cas, mais aussi des difficultés à adapter leur enseignement au niveau de leurs élèves (38,5 %). Or, comme le signale la DEP, 20 % des jeunes enseignants démarrent leur carrière dans une ZEP. Leur découragement est à la mesure des difficultés qu'ils rencontrent. La moitié de ces « bizuths », parachutés dans une ZEP, s'estiment déçus par leur métier, et ils sont deux fois plus nombreux que leurs collègues mieux lotis à considérer que les enseignants ne jouissent plus d'aucun prestige social. Résultat : ils ont envie d'aller voir ailleurs et 40 % d'entre eux souhaitent, déjà, quitter le métier.

Faisant écho à l'analyse de la DEP, les inspecteurs généraux insistent eux aussi sur la mobilisation, trop inégale, des enseignants de ZEP. *« Seule une minorité*, écrivent-ils, *cherche à adapter l'enseignement aux élèves et à s'intégrer concrètement dans les concertations et les coordinations. »* Et ils poursuivent : *« La généralisation de l'indemnité de sujétion spéciale n'a sans doute pas atteint son objectif. Tous les enseignants la perçoivent, quel que soit leur degré d'engagement dans la ZEP. Quelquefois, les différences d'engagement, trop flagrantes, provoquent amertume et renoncement chez les meilleurs. »*

Si le constat est rude, les recommandations adressées par l'inspection au ministre sont assez peu convaincantes. Tout en se déclarant *« hostiles »* à la création de postes à profil pour les ZEP – sans expliquer pourquoi, – les inspecteurs plaident en effet pour que les indemnités soient versées uniquement à ceux qui participent vraiment au fonctionnement de la ZEP. Mais ils se gardent bien de communiquer en même temps le mode d'emploi d'une telle mesure...

Quel sort faut-il réserver aux enseignants qui, volontairement ou non, se retrouvent en charge des populations scolaires les plus difficiles? Sur cette question centrale, les politiques, depuis des années, font du sur-place. Entre les mesures radicales, de type « postes à profil » dont personne ne veut (pas même l'inspection générale), et les molles incitations financières dont on ne maîtrise guère les retombées, il semble bien difficile d'inventer une alternative efficace. M. Lang, qui entend se pencher sur le dossier des ZEP dans les prochaines semaines, se risquera-t-il sur ce terrain?

Minimum vital pour les ZEP

Optera-t-il, plutôt, pour un nouveau recadrage de la politique de lutte contre les inégalités scolaires, dans le sens indiqué par son prédécesseur? On ne voit guère se dessiner, dans les rapports remis au ministre, ces *« ZEP du troisième type »* que M. Jospin appelait de ses vœux. Des ZEP où se pratiquerait une véritable pédagogie de la réussite, où la *« requalification »* des quartiers en difficulté passerait notamment par l'implantation d'équipements scolaires haut de gamme : salles d'informatique, classes préparatoires et filières scientifiques. Car il y a bien longtemps, que, sans être écoutés, un certain nombre d'observateurs des ZEP attirent l'attention sur les dangers de certaines dérives : dérives du « tout culturel » ou du « tout sanitaire », partenariats mal contrôlés dont on ne peut guère prouver qu'ils aient une quelconque influence sur la réussite au brevet des collèges ... (2)

Intarissable sur les problèmes de drogue, de violence, ou de *« malnutrition chronique »* des populations rencontrées, l'inspection générale, par exemple, ne dit pas un mot des pratiques d'orientation dans les ZEP, des structures pédagogiques mises en place, des perspectives réellement offertes aux élèves. La DEP n'en dit pas grand-chose non plus, hormis sur deux points plutôt encourageants : l'offre de langues vivantes qui n'est pas plus faible en ZEP et le nombre d'élèves s'orientant vers un bac professionnel qui augmenterait sensiblement. On reste néanmoins quelque peu sur sa faim. Le ministre décidera-t-il de rompre avec cette logique du minimum vital pour les Zones d'éducation prioritaires?

CHRISTINE GARIN

(1) « L'évaluation des zones d'éducation prioritaires », *Education et formations*, nº 14, septembre 1992.

(2) Voir notamment *« Le partenariat au sein des ZEP »*, centre de recherche en éducation de l'université de Saint-Etienne, mai 1992 (*non publié*).

Appelés sous les préaux

Les jeunes recrues affectées dans des lycées ou des collèges jouent aux tuteurs plus qu'aux gardes-chiourme

LE soldat Amar Rachid venait de terminer sa période de classe. *« Alors comme ça, tu vas t'occuper des tarés dans les écoles ? »*, lui a lancé le maréchal des logis. *« Non*, a répondu Rachid en rigolant. *Si c'était pour m'occuper des tarés, on m'aurait affecté dans une caserne ! »*

Rachid fait partie des soixante-deux premiers appelés volontaires incorporés en août 1992 qui ont été mis au service des lycées et collèges dans les zones d'éducation prioritaire (ZEP) ou les établissements classés « sensibles ». Depuis la rentrée, il est intégré à l'équipe de surveillants du collège de la République à Bobigny (Seine-Saint-Denis). *« Pendant les classes, on sentait que les militaires n'appréciaient pas de voir des appelés leur échapper. Je ne suis pas antimilitariste*, précise-t-il. *J'ai même fait ma préparation militaire. Mais je me sens tout de même beaucoup plus utile ici. »*

Cette initiative, qui résulte d'une convention signée, en mai dernier, entre les ministères de la défense, de l'intérieur, de la ville et de l'éducation nationale, s'inscrit dans le cadre des mesures en faveur des établissements en difficulté. Durant le mois de novembre, le nombre des appelés mis au service de l'éducation passera à sept cent vingt. Ils devraient être un millier en janvier et deux mille à la rentrée prochaine.

Première rencontre avec la banlieue

Pour le ministère, il ne s'agit pas du tout d'une intervention de type sécuritaire : *« Pas question d'en faire des gardes-chiourme*, insiste Mme Anita Weber, conseiller auprès du ministre de l'éducation nationale et de la culture, *ils sont des auxiliaires des personnels en place, et aucun signe extérieur ne les en distingue. Ils peuvent épauler les surveillants, les professeurs, faire de l'aide aux devoirs, organiser des activités socioculturelles, etc. Nous souhaitons qu'ils puissent jouer un rôle de médiateur entre les jeunes et les adultes. »*

Les candidatures ont été sélectionnées dans cette optique : 83 % ont un niveau égal ou supérieur à bac+2, les autres ont eu une expérience de l'animation et sont titulaires du brevet d'aptitude à la fonction d'animateur (BAFA); environ 30 % ont déjà eu une activité d'enseignement soit en tant que maître auxiliaire, soit en tant qu'étudiant en institut universitaire de formation des maîtres. Leur fonction a été volontairement définie de manière assez large pour leur permettre de s'adapter aux situations du terrain. Ils sont invités à négocier avec le chef d'établissement un contrat d'objectif pour préciser le contenu de leurs tâches en tenant compte de leurs compétences, de leurs désirs et des besoins locaux. *« Ce qui nous intéresse*, explique Mme Anita Weber, *c'est d'observer comment ces jeunes vont trouver leur place au sein des équipes pédagogiques. Peut-être allons-nous voir apparaître des fonctions auxquelles nous n'avions pas pensé. »*

Franck Thomas a été affecté au lycée Paul-Eluard de Saint-Denis. Il prépare une maîtrise d'informatique. *« On m'a laissé très libre. C'est à moi de trouver les besoins d'activités et de les mettre en place. »* Franck donne des cours de programmation et prépare des heures de soutien en maths pour les premières et les terminales G. Les enseignants grognent-ils devant cette concurrence ? *« Au contraire*, répond Mme Duplaix, proviseur du lycée, *lors de la conférence de prérentrée, il a été applaudi. »*

Benoît Allanick, vingt-quatre ans, étudiant en géographie, a rejoint le lycée Jean-Zay d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Il s'occupe sept heures par jour de l'étude surveillée. *« Maintenant, j'ai de très bons contacts avec les élèves, mais les trois premières semaines j'étais désespéré. C'était ma première rencontre avec les jeunes de banlieues. Au début, ils vous provoquent pour essayer de vous jauger... Mais moi, je n'aime pas crier »*, s'excuse-t-il.

De Soweto à La Courneuve

Pourtant, même s'il a fait ses études dans un lycée beaucoup plus calme, Benoît ne manque pas d'expérience : il prépare une thèse *« sur les périphéries urbaines post-apartheid »* et revient d'un séjour de trois ans dans les bidonvilles d'Afrique du Sud. *« Mon rôle se situe entre le tuteur et le copain. Je les aide en français, philo, anglais, histoire-géo. Ce qui me surprend, c'est leur fatalisme : beaucoup baissent les bras devant les difficultés scolaires, devant l'avenir. En leur décrivant la situation des jeunes dans les homelands du Botswana ou du Zimbabwe, j'essaye de leur montrer que le système éducatif, malgré ses imperfections, leur propose tout de même des possibilités intéressantes. »*

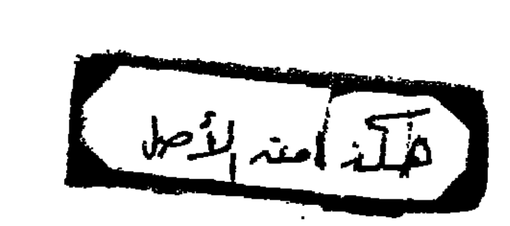
Initialement Benoît souhaitait effectuer son service dans la coopération, en Afrique australe. *« Mon dossier n'a pas été accepté faute de piston, mais je ne regrette absolument pas d'être ici. Le paradoxe, c'est que je connais mieux les bidonvilles de Johannesburg que les cités de La Courneuve. J'ai l'intention d'aller observer sur place le cadre de vie des élèves, cela m'intéresse énormément. »*

Rachid, étudiant en histoire, n'a pas été surpris par les jeunes du collège de la République de Bobigny : *« C'est mon milieu*, dit-il. *Moi, à leur âge, j'étais encore plus indiscipliné qu'eux. Dès la 5e on m'a envoyé en CAP de chaudronnerie, un truc de Gitan, comme on disait entre gosses. J'ai eu la chance de pouvoir réintégrer une filière classique plus tard. Je sais qu'entre la réussite et l'échec, il n'y a bien souvent qu'un petit coup de pouce, de confiance qui vient ou pas. Le problème des jeunes d'ici, c'est qu'ils traînent une image déplorable. C'est cette situation qu'il faut redresser. Bien sûr, il faut rétablir des règles de vie, leur donner des limites, mais cela ne suffit pas, il faut aussi leur redonner confiance. »* Pour l'instant, Rachid se consacre essentiellement à des tâches de surveillance, mais dès que possible, il participera aux activités de la classe non francophone.

Est-ce l'effet de la nouveauté de la mesure? Toujours est-il que les petits soldats de l'éducation font preuve d'une belle énergie dans leur nouvelle mission. De son côté l'Etat leur a accordé des conditions relativement agréables : affectation proche de leur domicile, solde de 1 500 F, trente heures de travail par semaine et, bien sûr, les fameuses vacances scolaires! Avis aux amateurs : les dossiers de candidatures doivent être déposés quatre mois avant l'incorporation auprès du bureau du service national (1). Engagez-vous, vous verrez des élèves !

JEAN-CLAUDE BÉHAR

(1) Renseignements : 3614 EDUTEL.



Vincennes-Pékin à l'énergie

Le lycée technique Maximilien-Perret veut exporter son savoir-faire pour former des techniciens chinois

Ce mardi 3 novembre, ils sont une bonne trentaine de responsables, représentant le gratin des industries du secteur de l'énergie et du génie climatique (chauffage, climatisation, froid industriel). Assis en rangs serrés, ils écoutent, avec attention, les explications du professeur sur la Chine, sa situation générale, sa politique énergétique, ses réserves en hydrocarbures, gaz, charbon ou bioénergies...

Il est vrai que fabricants, installateurs ou sociétés de maintenance du secteur (ELM-Leblanc, Saunier-Duval, De Dietrich, Salsom, Compagnie parisienne de chauffage urbain, Esys-Montenay, Spirax Sarco, Clat...), manquent rarement à l'appel de « Max-P ».

A la fois technique et professionnel, le lycée Maximilien-Perret de Vincennes abrite également un solide centre de formation continue, le GEFEN, une école nationale d'application destinée à former les formateurs, ainsi qu'un centre de formation d'apprentis en plomberie et couverture. Bref, « Max-P » est incontournable. On y trouve la panoplie complète des diplômes liés à la production, la distribution et l'utilisation de l'énergie, depuis le certificat d'aptitude professionnelle jusqu'aux formations complémentaires au brevet de technicien supérieur.

Cette fois-ci, « Max-P » cependant n'a pas invité ses partenaires industriels pour leur vendre de la formation. Mais pour les associer au projet que l'établissement a lancé : la création, à Pékin, d'un centre de formation aux métiers de l'énergie. Une véritable aventure puisqu'il s'agit de préparer les futurs formateurs chinois puis d'assurer, à l'horizon 2000, la formation de trois cents techniciens et techniciens supérieurs et de l'équivalent de quatre cents bacheliers professionnels. Un centre identique pour la mécanique a déjà été mis au point dans la capitale chinoise par des Allemands et la concurrence est vive.

Ébauchée en 1988, l'idée a pris corps en 1991 et a donné lieu à un voyage d'études des professeurs français au printemps dernier et, en échange, à une visite des représentants chinois à Vincennes en septembre.

Le projet consiste à aménager 500 m² de « plate-forme » d'outillage et de bancs d'essai, équipés de technologie française ou européenne, ainsi qu'une bibliothèque technique. Le coût sur trois ans est estimé à 9 millions de francs. Une somme hors de proportion avec les seuls moyens du lycée. « Seul un groupement de vos entreprises, a donc expliqué M. Claude Gayral, proviseur de Maximilien-Perret, peut faire aboutir ce projet. C'est d'ailleurs aussi, à nos yeux, sa raison d'être. Il nous faut votre accord... et votre aide financière, qui, si vous êtes intéressés, pourrait déclencher les subsides des pouvoirs publics. »

Offrir un « pied en Chine »

Rien à voir, donc, avec les habituels partenariats fondés sur le versement de la taxe d'apprentissage. Déjà, la région Ile-de-France et le ministère des affaires étrangères, assure-t-on à Vincennes, consentiraient 300 000 à 400 000 francs chacun pour 1993. Pour voir. En cas de succès côté entreprises, l'éducation nationale, espère-t-on, pourrait détacher un poste d'enseignant sur le projet, et le ministère de l'industrie verser son écot.

Les entreprises, cependant, demeurent prudentes à l'égard d'un investissement jugé « hasardeux ». « Avoir l'assurance de signer par la suite des contrats avec la Chine, oui, financer à perte une vitrine de la technologie française, non », ont-ils répondu en substance. Certaines, sans attendre, avaient déjà donné leur accord pour ce pied en Chine, quand d'autres se donnaient quelque temps de réflexion.

Mais l'expérience prouve, au moins, qu'un lycée technique entreprenant peut, sur son nom, réunir les industries de pointe de son secteur. En attendant de les mobiliser sur le terrain.

JEAN-MICHEL DUMAY

Un nouveau souffle pour la recherche pédagogique

Projet de déménagement et nouveaux statuts : l'INRP change de cap

LE vieil institut de la rue d'Ulm n'a sans doute pas beaucoup changé depuis l'installation dans ces locaux, en 1932, du Musée pédagogique : les bustes de Jules Ferry et de Ferdinand Buisson veillent toujours sur les boiseries patinées du bâtiment central qui abrita longtemps la Cinémathèque. Seule concession aux temps modernes : les préfabriqués de « l'annexe » située dans la cour, où se sont entassées, au fil des années et dans des conditions de plus en plus précaires, les nouvelles équipes de chercheurs.

Malgré les apparences, cependant, des transformations importantes sont engagées. Après plusieurs tentatives de réformes avortées et quelques années de passage à vide, l'INRP (Institut national de la recherche pédagogique) s'apprête à prendre un nouveau départ. Sans changer de nom, mais avec de nouveaux statuts, plus ambitieux et exigeants.

Un projet de décret, en effet, a été adopté le 19 octobre par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER). Il devrait être publié dans le courant du mois de novembre et entrer en application le 1er janvier 1993. Préparé depuis un an, ce texte doit placer définitivement l'INRP dans le giron des universités. Autrement dit, l'établissement, où travaillent quelque cent dix chercheurs regroupés, depuis 1990, dans cinq départements (1) et trente unités de recherche, sortirait de la tutelle directe du ministère de l'éducation nationale.

Poussé dans les cordes

Or, pour la première fois dans l'histoire de l'INRP, ce projet semble n'avoir provoqué que de faibles remous internes. Malgré les tiraillements d'usage, les organisations syndicales ont, finalement, obtempéré. Et les rares chercheurs qui osent manifester un brin de nostalgie à l'égard d'un certain « esprit-maison où la reconnaissance universitaire importait peu » semblent, de fait, très isolés.

C'est le défi posé à la recherche en éducation par la création des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) qui a braqué le projecteur sur la faiblesse de ce secteur, ses difficultés internes et la fragilité de ses fondements théoriques (*le Monde* du 27 février). Et l'INRP s'est trouvé, du même coup poussé dans les cordes. La création des IUFM et leur rattachement à l'université imposent, en effet, que l'on dispose en France d'une véritable politique de la recherche en éducation qui fait cruellement défaut aujourd'hui.

Pour dynamiser le secteur, la direction de la recherche et des études doctorales (DRED) du ministère vient d'ailleurs de lancer un appel d'offres placé sous la responsabilité de l'historien Roger Chartier. L'enjeu principal est bien celui de la qualité. Il s'agit, souligne la DRED sans ambiguïté, « *de faire évoluer le dispositif de recherche en éducation qui ne peut pas ou ne peut plus être identifié aux seuls départements ou laboratoires de sciences de l'éducation même si ceux-ci en constituent un élément important* ». Le texte de l'appel d'offres insiste aussi sur la nécessité de mobiliser sur les problèmes éducatifs des équipes « *à fort ancrage disciplinaire* » et de « *préparer les fondements* » d'une évaluation internationale de ce pan des sciences humaines, dont les productions sont très inégales. A terme, ce comité pourrait d'ailleurs se constituer en groupe de pilotage permanent au sein de la direction des enseignements supérieurs (DESUP), afin d'encadrer et d'évaluer les recherches conduites dans les universités, au sein des IUFM ainsi qu'à l'INRP.

Dans le cadre de cette remise en question – et en ordre – du secteur, entamée par M. Jospin et poursuivie par M. Lang, l'INRP ne pouvait pas rester enfermé dans un rôle étriqué de bureau d'étude du ministère. Dans ses statuts actuels, c'est en effet le ministère de l'éducation nationale lui-même qui – théoriquement – dicte son programme de recherche à l'INRP. Dès 1990, la directrice de l'institut, Mme Francine Dugast, universitaire, s'est progressivement affranchie de ce cadre contraignant en musclant le conseil scientifique de l'établissement et en multipliant les conventions passées avec des universités.

Mais l'INRP continue néanmoins à souffrir de son manque d'autonomie vis-à-vis des directions pédagogiques du ministère. Cantonné dans la « recherche-action » en lien avec les établissements scolaires par le biais de ses mille cent enseignants « associés », sa principale fonction était, jusqu'à une époque récente, de tester les innovations ou les réformes concoctées rue de Grenelle. Une mission difficile à concilier avec ses activités de recherche au sens plein qui exigent de l'autonomie et un travail sur le long terme. L'histoire mouvementée de l'INRP est d'ailleurs jalonnée de tentatives de réorganisation, de changements de sigles – quatre entre 1950 et 1976 – et de tentatives de reprises en main politiques. C'est ainsi qu'en 1976, M. Haby, soulevant un tollé général, tenta d'enlever à l'INRP son rôle de contrôle d'un certain nombre d'expérimentations pédagogiques, et que M. Chevènement, en mars 1986, créa un éphémère Institut national de recherche en éducation et formation (INREF), qui ne vécut que quelques semaines, balayé par M. René Monory dès son arrivée au ministère.

Des locaux très convoités

Les chercheurs de la rue d'Ulm sont encore, pour la moitié d'entre eux environ, des enseignants « détachés » du premier ou du second degré. Les statuts actuels, plutôt confus, fixent très approximativement leurs missions. Le nouveau texte, en revanche, les précise et insiste sur « *le partenariat avec d'autres établissements ou organismes de recherche au plan national et international* » ainsi que sur la mission de formation des formateurs par le biais des IUFM.

Mais c'est surtout l'arrivée, au sein de l'institut, de chercheurs de statut universitaire qui modifiera son image et son fonctionnement. Les nouveaux statuts prévoient en effet que l'INRP « *participe à la formation doctorale* ». L'actuelle direction a déjà largement anticipé sur cette évolution puisque, depuis 1991, sept professeurs d'université et huit maîtres de conférences ont été nommés. A terme, la totalité des postes vacants devraient être pourvus ainsi. Mais la transformation sera longue : la moitié, à peine, des quarante-huit chercheurs détachés du premier ou du second degré ont soutenu une thèse, condition indispensable pour postuler à un poste universitaire. Quant aux cinquante-deux ingénieurs de recherche et techniciens – le plus gros collège de l'établissement – les nouveaux statuts ne leur ouvriront guère de perspectives de carrière supplémentaires. Chacun en convient, en effet, à mots couverts : si les travaux effectués dans certains départements de l'INRP ont une bonne notoriété, la qualité de l'ensemble est encore très hétérogène. Or l'entrée de l'INRP dans l'orbite universitaire risque d'accentuer ces différences.

Depuis 1991, le conseil scientifique, présidé par un représentant des sciences « dures », M. Pierre Léna, astrophysicien et membre de l'Académie des sciences, a vu son rôle renforcé, notamment pour l'évaluation des recherches. Et il comprend déjà, comme le prévoient les futurs statuts, douze personnalités extérieures à l'établissement dont quatre exerçant leurs fonctions dans des organismes étrangers. « *Contrairement aux tentatives précédentes de réformes qui n'ont pas abouti parce qu'elles n'avaient pas été préparées, celle-ci s'appuie largement sur une évolution interne, parfois douloureuse, conduite depuis quatre ans,* souligne Mme Francine Dugast. *La difficulté réside néanmoins dans le maintien d'un équilibre entre les deux activités complémentaires qui font la richesse de l'INRP : la recherche de type universitaire et une mission d'expertise ou d'accompagnement des innovations que nous ne devons pas abandonner et pour laquelle nous continuerons à nous appuyer sur nos enseignants associés.* »

Un autre projet, plus aléatoire celui-là, devrait aider l'INRP à trouver un second souffle : son déménagement. Sa prestigieuse voisine, l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, lorgne, en effet, depuis longtemps, sur les locaux tout proches de l'INRP. Ceux-ci pourraient permettre de regrouper dans le Quartier latin les principales installations de Normale sup' et de céder les locaux du boulevard Jourdan, dans le quatorzième arrondissement de Paris, à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), comme cela est prévu par le plan Université 2000.

En vendant les locaux de l'INALCO, situés rue de Lille, dans le 7e arrondissement de Paris, le ministère de l'éducation nationale et de la culture compte faire une bonne opération financière. Cela lui permettrait, en particulier, de réinstaller les chercheurs de l'INRP dans des locaux neufs et plus vastes dans la proche banlieue parisienne, par exemple à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). Mais la crise de l'immobilier parisien fait, pour l'instant, piétiner ce projet...

Ch. G.

(1) *Les cinq départements de l'INRP* sont : mémoire de l'éducation ; ressources et communication ; didactiques des disciplines ; technologies nouvelles et éducation ; politiques, pratiques et acteurs de l'éducation.

COURRIER

Désenchantement des enseignants

J'ai lu – dans le courrier des lecteurs publié par votre journal du 8 octobre – la réponse de Mme Kubach aux propos de M. Charles, que vous avez publiée dans votre édition du 17 septembre 1992. La question qui est posée est de savoir si, en dépit de toutes les « revalorisations » dont on a fait état, le travail des enseignants, dans ce pays, est rémunéré à sa juste valeur.

Comme professeur certifié (1966), agrégée (concours 1969), docteur d'Etat (1985) et professeur d'université (1988), je me permets respectueusement d'en douter quand je considère mon bulletin de paie et le travail accompli : 16 627,73 F de traitement mensuel net (indice 818 des professeurs d'université de 2e classe, correspondant au 11e échelon des professeurs agrégés) auxquels viennent s'ajouter les 6411,20 F de la prime de recherche payée en deux versements semestriels, est-ce vraiment trop quand on sait les obligations de service en matière de pédagogie, de recherche et d'administration qui incombent ordinairement à un enseignant-chercheur ?

Quant au tarif de rémunération des heures complémentaires, parlons-en : 320 francs l'heure de cours magistral et 213 francs l'heure de travaux dirigés. Ces tarifs n'étant pas applicables à des surdoués, on comprendra que le temps réel investi par le professeur dans la seule préparation d'une heure de cours magistral excède bien souvent les trois heures dont fait modestement état votre premier correspondant, au grand scandale de madame ma collègue que je voudrais bien voir à l'œuvre si elle devait effectivement corriger quarante-cinq dissertations en deux heures !

Quant à moi, des professeurs superstars, je n'en connais pas. La modeste universitaire de base que je suis consacre effectivement ses semaines de cours, soirées et dimanches compris, à ses tâches d'enseignement, au détriment de sa vie privée et de la recherche (laquelle est renvoyée aux périodes dites de « vacances » quand les paquets de copies et autres objets équivalents sont résorbés).

Mais ce qui, en fin de compte, peut paraître le plus dommageable et expliquer le grand désenchantement des enseignants – et plus particulièrement des universitaires, – c'est qu'ils se sentent frustrés dans leurs motivations profondes : la part de temps toujours plus importante donnée à l'enseignement, du fait de l'alourdissement des tâches, c'est aussi du temps enlevé à la culture personnelle, source pourtant incomparablement féconde du savoir que l'on a mission de transmettre, que peut penser un enseignant qui se voit privé du temps de lire pour son enrichissement personnel ? La vraie grande misère des enseignants, elle est là. Il faut, rappelait quelqu'un, « *donner du temps au temps* ». Il ne faut pas oublier que, pour les enseignants aussi, le temps, c'est de l'argent.

MONIQUE MICHAUD
(professeur à l'université de Poitiers).

Frisson sécuritaire

Les médias rendent compte des violences intervenant dans les établissements scolaires des banlieues et se font l'écho du frisson sécuritaire exprimé à cette occasion. *Le Monde* du 22 octobre 1992, sous le titre « Collège sans surveillance », relate les difficultés grandissantes que rencontrent les enseignants du collège Politzer de Montreuil. Les professeurs expliquent qu'ils doivent « *fréquemment interrompre leurs cours pour séparer des élèves et rétablir l'ordre dans la cour* ». Tout le monde en sera d'accord : les conditions d'enseignement ne sont certainement pas favorables à la réussite des jeunes. La solution proposée par les enseignants et les parents d'élèves, la création d'un poste de conseiller principal d'éducation (CPE) appelle, cependant, quelques réflexions.

Il existait une possibilité de création de poste de CPE, si l'établissement et le département avaient voulu utiliser le dispositif des zones d'éducation prioritaire (ZEP). Apparemment, ni les élus pour des raisons qui ne regardent qu'eux, ni les enseignants, ni le chef d'établissement (singulièrement absent dans l'article) n'ont saisi cette opportunité pour obtenir des moyens supplémentaires. Dommage, car le budget prévisionnel 1993 pour les ZEP vient de doubler. Si le problème ressurgit aujourd'hui, c'est d'avoir été trop longtemps masqué. Avoir refusé jadis le classement ZEP, pour ne pas faire désordre entraîne aujourd'hui toutes les dérives.

Les missions qui sont confiées aux conseillers d'éducation le sont dans le cadre global du projet d'établissement et dans une perspective éducative (...). En revanche, aucun personnel n'est particulièrement désigné pour faire rempart de son corps contre les intrusions ou faire régner l'ordre. Laisser croire que les CPE sont là pour ça relève de la malhonnêteté ou de l'ignorance. La vie scolaire induit la notion de responsabilité collective et de partage de l'activité pédagogique. S'en décharger sur une catégorie de personnel, forcément minoritaire, revient à se dégager à peu de frais de ses responsabilités. La communauté scolaire, à laquelle on confie des publics pour lesquels l'affrontement est devenu la seule forme d'expression, n'est pour rien dans les carences de la politique sociale qui affectent son environnement immédiat.

CLAUDE FRÉMONT
et JEAN-MARIE VEYRET
(Secrétaires nationaux du Syndicat national des personnels d'éducation.)

REPÈRES

ALTERNANCE. Les formations en alternance sous statut scolaire (entre école et entreprises) se développant, les lycées techniques et professionnels ont acquis une somme insoupçonnée de savoir-faire. A l'occasion de la semaine de l'enseignement technique, qui s'est déroulée du 2 au 7 novembre, le secrétariat d'Etat à l'enseignement technique a rassemblé dans un guide, *Partenariat mode d'emploi*, cette mine de renseignements pratiques destinée aux chefs d'établissement et aux équipes éducatives ou aux chefs d'entreprise. Conventions de partenariat, ministages en entreprise, alternance en CAP, BEP, bac pro ou BTS, transferts de technologie école-entreprise, tutorat, aide à l'insertion professionnelle : chaque thème débouche sur un cas concret et sur un contact utile.

► **Secrétariat d'État à l'enseignement technique. 110, rue de Grenelle. 75007 Paris.**

LECTURE. Les nouvelles recommandations pour l'apprentissage de la lecture et de l'écriture à l'école maternelle et à l'école primaire (*le Monde* du 29 septembre) arrivent dans les établissements scolaires. Tous les instituteurs devraient en effet recevoir, d'ici à la fin du mois de novembre, un livret de près de deux cents pages intitulé *la Maîtrise de la langue à l'école*. Y sont détaillés, cycle par cycle, les compétences à développer en fonction de l'évolution physiologique et psychologique de l'enfant ainsi que des exemples d'activité pédagogiques. Une première : ces orientations sont justifiées, elles s'appuient sur les acquis récents de la recherche et sont accompagnées de notices bibliographiques d'ouvrages récents.

► **CNDP-Hachette, 46 francs. En vente à la librairie du CNDP. 13 rue du Four, 75006 Paris, ou par correspondance, CNDP, 77568 Lieusaint-Cedex.**

ÉCONOMIE

BILLET

La Russie en quête d'un modèle social

Ministre russe du travail, M. Guennadi Melykian n'a pas obtenu quantitativement tout ce qu'il espérait de la visite qu'il a achevée à Paris mardi 10 novembre. Il comptait bien faire hériter la seule Russie des accords signés en 1990 par M. Soisson avec... l'URSS, qui prévoyaient la formation par la France de 2 000 stagiaires soviétiques chaque année sur dix ans. Au lieu de cela, M. Melykian, qui a été reçu par Mme Martine Aubry, a ratifié un « relevé de conclusions » sur les principes et les actions d'un programme de coopération par lequel la France va aider la Russie sur la formation et l'édification d'une nouvelle législation sociale et d'une politique de régulation salariale. Qualitativement, le résultat n'est pas mince si l'on sait que la Russie est avant tout à la recherche de recettes pour édifier un nouveau modèle social et, qu'elle s'intéresse de près, par exemple, à notre système de SMIC. Ministre de l'équipe Gaïdar depuis quatre mois, engagé en 1990 dans la commission pour les réformes économiques, M. Melykian est un modéré, pour qui *« le processus des réformes est irréversible »*. Mais il est surtout soucieux de réduire les *« frais sociaux »* de ces réformes. Pour l'heure, sur une population active de 73 millions de salariés, la Russie ne compte officiellement que... 300 000 chômeurs. Mais le chômage réel est beaucoup plus élevé, les entreprises comptabilisant comme salariées des personnes qui n'exercent pas de véritable emploi, recourant au chômage partiel ou au congé forcé. Les privatisations vont entraîner de nombreuses restructurations, avec à la clef beaucoup de suppressions d'emplois. *« On ne peut pas avoir 10 millions de chômeurs en Russie*, explique M. Melykian. *Ce serait l'explosion sociale. »*
La Russie est donc en quête de recettes pour la reconversion et la formation des chômeurs, mais aussi pour bâtir une nouvelle législation sociale. C'est aussi sur ce plan que M. Melykian est venu chercher l'aide de la France, qui va lui envoyer ses experts. Récusant le modèle anglo-saxon, le ministre du travail russe préfère un modèle européen – *« là où le rôle de régulation de l'Etat est plus important »*, – et s'intéresse surtout à *« l'économie mixte » made in France*. Le ministre rêve du *« tripartisme »* à la française, où le dialogue social se noue entre l'Etat, les syndicats et le patronat. Ce *« partenariat social »* est encore inaccessible. L'Etat ? Il est en butte aux surenchères du Parlement. Les syndicats ? Ils se multiplient et se radicalisent. Le patronat ? Il est inexistant en l'absence d'un secteur privé doté d'un certain poids. La protection sociale à la française a bien des défauts mais elle a évité, jusqu'à présent, que la montée du chômage ne provoque une explosion sociale. De quoi nourrir la réflexion de M. Melykian, pour qui il faut faire passer la réforme *« sur le fil du couteau sans tomber dans le populisme ou dans une politique trop dure »*.

MICHEL NOBLECOURT,

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du mercredi 11 novembre 1992 :

UN DÉCRET

– N° 92-1199 du 10 novembre 1992 modifiant le décret n° 59-1036 du 4 septembre 1959 portant statut des Charbonnages de France et des houillères de bassin et portant dissolution des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais.

Les discussions sur le volet agricole du GATT

La CEE accepte de reprendre les négociations avec les Etats-Unis

Une semaine après l'annonce de possibles sanctions commerciales américaines à l'encontre de la CEE, l'heure est à la conciliation sur le dossier agricole. Mardi 10 novembre, le commissaire européen à l'agriculture, M. Ray Mac Sharry, qui avait renoncé avec fracas à son mandat le 5 novembre, faute d'être parvenu à conclure un accord agricole avec les Etats-Unis, a accepté de reprendre sa fonction de négociateur. Quelques heures plus tôt, à Genève, le comité de négociations commerciales du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) avait confié au directeur général de l'institution, M. Arthur Dunkel, un mandat de médiateur entre les Etats-Unis et la CEE sur la question des oléagineux.

Aucune date n'est encore fixée pour la reprise des discussions transatlantiques, interrompues le 3 novembre après une rencontre houleuse à Chicago. Cependant, le porte-parole de M. Mac Sharry indiquait, mercredi 11 novembre, que de nouvelles négociations auraient lieu *« très prochainement »*. La Commission européenne a officiellement donné son feu vert, mercredi 11 novembre.

Pour sa part, le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, qui avait été accusé par M. Mac Sharry de bloquer tout accord, afin de soutenir les positions françaises, s'est déclaré, mardi 10 novembre à La Haye, *« plus optimiste qu'il y a quelques jours »* quant à la conclusion du cycle de négociations commerciales internationales de l'Uruguay *« avant la fin de l'année »*. Selon M. Delors, indique notre correspondant, les ministres des affaires étrangères des Douze ont arrêté, lundi 9 novembre à Bruxelles, *« une position commune et dynamique avec la volonté de trouver un accord avec les Etats-Unis et le GATT »*.

Les négociateurs américains n'ont pas manqué de souligner ces évolutions, jugées très positives à leurs yeux. *« Nous sommes encouragés par de récentes indications selon lesquelles la CEE désire reprendre les négociations sur les oléagineux »*, a déclaré mardi M. Boucher, porte-parole du Département d'Etat. Et les Etats-Unis *« restent prêts à reprendre, à tout moment, les négociations »* sur cette question, a-t-il ajouté.

Refroidissement franco-britannique

Enfin, les appels à une conclusion positive de l'Uruguay Round continuent de se multiplier ; que ce soit lors du sommet franco-italien *(lire page 5)* ou de la réunion du comité de politique économique de l'OCDE *(lire ci-dessous)*. Par ailleurs, le CNPF a indiqué mardi dans un communiqué que *« la focalisation exclusive sur les problèmes agricoles a fait passer au second plan les enjeux majeurs de la négociation* [de l'Uruguay Round] *tels que l'ouverture des marchés des nouveaux pays industriels et du Japon, l'abandon formel des pratiques déloyales, le respect des règles de la propriété intellectuelle »*. Le patronat a aussi demandé que *« le dialogue se poursuive et que cesse un processus d'intimidation »*.

Le refroidissement des relations franco-britanniques provoqué ces derniers jours par les discussions sur l'agriculture européenne se prolonge. Mardi, en réponse à la critique exprimée par le président Mitterrand quant à la lenteur du processus de ratification du traité de Maastricht par le Parlement britannique, M. John Major a affirmé qu'un délai sur le GATT serait *« inacceptable »*. Le premier ministre a déclaré à la Chambre des communes que *« la question immédiate et cruciale en Europe en ce moment est de parvenir à un accord sur le GATT et d'éviter une guerre commerciale »*.

L'OCDE plaide pour une plus grande souplesse budgétaire

S'inquiétant de la morosité actuelle de la conjoncture internationale, les experts de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), ont plaidé, mardi 10 novembre, en faveur de la mise en œuvre de politiques budgétaires plus expansives. Le comité de politique économique de l'institution, dont sont membres les principaux pays industrialisés, a ramené de 3 % à 2 % sa prévision de croissance moyenne dans ces Etats en 1993. *« Un élément-clé maintenant est le retour de la confiance »*, a déclaré M. Bernhard Molitor, vice-président du comité, ajoutant que plusieurs pays, dont l'Allemagne, disposent désormais *« d'un peu de marge de manœuvre »* sur le plan budgétaire.

Très critique à l'égard du gouvernement

Le patronat britannique réclame une véritable stratégie industrielle

Le congrès du patronat britannique (CBI, Confederation of British Industry), qui a pris fin, mardi 10 novembre, à Harrogate, s'est déroulé dans un climat très critique à l'égard du gouvernement. Avant la traditionnelle « déclaration d'automne » du chancelier de l'Echiquier, les patrons britanniques ont réclamé une nouvelle baisse de 2 % des taux d'intérêt, ainsi qu'une véritable stratégie industrielle en faveur de la croissance.

LONDRES

de notre correspondant

« Nous voulons que le ministère du commerce et de l'industrie nous soutienne, nous voulons des crédits à l'exportation », a souligné, entre autres desiderata, le « patron des patrons » britannique, M. Howard Davies. Le ton de son intervention, qui clôturait les travaux du congrès de la CBI, était parfois persifleur mais bien plus mesuré que celui de la plupart des chefs d'entreprise de la « base » qui se sont exprimés.

Ces derniers n'ont pas hésité à tancer vertement le gouvernement pour la faillite de sa gestion économique, son absence de politique depuis que la livre sterling a quitté le mécanisme de change du système monétaire européen (SME), enfin son incapacité à proposer une stratégie crédible en faveur de la croissance, laquelle s'est pourtant hissée, au détriment de la lutte contre l'inflation, au premier rang des priorités gouvernementales.

Le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, devant rendre publique cette stratégie tant attendue dès jeudi, les patrons ont profité de ce calendrier pour souligner qu'il est temps pour le gouvernement de M. Major de provoquer un retour de la confiance, condition *sine qua non* d'une reprise de l'économie.

Celle-ci passe, selon eux, par un certain nombre de mesures, parmi lesquelles une nouvelle baisse de 2 % des taux d'intérêt (actuellement fixés à 8 %), une augmentation des dépenses d'investissement, un maintien des budgets de formation, un gel des salaires du secteur public, des mesures en faveur du marché de l'immobilier, etc. *« Nous voulons une action, et rapidement : nous voulons établir un partenariat avec le gouvernement pour produire une stratégie industrielle en faveur de la reprise et de la croissance »*, a insisté M. Davies.

L'année dernière, le patronat avait fondé ses espoirs d'assister à la fin prochaine de la récession sur les prévisions du chancelier de l'Echiquier, et s'inquiétait seulement de *« deux années perdues »*. Aujourd'hui, alors que les derniers chiffres de la Chambre de commerce britannique montrent que soixante-seize faillites sont enregistrées chaque jour, la morosité et les récriminations à l'égard du gouvernement qui ont dominé les débats de ce congrès ont montré que les patrons ne se contentent plus des sempiternelles déclarations optimistes des ministres venus faire un discours.

Persistance dans l'erreur

Plusieurs délégués se sont ouvertement moqués de la persistance dans l'erreur des statistiques et prévisions du Trésor et de la gestion décevante du ministre du commerce et de l'industrie, M. Michael Heseltine, lequel, tout en acceptant l'idée du « partenariat », n'a guère convaincu.

Au milieu de ce défoulement de paroles, les dirigeants de la CBI se sont cependant gardés de toute provocation à l'égard du gouvernement. Ils ont en effet en mémoire leur congrès de 1980, lequel, à la suite de la violence des attaques de leur directeur général de l'époque, Sir Terence Beckett, avait engendré une décennie de relations plus que médiocres entre le patronat et le gouvernement.

Aujourd'hui, notamment depuis la nomination de M. Davies, le fil est renoué, même si le nouveau « dialogue » entre la CBI et le TUC (Trade Union Congress, la centrale syndicale) inspire quelques interrogations à Whitehall (*le Monde* daté 13-14 septembre). Mais ce soutien gouvernemental ne doit pas s'accompagner, selon le patronat, d'un quelconque interventionnisme des pouvoirs publics en matière industrielle.

Comme chaque année, les travaux de la CBI ont cependant été décevants s'agissant de la capacité des patrons britanniques à faire le bilan de leurs propres carences, alors même que la Grande-Bretagne figure, par exemple, au 13e rang mondial en matière de productivité industrielle. D'autre part, les salaires du secteur privé ont augmenté de 41 % entre 1980 et 1990 en Grande-Bretagne, soit plus du double du taux constaté aux Etats-Unis (18 %). Enfin, les objectifs fixés par le patronat pour améliorer les résultats de l'industrie ressemblent beaucoup à un catalogue de bonnes intentions, comme si, dans ce nouveau « partenariat » avec les pouvoirs publics, les patrons attendaient du gouvernement qu'il fasse le premier pas.

LAURENT ZECCHINI

□ **Les titres du Credito italiano se sont envolés à la Bourse de Milan.** – Les cours de la banque Credito italiano se sont envolés, mardi 10 novembre, à la Bourse de Milan, après la décision de son conseil d'administration de procéder à sa privatisation. Selon les milieux boursiers, trois banques étrangères (la Deutsche Bank, la Hongkong and Shanghai Bank et la Midland Bank) se sont pratiquement déclarées acquéreurs. Le titre, qui avait déjà pris près de 10 % la semaine dernière, s'est apprécié mardi de 22 %. Cinquième banque italienne, le Credito italiano fait partie du groupe public IRI. Sa privatisation entre dans le cadre d'un programme qui devrait rapporter environ 7 000 milliards de lires (28 milliards de francs) à l'Etat.

□ **Veto de l'Office allemand des cartels à l'achat d'Asko par Metro.** – L'Office allemand des cartels s'est opposé, mardi 10 novembre, à l'acquisition du groupe allemand de distribution Asko par le géant germano-suisse Metro. Le 30 juillet, Metro avait annoncé qu'il avait porté de 11,3 % à plus de 50 % sa part dans Asko. Le rapprochement des deux sociétés devait donner naissance à un ensemble de 60 milliards de deutschemarks (200 milliards de francs).

AFFAIRES

Un apport en fonds propres de 5 milliards de francs

Français et Italiens ont conclu un accord sur la recapitalisation de SGS-Thomson

De l'argent frais, de nouveaux actionnaires : SGS-Thomson, le fabricant de semi-conducteurs, treizième mondial et deuxième européen, est désormais fixé sur les modalités de son financement à cinq ans. Paris et Rome sont en effet parvenus, mardi 10 novembre lors du sommet franco-italien dans la capitale française *(lire page 5)*, à un accord sur la recapitalisation du producteurs de puces, dont Thomson-CSF, filiale du groupe public Thomson, et Finmeccanica, une des nombreuses sociétés de l'IRI, holding de l'Etat italien, se partageaient jusqu'à présent le contrôle.

L'affaire n'était pas simple. Il y a un an, SGS – Thomson soumettait à ses actionnaires un plan de développement nécessitant l'apport d'un milliard de dollars (5 milliards de francs environ) sur cinq ans. Choix politique, la décision de recapitaliser SGS-Thomson a été rapidement acquise côté français.

Moins fermement, semble t-il, côté italien, où l'on s'est laissé convaincre par l'activisme français. Le soutien à l'industrie électronique européenne et aux composants était considéré comme ultra-prioritaire par l'entourage de Mme Edith Cresson, lorsqu'elle était à Matignon. Cette conviction étaitpartagée par M. Dominique Strauss-Kahn qui, resté au ministère de l'industrie, a finalement bouclé le dossier.

Français et Italiens vont apporter chacun la moitié des fonds. Par ailleurs, sur le milliard de dollars mobilisé, 500 millions seront versés d'ici la fin de cette année.

Pour la partie française, ce sont Thomson-CSF, CEA-Industrie et France Télécom qui se répartissent l'effort. Côté italien, les ressources seront trouvées, non pas à l'IRI, qui, en pleine restructuration, manque cruellement de fonds, mais du côté de l'ENEA, cagnotte nucléaire à l'image de CEA – industrie.

Redistribution des cartes

Thomson-CSF étant peu désireux d'assumer seul, pour les Français, la responsabilité industrielle et financière du pôle composant, un réaménagement du capital s'est avérée nécessaire. Arrêtées en septembre, les grandes lignes de cette redistribution de cartes, viennent d'être précisées.

Thomson CSF dont le rôle dans SGS-Thomson va aller en diminuant (France Telecom et CEA – Industrie détiendront à eux deux la majorité de la participation française), sera, dans l'immédiat, le principal pourvoyeur de fonds. Sur les 250 millions de dollars mobilisables, côté français, à la fin de l'année 1992, un peu moins de 125 millions de dollars seront apportés par Thomson CSF, France Telecom et CEA – industrie se partageant le solde. CEA-Industrie, c'est confirmé, se voit assigner le rôle d'opérateur industriel de SGS-Thomson.

Les gouvernements français et italiens se sont par ailleurs engagés à verser 1 milliard de dollars supplémentaires sous forme d'aide à la recherche et développement pour les nouvelles générations de composants.

C. M.

Les actionnaires allemands seront rémunérés en actions AGF

Le Crédit lyonnais déboursera 4,8 milliards de francs pour acheter la BfG Bank

L'acquisition, annoncée mardi 10 novembre en fin de matinée, par le Crédit lyonnais de 50,1 % de la sixième banque allemande BfG Bank (*le Monde* du 11 novembre) devrait finalement lui coûter 1,42 milliard de deutschemarks (4,8 milliards de francs).

Une première, puisque aucune banque étrangère n'a jamais pris une telle place sur le marché allemand. Mais, pour éviter de débourser trop de cash, le Lyonnais et les actionnaires de la BfG, l'assureur AMB (Aachener und Münchener) pour 50,1 % et le holding syndical BGAG pour 49,9 %, sont parvenus à s'entendre sur un processus assez complexe.

Échanges de titres

Le Lyonnais va souscrire, dans un premier temps, à une augmentation de capital de 740 millions de deutschemarks (2,5 milliards de francs) de la BfG Bank, en apportant 540 millions de deutschemarks en cash (1,8 milliard de francs) et sa filiale Crédit lyonnais Deutschland, évaluée à 200 millions de deutschemarks. Les 1,8 milliard de francs apportés en liquide seront, en fait, le seul argent frais que la banque du boulevard des Italiens va débourser.

Après l'augmentation de capital, le Lyonnais se retrouvera à la tête de 26 % de la BfG Bank et devra acheter auprès de AMB et de la BGAG les 24 % restants. Cette opération se fera par échanges de titres. Si, au Lyonnais, on se refuse, pour l'instant, à préciser les conditions d'un montage encore à l'étude au ministère des finances, il semble acquis que AMB et BGAG seront rémunérés avec des actions AGF (Assurances générales de France). AGF, premier actionnaire de l'assureur allemand AMB, devrait échanger ses propres titres contre 24 % des actions BfG Bank. Ensuite, le Crédit lyonnais devrait procéder à une augmentation de capital réservée aux AGF qui serait rémunérée en titres BfG.

A l'issue de l'opération, le Lyonnais aura acquis 50,1 % d'un ensemble évalué, après augmentation de capital, à 2,84 milliards de deutschemarks (9,6 milliards de francs) dont AMB et BGAG resteront actionnaires chacun à 25 %. Il s'agira enfin et surtout de la dernière touche au plan d'expansion en Europe du Crédit lyonnais. Comme le précise M. Jean-Yves Haberer, le président de la banque publique, *« il va falloir maintenant digérer les acquisitions et unifier le réseau européen »*.

E. L.

INDICATEURS

ALLEMAGNE

• **Prix de détail : + 0,3 % en octobre.** – Les prix à la consommation en Allemagne de l'Ouest ont augmenté de 0,3 % en octobre par rapport à septembre, soit une hausse de 3,7 % en glissement annuel (octobre 1992 comparé à octobre 1991), selon les chiffres définitifs publiés mardi 10 novembre par l'Office fédéral des statistiques. Ces chiffres révisent à la baisse les statistiques provisoires publiées au début du mois et qui faisaient état d'une hausse mensuelle de 0,4 % et d'une hausse annuelle de 3,8 % en octobre.

ESPAGNE

• **Chômage : 15 % de la population active en octobre.** – Le taux de chômage en Espagne a atteint 15 % de la population active au mois d'octobre, portant le nombre de demandeurs d'emploi à 2 272 097, soit une hausse de 3,5 % par rapport au mois précédent, a annoncé, mardi 10 novembre, le ministère espagnol du travail. Les régions les plus touchées par la progression du chômage en octobre sont l'Andalousie (21 000 chômeurs de plus), Madrid (12 000 nouveaux demandeurs d'emploi) et la Catalogne (11 700 sans-emploi supplémentaires). Pour le deuxième mois consécutif, le nombre de chômeurs augmente en Espagne.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Alors que la conjoncture reste défavorable

Le rapprochement RVI-Volvo Truck inquiète les syndicats

LYON

de notre bureau régional

Lors de l'ouverture du Mondial de l'automobile, le 6 octobre, M. Jean-Pierre Capron, président de Renault Véhicules industriels (RVI), n'avait pas caché son jeu. RVI a *« l'ardente obligation (...) d'avancer ensemble »* avec le suédois Volvo Truck en recherche-développement, industrialisation et politique d'achats, mais sans remettre en cause les réseaux et les marques (*le Monde* du 8 octobre). Les deux constructeurs de poids lourds liés, depuis 1990, par des participations croisées, travaillent donc sur des projets communs de moteurs et de cabines comportant des pièces embouties identiques. *« Vous verrez apparaître, plus tôt que ne le pensent certains, les fruits de cette coopération »*, affirmait encore M. Capron.

La portée de telles affirmations est maintenant mieux perçue. Au vu de certains préparatifs, la fédération de la métallurgie de la CFE-CGE a assuré, lundi 9 novembre, que la branche poids lourds de Renault annoncera *« prochainement »* 2 500 suppressions de postes, en 1993, sur un effectif de 17 000 salariés, alors qu'un « plan d'amélioration de la compétitivité » (PAC), comprenant encore 1 008 départs de salariés, est déjà en application jusqu'au 31 décembre. Les syndicalistes s'inquiètent des conditions de la « fusion » avec Volvo, qui survient, comme celle de Berliet et Saviem, réalisée depuis 1978, dans une conjoncture très déprimée.

Pour autant, le comité central d'entreprise de RVI n'est pas officiellement saisi, faute d'être en place. Lors du récent cycle d'élections aux comités de treize établissements, la CGT n'a pas obtenu, pour la première fois depuis la Libération, la majorité absolue en sièges et en suffrages exprimés. Les négociations sur un nouveau partage des responsabilités au sein du bureau du comité central d'entreprise n'ont pas abouti avec les syndicats « réformistes » (FO, CFDT, CFE-CGC, CFTC). Le dossier est soumis à l'arbitrage de la direction du travail et de l'emploi du Rhône.

La CFDT de RVI a déclaré à son tour, lundi 9 novembre, qu'elle craignait *« l'arrêt de certaines activités ou productions »*. Le syndicat réclame une *« démarche anticipatrice »* de l'emploi, permettant d'abaisser la moyenne d'âge dans les ateliers.

Il souligne que le manque de qualifications de base rendra difficile la reconversion de certains salariés. La coordination CGT du groupe RVI demande l'ouverture de négociations sur la réduction du temps de travail, la mise en place d'une véritable pré-retraite à cinquante-cinq ans, l'embauche de jeunes et la reconquête du marché national.

GÉRARD BUÉTAS

Guerre des nerfs entre les dockers et le patronat portuaire à Marseille

La guerre des nerfs continue entre les dockers de Marseille – les seuls à n'avoir pas accepté la réforme de leur statut – et le patronat : mardi 10 novembre, une délégation de la CGT, reçue par le préfet de région à Marseille, a réaffirmé sa volonté de voir se nouer *« de vraies négociations » : « Nous acceptons la réforme mais pas le recul social. La balle est dans le camp des patrons »*, a déclaré M. Marcel Sanchez, secrétaire général des dockers CGT de Marseille.

De son côté, l'Union maritime et fluviale (UMF), à laquelle est affilié le Syndicat des entrepreneurs de manutention (SEM), a repoussé cette hypothèse

□ **RATP : nouvelles perturbations en vue.** – La grève « ciblée » lancée par quatre syndicats de la RATP (SAT-autonome, CGT, GATC-autonome et indépendants), représentant 80 % des agents de conduite, a modérément perturbé le trafic mardi 10 novembre. Limitée à certaines heures (10 h/15 h et 19 h/21 h), elle a surtout fait sentir ses effets vers 13 heures, entraînant notamment la fermeture de la ligne numéro 1 Vincennes-Défense. Les syndicats, qui protestent contre une réforme des conditions de travail des conducteurs, ont décidé de relancer à partir du mardi 17 novembre des mouvements reconductibles, mais à des heures bien plus pénalisantes pour les usagers (5 h/7 h et 17 h/21 h).

□ **Menace de grève à la SNCF le 25 novembre.** – La CFDT et la CGT de la SNCF vont déposer un préavis de grève pour le mercredi 25 novembre, jour de l'examen par le conseil d'administration de la société du projet de budget pour 1993, a annoncé mardi 10 novembre la fédération des cheminots CFDT. A l'issue d'une réunion interfédérale, un responsable CFDT a précisé que d'autres syndicats ont annoncé leur intention de se joindre à cette *« action unitaire d'envergure nationale »*.

COMMUNICATION

Réserves de la Société des journalistes

La nouvelle formule de *France-Soir* à l'épreuve

Le bureau de la Société des journalistes de *France-Soir* a adopté, vendredi 6 novembre, une résolution qui s'inquiète de certaines dérives du traitement de l'information dans le quotidien depuis la mise en œuvre d'une nouvelle formule courant octobre. Décidé par son PDG, M. Philippe Villin, ce nouveau tournant est guidé par le directeur de la rédaction, Bernard Morrot. La majorité de la rédaction avait déjà affiché sa *« consternation »* devant le projet et demandé une remise à plat de cette formule, plus axée sur les révélations de la vie des stars et un traitement du fait divers calqué sur celui de la presse anglo-saxonne (*le Monde* du 25 septembre).

Dans sa dernière résolution, la Société des journalistes relève en particulier le traitement de l'affaire du sang contaminé, avec la « une » sous forme d'avis de recherche du docteur Michel Garretta, le 23 octobre, et la publication de son numéro de téléphone personnel à Boston, le 26 octobre. Constatant qu'une limite *« jusqu'ici admise a été franchie »*, la Société des journalistes *« condamne ces pratiques qui portent atteinte aux droits moraux de la rédaction, et rappelle qu'elles sont susceptibles d'ouvrir le droit à la clause de conscience »*. Le texte envoyé à la direction du quotidien critique aussi le choix de certains thèmes d'articles ou de « unes », la place disproportionnée donnée à certains articles *« légers »*, voire *« frivoles »*, ou des choix d'illustrations contestables. Elle note que, *« si ces pratiques devenaient systématiques, elles témoigneraient d'un changement de ligne »*.

« Le journal depuis quinze jours me convient, il correspond à ce que nous souhaitons, et je l'assume », répond M. Villin. Il ajoute qu'une clause de conscience est *« hors de question »*, puisque *« ce journalisme s'inscrit dans la tradition populaire de* France-Soir *»*. Le PDG a toutefois repoussé à janvier, *« à un moment où les esprits seront calmés »*, la campagne de promotion de la nouvelle formule.

La rédaction de *France-Soir* (110 journalistes) est divisée. Certains rédacteurs apprécient les changements apportés dans la maquette, le développement de la photo et des cartes et schémas, et le traitement plus nerveux des informations. La Société des journalistes entend toutefois protester, afin de prendre date pour pouvoir exercer ses droits en janvier si la nouvelle formule annoncée garde cette teneur. Elle souhaite aussi marquer, les limites qu'elle veut voir respecter, afin de conserver à *France-Soir* son caractère de quotidien d'informations générales, malgré ses difficultés financières. Le quotidien ne diffuse plus aujourd'hui que 217000 exemplaires par jour.

M. C. I. et Y.-M. L.

□ **Accord sur les salaires du personnel administratif et technique dans la presse parisienne.** – Le Syndicat de la presse parisienne (SPP), après négociation avec les organisations syndicales représentatives, a signé, lundi 9 novembre, un accord sur la politique des salaires en 1992-1993 pour le personnel administratif et technique. A compter du 1er novembre, les salaires seront majorés de 0,20 %. Pour 1993, un relèvement de 0,60 % aura lieu au 1er janvier, suivi par une hausse de 1 % au 1er mai. En octobre, les parties se rencontreront *« pour déterminer (...) l'ajustement final au vu de la variation des indices et de la situation de la profession »*.

L'occupation du canal de l'ex-Cinq avant Arte

« Charlie Hebdo » planche devant le CSA

Les auditions publiques des candidats à la reprise du canal 5 avant Arte ont commencé, mardi 10 novembre, au siège du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Sur les trois projets qui devaient être entendus, deux se sont désistés. Il s'agit du projet Athéna de M. Jean-Jacques Mauriat, producteur, et du projet de M. Patrice Drevet, présentateur de télévision. Seul le projet Charlie Télé a été auditionné en entier.

Charlie Hebdo au grand complet devant les neuf *« sages »* du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ? Cette rencontre, aussi probable que celle d'un poisson et d'une bicyclette, était pourtant de règle. Candidate à la reprise du canal 5, toute l'équipe de *Charlie Hebdo* devait, mardi 10 novembre, soutenir le projet Charlie Télé en audience publique. Cette séance serait-elle le lieu de provocations ? D'un débordement incontrôlable ? D'un happening... ? Visiblement, les membres du CSA craignaient le pire.

Lequel n'eut pas lieu. Sagement alignée face à un collège du CSA d'abord figé et dont les membres prenaient des notes comme pour se donner une contenance, l'équipe *Charlie* était là pour convaincre. Philippe Val justifia donc le projet Charlie Télé par la nécessité de développer en France une télévision *« de résistance »*, face à une télévision de masse qui *« fait appel à ce qu'il y a de plus primitif en nous »*.

Conseil des ministres

Après avoir rappelé qu'il était absurde de faire la queue dans les musées pour regarder des œuvres d'art alors que les banlieues étaient si laides, qu'il était ridicule qu'un instituteur soit moins payé qu'un vigile et que les chaînes marchandes avaient transformé *« la grossièreté en une variante du conformisme »*, Philippe Val céda la parole à Gébé qui développa l'idée centrale du projet Charlie Télé : tous les jours un conseil des ministres serait diffusé en direct.

Ce conseil des ministres regrouperait toute l'équipe de Charlie autour d'un président (José Artur) que ses *« hautes fonctions isolent de l'actualité »*. Par des dessins, de petits reportages et des débats menés en compagnie d'invités qui *« seraient nommés à de hautes fonctions en début d'émission pour être destitués à la fin »*, le conseil aurait pour tâche principale d'informer le président. Ce conseil ne durerait qu'une heure, pour épargner *« la santé mentale de ceux qui feront ce programme comme de ceux qui le regarderont »*.

Parallèlement à ce discours, Cabu et Luz se relayaient pour illustrer la situation sur de grandes feuilles de papier posées au vu de tous : un Mitterrand sentencieux déclara ainsi qu'il serait *« sauvé par Charlie Télé »*, un téléspectateur relié par un tuyau à TF 1, France 2 et consorts affirma ensuite qu'il fallait dire *« non aux chaînes contaminées »*, M. Jacques Boutet, président du CSA, fut représenté pensif en train de rêver à ce qu'il *« y aura à la télé ce soir »* et Mme Guicheney, membre du CSA, fut croquée en présentatrice de météo.

Soulagés par ce ton finalement bon enfant, les membres du CSA passèrent à la contre-attaque : M. Roland Faure se demanda si après le « Bébête Show » (TF 1) et le « Baffie Show (France 2), un créneau Charlie était indispensable sur le canal 5 et Mme Guicheney nota *« l'absence totale de femmes »* au sein du programme Charlie. Quant au financement (70 millions de francs environ) l'équipe Charlie expliqua qu'elle pensait faire un appel public à l'épargne *« comme notre confrère Francis Bouygues »*, à moins que l'équipe ne soit reconnue *« d'utilité publique »*, événement qui pourrait leur ouvrir un accès à la redevance. A la fin, tous les membres du CSA ont souhaité que ce programme puisse être hébergé sur une chaîne déjà existante.

YVES MAMOU

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 10 novembre ↑

Raffermissement

Après des hésitations en début de journée, la Bourse de Paris s'est ensuite nettement raffermie, mardi 10 novembre à la veille de la fête de l'Armistice, les milieux financiers anticipant une nouvelle et imminente détente des taux d'intérêt en France. En baisse de 0,20 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a terminé la journée à 1 798,46 points, soit une hausse de 0,66 % après être repassé peu de temps auparavant au-dessus du niveau des 1 800 points.

L'intervention du président de la République, lundi, n'a pas suscité de réaction particulière dans les salles de marché. La bonne tenue du franc face au mark, grâce notamment à la remontée sensible du dollar ces derniers jours, devrait permettre une nouvelle détente des taux d'intérêt après la baisse du 2 novembre, pour la première fois depuis un an, du loyer de l'argent en France. Les marchés obligataires ont anticipé, depuis le début de la semaine, un nouveau geste de la Banque de France pour jeudi. Les valeurs ont emboîté le pas dans un marché à la veille d'un jour férié. En effet, le montant des échanges a atteint, mardi, 1,8 milliard de francs.

Malgré cette perspective d'assouplissement de la politique de crédit en France, les analystes sont peu optimistes pour 1993 en raison de la dégradation des résultats des entreprises ces dernières semaines. Les chiffres d'affaires pour les neuf premiers mois de l'année accusent des baisses.

Parmi les titres en hausse sensible on relevait UIS (9,8 %), Galeries Lafayette (7,4 %) et Spie Batignolles (6,8 %). Baisse de 7,7 % d'Hachette, de 5,2 % d'UGC et de 5 % d'Avenir. Olipar a reculé de 4,4 % et DMC de 4 %.

NEW-YORK, 10 novembre ↓

Repli

Wall Street a terminé la séance en repli, mardi 10 novembre, une vague de ventes informatiques pesant sur le marché durant la dernière demi-heure d'échanges, à l'issue d'une séance très active et irrégulière. Elle avait débuté en hausse, soutenue par l'annonce d'un modeste hausse de l'indice des prix de gros en octobre (+0,1 %) aux Etats-Unis. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 225,47 points, en baisse de 15,40 points, soit un retard de 0,48 %. Le volume des transactions a été très élevé avec quelque 221 millions de titres échangés. Les valeurs en hausse ont été plus nombreuses que celles en baisse : 986 contre 817, alors que 567 actions sont restées inchangées.

LONDRES, 10 novembre ↑

Nette progression

Les valeurs ont nettement progressé, mardi 10 novembre, à la Bourse de Londres, dans l'anticipation d'une baisse rapide des taux d'intérêt britanniques. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent valeurs principales a terminé en hausse de 19,2 points à 2 714,6 points, soit une progression de 0,7 %. Le volume des transactions s'est étoffé à 612,9 millions contre 517,5 millions la veille.

La tendance était pourtant orientée vers le bas dans la matinée en raison de résultats de société décevants, dont celui de la banque d'affaires S. G. Warburg, qui traduit le ralentissement de l'activité. Mais l'approche du *« discours d'automne »* du chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, jeudi, qui devrait être précédé ou suivi d'un abaissement du loyer de l'argent, selon la plupart des analystes, a levé la grisaille et les valeurs ont décollé.

TOKYO, 11 novembre ↓

Baisse

Les valeurs ont terminé en baisse, mercredi 11 novembre, à la Bourse de Tokyo sur des prises de bénéfice et des ventes de petits lots. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a perdu 118,98 points à 18 318,15 points, soit un recul de 0,7 %. Les échanges ont porté sur environ 190 millions de titres contre 210 millions la veille.

La publication des résultats semestriels des entreprises confirme que la reprise économique prendra plus de temps que ne l'escomptaient les opérateurs. Ceux-ci, compte tenu du peu d'éléments nouveaux et manquant d'orientation, sont restés sur la touche.

CHANGES

Dollar : 5,35 F ↓

Le dollar était en baisse en Europe, mercredi 11 novembre, tandis que la place de Paris était fermée pour la fête de l'armistice. La monnaie américaine cotait 5,35 francs contre 5,3975 francs mardi au cours indicatif de la Banque de France.

FRANCFORT	10 nov.	11 nov.
Dollar (en DM)	1,5974	1,5845
TOKYO	**10 nov.**	**11 nov.**
Dollar (en yens)	124,37	123,80

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (11 nov.)	Clos
New-York (10 nov.)	2 1/2 %

CULTURE

VENTES

Matisse, seul gagnant à New-York

Les grandes enchères de l'automne ont commencé. Le marché est toujours morose

La récession du marché de l'art a incité les deux grandes firmes de ventes aux enchères – Sotheby's et Christie's – à présenter cet automne, à New-York, des œuvres de grande qualité. En deux semaines, elles vont tenter d'écouler 1 260 pièces impressionnistes, modernes et contemporaines, un total estimé à 250 millions de dollars (environ 1,2 milliard de francs). Parmi elles, un beau Monet de la série des *Nymphéas* (1919), vendu par les héritiers du banquier Ralph Friedman, et des tableaux de Renoir, Degas, Cézanne, Klimt, Picasso ou Matisse. Ce dernier, dont la rétrospective new-yorkaise (*le Monde* daté 11 et 12 octobre) est un gros succès, est massivement présent dans les salles de vente.

L'une de ses toiles – *l'Asie*, présentée mardi 10 novembre par Sotheby's et estimée à 8 millions de dollars – a dépassé les 10 millions de dollars (environ 54 millions de francs). Mais l'exploit est resté isolé. Sur 66 œuvres mises en vente ce soir-là par la même maison, 31 n'ont pas trouvé preneur. Parmi elles trois œuvres de Degas qui étaient estimées chacune à plus de 1 million de dollars, mais aussi un Klimt, ainsi que les *Crevettes roses*, de Matisse et des œuvres de Cezanne, Henry Moore, Chagall, Modigliani, Paul Klee ou Fernand Léger. *Femme dans un fauteuil*, de Picasso n'a trouvé un acheteur, le promoteur immobilier Thomas Kramer, à 2,8 millions de dollars que parce que les héritiers de Mollie Parnis Livingston ont accepté de s'en séparer pour une somme inférieure à l'estimation (4 millions de dollars). Sont également partis : *Jeune femme dans une loge*, de Mary Cassat (2,5 millions de dollars), *la Bouteille de bordeaux*, de Juan Gris (2,2 millions de dollars), *la Plage rouge*, de Matisse (1,3 million de dollars) et un paysage de Corot (1,3 million de dollars). Les Japonais, qui faisaient grimper les prix en flèche, ne sont pas de retour et les marchands d'art, à court de liquidités sont toujours aussi discrets. Mercredi 11 novembre, ce sera au tour de Christie's de tester sa moisson.

E. de R.

LETTRES

Le cercle des ombres

Suite de la première page

Il nous expliquait comment il apprenait par cœur des milliers et des milliers de vers qu'il avait écrits, répétant régulièrement la masse mémorisée ; puis comment il avait appris à conserver ce qu'il avait écrit et à organiser des planques. A trouver des relais pour transmettre ses textes à l'étranger. Mais il n'était pas question de donner des noms.

Avec *les Invisibles* (parus à Moscou dans la revue *Novy Mir* dans les numéros 11 et 12 de 1991), quatorze chapitres inédits de ses Mémoires qui complètent *le Chêne et le Veau* et qui sont publiés pour la première fois en Occident, Soljenitsyne fait sortir du souterrain ses complices. Le cercle des initiés. Il a estimé prudent d'attendre l'échec du putsch d'août 1991 : *« Anonymes, ils ont tout risqué sans recevoir en contrepartie l'admiration des hommes, cette admiration qui nous rend plus douces la mort et la ruine de nos vies. La publication de ces pages, pour beaucoup d'entre eux, arrivera trop tard. Le sort en a décidé ainsi : je suis indemne et eux ont toujours la hache suspendue au-dessus de leur tête. »*

« Ce qu'on n'aurait jamais soupçonné »

Les destins d'hommes et de femmes exceptionnels – surtout des femmes – qui surgissent là sont tout à fait passionnants. Des clandestins que, parfois, les étrangers de Moscou côtoyaient, et qui gardaient leur secret. Qu'on a lus parfois, sans savoir leur nom, connus dans *l'Archipel du goulag*. Comme Nikolaï Zoubov, le médecin gynécologue qui avait traversé avec sa femme dix ans de camp et qu'il rencontre en relégation en Asie centrale. Il avait vingt-deux ans au moment de la révolution, et, grâce à une mémoire fantastique, racontait *« ce qu'on n'aurait jamais soupçonné ni trouvé dans aucun livre »* ; il lui confectionne ses premières caches pour ses écrits, trouve le moyen de photographier les manuscrits et de les insérer dans la reliure de livres.

Toute une logistique se met peu à peu en place à partir de 1953, dont Soljenitsyne est le grand organisateur, afin de transcrire ses textes, les conserver, les photographier, transmettre à l'étranger. Les bonnes volontés se présentent à lui, dont les raisons d'aider ne sont pas les mêmes. Des anciens zeks, prisonniers des camps, avec lesquels il se sent plus spontanément en confiance et en amitié, notamment Natalia Stoliarova, fille de socialistes-révolutionnaires née en exil, rentrée en URSS en 1934, arrêtée trois ans plus tard, secrétaire d'Ilya Ehrenbourg, grâce à qui elle eut le droit de vivre à Moscou à partir de 1953 ; un ancien partisan de Vlassov ; une fille de vieux bolcheviks, dont le père avait été fusillé ; des retraités Natalia et Nadia, des anciennes détenues admiratrices d'*Ivan Denissovitch*, une ancienne directrice d'une bibliothèque de géologie de Leningrad, Elizaveta Voronianscaïa, qui apprendra à taper à la machine pour pouvoir l'aider et qui, première dactylo de *l'Archipel*, se pendra dans le couloir de son appartement communautaire après un interrogatoire par le KGB, *« victime du goulag bien qu'elle n'y soit pas allée »*, écrit Soljenitsyne, précipitant par sa mort la publication à l'étranger de ce brûlot. Un journaliste suédois d'un dévouement infini. Et aussi celle qu'il nomme son *« chef d'état-major »*, Lioucha, la petite-fille de Kornei Tchoukovski, la fille de Lydia Tchoukovskaia. Et même, dans le personnel de l'ambassade de France, deux personnes qui ignorent qu'elles sont toutes deux des « invisibles ».

Ecrits cachés

La règle élémentaire du cloisonnement qui lui vaut parfois à lui-même de ne pas connaître le nom de ceux qui ont caché ses écrits ; la hantise des fuites avec les conséquences, la peur, le climat de clandestinité, la discipline du réseau, donnent au livre un climat de roman de Le Carré : transporter les écrits, mais pas n'importe quand, déposer, mais pas n'importe où, ne pas téléphoner d'un numéro suspect ou de chez un ami, ne pas parler à l'intérieur des appartements, ne pas donner de noms, ne jamais garder le texte une fois tapé, faire disparaître le carbone, photographier les pages, enterrer les exemplaires ou finir par les brûler, vérifier qu'on n'a pas été filé, etc.

Tant de vies gâchées, d'œuvres condamnées, de dévouements extraordinaires surgissent dans ce livre d'un Soljenitsyne qui a voulu leur rendre hommage, leur donner leur place dans l'Histoire. Même au-delà des divergences qui, parfois, les avaient séparés. *« Outre défier l'Etat communiste, il fallait soulever, bouger, puis faire rouler la pierre fermant le tombeau où gisait comme mort, plus invisible que tous mes Invisibles, l'esprit de la Russie. »* L'essentiel était de porter à bon port le fardeau. Soljenitsyne ne nous dit pas quel sera son fardeau lorsqu'il rentrera, un jour peut-être prochain, en Russie.

NICOLE ZAND

► *Les Invisibles*, d'Alexandre Soljenitsyne. Traduit du russe par Anne Kichilov. Fayard, 308 p., 115 F.

PARIS EN VISITES

JEUDI 12 NOVEMBRE

« Le Palais de justice en activité. Histoire et fonctionnement », 11 heures, 14 h 30 et 16 h 30, métro Cité, sortie marché aux fleurs (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtels du Marais et du Temple », 14 h 30, métro Temple (Paris pittoresque et insolite).

« L'Italie à Paris : l'église Saint-Eustache », 14 h 30, 2, rue du Jour (Sauvegarde du Paris historique).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, plafonds et escalier inconnus », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (I. Hauller).

« L'Ecole militaire et ses salons », 14 h 30, 1, place Joffre (S. Rojon-Kern).

« L'hôtel de Miramion. Histoire des hôpitaux parisiens et leurs richesses artistiques et mobilières », 14 h 30, 47, quai de la Tournelle (E. Romann).

« Les ateliers de frappe de médailles à l'hôtel de la Monnaie » (limité à 30 personnes), 15 heures, 11, quai Conti (Monuments historiques).

« Exposition Fragonard et les dessins du dix-huitième siècle », 15 h 30, entrée du Petit Palais (M. Hager).

« Fragonard et le dessin français du dix-huitième dans les collections du Petit Palais », 15 h 45, Petit Palais, entrée de l'exposition (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

Maison des Mines, 270, rue Saint-Jacques, 14 h 30 : « Le monde grec » (Clio).

58, rue Madame, 20 h 45 : « Athées et croyants, même morale ? », par J. Boussinesq et A. Dumas (Eglise réformée de Paris-Luxembourg).

EN BREF

□ **Condamnation du leader du groupe Guns N'Roses.** – Jugé à Clayton (Missouri) pour agression et destruction de biens, Axl Rose, le chanteur du groupe Guns N' Roses, a été condamné mardi 10 novembre à deux ans de liberté surveillée et à verser 50 000 dollars à cinq associations locales. Le verdict, résultat d'une négociation entre les parties et non d'un procès, clôt l'affaire déclenchée lors d'un concert du groupe le 2 juillet 1991. Des vidéos enregistrées montrent alors Axl Rose plonger dans la foule après avoir repéré un spectateur avec un appareil photo, puis le frapper. Le chanteur de hard rock était ensuite remonté sur la scène, où il avait détruit son micro avant de mettre fin au concert. Une émeute avait éclaté et les propriétaires des lieux ont estimé les dégâts à plusieurs milliers de dollars.

□ **Le prix international Union latine à Jean-Marie Le Clézio.** – Le prix *international Union latine* 1992 a été décerné mardi 10 novembre à Rome à l'écrivain français Jean-Marie Le Clézio. Celui-ci a été désigné par un jury d'écrivains appartenant à des pays de culture latine, dont Jorge Amado, Carlos Fuentes, Dan Haulica, Philippe Sollers, Manuel Vasquez Montalban, Tahar Ben Jelloun, aux dépens d'un autre favori, le Sicilien Vincenzo Consolo. Fondé il y a trois ans, le prix international Union latine se propose de promouvoir la diffusion et la traduction des œuvres des lauréats.

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-Francois Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40-65-25-25
Télécopieur 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-65-25-25
Télécopieur 49-60-30-10

Semaine de la bonté

Cas n° 1. – M. et Mme L. sont « comédiens-marionettistes », leurs ressources sont intermittentes et ne leur permettent pas de vivre avec deux petites filles. Afin d'améliorer leur situation, ils pensent que l'enseignement pourrait leur convenir. Ils se sont inscrits à l'université pour obtenir des diplômes leur permettant d'allier l'enseignement à leurs activités artistiques. Mme L. compte, après ses études, utiliser les marionnettes pour un éveil des enfants des petites classes à l'anglais. M. L. après un premier diplôme voudrait postuler à un poste d'enseignant ou de conseiller culturel. Afin d'aider ce jeune couple, dynamique, inventif et courageux, pouvez-vous donner la somme de : 3 000 F.

Cas n° 9. – Le jeune Eric, âgé de huit ans, est presque aveugle. Il suit actuellement un apprentissage en braille et est très motivé. L'équipe pédagogique de l'établissement de rééducation envisage, compte tenu de ses possibilités, de lui faire suivre une scolarité « normale ». L'achat d'une imprimante et d'un manager braille sont nécessaires. Malheureusement la coût en est élevé : 46 000 F. Les parents n'ont pas les possibilités financières pour faire face à cet investissement. Il est demandé à la Semaine de la bonté la somme de 3 000 F pour aider ce jeune garçon à poursuivre sa scolarité dans de bonnes conditions.

► **Les dons sont à adresser à la Semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris, CCP Paris 4-52 X ou chèques bancaires. Tél : (1) 45-44-18-81.**

AUTOMOBILE

AUDI 80 Avant : entre break et berline

Alors que le marché du 4X4 semble actuellement quelque peu souffrir – le volume des ventes diminue, la concurrence y est féroce et multiple, – le break suit son petit bonhomme de chemin, tout comme les monospaces, qui ont bien souvent la même vocation. C'est le moment qu'a choisi la marque allemande Audi, qui fait partie du groupe Volkswagen, pour mettre sur les routes une nouvelle version de sa 80, quelques mois à peine après avoir lancé un modèle du même type tiré de sa gamme 100. A vrai dire, il n'y a guère de différence à attendre de cette version par rapport à celle qui précédait, si ce n'est dans le domaine des tarifs, ici plus abordables.

Les Avant 100 ou 80 se distinguent tout autant par un comportement routier très sûr et une finition sans faille. Dans les deux cas, il s'agit plus d'une *berline aménagée en cinq* portes et plateau à chargement facilement utilisable que d'un véritable véhicule ouvert à toutes les utilités besogneuses. A ce titre, il ne faudra pas rechercher en priorité un volume de charge trop généreux, ni s'obstiner à vouloir embarquer une armoire normande à bord. Toutefois, par le jeu d'escamotage des sièges, on obtient de 370 à 1200 litres disponibles, ce qui n'est pas ridicule.

Cette nouvelle gamme est livrable en quatre, cinq et six cylindres à essence, de même qu'en quatre cylindres Diesel à injection directe et turbine. On connaît bien ces motorisations utilisées de longue date par la marque, sauf le V6 qui vient donner, avec ses 2,6 litres de cylindrée, une énergie de 110 kW, soit 150 ch, et un couple moteur à bas régime de 22,9 mkg à 2 500 tours, un complément de souplesse dans la conduite tout à fait réjouissant.

Comme pour les berlines, un effort particulier a été recherché pour augmenter la sécurité passive du modèle : renforcement des points fragiles de la carrosserie, rigidité accentuée de l'habitacle et du plancher. En outre, on trouvera installé à bord également le système Procon-Ten destiné, lors d'une collision frontale, à déplacer le volant et à tendre les ceintures, le tout quelques millièmes de seconde avant l'effet du choc.

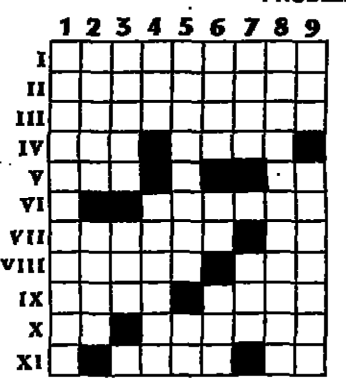
Ainsi équipées et disposant en base d'une direction assistée, d'un verrouillage central des portières, de rétroviseurs à réglage et dégivrage électriques, d'une antenne radio placée dans le pavillon, d'un couvre-bagages escamotable et de barres de toit, ces Avant 80 apparaissent bien placées parmi les véhicules tournés vers la famille et les loisirs.

C. L.

► **Tarifs : de 131 550 F (8 CV fiscaux, 90 ch et 2 litres de cylindrée) à 197 200 F (6 cylindres, 2,6 litres, 150 ch pour 13 CV). Diesel turbo : 152 450 F. Une version à quatre roues motrices est vendue 220 400 F (15 CV).**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5909



HORIZONTALEMENT

I. Devient dangereux s'il sort de sa cage. – II. Ce qui reste quand on enlève les légumes. – III. Susceptible de mettre dans la gêne. – IV. Instrument de chasse. Ancêtre des fondateurs de Rome. – V. On y voit parfois du sang. A donc réagi en homme. – VI. Circule aux Pays-Bas. – VII. Maître de maison. Berceau pour des princes. – VIII. Pas indifférentes. Se prend en ville. – IX. Vieilles vaches. Port d'Italie. – X. Participe. Coule dans l'Ouest. – XI. En France. Orientation.

VERTICALEMENT

1. Chefs de « rayons ». – 2. Conjonction parfois menaçante. Le fondateur de Samarie. – 3. Rouge, c'est le genévrier. Déchiffrée. – 4. Sa tenue est légère. « Partie » prise à l'Espagne. – 5. Paniers de saucisses. Interjection. – 6. Possessif. Valeur du silence. Comme un chrétien qui est une vraie poire. – 7. Dans les Pyrénées-Orientales. Peut être maître à bord. – 8. Qui ont donc suivi. – 9. Brame. Qu'on ne rencontre pas souvent.

Solution du problème n° 5908

Horizontalement

I. Amplitude. – II. Déniaiser. – III. Stèle. – IV. Meulière. – V. Anse. Age. – VI. Né. Noria. – VII. Trot. Ta. – VIII. Ivoirerie. – IX. Na. Gin. Or. – X. Endos. Ane. – XI. Tu. Sou.

Verticalement

1. Adamantine. – 2. Me. Enervant. – 3. Pneus. Oô. Dô. – 4. Li. Lentigo. – 5. Iasi. Riss. – 6. Tite. Rien. 7. Userai. Au. – 8. Délégation. – 9. Ere. Aérés.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

– Coriane VIVIER ARTABAN, Gérard ARTABAN et Florian,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Lilian,

le 5 octobre 1992.

95500 Gonesse.

Décès

– M. Clément Benmussa et son fils Jean-Marie,
M. et Mme Etienne Neumann et leur fille,
M. et Mme Claude Benmussa et leur fils,
M. et Mme Gilbert Mussa et leurs enfants,
Les familles Benmussa, Neumann, Mussat et Bismuth,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Judith BENMUSSA.

Les obsèques auront lieu le jeudi 12 novembre 1992, à 16 h 15, au cimetière de Pantin.

Réunion porte principale.

72 *bis*, rue Lepic.
75018 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

– Nous apprenons le décès de

Alphonse CHAPOUX,
conseiller général de Beynat (Corrèze),

survenu le jeudi 5 novembre 1992, à l'âge de soixante-dix ans.

[Né le 30 avril 1922 à Abignac (Corrèze), Alphonse Chapoux, RPR, était agriculteur. Il était conseiller général du canton de Beynat depuis le 25 septembre 1988, date à laquelle il avait succédé dès le premier tour au sortant socialiste qui ne se représentait pas, M. Yves Terrieux.]

– Mme Jean E. Paillas,
M. Alexandre Paillas,
Mme le docteur Nicole Letourneur et sa fille,
L'ambassadeur et Mme René Ala, leurs enfants et leur petit-fils,
Le professeur et Mme *Henry Bureau*, leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean E. PAILLAS,
professeur honoraire à la faculté de médecine de Marseille,
neurochirurgien des hôpitaux,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur des Palmes académiques,

survenu le 5 novembre 1992.

Anniversaires

– 12 novembre 1992.

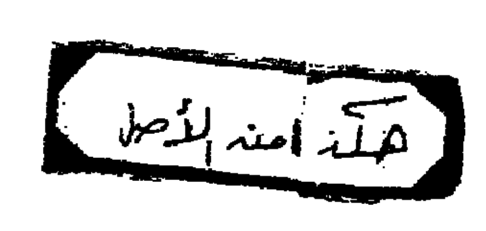
Patrice COUSSONNET

reste inoubliable pour nous qui l'aimons.

– Il y a un an, le 12 novembre 1991,

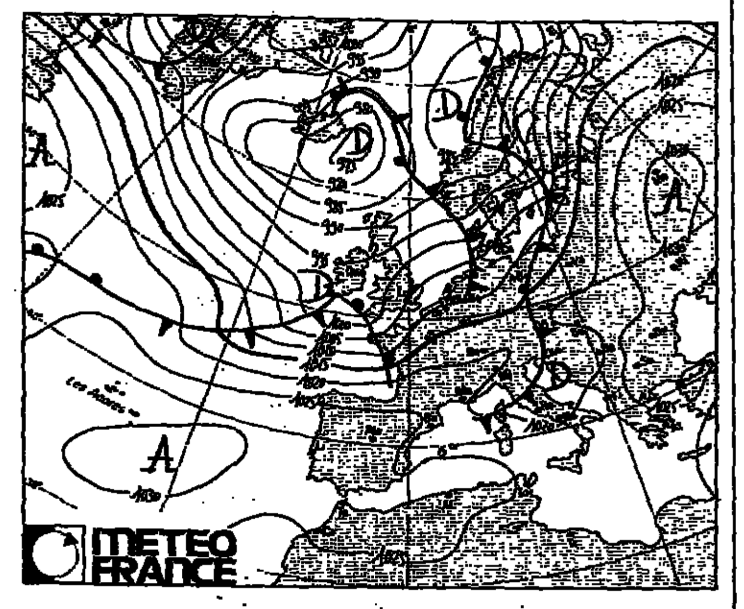
Claude PINOTEAU

nous quittait.

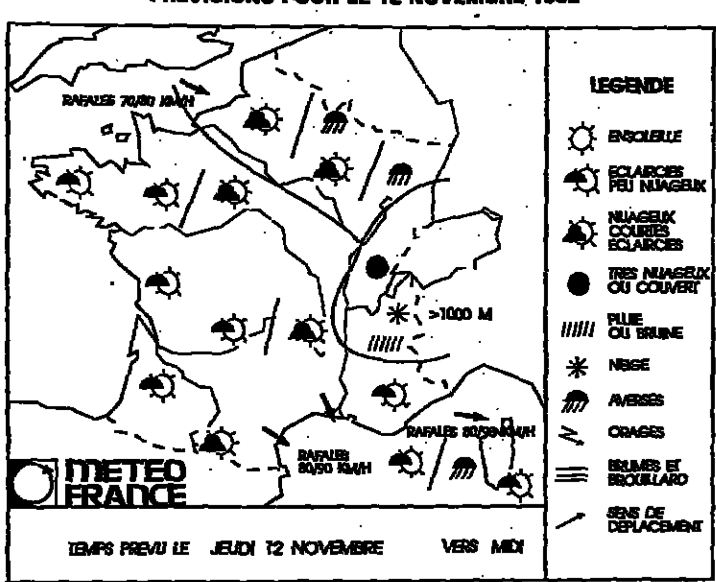


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 NOVEMBRE A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 12 NOVEMBRE 1992



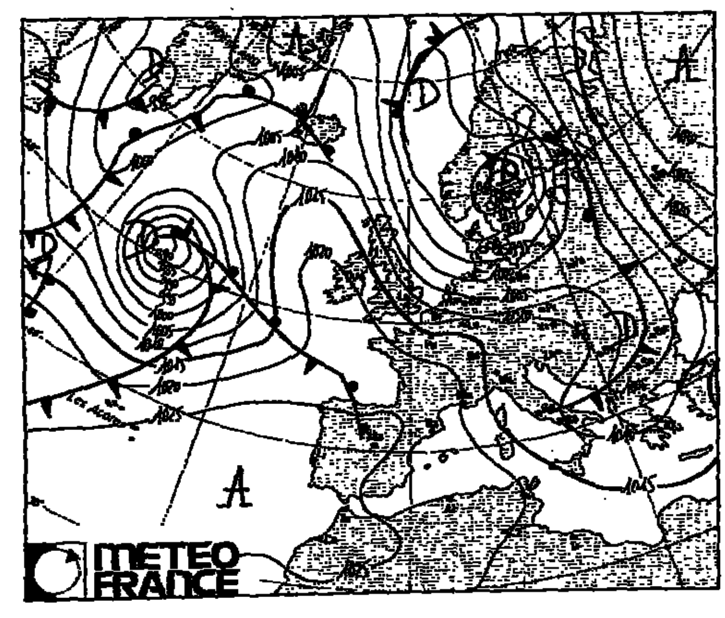
Jeudi : belles éclaircies à l'Ouest, encore des nuages à l'Est. – Le matin, le ciel sera encore très nuageux *du nord du Massif central jusqu'aux* régions est du pays. Il neigera du Jura aux Alpes du Nord au-dessus de 1 000 mètres. Sur l'ouest du pays, les éclaircies et les nuages alterneront. Les nuages seront abondants sur les Pyrénées. Sur le Sud-Est et la Corse, le *soleil prédominera. L'après-midi*, les nuages seront nombreux du Nord-Est aux Alpes avec des averses et de la neige au-dessus de 1 000 mètres sur le le relief. Sur le Sud-Est, mistral et tramontane soufflant à 90 kilomètres/heure chasseront les nuages. A l'ouest d'une ligne Reims-Perpignan, malgré les nuages, le soleil *fera de belles apparitions*. Sur les Pyrénées, le ciel sera plus chargé.

En Corse, le vent d'ouest soufflera à 90 kilomètres/heure en rafales sur les côtes-ouest.

Les températures minimales avoisineront 4 degrés à 7 degrés sur la moitié nord et 7 degrés à 10 degrés sur la *moitié sud*.

Les températures maximales iront de 9 degrés à 11 degrés au Nord et de 14 degrés à 18 degrés au Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 13 NOVEMBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 11-11-92

Valeurs extrêmes relevées entre le 10-11-1992 à 18 heures TUC et le 11-11-1992 à 6 heures TUC

Ville	Max	Min	Temps
FRANCE			
AJACCIO	20	12	N
BIARRITZ	16	9	C
BORDEAUX	16	12	C
BOURGES	14	10	C
BREST	12	10	N
CAEN	12	8	P
CHERBOURG	12	8	P
CLERMONT-FER	15	11	C
DIJON	13	9	P
GRENOBLE	11	4	C
LILLE	10	7	P
LIMOGES	12	10	C
LYON	11	8	P
MARSEILLE	15	7	N
NANCY	13	8	P
NANTES	15	10	P
NICE	17	10	D
PARIS-MONTS	11	8	P
PAU	13	7	C
PERPIGNAN	19	8	D
POINTE-A-PITRE	31	20	N
RENNES	14	9	P
ST-ETIENNE	15	8	C
STRASBOURG	12	8	P
TOULOUSE	14	9	C
TOURS	14	9	C
ÉTRANGER			
ALGER	23	15	B
AMSTERDAM	11	4	P
ATHÈNES	16	8	D
BANGKOK	27	19	D
BARCELONE	18	10	D
BELGRADE	11	3	P
BERLIN	9	5	P
BRUXELLES	11	7	P
LE CAIRE	24	16	D
COPENHAGUE	9	5	C
DAKAR	29	20	D
DELHI	29	11	D
GENEVE	14	7	P
HONGKONG	23	18	N
ISTANBUL	10	3	D
JÉRUSALEM	18	7	C
LISBONNE	18	12	N
LONDRES	11	7	C
LOS ANGELES	23	14	D
LUXEMBOURG	10	4	P
MADRID	18	5	B
MARRAKECH	23	10	D
MEXICO	19	11	D
MILAN	12	0	B
MONTRÉAL	1	-6	P
MOSCOU	-4	-8	D
NAIROBI	26	13	N
NEW-YORK	8	2	N
OSLO	–	–	–
PALMA-DE-MAJ	21	10	B
PÉKIN	10	-1	D
RIO-DE-JANEIRO	26	20	N
ROME	20	18	N
SEVILLE	23	9	O
SINGAPOUR	31	23	P
STOCKHOLM	6	4	D
SYDNEY	22	12	N
TOKYO	22	11	D
TUNIS	25	14	D
VARSOVIE	4	1	P
VENISE	12	7	B
VIENNE	7	2	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Au royaume de l'insoutenable

VUE *par la télé*, qu'est ce que la planète? Une vaste jungle *poudreuse et indistincte* où l'on manifeste, guerroie, agonise. L'Afrique? Sida, famines, chaos. L'*Europe de l'Est*? Chaos, maffia, réfugiés, sida. L'Asie? Guérillas, prostitution enfantine, sida. L'*Amérique du Sud*? Pablo Escobar, Sentier lumineux, et certainement sida aussi, on a dû manquer les reportages. Est-ce plus attirant aux Etats-Unis? Non : sida, avortement, nouveaux pauvres, ghettos, on l'a bien vu lors de la campagne électorale. Parfois, les jours de trêve, des présidents descendent en souriant des passerelles d'avion, haranguent des hémicycles, signent des traités. Trente secondes au 20 heures, et aussitôt oublié. On repasse aux choses sérieuses : la cohabitation, la *Haute Cour*, le tennis, le foot.

Hors les éternels « points chauds » donc, que nous montre la télévision de la vie des gens? Que savons-nous des images qui escortent *leur quotidien? De la couleur* de leurs rues, des chansons de leurs écoliers, du parfum de leurs *marchés*, des films qui les font vibrer, des œuvres qui les émeuvent, *des scandales qui les indignent*? Pourquoi notre télé, toutes chaînes confondues, nous *condamne-t-elle* à ce provincialisme?

Ce petit coup de colère simplement parce *que*, le week-end dernier, on est tombé par hasard sur le dernier numéro de « Géopolis », *la nouvelle émission de Claude* Sérillon sur France 2. Il était consacré à la démocratisation au Congo. *Evidemment, personne ne l'a vu*. « Géopolis » est soigneusement dissimulé dans un recoin inaccessible de la grille (le samedi à 13 h 25). Pour aller y jeter un œil, il faut vraiment en avoir envie. *Et*, à première vue, qui a envie de s'intéresser à la démocratisation au *Congo un samedi à l'heure du* café?

Circonstance aggravante, il n'y était question *ni* de *sida ni* de famine et les scènes n'étaient pas spécialement insoutenables. Pour*tant on y était, on vivait avec les* députés, avec la rue, les convulsions de la transition démocratique, *on tendait l'oreille, avec le peuple*, à ces savants débats retransmis par haut-parleurs sur toutes les places de la ville. Et on se sentait comme reposé.

Ce n'était pas par leur horreur *que ces images avaient gagné le* droit de cheminer jusqu'à nous, elles ne recherchaient pas notre *dégoût ou notre révolte*, elles n'opéraient pas de fric-frac sur notre émotion. *Elles* nous montraient tout simplement des espoirs, des obstacles, des incertitudes. *Pourquoi ne pas nous répéter plus souvent que la planète* n'est pas, tous les jours, le *royaume de l'insoutenable?*

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. **Signification des symboles :** ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 11 novembre

TF 1

- **20.50** Variétés : *Sacrée soirée.* Emission présentée par Jean-Pierre Foucault.
- **22.40** *Côté enfants.*
- **22.45** Magazine : Ex libris. Présenté par Patrick Poivre d'Arvor. Mitterrand, et après? Invités : nos collaborateurs Edwy Plenel *(la Part d'ombre)* et Jean-Marie Colombani *(la France sans Mitterrand)* ; Philippe Alexandre *(Mon livre de cuisine politique)* ; Stéphane Denis *(l'Amoraliste)* ; Frédéric Dard *(les Soupers du prince)* ; Roger Peyrefitte *(Voltaire et Frédéric II)*.
- **23.55** Journal, Météo et Bourse.
- **0.05** Série : Mésaventures.

FRANCE 2

- **20.50** *Téléfilm* : Pour trois jours de bonheur. De Jacques Otmezguine.
- **22.25** ▶ Première ligne. Les Enfants des prisons, documentaire de Jean-Michel Carré.
- **23.20** Journal, Météo et Visages d'Europe.
- **23.40** Magazine : Le Cercle de minuit. *Présenté par Michel Field.*

FRANCE 3

- **20.45** Magazine : La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Mystère bébé. Invités : Serge Lebovici, psychanalyste ; Daniel Stern, professeur de psychiatrie, auteur de *Journal d'un bébé* ; Philippe Mazet, psychiatre ; Marie-Jo Challamel, pédiatre ; Michèle Meury, pédopsychiatre.
- **22.25** Journal et Météo.
- **22.50** Documentaire : Retour à Tambov. *De Georges Drion et Françoise Erb.*
- **23.45** Série : Les Incorruptibles.

CANAL PLUS

- **21.00** Cinéma : Echec et mort. □ Film américain de Bruce Malmuth (1989).
- **22.30** Flash d'informations.
- **22.40** Cinéma : 48 heures de plus. ■ Film américain de Walter Hill (1990) (v.o.).
- **0.10** Le Journal du hard. *Présenté par Philippe Vandel.*
- **0.15** Cinéma : Barbara. Film français, classé X, de John Love (1990).

ARTE

- **20.40** *Documentaire* : The Little Drummerboy. De Horant H. Hohlfeld et Hary Kraut.
- **22.05** *Documentaire* : Le Père adoptif de « Lulu ». De *Lothar Spree*.
- **23.10** Documentaire : Suzanne Linke. De Charles Pick.
- **0.10** *Documentaire* : La Boîte de Pandora. De Roland Portiche.

M 6

- **20.45** Téléfilm : L'Etrange Rançon. De George Mihalka.
- **22.35** Téléfilm : *Les Clandestines.* De Robert Collins.
- **0.15** Magazine : Vénus.

FRANCE-CULTURE

- **20.30** *Antipodes. Le français en Afrique noire et* au Maghreb : état de crise? Avec Catherine Tasca, Eric Orsena, Rachid Mimouni, Sophie Bessis, Kazadi N'Tole.
- **21.30** Correspondances. *Des nouvelles de* la Belgique, *du* Canada et de la Suisse.
- **22.00** Communauté des radios publiques de langue française. Déconstruction de *l'Œuvre au noir* de Marguerite Yourcenar (2).
- **22.40** Les Nuits magnétiques. Ma vie, c'est un roman... (2).
- **0.05** *Du jour au lendemain.* Avec Patrick Mauriès (le Méchant Comte ; *Roland Barthes*).
- **0.50** Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- **20.30** Concert (donné le 5 juillet à Berlin) : Motet BWV 230, de Bach ; Lamentations du prophète Jérémie op. 91, de Krenek ; Stabat mater pour chœur mixte et orgue, de Scarlatti, par la Rias Kammerchor.
- **22.00** *Concert (donné le 10 juin au Centre Pompidou)* : Instabile, de Verin ; Erleben, de Tanguy ; *Octuor* op. 35, *Kengir, de Mache*, par l'Ensemble de l'Itinéraire, dir. Dominique My ; Françoise Kubler, soprano.
- **23.09** Ainsi la nuit. Quatuor pour hautbois et cordes en fa majeur K 370, de Mozart ; Trio *pour piano, violon* et violoncelle nº 4 en mi mineur op. 90, de Dvorak ; Sonate pour vio*lon et piano nº 1 en fa mineur op.* 80, de Prokofiev.
- **0.33** L'Heure bleue.

Jeudi 12 novembre

TF 1

- **15.25** Série : Hawaii, police d'Etat.
- **16.10** Club Dorothée.
- **17.25** Jeu : *Une famille en or.*
- **17.55** Série : Hélène et les garçons.
- **18.20** Côté enfants.
- **18.25** *Feuilleton : Santa Barbara.*
- **18.55** Magazine : Coucou, c'est nous ! *Présenté par Christophe Dechavanne.* Invité : Jean Piat.
- **19.50** Divertissement : Le Bébête Show (et à 23.25).
- **20.00** Journal, Tiercé et Météo.

- **20.45** Téléfilm : Honorin et la Loreleï. De Jean Chapot.
- **22.25** Documentaire : Prostitution. *De Mireille Dumas. 1. Travestir.*
- **23.30** Journal, Météo et Bourse.
- **23.40** Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
- **0.35** Série : Intrigues.

FRANCE 2

- **15.30** Variétés : La Chance aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevran. En *avant la musique.*
- **16.20** Jeu : Des chiffres et des lettres.
- **16.45** *Feuilleton* : Beaumanoir.
- **17.15** Magazine : Giga.
- **18.25** Le Jeu !
- **19.20** Jeu : *Que le meilleur gagne* plus.
- **20.00** Journal, Journal des courses et Météo.
- **20.45** Magazine : Envoyé spécial. De Paul Nahon et Bernard Benyamin. La Guerre des lâches ; Sages-femmes ; Le Grand Combat d'Ahmedabad.
- **22.00** *Téléfilm* : *Le Sang du pavot.* Film d'Alastair Reid (1re partie).
- **23.50** *Journal, Météo et Visages d'Europe.*
- **0.10** Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

- **14.55** Questions au gouvernement, en direct de l'Assemblée nationale.
- **17.00** Magazine : Zapper n'est pas jouer.
- **17.55** Magazine : Une pêche d'enfer.
- **18.25** *Jeu* : Questions pour un champion.
- **18.55** Un livre, un jour. *Sologne gourmande*, de Marie-Christine et Didier Clément.
- **19.00** Le 19-20 *de l'information.* De 19.09 à 19.30, le journal de la région.
- **20.05** Jeu : Hugodélire (et à *20.40*).
- **20.15** Divertissement : La Classe.
- **20.45** La Dernière Séance.
- **20.55** ▶ 1er film : Le Shérif. ■ Film américain de Robert D. Webb (1956).
- **22.25** *Dessins animés.* Hound Hounters ; Red Hot Rangers.
- **22.55** Journal et Météo.
- **23.25** 2e film : Une fille très avertie. ■■ Film américain de Charles Walters (1959) (vo).

CANAL PLUS

- **16.00** Cinéma : La Valse des pigeons. ■■ *Film français de* Michaël Perrotta (1991).
- **17.30** Le Journal du cinéma.
- **18.00** Canaille peluche. Beetle Juice.

En clair jusqu'à 20.35

- **18.30** Ça cartoon.
- **18.50** Le Top. Présenté par Yvan Le Bolloc'h.
- **19.20** Magazine : *Nulle part ailleurs.* Présenté par Philippe Gildas et Antoine de *Caunes*. Invités : *Gérard Jugnot et Suzanne* Flon.
- **20.30** Le Journal du cinéma.
- **20.35** *Cinéma* : Jusqu'au bout du monde. ■ *Film franco-germano-australien de* Wim Wenders (1991).
- **23.20** Flash d'informations.
- **23.30** Cinéma : Les Clés du paradis. □ *Film français de Philippe de Broca (1991).*
- **1.05** Cinéma : Les Branches de l'arbre. ■■ Film franco-indien de Satyajit Ray (1990) (vo).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

- **17.00** Théâtre : Zarzuela, *historia de un patio.* De Jean-Claude Lubtchansky, mise en *scène d'Alain Maratrat. D'après Ricardo* de La Vega. Adaptation de Jean-Claude Car*rière, avec Xavier Legasa, Emiliano Suarez*, Aristide Legrand (rediff.).
- **19.00** Documentaire : Ouvrières à la chaîne. De Torgny Schunisson et Jean Hermanson.
- **19.55** Série : Monty Python's Flying Circus.
- **20.30** *8 1/2 Journal.*
- **20.40** Soirée thématique : Jérusalem, ville sainte, ville cruelle. *Soirée conçue et présentée par Karin Alles.*
- **20.41** Documentaire : L'Attente éperdue du Messie. La quête de Jérusalem. De Karin Alles.
- **21.55** Documentaire : *Les Chrétiens dans* la *Ville sainte.* De Karin Alles.
- **23.05** Documentaire : La Force des mots. Des écrivains s'engagent pour une nouvelle Jérusalem. De Karin Alles (85 min).

M 6

- **14.45** Magazine : Destination musique.
- **17.00** Jeu : Zygopolis.
- **17.30** Série : Campus Show.
- **18.00** Série : Equalizer.
- **19.00** Série : Les Routes du paradis.
- **19.54** *Six minutes d'informations*, Météo.
- **20.00** Série : Madame est servie.
- **20.35** Météo 6.
- **20.45** *Cinéma* : Le Cavaleur. ■■ *Film français de Philippe de Broca (1978).*
- **22.40** Téléfilm : Meurtres au « Crépuscule ». De Michael Tuckner.

FRANCE-CULTURE

- **20.30** André Frédérique ou l'Art de la fugue (2).
- **21.30** Profils perdus. Etienne Decroux (2).
- **22.40** Les Nuits magnétiques. Ma vie, c'est un roman... (3).
- **0.05** Du jour au lendemain. Avec Daniel Elouard (Voyage au bout du tourisme).
- **0.50** *Musique : Coda.*

FRANCE-MUSIQUE

- **20.30** Concert (donné le 18 mai à Toulouse) : *Prélude et fugue pour orgue en fa mineur* BWV 534, Orgelbuchlein, les six derniers *chorals, de Bach ; Partita pour orgue, de* Boehm ; Cantate BWV 82, Partita BWV *768, Ricercare à six voix, de Bach*, par l'Ensemble Domaines Baroques, dir. Georges *Guillard ; Michael Radulescu, orgue ; Moni*que Zanetti, sorpano ; M. D'Yvoire, flûte traversière.
- **23.09** Ainsi la nuit. Sonate pour violon et piano nº 40 en si bémol majeur K 454, de Mozart ; Quatuor à cordes nº 61 en fa mineur op. 55, de Haydn ; Trio pour piano, violon et cor en mi bémol majeur op. 40, de Brahms.
- **0.33** L'Heure bleue. Jazz s'il vous plaît, par André Clergeat.

Le Monde

Selon une série d'accords qui devraient être conclus avant la fin de l'année

La France aidera la Russie à détruire ses armes nucléaires

La France aidera la Russie à démanteler ses armes nucléaires aux termes d'un accord de principe qui interviendra, jeudi 12 novembre à Paris, entre les deux pays. C'est l'aboutissement de plus d'une année de discussions conduites par une mission française, à Moscou et à Paris, autour de M. Gérard Renon, ancien administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), ancien secrétaire d'Etat à la défense et, aujourd'hui, PDG du groupe aéronautique SNECMA, et de M. Roger Baleras, directeur des applications militaires du CEA. Cette coopération se traduira par la signature, avant la fin de l'année, d'un accord-cadre et de plusieurs protocoles particuliers, moyennant un engagement budgétaire de la France de quelques centaines de millions de francs sur trois à quatre ans. Au ministère de la *défense, on se refuse à préciser* davantage le montant global de l'opération.

Selon des évaluations propres à Moscou et acceptées de ses partenaires occidentaux, la Russie aligne environ 35 000 armes nucléaires, qui vont de l'obus aux missiles en passant par des mines et des grenades sous-marines. Les *accords de désarmement censés* limiter les arsenaux aux Etats-Unis et dans l'ex-Union soviétique devraient laisser à terme à la Russie quelque *3 000* têtes.

Ce qui signifie que les Russes doivent éliminer de l'ordre de *90 % de leur panoplie, c'est-à-dire* transférer leurs charges sur dix sites identifiés (des villes interdites jusque-là, où plus d'un million de travailleurs se consacraient à la recherche et à la production nucléaire), les y stocker en sécurité avant de les démanteler. Le démantèlement est une opération *délicate, longue, chère et lourde*, qui se distingue du simple démontage de l'explosif nucléaire sur sa munition porteuse, et il consiste, *en laboratoire dit «chaud»*, à transformer l'arme en lingots piégeant les ingrédients (métaux précieux et matières fissiles) qui la *composent*.

Deux mille têtes par an

De leur propre aveu, les Russes, compte tenu de leur technologie, *se disent capables, sans aide extérieure*, de détruire quelque 2 000 têtes par an. A un tel rythme, ils en ont pour une quin*zaine d'années, et ils préservent* les «recettes» de fabrication de leurs armes, qui sont couvertes par le secret-défense.

En faisant appel à des conseils occidentaux, dès lors qu'il s'agit d'une opération produisant des déchets et des matières à hauts risques, à commencer par le plutonium qui est récupéré, la Russie peut escompter accélérer le démantèlement de son arsenal, tout en restant maîtresse des mécanismes mis en jeu. C'est pourquoi elle s'est adressée aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et à la France à l'occasion d'accords parallèles et complémentaires.

Avec les Américains et les Britanniques, l'accord, qui engage respectivement 400 millions de dollars et 30 millions de livres, porte sur une assistance aux Russes en matière de transport (la livraison de véhicules conteneurs et de systèmes ferroviaires) et de stockage (selon des règles de sécurité contraignantes et inhabituelles pour Moscou).

Avec les Français, l'accord va *plus loin puisqu'il a trait aussi au* démantèlement proprement dit des armes en cause. Outre une aide dans les domaines du transport et du stockage, il est prévu que la France fournisse aux Russes des matériels radiologiques (pour qu'ils puissent continuer à intervenir dans le processus, *même en cas d'incident)* et des machines-outils de destruction (découpage fin des armes qui sont scellées et fraisage numérique) qui *ne tombent pas sous le coup* des interdictions décrétées par le COCOM (ce comité occidental de contrôle du transfert des technolo*gies jugées sensibles).*

La France mettra au point et fabriquera chez elle les équipements dont la Russie a besoin. Ce volet de la coopération entre les deux pays nécessite, pour les trois à quatre ans à venir, une dépense totale de quelques centaines de millions de francs (30 millions de francs dès 1992), qui proviendront de différentes administrations françaises.

Ultérieurement, les Français pourront être amenés à prodiguer leurs conseils aux Russes sur la *destinée de leurs lingots de plutonium*. Deux voies sont ouvertes : ou les stocker avec toutes les sauvegardes possibles, ou bien les faire brûler dans des super-réacteurs nucléaires aptes au «crackage» du plutonium. Il s'agit là d'une discussion qui a commencé entre la France et la Russie *pour lancer de premières études* sur le sujet et qui, par ses aspects aussi bien scientifique et techniques qu'économiques, conduit à *jeter les bases d'une politique* de non-prolifération nucléaire.

Négociations commerciales

Ces accords de coopération en matière de démantèlement des armes nucléaires ne sont pas les seuls que la France cherche à concrétiser avec des Républiques de l'ancienne Union soviétique.

En aéronautique, par exemple, le groupe Aérospatiale mène des conversations avec Tupolev et *Iliouchine sur un avion commer*cial de 800 places et avec Antonov sur un avion de transport militaire où seraient montés des réacteurs de la SNECMA. La société Yakolev *étudie la possibilité* d'assembler des appareils de liaison régionale ATR-42 ou 72. Le groupe *franco-allemand Eurocopter envi*sage le développement d'un hélicoptère léger (de 2,5 tonnes de *masse*) avec *Kamov et la commer*cialisation à l'Ouest de l'hélicoptère Mi-38, produit par MIL. Dans l'espace, il pourrait être question, pour Ariane-V, de monter des «boosters» russes d'Energia ou d'Ioujnoïe.

Enfin, la délégation générale pour l'armement a débloqué un crédit de 50 millions de francs pour accueillir des chercheurs de l'ex-URSS dans soixante-dix laboratoires publics et privés en France.

JACQUES ISNARD

A l'Arc de Triomphe

M. Mitterrand a présidé les cérémonies du 11 novembre

M. François Mitterrand a présidé, mercredi 11 novembre, les cérémonies commémoratives de l'armistice *de 1918 à l'Arc de Triomphe*, à Paris. Accueilli par M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, et M. Pierre Joxe, ministre de la défense, le président de la *République* a assisté à une prise d'armes après avoir ranimé la flamme et déposé une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu. M. Mitterrand a également procédé à une remise de décorations à des anciens combattants de la grande guerre. La cérémonie a été marquée par un hommage particulier rendu aux anciens combattants d'outre-mer *« venus au secours de la mère patrie »*.

A l'Elysée, on n'était pas en mesure, mercredi en fin de matinée, d'indiquer si le dépôt de gerbe officiel sur la tombe du maréchal Pétain, à l'île d'Yeu (Vendée), traditionnel depuis 1987, aurait effectivement lieu. Le comité « Vel' d'Hiv 42 » a dénoncé dans un communiqué ce *« geste honteux »*.

Révélations au procès de l'« Irakgate »

Londres aurait encouragé la livraison d'armements à Bagdad

Plusieurs ministres ont vainement *tenté d'empêcher* la divulgation de documents confidentiels – et accablants – montrant que le gouvernement britannique était au courant, et avait même encouragé la livraison au régime de M. Saddam Hussein de machines-outils servant à la fabrication d'armements. Ces révélations ont été faites lors du procès impliquant les dirigeants de la société Matrix Churchill, qui s'est livrée à de telles exportations. Devant l'émotion provoquée par cette affaire, le premier ministre, M. John Major, a annoncé, mardi *10 novembre, l'ouverture d'une* enquête judiciaire indépendante.

LONDRES

de notre correspondant

Rarement un procès se terminant aussi abruptement, par l'abandon des poursuites et l'acquittement des accusés, aura été aussi fertile en révélations dévastatrices. Dès l'annonce, lundi, de la décision de mettre fin à l'action en justice contre les dirigeants de Matrix Churchill, le gouvernement de M. Major a été soumis à de fortes pressions émanant à la fois de la presse et de l'opposition. Cette dernière demandait l'ouverture d'une enquête judiciaire pour déterminer le degré de «complicité» de plusieurs ministres dans ce qui apparaît comme une tentative pour étouffer l'affaire de la vente d'armements à Bagdad. Mardi, devant la Chambre des *communes, où cette nouvelle* controverse a dominé les débats, le premier ministre a annoncé l'ouverture d'une telle enquête.

M. Paul Henderson, directeur de Matrix Churchill, ainsi que deux de ses adjoints, MM. Trevor Abraham et Peter Allen, sont donc, si l'on peut dire, lavés de tout soupçon, dans la mesure où les charges retenues contre eux (l'exportation illégale de matériels «sensibles») pourraient l'être aussi bien contre plusieurs anciens membres du gouvernement de Mme Thatcher, alors premier ministre. C'est en tout cas ce qui résulte de la déposition – déterminante – de M. Allan Clark, ancien secrétaire d'Etat à la défense. A partir de 1988, et avec l'approbation et les encouragements des plus hauts responsables de l'État, la société a exporté vers l'Irak des machines-outils pouvant servir à la fabrication d'armements (notamment des détonateurs d'obus de 80, 122 et 155 mm), y compris dans le domaine nucléaire, et ce jusqu'à fin juillet 1990, soit quelques jours avant l'invasion du Koweït.

Toute cette affaire doit être replacée dans le lointain contexte de l'embargo sur le matériel de guerre décrété en 1984 par les Nations unies à l'encontre de l'Iran et de l'Irak, alors en conflit. Cette mesure est restée officiellement applicable avant et après la guerre du Golfe, bien que le gouvernement britannique ait décidé, secrètement, d'accorder davantage de *«flexibilité»* au régime de Bagdad. En 1988, l'Irak est devenu le troisième client de l'industrie britannique de machines-outils, une douzaine de sociétés exportant leur production vers ce pays.

Des notes accablantes

En octobre 1990, lorsque les services des douanes effectuent une «descente» dans les locaux de Matrix Churchill, la direction de l'entreprise commence par prétendre que les matériels exportés vers l'Irak sont destinés à un usage civil. L'explication ne tiendra pas longtemps. D'autant que la vérité transpirera au cours de l'enquête : M. Henderson (aujourd'hui au chômage, Matrix Churchill ayant été placée sous administration judiciaire en juillet 1992), est, depuis 1973, un agent du service de contre-espionnage MI6.

A ce titre, il a effectué de très nombreux voyages – et de dangereuses missions – dans les pays de l'Est, avant de se concentrer, sous la houlette de ses officiers traitants, sur les activités de Matrix Churchill. Le témoignage de M. Clark ainsi que ceux de hauts fonctionnaires et de plusieurs agents – dont l'anonymat a été préservé par des écrans opaques – de MI6 et de MI5, le service de renseignement «intérieur» n'ont laissé aucun doute : l'activité de Matrix Churchill était parfaitement connue du gouvernement, comme en témoignent de nombreuses notes interministérielles.

En tout, cinq cents documents «classifiés» accablants, dont le juge Brian Smedley a exigé la publication, en dépit des efforts déployés par quatre ministres, MM. Michael Heseltine (commerce et industrie), Malcom Rifkind (défense), Kenneth Clarke (intérieur) et Tristan Garel-Jones (affaires européennes). Chacun d'eux, à un moment ou à un autre de l'enquête, a signé des certificats d' *« immunité dans l'intérêt public »*, afin d'empêcher que ces documents émanant de leurs administrations respectives – ou du moins de celles de leurs prédécesseurs – puissent être utilisés lors du procès.

A leur lecture, on comprend pourquoi : ainsi, cette note *«confidentielle»* de janvier 1988, signée par un haut fonctionnaire du Foreign Office, qui souligne : *«Les licences ne doivent pas pour le moment être annulées (...) mais s'il est porté à la connaissance du public que ces machines doivent servir à fabriquer des munitions, les livraisons devront immédiatement être interrompues. Les sociétés doivent être prévenues de ce* «couperet» *et encouragées à produire et exporter* [leur production] *aussi vite que possible.»*

L'utilisation réelle de ces matériels ne fait alors aucun doute, comme en atteste une note de février 1989 émanant du secrétaire particulier de M. William Waldergrave, à l'époque secrétaire d'État aux affaires étrangères (aujourd'hui chancelier du duché de Lancaster) : les équipements de Matrix Churchill, est-il précisé, *«ont de légitimes utilisations civiles, mais [illegible] être employés dans la fabrication de munitions, ou même pour l'enrichissement d'uranium»*. D'autres notes semblent également indiquer que cette affaire a été portée à l'époque à la connaissance de Mme Thatcher et de son secrétaire particulier, Sir Charles Powell.

En juin 1990, un haut fonctionnaire du ministère du commerce et de l'industrie écrit à son ministre de tutelle (à l'époque M. Nicholas Ridley), que les conséquences de l'action engagée par les douanes vont *«accroître les problèmes causés par le* «supergun» (1)». *«Pour le ministère*, ajoute-t-il, *ce «calendrier» est extrêmement embarrassant, étant donné la correspondance récente entre nous, le ministère de la défense et le Foreign Office.»*

Le gouvernement n'a pas apporté de démenti à ces révélations que M. Major a paru implicitement confirmer, en assurant que la commission d'enquête *«indépendante»* dirigée par lord Justice Scott aura accès sans restriction aux documents officiels. Le juge pourra notamment entendre les membres du gouvernement. En acceptant *si rapidement une* enquête qui demandera plusieurs mois de travaux, M. Major a probablement gagné un répit dans une affaire dont la gravité menace d'ébranler un peu plus l'autorité de son gouvernement.

LAURENT ZECCHINI

(1) L'affaire du «super-canon» irakien a été divulguée en avril 1990. Elle concerne la saisie, par les douanes britanniques, de matériaux devant servir à la fabrication de ce canon, et aussi le complot visant à assassiner son inventeur (*le Monde* du 18 janvier 1992).

Inquiet des ventes de technologies à l'Iran

Washington demande à ses alliés davantage de contrôles

Dans un appel direct, le premier du genre, les Etats-Unis ont demandé, mardi 10 novembre, la coopération de leurs alliés *«dans l'harmonisation des contrôles des exportations vers l'Iran»*. *«Toute vente qui permettrait à Téhéran d'accroître ses capacités militaires, notamment dans le domaine des armes non conventionnelles, est une source de grande inquiétude»*, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher.

Le même jour, le président Bush a prorogé pour six mois le statut d'«urgence nationale» décrété en 1979 par les Etats-Unis contre l'Iran. Dans une lettre au Congrès, M. Bush a notamment indiqué que cette décision, qui l'autorise à prendre les mesures qu'il juge nécessaires envers Téhéran, permet notamment de combattre le terrorisme que l'Iran est accusé de soutenir. – *(AFP.)*

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Arts-Spectacles» folioté 19 à 28

Le numéro du « Monde » daté 11 novembre 1992 a été tiré à 483 142 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » : la IVe République

Georgette Elgey poursuit son *Histoire de la IVe République* – commencée en 1965 – avec le premier tome de *la République des tourmentes (1954-1959)*. François Bedarida analyse cet ouvrage tandis que l'auteur explique sa démarche dans un entretien avec Jean-Marie Colombani.
Hector Bianciotti raconte Gabriele d'Annunzio, l' *«animal le plus bizarre de la littérature italienne»*, à l'occasion de la sortie de sa *biographie par Paolo Alatri. Michel Braudeau rend* compte de la traduction française d'un roman de Shiva Naipaul.

Pour préparer ses 73 000 agents à de nouvelles tâches

La CNAM lance son plan de modernisation sociale

Les quelque cinq cents directeurs de caisses *primaires*, médecins conseils et chargés de ressources humaines de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) devaient se réunir, les jeudi 12 et vendredi 13 novembre au Cap d'Agde (Hérault), pour assister à la présentation du *plan* de *modernisation* sociale de la CNAM.

Décidé en mai 1991 à la suite des *conflits* qui avaient révélé, à l'automne 1990, un profond malaise dans les caisses, ce plan vise à préparer les quelque 73 000 agents de la Caisse à accomplir de nouvelles missions liées à l'engagement de la CNAM dans la maîtrise des dépenses de santé. La réunion du Cap d'Agde vise à inciter les responsables des quelque 170 centres autonomes de la Caisse à mettre en œuvre cette nouvelle gestion des personnels, déjà expérimentée depuis un an dans 23 sites.

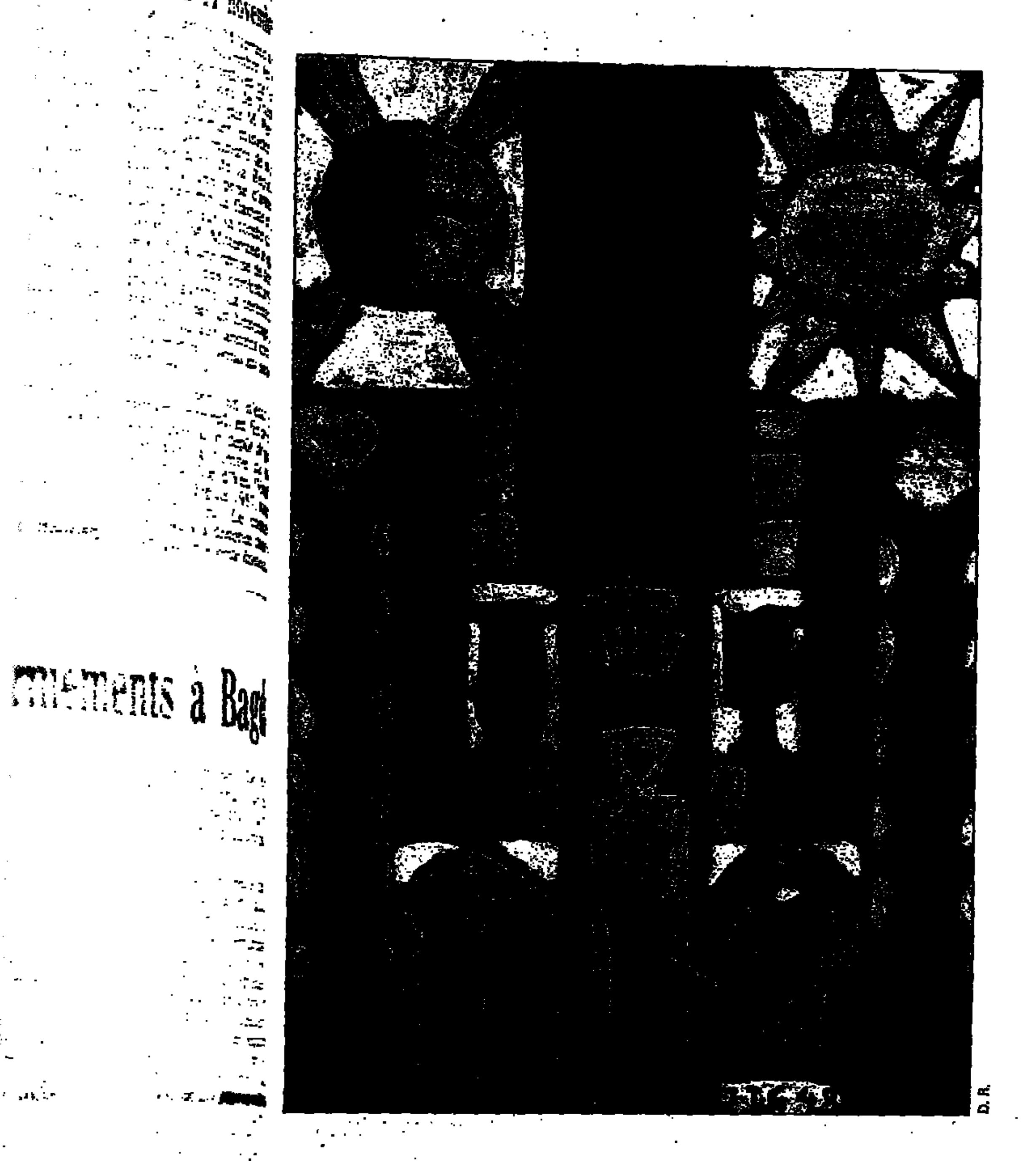
Selon ce plan, les effectifs transférés sur l'étude de l'évolution des dépenses de santé devraient augmenter en fonction des gains de productivité réalisés par le développement de l'informatisation du système de remboursement des prestations. Compte tenu de l'accroissement de la charge de travail et de ce transfert progressif des personnels, *«il n'existe donc pas*, affirme-t-on à la CNAM, *de menace sur l'emploi à moyen terme pour les métiers de la production»*, qui emploient aujourd'hui 55 % du personnel.

Ce plan repose sur une adaptation particulièrement importante des compétences et du rôle dévolu à trois catégories de personnel : les agents de direction, dont 64 % doivent partir *en retraite* dans les quinze ans à venir, les informaticiens et les techniciens chargés de la gestion des prestations.

V. D.

□ **Protestations contre les violences infligées à des journalistes à la fête du Front national.** – Pour protester contre les violences dont des journalistes ont été l'objet *dimanche* à la fête du Front national, les élus socialistes, communistes et écologistes du conseil régional d'Ile-de-France ont quitté l'hémicycle, mardi 10 novembre, lors de la présentation par M. Christian Sautter du *nouveau schéma directeur* d'aménagement. Le groupe PS avait invité *«les républicains et les démocrates»* à sortir quelques instants de la salle afin d'exprimer leur réprobation de *«ces actes indignes»*.

ARTS • SPECTACLES



D.R.



PATRICK CHARLES

Ci-contre, Torres-Garcia : « Constructivo », 1948 (projet pour vitrail).
Ci-dessous, Antonio Segui : « Paris Journal 46 », 1992.

L'AMÉRIQUE LATINE

au Centre Georges-Pompidou

LE CONTINENT PERDU

Avant le Museum Ludwig à Cologne et le Museum of Modern Art à New-York, le Centre Georges-Pompidou présente, jusqu'au 11 janvier, une exposition sobrement dénommée « Art d'Amérique latine, 1911-1968 ». Fort bien. Mais existe-t-il un « art d'Amérique latine »? La question n'est ni de pure forme ni de simple malice. Imagine-t-on à Buenos-Aires ou à Santiago une exposition consacrée à l'art européen des origines à nos jours? Ce serait à tout coup un beau désordre et la source de toutes sortes de malentendus et de simplifications. C'est cependant ce principe qui a été retenu, le rêve d'une synthèse, bien que les règles de la géographie ne s'appliquent pas sans mal à l'histoire de l'art, et plus mal encore à l'histoire de l'art moderne, toute de rencontres, de croisements et de métissages.

L'AMÉRIQUE LATINE, donc. Toute l'Amérique centrale et latine, du Rio Grande à la Terre de Feu. Ce qui donne, en chiffres, 482 œuvres de 84 artistes représentant douze pays et un peu plus d'un demi-siècle de peinture et de sculpture. Au commencement, les gravures de Posada, qui mourut en 1913. A la fin, les toiles de Segui et de Gamarra, qui approchent de la soixantaine. Quelle unité là-dedans, quelle « latino-américanité » frappante ? Aucune. Un regard à demi historique, à demi ethnographique a été porté sur des artistes profondément différents. Leurs parentés, leurs héritages, leurs contemporains, il conviendrait de les chercher dans le monde entier. Tarsila Do Amaral a reçu l'enseignement de Fernand Léger. Frida Kahlo a dû sa première exposition personnelle à André Breton, qui a défendu Lam et Matta. Torres-Garcia a développé son art sur fond de cubisme. Il a vécu à Barcelone et à Paris. Matta vit à Paris, comme Segui, comme Arden Quin, comme Morales.

Autant le dire simplement : l'art dit latino-américain ne se comprend pas hors de ces références, et le premier devoir de l'analyste doit être de le réintégrer à l'intérieur d'une histoire plus vaste, celle du vingtième siècle. Tout autre point de vue, recherche ou revendication d'une spécificité plus ou moins exotique, incite au schématisme. De l'éloge des racines, de l'exaltation de la terre natale, autant faire la salutaire économie.

Exemple, pris à dessein dans ce qui pourrait passer pour une forme « typique » : le muralisme mexicain. Ce mouvement doit à Diego Rivera, José Orozco et David Siqueiros ses réalisations les plus lyriques et monumentales, qui traitent de l'histoire mexicaine, de la conquête espagnole, des révolutions et des mythes. Mais l'éducation artistique de Rivera s'est accomplie pour l'essentiel à Paris, dans le voisinage de Picasso et de Braque. Il a été, aussi brièvement que violemment, cubiste, avant de se vouer à la fresque. Simple point d'histoire? Non. Au plus fort du muralisme, quand il peint, en 1929, l'*Histoire du Mexique, de la Conquête au futur*, au Palais national de Mexico, Rivera associe ses souvenirs d'Uccello à une composition frontale, obtenue par juxtaposition de formes sans profondeur – par collage, en somme. Ainsi parvient-il à une paradoxale synthèse, noces étranges de Hodler et de Juan Gris.

Pour Orozco et pour Siqueiros, le cubisme a moins pesé, et davantage l'agit-prop soviétique, le cinéma d'Eisenstein et de Hollywood et, plus encore, le surréalisme. Orozco use d'un style très gestuel, épique et onirique à la fois, où passe plus d'une fois le fantôme d'André Masson. Siqueiros, après des séjours à Paris et à Barcelone, voyage en URSS, avant de s'établir à Los Angeles en 1932, puis à New-York en 1935. Il y eut du reste pour élève un jeune homme de Cody (Wyoming) nommé Jackson Pollock. Sans doute raffolait-il des professions de foi incendiaires dans le genre de celle-ci : *« Nous proclamons que toute manifestation esthétique étrangère ou contraire au sentiment populaire est bourgeoise et doit disparaître parce qu'elle contribue à pervertir le goût de notre race. »* Mais il eut l'esprit de ne pas asservir son art à ces pétitions de principe.

Autre exemple, non moins éloquent : dans l'entre-deux-guerres, l'abstraction construite se développe en Amérique latine grâce à un artiste admirable, l'un des plus beaux peintres du premier demi-siècle, Joachim Torres-Garcia. *« Typiquement américaine »*, a-t-on prétendu de son œuvre. Typiquement post-cubiste plutôt, variation sur quelques thèmes d'alors : la géométrie, l'archaïsme, la nature morte, le pictogramme. Il entre dans sa genèse autant de Mondrian que de Braque, mais l'une et l'autre influences disparaissent, absorbées dans l'épaisseur d'une peinture un peu grasse, très voluptueuse, très maîtrisée. En 1944, Torres-Garcia publia à Buenos-Aires un livre pour expliquer sa création et ses principes. Il l'intitula *Universalismo constructivo*. Universalisme constructif. On ne saurait indiquer plus clairement combien peu cette esthétique se soucie des frontières et des catégories. Sur ce point au moins, ses héritiers, qu'ils se réclament du groupe Madi, de l'Arte concreto ou du cinétisme, lui ont été fidèles, s'appliquant avec constance à la diffusion internationale de l'abstraction géométrique et algébrique. New-York et Paris ont été, autant que Buenos-Aires et Montevideo, leurs champs de bataille et leurs terres de mission.

Objectera-t-on le cas des surréalistes, qui ne détestaient pas puiser dans les légendes locales, les mythologies autochtones et les arts primitifs? Il faut alors rappeler quelques faits évidents. Frida Kahlo, à laquelle l'exposition consacre bien généreusement une salle entière, est-elle aussi *« purement autodidacte »* qu'on le dit désormais? Il lui aurait fallu un aveuglement obstiné pour parvenir à ce beau résultat, car elle fut l'épouse de Diego Rivera, qui ne cultivait pas l'amnésie, puis se lia d'amitié à Paris avec Breton et Wolfgang Paalen, lequel Paalen, Viennois d'origine, s'établit à Mexico en 1939 et y fut naturalisé en 1945.

Latino-Américain « typique », Paalen? Autant que deux autres figures du surréalisme mexicain, l'Espagnole Remedios Varo, qui fut l'épouse de Benjamin Péret, et l'Anglaise Leonora Carrington, qui fut la compagne de Max Ernst. Faut-il encore rappeler que Wilfredo Lam, de naturaliste, devint cubiste vers 1938 et surréaliste un peu plus tard, ayant quitté Marseille en 1940 en compagnie de Breton, Masson et Claude Lévi-Strauss? C'est alors qu'il découvre quel parti pictural tirer d'une inspiration tropicale et païenne qu'il avait ignorée jusque-là. Quant à l'œuvre de Roberto Matta, on y relève assurément plus aisément des souvenirs de Tanguy, de Max Ernst et de Gorky que les traces d'une spécificité qu'il aurait reçu en naissant à Santiago-du-Chili.

Des artistes de la génération suivante, celle de Segui et de Botero, autant ne rien dire, puisqu'ils s'expriment ici eux-mêmes sur ce point avec ce qu'il faut d'énergie. Leurs œuvres – et l'on pourrait en dire autant de leurs contemporains, de Gamarra et de Toledo – ne se comprennent qu'à condition de les replacer dans le mouvement international des trois dernières décennies et dans le face-à-face de plus en plus acrimonieux des avant-gardes minimales et des figurations, qu'elles se veuillent politiques, narratives, satiriques ou psychologiques. Il serait aisé de multiplier allusions et parallèles : à ce débat, selon des modes divers, sinon contradictoires, Jean Dubuffet et Philip Guston ont participé, et encore Antonio Saura et Willem De Kooning, Francis Bacon et Jasper Johns. Tels sont les vrais contemporains des « Latino-Américains », ceux dont il faut avoir les toiles présentes à l'esprit pour rétablir la continuité que l'exposition fragmente. Tous appartiennent à la même histoire, celle de l'art moderne, que les mêmes courants ont traversée d'une côte à l'autre, d'un continent à l'autre. *(Lire pages 20 et 21.)*

PHILIPPE DAGEN

MUSIQUE 22 et 28
Saison de quatuors à Paris
L'Inde au Théâtre de la Ville

DISQUES 27
L'intégralité des enregistrements de Rachmaninov

Lire pages 23 à 26 la sélection des rendez-vous de la semaine.

L'AMÉRIQUE LATINE
au Centre Georges-Pompidou



D.R.

Oswald de Andrade, Tarsila do Amaral, Yvette Farkou, Fernand Léger, Constantin Brancusi et x, à Paris vers 1926.



D.R.

Joaquin Torres-Garcia, Paris 1928.



ENTRETIEN
avec Fernando Botero

HYPERBOLES ET PARABOLES

Fernando Botero est l'un des peintres les plus connus d'Amérique latine, mais sans doute l'un des plus contestés. Né en 1932 à Medellin (Colombie), il fut marqué dans sa jeunesse par le réalisme mexicain, puis par la découverte de la Renaissance italienne, qu'il interprète aujourd'hui en réalisant des personnages tirés de la société colombienne et dotés d'un volume imposant. On peut en voir des exemples sculptés sur les Champs-Elysées, à la galerie Imbert et au Salon des indépendants, qui réunit cent peintures sur le thème de la corrida. Ses nombreux détracteurs s'étonnent de voir la Ville de Paris proposer à l'artiste colombien « la plus belle salle d'exposition de la capitale » pour des œuvres jugées clinquantes et secondaires.

« Adolescent, vous avez été renvoyé de l'école pour avoir écrit un texte sur Picasso ?

– Le maccarthysme ne se limitait pas aux Etats-Unis mais débordait largement en Amérique latine. Tout ce qui était taxé de communiste était suspect. J'avais dix-sept ans, et j'étais beaucoup plus à gauche que maintenant. L'article a fait un scandale que je ne compris pas vraiment : j'avais lu les déclarations de Picasso, je les ai reprises, et on m'a jeté hors de l'école. Picasso est certainement le plus grand peintre du vingtième siècle, mais ce n'est pas lui qui m'a obsédé ou qui m'a appris le plus. Piero Della Francesca a été beaucoup plus important pour ma formation.

– Peu de temps après, vous découvrez le Quattrocento ?

– Le Quattrocento m'a beaucoup frappé. Mais aussi Vélasquez et Goya. Ce mélange d'influences – dont je ne me suis jamais caché – est excellent pour la santé intellectuelle d'un peintre, pour sa richesse culturelle.

– Vous vous êtes intéressé aux muralistes mexicains ?

– Ils m'ont bien servi. Qu'ils aient pris la littérature sud-américaine comme thématique m'a conforté dans ce désir d'avoir une culture propre. Mais après, quand j'ai découvert la grande peinture italienne, je les ai perçus comme de grands illustrateurs. Ils racontent une grande histoire, très belle, mais leur langage est pauvre.

– L'Amérique latine est toujours très présente dans vos thèmes.

– C'est un continent qui a encore la possibilité de raconter des choses. Il y a là beaucoup de zones d'ombre qui permettent à l'artiste de broder autour. Et même de mentir. Si j'ai connu toutes ces figures que je montre – putains, petits-bourgeois, membres du gouvernement, – cette vie de province des années 40, j'en ai fait une sorte de synthèse. L'artiste crée une sorte de cliché que tout le monde désire voir, mais qui n'existe pas. J'ai la chance de venir d'un pays qui a encore la possibilité de faire rêver. Et qui me fait rêver moi aussi puisque je ne peux plus y retourner : une fois, ils sont venus chez moi à 6 heures du matin, dix personnes armées. Si j'avais été là... Comme la Colombie me manque beaucoup, je vais au Mexique, au Venezuela : je fais le tour de mon pays sans pouvoir y rentrer.

– On associe volontiers le baroque et l'Amérique latine. D'ailleurs vos femmes paraissent plus proches de Rubens que de Piero Della Francesca.

– Ma peinture est baroque par ses volumes abondants, mais elle est calme, elle ne bouge pas. Son esprit est plutôt classique. Le baroque est centrifuge, le classicisme centripète. Moi j'ai plutôt tendance à centrer et à chercher un certain hiératisme, une certaine tranquillité. L'abondance vient plutôt de l'art précolombien *qui est très rond, très formé, volumétrique.*

– Vous êtes atypique dans le milieu latino-américain de votre époque : les gens de votre génération sont très orientés vers l'abstraction géométrique.

– C'est vrai. L'art latino-américain est très influencé par l'Europe et *les Etats-Unis. Tout le monde évoque* le colonialisme, et le désir d'avoir une culture avec des racines latino-américaines, mais la réalité, c'est que la plupart des artistes connus sont totalement dans la ligne européenne. On ne reconnaît l'Amérique latine ni dans son esprit, ni dans ses couleurs, ni dans ses formes. Nous avons une tradition : des cultures précolombiennes, quelques tableaux coloniaux, des copies d'œuvres occidentales faites par les Indiens. Peu de choses, mais on s'y accroche, parce qu'on les aime, ce sont nos racines. En revanche nous avons peu de *repères réels : un artiste italien a, derrière lui, toute la* Renaissance, les Romains, les Étrusques, un grand banquet où il peut se servir. C'est très difficile d'essayer de faire pousser quelque chose sur un terrain stérile. Il le faut pourtant.

– Comment, dans ces conditions, avez-vous débuté ?

– Il n'y avait aucune tradition culturelle en Colombie. J'ai commencé à m'intéresser à l'art à travers la tauromachie. A treize ans, je suis allé dans une école de matador, à Medellin. Ma passion de la corrida m'a poussé à dessiner des taureaux et des matadors sur mes cahiers... A la base, il y a un désir très suspect aujourd'hui : faire une peinture qui soit belle, ne pas déranger les gens avec mon travail. Matisse avait très bien compris que l'art peut allier la beauté et le plaisir. Braque, Calder ou Miro s'exprimaient avec une élégance et une beauté extraordinaires. A un moment donné, l'art est devenu agressif. Il n'y a pas de divorce entre mon travail et le public. L'artiste doit exprimer des choses que tout le monde veut voir. L'abstraction était une évolution nécessaire. Mais à un moment donné, c'est devenu une sorte de dictature. Si maintenant on peut faire ce qu'on veut, dans les années 50 et 60, c'était dur. Moi, j'ai vécu ça à New-York. J'étais considéré comme un lépreux.

– Votre marchand à New-York était aussi celui de Mark Rothko ?

– A part Bacon, presque tous les artistes défendus par cette galerie étaient des abstraits – Motherwell, Guston, Baziotes...

– Vous aviez des rapports avec eux ?

– J'ai bien connu De Kooning, par hasard : nous avions des petites amies communes. Mais il y avait une différence d'âge (et de succès) importante... Et puis *j'étais latino-américain, et eux, yankees. La communication* était difficile et l'ambiance assez hostile. Ce qui m'arrangeait assez bien, parce que, si j'avais été conquis, comme d'autres, par l'abstraction américaine, j'aurais fait de faux tableaux américains, et on m'aurait oublié aujourd'hui. »

Propos recueillis par
HARRY BELLET

Frida Baranek à l'Hôtel des arts

La culture comme ambassade

Frida Baranek fait partie des seize artistes latino-américains contemporains exposés à l'Hôtel des arts, rue Berryer. Sculpteur, elle est née en 1961, au Brésil, et a figuré aux dernières Biennales de Sao-Paulo et de Venise. L'un de ses travaux de jeunesse était une montgolfière posée à l'envers, la nacelle au-dessus du ballon, nacelle remplacée par un bloc de pierre. Aujourd'hui moins figuratives, ses œuvres, souvent monumentales, jouent toujours autour de cette idée de volumes lourds supportés par des structures légères. Elle réside depuis un an à Paris.

« Au Brésil, l'Ecole des beaux-arts n'est pas très bonne, alors j'ai étudié à l'Ecole d'architecture de Sao-Paulo de dix-sept à vingt-trois ans, *dit Frida Baranek.* Mais dès la seconde année, j'avais une grande envie de faire de la sculpture. Je l'ai étudiée avec des professeurs indépendants. *Je suis ensuite allée à New-York,* pour commencer un mastère. J'y suis restée un an. Mais l'école était très prenante et j'en avais un peu assez des études, je préférais courir les expositions et les musées, tout ce que je n'avais pas la possibilité de voir au Brésil. Comme la vie était difficile, trop chère, je suis rentrée. Et j'ai commencé à travailler sérieusement. J'ai fait des expositions à Rio. Puis j'ai été sélectionnée pour la Biennale de Sao-Paulo, puis à celle de Venise, ce qui m'a permis de participer ensuite à l'exposition Metropolis de Berlin.

– Pourquoi vous être installée en Europe ?

– Le Brésil est très loin de tout. Si j'ai envie de voir un Picasso, ici, je n'ai qu'à aller au musée. Paris est une ville formidable pour ça, même si la vie y est chère, si ma famille est loin. Une chose m'a pourtant surprise, c'est le racisme qu'on y sent. Le Brésil est un pays neuf, formé de gens différents, et le mélange y est une chose naturelle et enrichissante. Mais la tradition culturelle y est encore faible, à part les expressions populaires et l'architecture. Les gens préfèrent un travail plus figuratif. Et puis c'est aujourd'hui un pays très pauvre et la culture n'est pas un domaine *prioritaire. Il y a pourtant là-bas de bons artistes. Des* sculpteurs surtout, le commencement d'une tradition.

– Quel est la part de cette tradition dans votre travail ?

– C'est surtout l'inversion des valeurs, le très lourd supporté par le très léger. Au Brésil, il y a beaucoup d'enfants qui ne vont pas à l'école, qui ont faim... Pour moi, c'est une inversion des choses. Qui n'existe pas dans vos pays. J'ai eu de la chance, des parents à l'aise, une éducation, mais je n'ai jamais oublié la réalité brésilienne. Voyez-vous, je suis ici pour apprendre, mais je crois que j'apporte aussi des choses. L'échange est toujours une bonne chose.

– Vous vous sentez une artiste brésilienne ou une artiste internationale ?

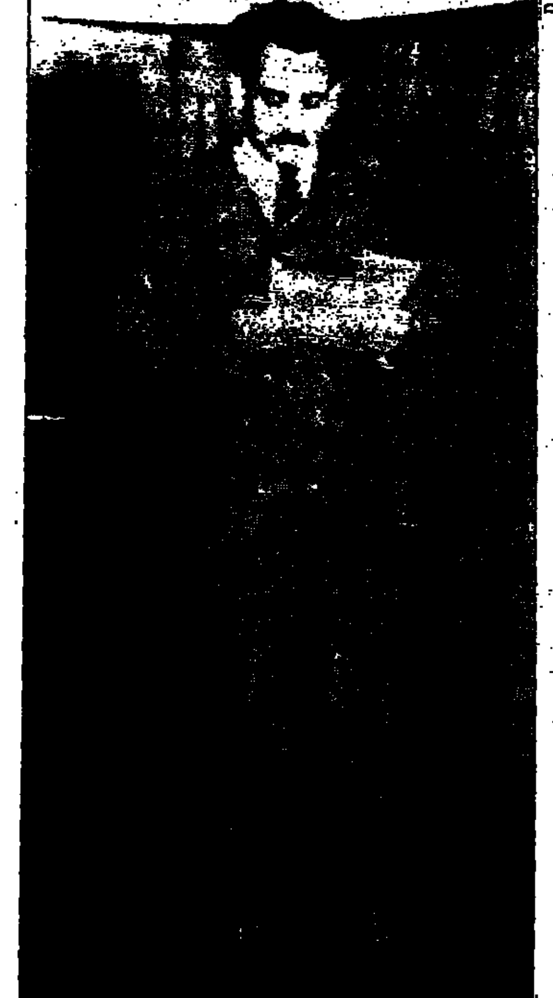
– Moi, je me sens une artiste. Maintenant, on parle beaucoup de frontières, je ne les sens pas. On nous réunit sous l'étiquette « Amériques latines », ça me gêne. C'est sans doute un moyen de grouper des artistes, et peut-être la seule occasion de montrer notre travail.

– Ne craignez-vous pas que les expositions autour des Amériques latines cherchent surtout un effet d'exotisme ?

– Il y a beaucoup de ça. Mais c'est un premier pas. Cela va attirer l'attention sur la culture de nos pays, et peut-être que le reste, la politique et l'économie, suivra. La culture joue un rôle d'ambassade. Quand je suis invitée pour une exposition dans un autre pays, je *représente un peu mon pays.* »

Ha. B.





D.R.

Arden Quin, Buenos-Aires, 1946.





GISÈLE FREUND

Diego Rivera, Mexico 1951.



GISÈLE FREUND

Frida Kahlo avec son médecin, Mexico 1951.

R E N C O N T R E
avec Antonio Segui

UN ARGENTIN A ARCUEIL



CHANTAL WOLFF

Antonio Segui, Paris 1992.

L'un des plus illustres peintres latino-américains vit dans la banlieue parisienne, et s'en trouve fort bien. Là, il fait, neuf mois par an, au milieu d'une serre en forme de musée, de la peinture, figurative. « Par plaisir ». Le reste du temps, il séjourne à Buenos-Aires. Où il lit, beaucoup. Vifs propos d'un exilé qui fut révolutionnaire.

ANTONIO SEGUI vit à Arcueil, au fond d'un jardin qui réussit ce prodige de paraître à la fois vide et touffu. Il habite dans une ancienne serre. La serre, le jardin, et plus encore le grand hôtel particulier lépreux dont ils dépendent sont des monuments historiques. Avant Segui, bien avant lui, ils appartenaient à Raspail, qui y mourut en 1878 après avoir été chimiste, révolutionnaire, biologiste, exilé et député des Bouches-du-Rhône. Segui, lui, est peintre; il a été révolutionnaire et exilé. Il ne semble pas qu'il désire devenir député, ni en Argentine, son pays natal, ni dans le Val-de-Marne, où il vit depuis près de trente ans.

Loger où logea ce grand homme, peindre où il tentait ses expériences et préparait ses élections, l'enchante si fort aime à énumérer les curiosités de la maison, plusieurs caves superposées et mystérieux couloirs souterrains. Cette demeure à souvenirs et à secrets convient à Segui, homme de secrets et de silences. La serre est à son image, pièce très profonde et pénombreuse où voisinent une collection d'art africain, des pièces précolombiennes, des cartons d'archives, tout cela très bien rangé, et les tableaux et les modelages de cire du propriétaire, épars, entassés contre les murs et renversés sur des tables.

Où est-on? Dans une annexe inconnue du Musée de l'Homme ou dans l'atelier de l'un des plus renommés des peintres latino-américains? Pourquoi ces objets ici? Segui ne répond pas, il sourit, avec ce qu'il faut d'ironie. *« C'est un rapport très compliqué, mystérieux. Je ne sais pas. »* Lui fait-on remarquer sa prédilection pour les sculptures africaines les plus macabres, il opine. *« C'est ce que je préfère en elles, leur sauvagerie, leur brutalité... Les œuvres précolombiennes sont, à l'opposé, d'une grande élégance, d'une grande pureté de lignes. »* Comment résout-il la contradiction? *« Je ne sais pas. »*

Sait-il au moins comment s'est formé en lui ce goût de la collection? *« Très simplement. Au début, c'était une curiosité archéologique. Elle est devenue peu à peu un plaisir presque esthétique. Je dis « presque » parce que chaque objet contient en lui une charge, une charge religieuse ou magique... Mais je ne suis pas un grand collectionneur, non, il ne faut pas croire ça. J'achète sans esprit de système, au hasard des découvertes. »* Lui arrive-t-il de s'inspirer de l'une ou l'autre de ces pièces? Pour le coup, parce que la question lui déplaît, il réplique plus sèchement : *« Jamais, jamais! D'abord, j'ai horreur du modèle. Je n'ai plus dessiné d'après modèle depuis que j'étais étudiant. Je crois que c'est par rancune contre les plâtres. Ensuite, j'ai horreur du folklore, absolument horreur de ça. Pour qu'on vienne me dire que je recherche mes racines précolombiennes! C'est absurde. »* Ses origines? Du côté paternel, une famille juive de Tolède chassée par les persécutions, passée aux Baléares, puis, au début du XIXᵉ siècle, en Argentine. Du côté maternel, l'une des *gens* les plus nobles de l'aristocratie piémontaises. *« Alors, mes racines... Je suis un cosmopolite. »*

A preuve sa formation : des études à Cordoba, la ville où il est né en 1934; d'autres à l'Académie de San Fernando à Madrid; puis aux Beaux-Arts de Paris; enfin au Mexique, pour apprendre la gravure sur bois. Pourquoi à Paris? *« Une large part de notre culture était française. On lisait Romains, Malraux, Sartre, Camus... Les peintres argentins de la génération précédente avaient appris leur art à Montparnasse. Ils avaient suivi les cours d'Othon Friesz ou d'André Lhôte – qui étaient beaucoup plus célèbres en Argentine qu'en France. C'étaient de bons professeurs sans-doute, dans le genre post-cubiste... Voilà l'une des raisons de ma venue à Paris . Cela dit, ma culture n'était pas seulement parisienne. Les Allemands de la Nouvelle Objectivité m'intéressaient, Otto Dix et Georges Grosz surtout. Et les Italiens aussi, Mario Sironi par exemple. Vous voyez, c'était très divers. »*

Il sourit encore, avant de céder à nouveau au plaisir de surprendre. *« Au demeurant, je me suis installé à Paris par hasard. En 1963, j'ai été invité à participer à la Biennale de la Jeune Peinture. Je devais rester trois mois et partir ensuite à New-York. Je n'avais absolument pas l'idée de rester. Je suis resté. Voilà tout... Entre 1970 et 1982, la question se posait autrement : je ne pouvais plus revenir en Argentine parce que le régime avait lancé un mandat d'arrêt contre moi. C'était l'époque des généraux, une époque très dure de censure et de récession. Pendant dix ans, j'ai évité mon pays natal. »*

Il y revient désormais. Il a même pris l'habitude d'y séjourner trois mois par an. *« Pendant ces trois mois, je ne peins pas, je ne travaille pas, je lis tout ce que je n'ai pas eu le temps de lire pendant les neuf mois précédents. J'ai un libraire à Buenos-Aires qui me connaît bien. Quand j'arrive, une pile de livres m'attendent. »* Là-bas, il se déplace peu, il dessine encore moins, fidèle à son refus du modèle et du motif. Comment travaille-t-il alors? *« Bah! ... Comme ça... »* Sur un chevalet, une toile en est à ses débuts : Segui l'a recouverte de papier journal très soigneusement collé et a jeté dessus quelques touches de couleur, du rose, du jaune, du bleu pâle. Elle deviendra scène de genre, paysage urbain, galerie de têtes, selon la fantaisie du peintre.

Seule certitude : ce sera une peinture figurative, sinon narrative, pleine d'allusions et de sous-entendus, mais ce ne sera pas pour autant une peinture à message. *« Les messages, j'y croyais quand j'avais quinze ans, ou vingt ans. Je suis allé au Mexique pour cette raison, pour voir sur place les muralistes mexicains. J'ai été assez déçu. Sorties de leur époque, de leur contexte, leurs peintures résistent plutôt mal... C'est du reste la seule époque pendant laquelle j'ai peint des œuvres abstraites – par esprit de contradiction, j'imagine. »*

A un esprit si évidemment ennemi des certitudes, tout classement esthétique et historique ne peut paraître qu'abusif et simpliste. Entend-il l'expression *« art latino-américain »*, il se rebelle aussitôt. *« Il n'existe pas d'art latino-américain, il n'existe que des artistes latino-américains qui ne se définissent pas simplement par cette particularité. Je ne vois que des individus, des différences et des nuances. Qu'est-ce qui est latino-américain? L'abstraction d'Arden Quin et du groupe Madi? Celle des Vénézuéliens? La figuration de Botero? La mienne? Tout au plus pourrait-on distinguer des airs de famille, des atmosphères communes, par exemple l'atmosphère des Caraïbes et de Cuba, son côté kitsch colonial suranné. Mais c'est tout. »*

Segui accepte d'en dire plus. *« Il existe en revanche des collections et des collectionneurs spécialisés dans ce qui vient d'Amérique latine. Tout comme aux Etats-Unis, certains collectionneurs n'achètent que l'art américain. Encore faut-il dire que ce phénomène se manifeste moins vivement au Chili, en Argentine et en Uruguay, les trois pays les plus européens du point de vue culturel. Et que son intensité varie au gré des circonstances politiques et des accès de nationalisme. Ainsi, au moment de la guerre des Malouines, on a pu observer un mouvement de solidarité du continent. Mais c'était purement circonstanciel. »*

Qu'est-il lui-même? *« Quelqu'un qui fait de la peinture par plaisir. »* Il regarde autour de lui ses poteries mexicaines, ses statues nègres et ses tableaux. *« C'est simple, non? »*

Ph. D.

Agenda

L'exposition « L'art d'Amérique latine » occupe le cinquième étage du Centre Georges-Pompidou, du 12 novembre au 11 janvier.

Elle s'accompagne, au Centre lui-même, de plusieurs manifestations complémentaires. Deux d'entre elles rendent hommage à des écrivains. « L'univers de Borges » s'efforce de suggérer au moyen d'un labyrinthe, qui se révèle un damier, les mythologies préférées de celui-ci et sa ville, Buenos-Aires. On y trouve un chapitre « Tango » et un autre « Babel », une vitrine intitulée « Cosmogonie » et une autre « Bestiaire » (Mezzazinne nord, du 12 novembre au 1ᵉʳ février). Plus discrètement, Jorge Amado sera évoqué du 16 décembre au 18 janvier dans le Grand et le Petit Foyer. Dernier hommage à la littérature, « Figures et caractères », portraits d'auteurs photographiés par Sara Facio et Alicia d'Amico.

Les artistes contemporains latino-américains de moins de cinquante ans étant absents du Centre, il faudra, pour connaître quelques-uns d'entre eux, se rendre, du 17 novembre au 11 janvier, rue Berryer, à l'Hôtel des arts, qui regroupe seize jeunes plasticiens. On pourra aussi traquer les expositions « off », personnelles ou collectives. C'est ainsi par exemple que la UAPA, Union des artistes plasticiens argentins en France, présente les travaux de ses sociétaires à la galerie Arte Viva, 25, rue Trébois, 92300 Levallois-Perret, du 19 novembre au 7 décembre.

SAISON DE QUATUORS
dans les salles parisiennes

LA FORME PURE DES LUMIÈRES

«Le quatuor, j'adore.» Slogan possible pour une mode irrésistible. Pour la première fois depuis la guerre, et peut-être pour la première fois dans l'histoire de la musique en France, le quatuor fait recette. Un concours – celui d'Evian – dédié à cette seule formation, a essuyé les plâtres. Une association – Pro Quartet, – partie de rien, rassemble aujourd'hui tous les jeunes quartettistes français, invite les plus prestigieux quadriges étrangers, assure et coordonne, avec le soutien du ministère, des actions de formation. Pro Quartet pourrait désormais s'intaller à Fontainebleau et devenir centre international. Histoire d'une ascension.


Le Quatuor canadien Saint-Lawrence.
D. R.

LE Petit Poucet a chaussé les bottes de sept lieues. La vogue du quatuor galope en France dans la foulée de l'association Pro Quartet qui, après quelques années de vache enragée, mange enfin son pain blanc, ce qui lui vaut d'être pas mal jalousée. On sait combien tout ce qui marche peut être vu d'un sale œil dans de petits milieux spécialisés. Le public, lui, n'a pas l'air de se plaindre, consomme du quatuor en quantité sans grimacer, à l'Auditorium du Louvre, à l'Auditorium des Halles, à Gaveau, à Orsay, aux concerts du dimanche matin, et même en soirée, au Théâtre des Champs-Elysées, à l'amphithéâtre de la Bastille, enfin, où a commencé, le 7 novembre, la sixième saison de Georges Zeisel, l'infatigable papa de l'association Pro Quartet.

Par quatuor, entendons non pas l'équation branlante entre trois cordes et un piano (Brahms, Fauré), trois cordes et une flûte, ou quatre saxophones, mais le carré d'as sorti du génie de Haydn, transmis en héritage à Mozart, à Beethoven, et ressenti depuis ces sommets, de siècle en siècle, comme la combinaison gagnante de la musique savante, pierre de touche indubitable, sorte de pierre philosophale.

Deux fois deux : pas de majorité, pas de vaincu ni de vainqueur. La tolérance imposée aux porteurs d'archet. *«Le quatuor à cordes est la forme née du siècle des Lumières*, rappelle Zeisel. *A une époque où les musiciens étaient de simples employés chez les princes et les évêques, Haydn et Mozart ont utilisé cette forme pour s'émanciper. Contrairement aux messes, aux divertissements, les quatuors ne faisaient pas l'objet de commandes précises. Quand Mozart dédie six de ses quatuors à Haydn, il ne les dédie à personne en vérité, sa dédicace n'est pas intéressée.*

» C'est l'époque où apparaissent les premiers instrumentistes professionnels – le Quatuor Schuppanzigh interprète Beethoven. C'est l'époque où se développent les voyages et l'édition musicale en Europe. Des milliers de partitions pour quatuor à cordes voient le jour après Haydn, elles s'adressent à la bourgeoisie, nouvelle classe montante, et sont achetées par des amateurs. Voilà que tout ce monde travaille à l'élaboration d'une forme musicale libérée de tout propos social. A la question de Kant «Qu'est-ce que les Lumières» (1) *répond ainsi l'interrogation «Qu'est-ce qu'une œuvre de musique pure?»*.

D'accord pour le dix-huitième siècle. Mais en quoi le quatuor à cordes recouperait-il nos préoccupations modernes, à l'aube du troisième millénaire?

«L'Europe ne cherche-t-elle pas ses marques aujourd'hui dans de petites unités nationales plutôt que dans les grandes idéologies de masse? S'il est un modèle symbolique que l'on puisse idéaliser de nos jours et sur lequel on puisse se projeter, c'est bien celui du quatuor. Ce n'est pas un hasard si, dans la vie musicale, on voit se multiplier depuis quelques années les petites formations, ensembles baroques ou groupes de musique contemporaine. Karajan est mort, Bernstein aussi. On sait bien que ces géants ne seront pas remplacés. Le grand orchestre symphonique va peut-être disparaître en tant que modèle, en même temps que disparaissent les hommes providentiels et les idéologies dirigeantes.»

EMI / SHEILA ROCK
Le Quatuor Alban Berg.

Pas de lieu d'accueil. Pas de budget. Pas de bureau. Pas d'équipe. L'association Pro Quartet naît de rien – d'un projet et d'une passion personnelle – le 31 juillet 1987. Georges Zeisel s'était déjà lancé avec la réalisatrice Catherine Zins dans la vaste série télévisée en quatre mouvements sur le quatuor qu'on a vue le mois dernier sur ARTE. Un premier concert est organisé salle Favart le 19 octobre 1987. On avait prévu de fêter le quarantième anniversaire du Quatuor Amadeus. Mais l'altiste de la formation britannique, Peter Schidlof, meurt brutalement. Les Autrichiens du Quatuor Alban Berg, rendant hommage aux vétérans endeuillés, se joignent aux trois Amadeus restants lors d'une soirée mémorable (2).

Les esprits allaient demeurer marqués par cette passation de relais éminemment emblématique. Pro Quartet, désormais, consacrera ses efforts à la formation des jeunes quatuors français en train de naître par les vénérables détenteurs étrangers d'une tradition séculaire : Eugen Lehner, partenaire de Bartok au début du siècle, débarqué à Vienne en 1926 pour occuper la place d'altiste au sein du Quatuor Kolisch (3); les Borodine, qui donnent en 1989 un cycle Chostakovitch; Walter Levin (des LaSalle), Martin Lovett et Norbert Brainin (des Amadeus), qui viennent transmettre leur savoir à leurs jeunes homologues français en 1991. Levin reviendra cette année après Hatto Bayerle (de la première formation des Berg) et avant Raphaël Hilyer (des Juilliard) pour de nouvelles master classes.

«Aujourd'hui, tout le monde aime le quatuor, ça fait bien, reconnaît Zeisel. *Mais il y a plus sérieux : une demande implicite du public, dont nous avons ressenti les effets dès 1987; l'encouragement de Marc Bleuse, alors directeur de la musique au ministère de la culture. Curieusement, il y avait eu des quatuors français par le passé, mais ça n'avait jamais marché. Les grands exemples manquaient. Il n'y avait pas de tradition. Sans vouloir peiner personne, l'expérience du Quatuor Calvet n'avait pas été concluante. Les Parrenin s'étaient plutôt mis au service de leurs contemporains. La France n'avait jamais possédé un seul quatuor de pointure internationale.*

» En Angleterre, il y avait eu les Amadeus. Aux Etats-Unis, les Juilliard, en Hongrie les Vegh. Après guerre, des Français avaient fait de grandes carrières de chambristes aux Etats-Unis, comme Daniel Guilet, qui allait devenir violoniste du Beaux-Arts Trio. Mais à Paris, c'était devenu un lieu commun : depuis le début du siècle, le Conservatoire formait de grands déchiffreurs, de grands virtuoses, mais pas de bons musiciens d'orchestre ni de chambristes. Pour faire de la musique de chambre, on allait à Marlboro. Ce fut le cas de Marcel Moyse, le plus grand flûtiste français. Et ensuite d'Alain Meunier, violoncelliste qui dirige aujourd'hui le Concours de quatuor d'Evian.

» Vint, avec les années 80, la crise des grands orchestres français. Le National, l'Orchestre de Paris avaient failli atteindre le niveau international. Et ça avait raté. Il y avait peut-être une raison à cela : les musiciens n'avaient-ils pas perdu l'habitude de s'écouter, de prendre des responsabilités, comme on y est contraint dans la musique de chambre? Marc Bleuse a alors encouragé de jeunes instrumentistes à quitter leur formation pour se constituer en quatuors : les Parisii sont venus de la fosse de l'Opéra de Paris, les Ysaye du Philharmonique, du National et de l'Opéra. Parallèlement, Pro Quartet s'est mis de la partie.»

Avec la bénédiction des fonctionnaires de la Direction de la musique? *«Ils nous ont regardé nous casser la gueule en 1987. Jusqu'à la dernière minute, nous ne savions pas comment nous pourrions financer le projet. Ce n'est qu'avec le second ministère Lang et l'arrivée de Michel Schneider à la direction de la musique que nous avons pu définir et gérer une politique du quatuor. En 1989, une convention triennale nous a délégué cette responsabilité. Il fut entendu qu'une partie de notre budget serait réservée à des bourses. Elles ont permis aux Ysaye, aux Ludwig, aux Parisii de vivre pendant un temps donné, détachés de leurs orchestres, pour parfaire leur art et se constituer un répertoire. Des mécènes – la Société générale et Paribas – ont ensuite pris le relais. Le Quatuor Debussy a été débauché l'an dernier de deux formations de la région lyonnaise pour se préparer à affronter les grandes compétitions internationales. Le Quatuor Ravel, au-delà de son indépendance financière, va pouvoir réaliser un projet de concerts-lectures.*

» Avec les Arpeggione, on est en train de monter une vraie résidence, sur le modèle américain, au sein de l'Université Paris-IV et de son département de musicologie. Les musiciens vont exhumer des partitions inconnues de quatuors français. A terme, des postes budgétaires pourraient être débloqués pour leur permettre d'être directement liés au département. A Paris-IV toujours, auprès de Jacques Grimbert, les Arpeggione assureront un travail d'encadrement des pupitres de l'Orchestre de la Sorbonne.»

Certains ont reproché à Georges Zeisel sa double casquette : organisateur de concerts et distributeur de la manne ministérielle. Mais Zeisel a déjà un peu la tête ailleurs. *«Je reviens des Etats-Unis où j'ai organisé pour l'Association française d'action artistique une tournée des jeunes quatuors français. J'ai fait le tour des universités. J'ai parlé d'un projet, encouragé par Michel Schneider en 1991, repris par l'actuel directeur de la musique : installer au Conservatoire américain de Fontainebleau un centre international du quatuor. A Juilliard, à Bloomington, au Curtis Institute, ils ont été enthousiasmés. Personne n'a oublié ce que fut Fontainebleau pour les jeunes musiciens américains sous la direction de Nadia Boulanger. Ils ont tout de suite compris qu'ils pourraient, par ce centre, faire rayonner leurs jeunes quatuors en Europe et ainsi créer une émulation qui n'existe plus là-bas. L'Amérique ne crée plus vraiment de grands chambristes. Depuis que Serkin a disparu, on dirait que le cœur n'y est plus. L'enseignement des vieux maîtres, là-bas, c'est fini. Les racines du quatuor sont en Europe. Il faudra bien finir par s'en souvenir.»*

ANNE REY

(1) Traduction du titre d'un article d'Emmanuel Kant : *Was ist Aufklarung?*

(2) EMI-VSM a enregistré ce concert au programme duquel figuraient le *Premier Sextuor à cordes* de Brahms et l'andante du *Second* : un disque compact 7-497-472.

(3) Les master classes de Lehner avec le jeune Quatuor Ludwig en 1988 ont fait l'objet d'un film, *Cordes sensibles* sur la *Suite lyrique* d'Alban Berg. Prix SACEM en 1992, ce documentaire de Georges Zeisel, réalisé par Catherine Zins, sera diffusé le 25 novembre sur ARTE.

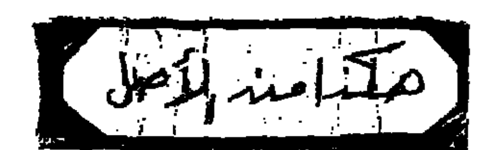
Programmes à quatre

TROIS volets dans la programmation de l'association Pro Quartet cette saison. La série «Traditions et modernités», qui a vu la création du *Quatuor* de Gilbert Amy par les Parisii continue, le 8 décembre, avec celui de Michèle Reverdy, également inédit, par les Rosamonde. Découverte ensuite du tout jeune quatuor canadien Saint-Lawrence (8 janvier) et passage par Paris du quadrige américain qui a remporté l'an dernier le prix Chostakovitch, les Lark (14 janvier). Les Wihan (Tchécoslovaquie), les Keller (Hongrie), les Vanbrugh (Grande-Bretagne), tous lauréats également de compétitions de premier plan, participeront à leur tour au cycle consacré à «l'intégrale des quatuors à cordes de Haydn» (janvier-février). Ces deux séries bénéficient de l'hospitalité de l'amphithéâtre de l'Opéra-Bastille. Sur le thème «Schubert et les grands interprètes russes», le Quatuor Borodine se produit enfin le 7 avril salle Favart. (Tél. : 48-04-54-13.)

Produits par Janine Roze, au Théâtre des Champs-Elysées, les Concerts du dimanche matin (11 heures) accueillent cette année le Quatuor Talich (avec Josef Suk, le 13 décembre), les Orlando (17 janvier), le Quatuor du Musikverein de Vienne (7 mars), les Pro Arte de Salzbourg (4 avril), les Hagen (30 mai). Le Quatuor Alban Berg donne sa série traditionnelle de concerts dans le même théâtre, les 2 février (avec le violoncelliste Heinrich Schiff), 1er mars et 7 mai, à 20 h 30. (Tél. : 42-56-90-10).

Après une intégrale des *quatuors* de Beethoven par le Melos Quartet (les 24, 25 et 26 novembre), le Quatuor Vögler, de l'ex-RDA, donne les trois quatuors à cordes de Schumann en deux concerts dans le cycle consacré par le Théâtre du Châtelet à ce compositeur, les 3 et 8 décembre. (Tél. : 42-33-00-00.)

★ A lire : *l'Art du quatuor à cordes*, conversations de David Blum avec les membres du quatuor Guarneri, actes Sud, 1991.



LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

CINEMA

Tous les fims nouveaux

L'Accompagnatrice

de Claude Miller,
avec Richard Bohringer, Elena Safonova, Romane Bohringer, Samuel Labarthe, Julien Rassam.
Français (1 h 51).

D'après le roman de Nina Berberova, l'exploration des liens qui unissent *chanteuse* et accompagnatrice. Le premier film de Claude Miller depuis *la Petite Voleuse.*

Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; U. G. C. Danton, dolby, 6e (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; La Pagode, dolby, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, handicapés, dolby, 8e (43-59-19-08, 36-65-75-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43, 36-65-71-88) ; U. G. C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40, 36-65-70-81) ; Max Linder Panorama, dolby, 9e (48-24-88-88) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67, 36-65-71-33) ; U. G. C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59, 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins bis (ex-Fauvette bis), dolby, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27) ; U. G. C. Maillot, handicapés, 17e (40-68-00-16, 36-65-70-61) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (45-22-47-94).

Au nom du père et du fils

de Patrice Noia,
avec Judicaël Noia, Carolina Rosi, Pier Paolo Capponi, Patrice Noia.
Français (1 h 20).

Film autobiographique réalisé et interprété par Patrice Noia en hommage à son père. Pour incarner son propre fils, Noia a fait appel à son propre fils.

Latina, 4e (42-78-47-86) ; L'Entrepôt, handicapés, 14e (45-43-41-63).

Cœur de Tonnerre

de Michael Apted,
avec Val Kilmer, Sam Shepard, Graham Greene, Fred Ward, Fred Dalton Thompson, Sheila Tousey.
Américain (1 h 59).

Deux agents du FBI, un cow-boy (Sam Shepard), et un Indien qui a renié ses origines (Val Kilmer), enquêtent sur une série de meurtres commis dans une réserve sioux. La semaine suivante sortira *Incident at Oglala*, documentaire également réalisé par Michael Apted, qui retrace les faits réels dont s'inspire *Cœur de tonnerre.*

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57, 36-65-70-83) ; U. G. C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30, 36-65-70-72) ; U. G. C. Normandie, dolby, 8e (45-63-16-16, 36-65-70-82) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20).
VF : Rex, dolby, 2e (42-36-83-93, 36-65-70-23) ; U. G. C. Montparnasse, handicapés, 6e (45-74-94-94, 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9e (47-42-56-31, 36-65-70-18) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59, 36-65-70-84) ; U. G. C. Gobelins, dolby, 13e (45-61-94-95 36-65-70-45) ; U. G. C. Convention, 15e (45-74-93-40, 36-65-70-47) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96, 36-65-71-44).

Les Mamies

de Annick Lanoë,
avec Danielle Darrieux, Sophie Desmarets, Odette Laure, Paulette Dubost, Jackie Sardou, Marthe Villalonga.
Français (1 h 30).

Un *road movie* carte vermeil sur une musique due à François Hadji-Lazaro (Pigalle, les Garçons Bouchers) dont la passion pour les grandes anciennes (Damia, Piaf, Fréhel) est bien connue.

Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26, 36-65-70-67) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; George V, 8e (45-62-41-46, 36-65-70-74) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Miramar, 14e (36-65-70-39) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94).

Riens du tout

de Cédric Klapisch,
avec Fabrice Luchini, Daniel Berlioux, Marc Berman, Olivier Broche, Antoine Chappey, Jean-Pierre Darroussin.
Français (1 h 35).

Chronique de la vie d'un grand magasin parisien. Le dernier long-métrage en date d'un membre de la bande qui nous a déjà donné *Un monde sans pitié* et *la Discrète.*

Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, dolby, 8e (43-87-35-43, 36-65-71-88) ; U. G. C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40, 36-65-70-81) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Mistral, handicapés, 14e (36-65-70-41) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38).

Scandale Secret

de Monica Vitti,
avec Monica Vitti, Elliott Goud, Gino Pernice, Catherine Spaak, Carmen Onorati, Pietro de Vico.
Italien (1 h 26).

L'intrusion d'une caméra vidéo, cadeau empoisonné pour un couple en difficulté. Le premier film de Monica Vitti, réalisatrice.

VO : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), handicapés, 5e (43-54-15-04) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).

Vagabond

d'Ann Le Monnier,
avec Gérard Darmon, Ludmila Mikaël, Jean-Jacques Moreau, Thierry Rey, Jacques Canselier, Joël Barbouth.
Français (1 h 40).

Ou comment un homme toujours en route vers ailleurs s'arrêtera un moment, pour soigner ses peines de cœur auprès d'une âme sœur de rencontre.

Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

Sélection

Agantuk (le visiteur)

de Satyajit Ray,
avec Utpal Dutt, Mamata Shankar, Deepankar De, Bikram Bhattacharya, Dhritiman Chatterjee, Rabi Ghosh.
Indien (2 h).

Ironique et lucide, Satyajit Ray faisait un enchantement de cette histoire d'un parent inconnu qui débarque dans un intérieur bourgeois : son ultime film, son ultime chef-d'œuvre.

VO : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

Antigone

de Danièle Huillet, Jean-Marie Straub
texte de Bertolt Brecht,
avec Astrid Ofner, Ursula Ofner, Hans Diehl, Kurt Radeke.
Franco-allemand (1 h 40).

A travers l'une des plus belles histoires jamais contées, l'exemplaire transformation d'un texte de théâtre antique en cinéma contemporain.

Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

Les Blancs ne savent pas sauter

de Ron Shelton,
avec Wesley Snipes, Woody Harrelson, Rosie Perez, Tyra Ferrell, Cylk Cozart, Kadeem Hardison.
Américain (1 h 55).

Le basket de rue comme métaphore des relations raciales aux Etats-Unis. Un film vif, drôle et aigu, servi par deux comédiens aussi convaincants sur les courts que dans la rue.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
VF : Pathé Français, dolby, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Gobelins (ex-Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, handicapés, dolby, 18e (45-22-47-94).

La Chasse aux papillons

de Otar Iosseliani,
avec Narda Blanchet, Pierrette Pompom Bailhache, Alexandre Tcherkassoff, Thamar Tarassachvili, Alexandra Liebermann, Lilia Ollivier.
Français (1 h 56).

Un marabout-bout de ficelle de situations burlesques et nostalgiques, une plongée attendrie et attentive dans la province d'aujourd'hui et les rêves du passé, un film friandise long en bouche, truffé de comédiens succulents.

Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81).



Robin Givens dans « A Rage in Harlem » de Bill Duke, présenté au Festival d'Amiens. D.R.

Le Chêne

de Lucian Pintilie,
avec Maia Morgenstern, Razvan Vasilescu, Victor Rebengiuc, Dorel Visan.
Roumain (1 h 45).

Le formidable éclat de vie d'une virée à travers la Roumanie abrutie de totalitarisme par une jeune femme rebelle qui trouve un allié en la personne d'un toubib anticonformiste.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

Et la vie continue

de Abbas Kiarostami,
avec Farhad Kheradmand, Puya Paevar, les habitants de Roudbar, Rostamabad.
Iranien (1 h 31).

De la quête d'un réalisateur et de son fils partis à la recherche de deux enfants parmi les victimes d'un tremblement de terre, Kiarostami fait un extraordinaire chant de vie, une merveille de film.

VO : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

Impitoyable

de Clint Eastwood,
avec Clint Eastwood, Gene Hackman, Morgan Freeman, Richard Harris, Jaimz Woolvett, Saul Rubinek.
Américain (2 h 10).

L'apocalypse du western et des valeurs américaines filmée par la caméra rigoureuse et lyrique d'un grand cinéaste nommé Eastwood.

VO : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; Grand Pavois, dolby, 15e (45-54-46-85).

In the Soup

de Alexandre Rockwell,
avec Seymour Cassel, Steve Buscemi, Jennifer Beals, Jim Jarmusch, Carol Kane.
Américain (1 h 33).

Les tribulations narcissiques et rigolottes d'un jeune réalisateur new-yorkais qui s'acoquine avec un vieux truand sympa pour faire son premier film.

VO : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 36-65-70-43) ; Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (42-56-52-78).

L 627

de Bertrand Tavernier,
avec Didier Bezace, Jean-Paul Comart, Charlotte Kady, Jean-Roger Milo, Nils Tavernier, Philippe Torreton.
Français (2 h 25).

Un film noir bourré de rebondissements qui est ausi une chronique attentive de la vie quotidienne d'une brigade des stups, *c'est le tour de force du film de Tavernier.*

Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26 36-65-70-67) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; George V, 8e (45-62-41-46 36-65-70-74) ; U. G. C. Opéra, dolby, 9e (45-74-95-40 36-65-70-44) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14).

Les Nuits fauves

de Cyril Collard,
avec Cyril Collard, Romane Bohringer, Carlos Lopez, Corine Blue, Claude Winter, René-Marc Bini.
Français (2 h 10).
Interdit - 12 ans.

A fond les manettes et sans ceinture de sécurité, Cyril Collard fonce dans son histoire d'amours, de tendresses, de solitudes. En danger de mort? Peut-être, mais à la vitesse de la vie.

Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Hautefeuille, handicapés, dolby, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67, 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins (ex-Fauvette), handicapés, dolby, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, handicapés, dolby, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14e (36-65-75-14) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

La Petite Amie d'Antonio

de Manuel Poirier,
avec Hélène Foubert, Sergi Lopez, Florence Giorgetti, Corine Darmon, Guy-Pierre Mineur, Laurent Arnal.
Français (1 h 45).

Par touches, avec justesse et dureté, Poirier dessine un portrait de jeune femme au présent, sans céder à aucun des pièges du romanesque. Voilà comment on fait d'un premier film une bonne surprise.

14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

Simple Men

de Hal Hartley,
avec Robert Burke, William Sage, Karen Sillas, Elina Löwensohn, Martin Donovan, Mark Chandler Bailey.
Américain (1 h 44).

Deux frères que rien ne rapproche partent ensemble à la recherche de leur père évadé, deux filles dissemblables se trouvent sur leur chemin. *Malgré eux, malgré* elles, c'est la machine paradoxale et réjouissante fabriquée en finesse par le très nécessaire petit jeune du cinéma américain.

VO : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08, 36-65-75-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

Une vie indépendante

de Vitali Kanevski,
avec Pavel Nazarov, Dinara Droukarova, Toshihiro Vatanabe, Elena Popova, Liana Jvania.
Franco-russe (1 h 37).

Poursuivant le récit halluciné de son enfance au fond de l'enfer stalinien, Kanevski se fait plus dur, plus sec que dans *Bouge pas, meurs, ressuscite* pour frayer une voie vers une lueur d'espoir.

VO : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 36-65-70-43).

Les entrées à Paris

Assez maigre semaine, malgré les sept nouveautés qui tentaient d'attirer le chaland. La comédie « à la française » du moment, *les Amies de ma femme*, confirme l'affaiblissement du genre avec à peine plus de 30 000 entrées pour 17 salles – les producteurs se consoleront en se disant qu'il fera sans doute un bon Audimat quand il passera à la télé. Avec un nombre de spectateurs équivalent, mais sur seulement sept écrans, *C'est arrivé près de chez vous* recueille les fruits de ses graines de scandale soigneusement semées. Et si le résultat de *les Blancs ne savent pas sauter*, à 26 000 pour dix-huit salles, déçoit, celui de *la Chasse aux papillons* est honorable, avec 8 000 chasseurs d'humour dans seulement quatre cinémas.

C'est à nouveau *la Belle et la bête* qui se classe en tête, avec quelque 85 000 têtes blondes devant ses 43 écrans (soit un impressionnant 430 000 en trois semaines), devant *Jeux de guerre* qui totalise 280 000 spectateurs pour la même période et *1492*, qui approche les 500 000 en quatrième semaine. A une autre échelle, *les Nuits fauves* poursuivent leur belle virée, en attirant encore plus de 30 000 spectateurs pour sa troisième semaine dans sa combinaison modeste de 14 salles, soit un total de 115 000.

Il faut enfin revenir sur la piètre performance d'un film dont l'affiche – Belmondo dirigé par Lautner – aurait fait courir les foules il y a dix ans. Moins de 40 000 entrées en deuxième semaine, à peine plus de 100 000 en quinze jours pour *l'Inconnu dans la maison*, ce n'est pas seulement l'échec d'un film, mais une nouvelle preuve d'un profond changement dans les goûts du public... en salle.

Reprises

Les Amants du Capricorne

d'Alfred Hitchcock,
avec Ingrid Bergman, Joseph Cotten, Michael Wilding.
Américain, 1949 (1 h 57).

Il fut un temps où ce Hitchcock était rarissime. Peu diffusé, atypique dans l'œuvre du réalisateur (film en costume, dans un décor exotique), il avait acquis grâce à Truffaut une réputation peut-être un peu surdimensionnée. Aujourd'hui, le mystère est levé, reste un film à la forme passionnante, aux acteurs étonnants, même si le maître n'a jamais été très à l'aise avec les passions dévorantes.

VO : Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89, 36-65-70-48).

Les Parapluies de Cherbourg

de Jacques Demy,
avec Catherine Deneuve, Nino Castelnuovo, Anne Vernon.
Français, 1964, copie neuve (1 h 30).

Quand le cinéma vous a-t-il offert une vraie occasion de pleurer pour la dernière fois ? Sans manipulation, sans effet facile, allant directement à la source des larmes ? Si vous ne vous en souvenez plus, allez voir *les Parapluies.*

Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23).

Festivals

Soirées CinéMémoire

Curiosités, chefs-d'œuvre reconnus ou à découvrir, il y a des soirs où le don d'ubiquité fait cruellement défaut.

Mercredi 11. Théâtre national de la colline, à 20 h 30 : *la Terre*, d'André Antoine, musique d'Adrian Johnston. Palais de Chaillot, à 20 heures : *le Journal d'un curé de campagne*, de Robert Bresson, et *Orphée*, de Jean Cocteau.

Jeudi 12. Auditorium du Louvre, à 20 h 30 : *Etudes sur Paris*, d'André Sauvage, musique de l'Ensemble Polychromie. Palais de Chaillot, à 20 heures : *le Diable boiteux*, de Sacha Guitry, et *la Ronde*, de Max Ophuls.

Vendredi 13. Grand Rex, à 20 h 30 : *la Roue*, d'Abel Gance, musique d'Adrian Johnston. Vidéothèque de Paris, à 20 heures : *l'Honorable Catherine*, de Marcel L'Herbier. Palais de Chaillot, à 20 heures : *le Silence de la mer*, de Jean-Pierre Melville, et *Jour de fête*, de Jacques Tati.

Samedi 14. Vidéothèque de Paris, à 20 heures : *la Marseillaise*, de Jean Renoir. Palais de Chaillot, à 20 h 30 : *Totte et sa chance*, d'Augusto Genina, musique de Raymond Alessandrini.

Dimanche 15. Vidéothèque de Paris, à 20 heures : *Jeunesse*, de Georges Lacombe. Palais de Chaillot, à 22 heures : *la Veuve joyeuse*, d'Ernst Lubitsch.

Renseignements CinéMémoire : 42-56-57-45.

Cinéma sans frontières

Le douzième Festival international du film d'Amiens présente une large compétition de trente films inédits. Au programme : des hommages à Darling Legitimus, notamment pour son rôle dans *Rue Case-Nègres*, d'Euzhan Palcy, à Joe Dante avec une intégrale de son œuvre (dont de nombreux inédits) et à l'acteur sud-coréen Ahn Sung-ki ; un panorama du cinéma « black » contemporain des Etats-Unis, de Spike Lee à Bill Duke ; une présentation des ateliers (*workshops*) britanniques, et des cycles sur les vampires du Sud et les cinémas du monde.

Du 12 au 22 novembre, 36, rue de Noyon, Amiens. Tél. : 22-91-01-44.

Septième art et art de vivre

Autour du thème de la gastronomie et des traditions, Sarlat, cité du Périgord, fête le douzième anniversaire de son Festival international audiovisuel. Au rendez-vous, une sélection internationale de courts et longs-métrages dont *Coupable Innocence*, de Marcin Ziebinski, et *Juste avant l'orage*, de Bruno Herbulot, ainsi que des productions universitaires et des films publicitaires consacrés au « bien-vivre ». A cette programmation s'ajoutent des avant-premières, des sections consacrées à Ozu et à Max Linder, enfin des hommages aux cinémas portugais et québécois.

Du 10 au 15 novembre. Rens. : 36 15 code Sarlat et au 53-29-18-13.

America Iberica

Dans le cadre de l'Année Colomb – suite... et fin ? –, Toulouse consacre son premier *festival de cinéma à l'Amérique latine* et part sur les traces des conquistadors. Outre une programmation d'une vingtaine de films, dont *Mission*, de Roland Joffé, *Aguirre, la colère de Dieu*, de Werner Herzog, *Xica Da Silva*, de Carlos Diegues, est organisée une table ronde sur l'expression des identités américaines depuis 1492.

Du 16 au 21 novembre, Festival de Toulouse, 33, rue Sainte-Blanche. Tél. : 61-21-58-13.

La sélection « Cinéma » a été établie par : Jean-Michel Frodon et Thomas Sotinel

THEATRE

Spectacles nouveaux

A Midsummer Night's Dream (en anglais)

de William Shakespeare,
mise en scène
du Footsbarn Travelling Theatre,
avec Agneszka Bihel, Christophe Bihel, David Curtiss, Paddy Fletcher, Patrick Hayter, Maggie Watkiss, Rowan Wylie et Katarzyna Klebba, Boris Sekho.

Le Footsbarn est une troupe de comédiens excentriques comme savent l'être les Anglais. Ils sont à présent basés dans la campagne française. Et ils apportent une vision de Shakespeare fort peu académique.

Parc de La Villette (sous chapiteau), 211, av. Jean-Jaurès, 19e. A partir du 12 novembre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. *Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-45-03-61. Durée : 2 heures. De* 50 F à 100 F.

Carmen Paradise

de Corinne Cousin,
mise en scène de Paul Vecchiali,
avec Corinne Cousin et Serge Feuillard.

Le Paradise, c'est un dancing de Bougival, et cette Carmen là y travaille, après une vie pas mal mouvementée. Mais enfin tout serait calme si, à la fin de la nuit, n'arrivait un homme...

La Vieille Grille, 1, rue du Puits-de-l'Ermite, 5e. A partir du 17 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 47-07-22-11. 70 F et 100 F.

La Dispute

de Marivaux,
mise en scène de Stanislas Nordey,
avec Pierre Marello, Hélène Fabre, Josée Schuller, Jean-Jacques Simonian, Virginie Volmann, Stanislas Nordey, Eric Laguigne, Delphine Eliet, Emmanuel Costes, Bertrand Bossard et Julie Pouillon.

Il est normal que les jeunes metteurs en scène et les jeunes comédiens s'intéressent à cette pièce, brève et cruelle, qui raconte l'éducation de quatre enfants sauvages. Des cobayes.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. A partir du 17 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-00-59. De 40 F à 100 F.

L'Impromptu de Versailles ; les Précieuses ridicules

de Molière,
mise en scène de Gilbert Rouvière,
avec Virginie Abgrall, Frédéric André, Frédéric Bazin, Arnaud Carbonnier, Linda Chaïb, Béatrice Delavaux, Anne Florey, Atmen Kelif, Mouss, Gilbert Rouvière et Elisabeth Vitali.

Bernard Sobel, directeur du Théâtre de Gennevilliers est le père bienfaiteur des nouvelles troupes. Le Zinc Théâtre est une nouvelle troupe qui travaille habituellement à Béziers. Et qui vient avec quatre spectacles donnés en deux soirées. Outre les deux pièces de Molière, elle présente *les Acteurs de bonne foi* et *la Dispute* de Marivaux : « *Au centre de ces quatre textes, il y a des rendez-vous de rêve, comme on dit des morceaux de roi.*

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. A partir du 13 novembre. Les mercredi et vendredi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. De 25 F à 110 F.

Lettre à Fidel Castro

de Fernando Arrabal,
mise en scène de Jean-Louis Terrangle,
avec Farida Toyes, Rosanna Loporto, Jean-Pierre Laporte, Bruno Gbalou, Jean-Yves Steffel et Sébastien Neuvelt.

Arrabal avait écrit à Franco une lettre qui est certainement l'un de ses plus beaux textes. Peut-être réussit-il la même performance en s'adressant à Fidel Castro.

Salle Berthelot, 6, rue Marcelin-Berthelot, 93000 Montreuil. A partir du 14 novembre. Du mercredi au samedi à 21 heures. *Matinée dimanche à 16 heures. Tél. :* 48-57-38-01. 50 F et 70 F.
Dernière représentation le 15 novembre.

Les Paravents

de Jean Genet,
mise en scène de Marcel Maréchal,
avec Dora Doll, Michèle Grellier, Valérie Lang, Micheile Marquais, Luce Mélite, Fabienne Périneau, Giselle Touret, Jean-Paul Bordes, Michel Demiautte, Mathias Maréchal, Bernard Nissille, Serge Pauthe, Olivier Picq et Pierre Tabard.

Créé la saison dernière à la Criée de Marseille le spectacle de Marcel Maréchal s'empare du texte et des personnages de Jean Genet et leur apporte une humanité généreuse. Comme un chant d'espérance.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. A partir du 13 novembre. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 heures, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-80-18-88. 100 F et 120 F.

Passacaille

de Bruno Meyssat,
mise en scène de l'auteur,
avec Philippe Cousin, Elisabeth Moreau et Geoffrey Carey.

Bruno Meyssat vient de Grenoble et travaille plus sur les objets que sur les paroles. Des objets avec lesquels il compose des images à la fois concrètes, oniriques, et d'une certaine façon musicales. De superbes images, un parcours de poésie.

Cité internationale, 21, bd Jourdan, 14e. A partir du 16 novembre. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 45, le dimanche à 16 h 45. Tél. : *45-88-81-54. De 55 F à 95 F.*

Les Poupées

de Martin Provost,
mise en scène de Guy Rétoré,
avec Elisabeth Catroux, Chantal Deruaz, Karine Gayet, Loïc Houdre, Martine Logier, Valérie Marinese et Claire Maurier.

Ceux qui ont été jeunes pendant les années 50 se penchent sur cette époque où le monde d'aujourd'hui n'avait pas encore éliminé totalement celui d'avant-guerre. *Où les femmes n'avaient pas encore droit* à une identité sociale, où elles vivaient dans l'ombre de la famille.

Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20e. A partir du 17 novembre. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. 80 F et 130 F.

Samedi, dimanche et lundi

d'Eduardo de Filippo,
mise en scène de Françoise Petit,
avec Dominique Blanchar, Raymond Gérome, Hubert Deschamps, François Lalande, Ahmed Belbachir, Teco Celio, Agathe Chouchan, Vincent Colombe, Andrée Damant.

Le cérémonial du repas dominical est fixé depuis des générations. Et voilà que la jalousie intervient, que les rites sont bousculés, que la panique s'installe. « *Une anticipation de l'avant-divorce* » écrivait l'auteur.

Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Brancion, 15e. A partir du 17 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée *dimanche à 17 heures. Tél. : 45-31-*10-96. De 26 F à 120 F.

Sonate pour deux femmes seules et une cité HLM

de Christian Ligar,
mise en scène d'André Hampartzoumian,
avec Brigitte Le Jean et Guilaine Londez.

Deux femmes dans une HLM. Affrontement de deux générations.

Espace Hérault, 8, rue de la Harpe, 5e. A partir du 17 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-29-86-51. *Durée : 1 h 30. 60 F et 80 F.*

Le Voyage de Mémé

de Gil ben Aych,
mise en scène de Claudia Morin,
avec Jacqueline Payelle et Guillaume Briat.

L'Algérie et ses liens avec la France n'ont pas fini d'inspirer le théâtre. Il s'agit cette fois d'une vieille dame qui a dû quitter sa terre natale et la porte en elle.

Tourtour, 20, rue Quincampoix, 4e. A partir du 12 novembre. Du mardi au samedi à 19 heures. Tél. : 48-87-82-48. De 70 F à 100 F.

Vu du pont

d'Arthur Miller,
mise en scène de Jacques Mornas,
avec Michel Creton, Catherine Rouvel, Pierre Bianco, Denis Fau, François Font, Bernard Lepensat, Jacques Mornas et Michèle Murcia.

Conflit de générations dans une famille de Brooklyn, dans les années 50. Le père est docker, sa nièce adoptive veut goûter au rêve américain. Un théâtre social très typé.

Théâtre 13, 24, *rue* Daviel, 13e. A partir du 17 novembre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 16 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 45-88-62-22. 80 F *et* 110 F.



« Les Paravents », mise en scène de Marcel Maréchal à la Maison des arts de Créteil.

Paris

Bal masqué

de Mikhaïl Lermontov,
mise en scène d'Anatoli Vassiliev,
avec Jean-Luc Boutté, Catherine Salviat, Nathalie Nerval, Valérie Dréville, Eric Frey, Jean-Baptiste Malartre, Jean Dautremay, Céline Samie, Didier Bienaimé, Sophie Caffarel et Caroline Appéré.

Une étrange histoire de bracelet qui se trouve là où il ne devrait pas être. Un vertigineux voyage dans l'âme blessée d'un homme qui se cherche. Un somptueux spectacle.

Comédie-Française, *place Colette, 1er. Le* mercredi à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 160 F.
Dernière représentation le 11 novembre.

Le Banc

d'Hervé Lebeau,
mise en scène de Tara Depré,
avec Marie-Hélène Raulin et Hervé Lebeau.

Deux amoureux sur un banc public. Entre danse et théâtre, entre théâtre et musique.

Passage du Nord-Ouest, 13, *rue* du Faubourg-Montmartre, 9e. Du mardi au samedi à 20 heures. Tél. : 47-70-81-47. 110 F.

Le Chevalier d'Olmedo

de Lope de Vega,
mise en scène de Lluis Pasqual,
avec Jean-Marc Barr, Denis Lavant, Evelyne Istria, Isabelle Candelier, Patricia Dinev, Violeta Ferrer, Christian Cloarec, Francis Frappat, Nicolas Pignon, Michel Weinstadt, Guy Perrot, Fernando Becerril, Bernard Montlouis, Stefan Bedrossian, Guy Le Coze, Elodie Lheure, Bertrand Scheidt et Jean-François Piette et Nathalie Rives (musiciens).

Une grande histoire d'amour obsessionnel, d'aventures folles, de passions contradictoires. De la cour d'honneur à l'Odéon, des grands espaces à la scène à l'italienne, le spectacle se modifie. Et c'est Denis Lavant désormais qui interprète le personnage d'un valet tout puissant, omniprésent.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. De 30 F à 150 F.

Les Diablogues

de Roland Dubillard,
mise en scène de Catherine Marnas,
avec Marc Betton et Philippe Morier-Genoud.

Sur l'esplanade des Invalides, deux personnages contemplent le monde et le commentent avec leur irréfutable logique aberrante.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-31-11-45. De 95 F à 125 F.

Djurdjura

de François Bourgeat,
mise en scène de Jean-Louis Jacopin,
avec Agnès Adam, Carine Baillod, Yves Beauget, Pascale Chemin, Elise Dubroca, Gilles Dyrek, Carole Franck, Benoît Giros, Julien Israël, Jeanneret, Arnaud Laurens, Alexandra Masbou, Aurélia Puchault, Alex Selmane, Nicolas Thibault et Philippe Vieux.

C'était il n'y a pas si longtemps, le divorce de l'Algérie et de la France. Exploration lyrique de plaies encore ouvertes.

Théâtre Ouvert-Jardin d'hiver, 4 *bis* cité Véron, 18e. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le samedi à 16 heures. Tél. : 42-62-59-49. 75 F et 95 F.

Les Euménides

d'Eschyle,
mise en scène d'Ariane Mnouchkine,
avec Simon Abkarian, Duccio Bellugi, Juliana Carneiro da Cunha, Brontis Jodorowsky, Nirupama Nityanandan, Catherine Schaub, Myriam Azencot, Marc Barnaud, Myriam Boullay, Stéphane Brodt, Sergio Canto, Laurent Clawaert, Odile Delonca, Nadja Djerrah, Eve Doe Bruce, Daniel Domingo, Evelyn Fagnen et Isabelle Gazonnois.

Le Théâtre du Soleil nous est revenu dans sa Cartoucherie. Et il reprend la saga des Atrides, suite de meurtres passionnels, plus effroyables les uns que les autres, et qui pourtant aboutissent au pardon. Tout au moins, la vengeance cède la place à la justice. Les quatre parties, *Iphigénies, Agamemnon, les Choéphores, les Euménides* sont jouées en alternance.

Cartoucherie-Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Tél. : 43-74-24-08. 110 F et 135 F.

Légendes de la forêt viennoise

d'Odon von Horvath,
mise en scène d'André Engel,
avec Jean-Luc Bideau, Pascal Bongard, Jacques Bonnafé, Rémy Carpentier, Christiane Cohendy, Yann Collette, Nathalie Dorval, Françoise Grandcolin, Jacques Nolot, Michèle Oppenot, Jacques Pieiller, Nathalie Richard et Stéphane Peccoux (musicien).

Un grand mélo ironique autant que méchant pour dire les incertitudes et les lâchetés d'une société, d'une époque : celle qui a vu la montée du nazisme.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-31-11-45. De 95 F à 125 F.

Macbett

d'Eugène Ionesco,
mise en scène de Jorge Lavelli,
avec Claude Aufaure, Michel Aumont, Christian Bouillette, Gilles Gaston-Dreyfus, Jean-Claude Jay, Isabel Karajan, Gérard Lartigau, Xavier Percy, Sylvain Thirolle et Maria Verdi.

Comment un homme sans qualité se laisse entraîner, puis écraser par les impitoyables mécanismes du pouvoir et de la mort. Ionesco réécrit Shakespeare en lorgnant du côté de Jarry. Lavelli offre une grande farce macabre et cruelle, avec des acteurs *époustouflants.*

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. De 90 F à 140 F.

Molly Bloom

de James Joyce,
mise en scène de Jean-Michel Dupuis,
avec Hélène Vincent.

Le fameux monologue qui clôt le chef d'œuvre de Joyce, *Ulysse*, interprété par une comédienne exceptionnelle.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. De 25 F à 130 F.

Mortadela

d'Alfedo Arias,
mise en scène de l'auteur,
avec Haydé Alba, Didier Guedj, Marilu Marini, Adriana Pegueroles, Pilar Rebollar, Alma Rosa, Martine Lepage, Oscar Sisto, Frédérico et Andréa.

La vie d'un enfant de Buenos Aires moitié italien, moitié espagnol, dans les années 50. Toute la musique, toutes les chansons de l'époque, tangos compris bien entendu. Et toute cette population truculente, émouvante : un délice.

Montparnasse, 31, *rue* de la Gaîté, 14e. Du mercredi au vendredi à 21 heures, le samedi à 18 heures et 21 h 15. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. De 90 F à 200 F.

Oh, les beaux jours !

de Samuel Beckett,
mise en scène de Pierre Chabert,
avec Denise Gence et Guy Cambreleng.

La grande Denise Gence s'enlise dans la terre, lutte avec la mort à travers les mots, le désespoir et l'humour de Beckett.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée, samedi et dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. De 90 F à 140 F.

Surprises de l'amour

de Marivaux,
mise en scène de Monique Hervouët,
avec Jean-Louis Cousseau, Monique Hervouët, Didier Lastère, Philippe Mathé, Jean-Louis Raynaud, Sophie Robin et Eva Schmidt.

Marivaux a écrit deux fois la même pièce, pour la troupe des Italiens, puis pour celle des Français. Pour deux façons de comprendre le théâtre, deux façons de jouer.

Artistic-Athévains, *45 bis*, rue Richard-*Lenoir*, 11e. Les mardi, mercredi, vendredi et *samedi* à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le samedi à 15 heures, le *dimanche à 16 heures. Tél. : 48-06-*36-02. Durée : 2 heures. De 22 F à 120 F.

L'Une et l'Autre

de Loleh Bellon,
mise en scène de Patrice Kerbrat,
avec Nelly Borgeaud, Yvonne Clech, Josiane Stoleru et Jean-Paul Muel.

La mémoire parfois est trompeuse. Le choc du passé et du présent, en un jeu de miroir.

Studio des Champs-Elysées, 15, av. Montaigne, 8e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 47-20-08-24. De 75 F à 100 F.

Régions

La Cantatrice chauve

d'Eugène Ionesco,
mise en scène de Jean-Luc Lagarce,
avec Emmanuelle Brunschwig, Olivier Achard, Mireille Herbstmeyer.

La pièce fondatrice du théâtre de l'absurde revue par un jeune homme rêveur, poétiquement humoriste. Le spectacle se joue également le mardi 17 à Istres, au Théâtre de l'Olivier (42-56-48-48)

Cloître du musée savoisien, 61, place Saint-Léger, 73000 Chambéry. Les jeudi et vendredi à 20 h 45. Tél. : 79-33-72-05.

La Cerisaie

d'Anton Tchekhov,
mise en scène
de Stéphane Braunschweig,
avec Pierre-Alain Chapuis, Olivier Cruveiller, Claude Duparfait, Jean-Marc Eder, Yedward Ingey, Chantal Lavalée, Flore Lefebvre des Noëttes.

Pendant l'été Alès reçoit des artistes encore neufs, déjà maîtres de leur talent. Et continue pendant le reste de l'année. Et accueille l'un des spectacles les plus importants de l'automne à Paris.

Le Cratère, place Henri-Barbusse, 30000 Alès. Les vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 66-52-52-64. De 40 F à 80 F.

Home

de David Storey,
mise en scène de Philippe Froger,
avec Alain Kowalczyk, Serge Le Lay, Yvette Poirier, Gilles Ronsin et Erik Vandelet.

Confinés dans un refuge, les personnages veulent se couper du monde, s'en protéger. Leur univers est clos, leur douleur est apprivoisée par l'habitude. Pourquoi ? C'est ce que tente d'élucider le spectacle.

Théâtre Quai Ouest, 11, rue C, 56100 Lorient. Les lundi, mardi et samedi à 20 h 45. Tél. : 97-83-51-61.

La Magie sans magie

de Lambert,
mise en scène de Jean-Marie Villégier,
avec Denis Manuel, Didier Niverd, Raphaëlle Gitlis, Dominique Charpentier, Sylvie Moussier, Philippe Bérodot, Marc Siemiatycki et Olivier Werner.

Grand maître du baroque, Jean-Marie Villégier continue à faire découvrir les merveilles inconnues du théâtre pré-classique.

Théâtre national, 1, rue André-Malraux, 67000 Strasbourg. Le mercredi à 19 h 30, les jeudi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 88-35-44-52. De 65 F à 125 F.
Dernière représentation le 15 novembre.

Titus Andronicus

de Shakespeare,
mise en scène de Daniel Mesguich,
avec Emile Abossolo, Jean-Damien Barbin, Michel Baumann, Marion Beulque, Christian Blanc, Guy-Pierre Couleau, Muriel Gorius, Philippe Macaigne, Hugues Martel, Philippe Noël, Dominique Parent.

Pendant longtemps, et depuis que Peter Brook lui avait donné un éclat exceptionnel (avec Laurence Olivier, Vivian Leigh, Anthony Quayle), on n'osait plus monter cette pièce excessive, totalement baroque, où l'on se viole et se mange en famille. Après Deborah Werner et Peter Stein, Daniel Mesguich prend le risque.

La Métaphore, 4, place du Général-de-Gaulle, 59000 Lille. Soirée à 20 h 45, samedi et mardi. Matinée le dimanche à 16 heures. Tél. : 20-40-10-20. 85 F et 110 F.

Un ciel pâle, sur la ville

de René Fix,
mise en scène de Michel Dubois et Jean-Yves Lazennec,
avec Catherine Baugé, Philippe Bombled, Christian Drillaud, Jean-Marc Dupré et Frédéric Leconte.

Un intellectuel et un gardien de parking ont l'habitude de bavarder. Le gardien est amené à aider une femme dont le mari a disparu... l'univers glauque du polar.

Comédie de Caen-Théâtre d'Hérouville, 41, rue Froide, 14000 Caen. Les mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 31-47-39-00. De 52 F à 100 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard

DANSE

Merce Cunningham

Enter, Beach Birds, Change of Address, Loosestrife, Neighbors, Inventions

Enter, commande du Festival d'Automne et de l'Opéra de Paris, est la création 1992 : rideau de scène de John Cage, musique de David Tudor, décor, costumes et lumières de Marsha Skinner. Cette pièce sera donnée chaque soir, avec l'une des cinq autres énumérées ci-dessus. Parallèlement, trois films sur l'œuvre de Cunningham seront projetés : *Beach Birds for Camera*, d'Elliot Caplan, et *Torse*, de Charles Atlas et Merce Cunningham, au Palais Garnier, le 15 à 19 h 30 ; *Cage/Cunningham* d'Elliot Caplan, le 21, au Max-Linder, à *minuit.*

Opéra de Paris-Garnier, les 17, 18, 19, 20 et 21 novembre, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 250 F.

Compagnie l'Esquisse

Une femme chaque nuit voyage en grand secret

Un beau titre emprunté à Paul Eluard, une superbe pièce de Joëlle Bouvier et Régis Obadia où s'affrontent six danseurs possédés, enragés.

Théâtre de la Ville, les 13 et 14 novembre *à 20 h 30, le 15 à 15 heures. Tél. :* 42-74-22-77. 85 F et 130 F.

Ballet de l'Opéra de Paris

Le Lac des cygnes

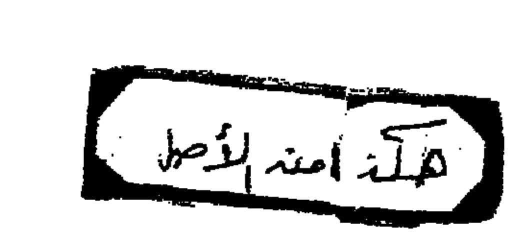
Reprise de la nouvelle production entrée à Bastille en juillet dernier : un corps de ballet en état de grâce absolue (s'il l'est toujours, depuis juillet !), enfermé, hélas, dans de bien vilains décors de Roberto Plate.

Opéra de Paris, les 13,16,19,23 et *28 novembre, 1er, 3,16,18,22,24,28,30 et 31 décembre, 19 h 30. Tél. :* 44-73-13-00. De 40 F à 290 F.

Elisabeth Petit, Mathilde Monnier

Egmore Crossing
Samskara, Samskara

Deux belles danseuses au carrefour Orient-Occident. La chorégraphie ➡



➡

d'*Egmore Crossing* est d'Elisabeth Petit, celle de *Samskara* de Christian Trouillas. Entre les deux pièces, une « rencontre musicale » de Louis Sclavis avec K. Balachandar (mridangam) et Bruno Chevillon (contrebasse).

Théâtre du Rond-Point, 17 et 18 novembre, 19 heures. Tél. : 42-56-60-70. 90 F.

Nathalie Clouet

Nathalie Clouet vous accorde une spirale tango

Un spectacle en deux parties suivi d'un grand bal tango. Au menu, *Démonstrations inédites* des Argentins Coco Dias et Bibiana Dias, *Desejo* de Chico Terto, Philippe Chevalier, Sylvie Drieux et Isabelle Attard, et *Un rien de tango dans la démarche* de Nathalie Clouet.

Théâtre Dunois, les 12,13 et 14 novembre, 20 h 30. Tél. : 45-84-72-00. 100 F.

Vidéo-Danse 92

A l'occasion du dixième anniversaire de Vidéo-Danse, un programme particulièrement somptueux où se bousculent le ban et l'arrière-ban de la création chorégraphique. Au menu du 12 novembre, par exemple : *la Plainte de l'impératrice* de Pina Bausch à 14 heures, *le Lac des cygnes* de Mats Ek à 17 h 35, le saisissant *Final* (l'ultime rencontre de Nijinski et de Lifar) à 19 h 20, Martha Graham à 19 h 35, Anne Térésa De Keesmaeker à 20 h 35...

Centre Pompidou, jusqu'au 30 novembre, tous les jours sauf mardi, de 14 heures à 21 heures. Tél. : 44-68-43-28. Entrée libre.

Festival Iles-de-danses

Jean Guizerix, Wilfride Piollet, Jean-Christophe Paré
Eventail 3

Trois danseurs sortis de l'Opéra de Paris survolent l'histoire de la danse, avec des chorégraphies de Balanchine, Francine Lancelot, Andy Degroat, Carolyn Carlson, et Merce Cunningham.

Enghien-les-Bains, théâtre du Casino, le 13, 20 h 30. Tél. : 34-12-94-94.
Rungis, théâtre, le 14, 21 heures, tél. : 45-60-79-00.
Torcy, Espace Lino-Ventura, le 15, 17 heures. Tél. : 60-05-40-16.

Lyon Opéra Ballet

My Tears Have Been
My Meat Night And Day
Love Defined

A peine rentré d'une longue et « successful » tournée aux Etats-Unis, le LOP reprend chez lui ces deux belles pièces, des chorégraphes américains Ralph Lemon et Bill T. Jones. Dans deux styles différents, un *« peace and love »* réactualisé.

Lyon, le Transbordeur, les 17, 19, 20, 21 et 24 novembre à 20 h 30, les 18 et 25 à 19 h 30, le 22 à 17 heures. Tél. : 78-93-08-33. 110 F.

Ballet-théâtre de Bordeaux

Concerto barocco,
Tchaikovski pas de deux,
Who Cares?

Paolo Bortoluzzi met la barre très haut en soumettant sa troupe à ce programme Balanchine. Il doit savoir ce qu'il fait.

Bordeaux, Grand Théâtre, les 13 et 20 novembre, 20 h 30. Les 15, 18 et 22 novembre, 14 h 30. Tél. : 56-48-58-54.

Angelin Preljocaj

La peau du monde

Dans le cadre de Sigma, la dernière création d'Angelin, pour treize danseurs.

Bordeaux, Palais des Sports, le 11 à 20 h 30. Tél. : 56-30-39-85. 90 F à 130 F.

Indian Nights à Lille

Elisabeth Petit et Mathilde Monnier : l'Orient et l'Occident se rencontrent sur la musique de Louis Sclavis. Et un récital de danse kathak par la grande Nahid Siddiqui. Au cours d'une nuit indienne où figurent aussi deux concerts et le sublime film de Satyajit Ray *le Salon de musique*.

Opéra de Lille, le 14 novembre, de 18 heures à 2 heures. Tél. : 20-42-09-87. Forfait pour la nuit, 250 F.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac.

MUSIQUE

Classique

Jeudi 12 novembre

Stravinsky

Symphonie en trois mouvements

Prokofiev

Concerto pour piano et orchestre nº 3

Honegger

Symphonie nº 3 « Liturgique »
Abdel Rahman El Bacha (piano).
Orchestre de Paris.
Djansug Kakhidze (direction).

Stravinsky fut un révolutionnaire, comme Prokofiev dans la première partie de sa carrière, qui jusqu'à la fin étonna le monde musical par une faculté d'adaptation aussi incroyable que son génie est indiscutable. Sa *Symphonie en trois mouvements*, composée aux Etats-Unis pendant la seconde guerre mondiale, baigne dans une atmosphère grave et, en son début, elle n'est pas sans évoquer Prokofiev. *Le Troisième concerto* de Prokofiev *est d'allure beaucoup plus badine* ; son allégresse est charmante. Il évoquerait plutôt Poulenc ! La *Symphonie liturgique* de Honegger est bien différente. D'une grande habileté d'écriture, elle cherche à émouvoir et y parvient, mieux que le compositeur n'avait réussi à le faire, avant la guerre, avec *Jeanne au bûcher*. Le texte de Claudel ne l'y avait peut-être pas aidé. Interprètes parfaits.

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ le 13). Tél. : 45-63-88-73. De 80 F à 230 F.

Vendredi 13

Honegger

Concertino pour piano et orchestre

Auric

Malborough s'en va-t-en guerre

Poulenc

Rhapsodie nègre

Milhaud

Symphonies de chambre
Jean-Marc Salzmann (baryton),
Catherine Cournot (piano).
Orchestre philharmonique de Radio-France,
Philippe de Chalendar (direction).

Une fois de plus, la surprise vient de Radio-France et du Philharmonique, qui ne craint pas les programmes d'œuvres rares et peu publiques. Qui ne craint pas non plus de les confier à un tout jeune musicien qui, après avoir été formé au violoncelle, s'est tourné vers la direction d'orchestre.

Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 110 F.

Schubert

Sonates pour piano D 958 et 894 « Fantasia »

Brahms

Fantaisies pour piano op. 116
Klavierstücke op. 119
Alexis Weissenberg (piano).

Les dernières prestations parisiennes de ce pianiste, auxquelles nous avons assisté (*Premier concerto* de Chopin, à l'Orchestre de Paris ; récital Chopin au Théâtre des Champs-Elysées), nous avaient mis *mal à l'aise* : *incapable de dominer tous* les paramètres de son jeu à la fois, Alexis Weissenberg se perdait, partait en des vitesses folles que ses moyens techniques ne lui permettaient pas de soutenir, tapait, réduisait ses nuances à piano et fortissimo, déformait les rythmes. Il revient dans un programme Brahms et Schubert.

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 290 F.

Samedi 14

Prokofiev

Concerto pour piano et orchestre nº 3

Honegger

Symphonie nº 3 « Liturgique »
Abdel Rahman El Bacha (piano),
Orchestre de Paris,
Djansug Kakhidze (direction).

L'Orchestre de Paris s'est lancé dans une série de concerts pour les jeunes au Théâtre du Châtelet. Le prix du fauteuil est inférieur à celui d'une place de cinéma, les artistes sont de grandes pointures. Voici l'innovation la plus intéressante de l'année. *(Lire annonce du 12 novembre.)*

Châtelet. Théâtre musical de Paris. 11 heures. Tél. : 40-28-28-40. 30 F.

Milhaud

Ani Maamin
Sharon Cooper (soprano),
Michael Lonsdale,
Jean Topart,
Bernard Freyd,
Michel Hermon (récitants).
Madrigal de Bordeaux.
Ensemble 2e 2m,
Paul Méfano (direction).

Créée en 1973, *Ani Maamin* est la dernière œuvre répertoriée du compositeur dont on fête cette année le centenaire de la naissance. Ce « Chant perdu et retrouvé » (traduction du titre) s'appuie sur un texte violent d'Elie Wiesel, évoquant Maimonide et la résistance des juifs pieux dans les camps.

Champigny. Théâtre Gérard-Philipe, 21 heures. 100 F.
Et le 15 nov. à 17 h 30, Salle Pleyel ; le 16 nov. à 20 h 30 à l'église Saint-Eustache.

Dimanche 15

Chostakovitch

Quatuor à cordes nº 8

Schubert

Quintette pour deux violons, alto et deux violoncelles
Valentin Erben (violoncelle),
Quatuor Ysaye.

Après avoir tourné en banlieue avec le *même violoncelliste, les Ysaye et Erben* jouent au Théâtre de la Ville le même *Quintette à deux violoncelles* de Schubert, celui-là même qu'Arthur Rubinstein souhaitait entendre sur son lit de mort, et le *Huitième quatuor à cordes* de Chostakovitch. Faut-il rappeler que les Ysaye sont *les héros du quatuor français* ?

Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Mendelssohn

Sonate pour violoncelle et piano op. 45

Chopin

Introduction et polonaise brillante
Martha Argerich (piano),
Mischa Maïsky (violoncelle).

De qui parlent deux pianistes qui se rencontrent ? De Martha Argerich, bien sûr. Elle a, avec Richter, Michelangeli et Pollini, le redoutable honneur d'être tenue pour l'une des pianistes les plus célèbres de notre temps. Alors, bien sûr, lorsqu'elle se présente au public, les mélomanes *affluent. Ce matin, elle se produit* avec le violoncelliste Mischa Maïsky. Il ne joue pas aussi bien avec d'autres partenaires.

Théâtre des Champs-Elysées, 11 heures. Tél. : 49-52-50-50. 90 F.

Lundi 16

Chopin

Préludes op. 28
Etudes op. 10 et 25
François-René Duchâble (piano).

Duchâble et Chopin forment depuis longtemps un « couple » sans histoires. Un grand soir, ce pianiste peut en remontrer à bien d'autres, plus engagés dans la grande carrière que lui. Particulièrement lorsqu'il interprète les études de Chopin dont il domine les difficultés comme personne, qu'il joue comme s'il ne s'agissait que de la première page du Hanon !

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30. ***Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 290 F.***

Nunes

Litanies du feu et de la mer nº 2
Sonata a Tre
Wandlungen
Florent Boffard (piano),
Maryvonne Le Dizès (violon),
Christophe Desjardins (alto),
Pierre Strauch (violoncelle),
Ensemble InterContemporain,
Kent Nagano (direction).

Premier des trois concerts qui dresseront, au gré de quatre créations françaises et une création mondiale, le portrait d'un compositeur portugais essentiel. Une soirée centrée autour de *Wandlungen*, soit cinq passacailles pour vingt-cinq instruments entièrement construites sur le chiffre 5. L'imbrication si caractéristique chez Nunes d'une pensée architecturale héritée des sériels et d'un sens de la vie instrumentale telle qu'elle semble jaillir dans l'instant.

Théâtre Renaud-Barrault, 20 h 30. Tél. : 42-56-60-70. 140 F.

Boccherini

Quatuor à cordes op. 33 nº 6

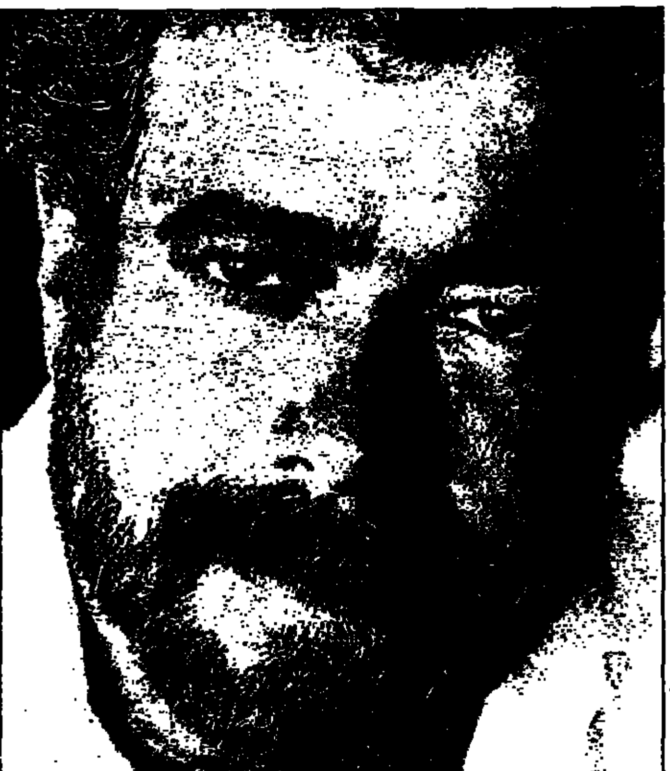
Mendelssohn

Quatuor à cordes op. 44 nº 2

Schumann

Quintette pour piano et cordes op. 44
Alexander Paley (piano).
Quatuor Vermeer.

Le Quatuor Vermeer est l'un des meilleurs quatuors à cordes aujourd'hui en activité. Ses interprétations des quatuors de Beethoven (Harmonia Mundi) figurent parmi les plus beaux disques de musique de chambre réalisés ces dernières années. Leur intonation est parfaite, leur expression intense, rude, jamais sentimentale. Le pianiste Alexander Paley est un ancien élève de Bella Davidovich. Son récital, l'an dernier, dans le foyer du Châtelet, a été triomphal.



Nelson Freire à la salle Gaveau le 17.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Petitgirard

Suite symphonique du marathon, création.

Brahms

Concerto pour violon et orchestre

Debussy

Prélude à l'après-midi d'un faune
Petite suite
Patrice Fontanarosa (violon),
Orchestre symphonique français,
Laurent Petitgirard (direction).

A chacun de ses concerts, l'Orchestre symphonique français présente une création. Cela ne semble pas effrayer son public, qui répond présent ! chaque fois. Un public différent de celui des grands orchestres parisiens, plus jeune, plus décontracté. Pour fêter la publication (Adda) d'un coffret intitulé *les Grands concertos*, Patrice Fontanarosa vient jouer le concerto de Brahms, sous la direction *du patron de l'Orchestre, Laurent Petitgirard.*

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 90 F à 190 F.

Schumann

Romances pour hautbois et piano

Hindemith

Sonate pour hautbois et piano

Saint-Saëns

Sonate pour hautbois et piano op. 116

Poulenc

Sonate pour hautbois et piano
Michel Benet (hautbois),
Emmanuel Strosser (piano).

De nombreux mélomanes parisiens connaissent Michel Benet sans le savoir : il est premier hautbois de l'Orchestre de Paris. C'est un artiste dont les solos illuminent cette formation. Un splendide artiste.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, **12 h 45. Tél. : 40-28-28-40. 40 F.**

Ravel

Sonate pour violon et piano

Stravinsky

Piano Rag Music

Auric

Adieu, New-York

Gershwin

Rhapsody in Blue
Louise Bessette,
Catherine Cournot (piano),
Annick Roussin (violon).

La Colline est le seul, l'unique théâtre *national qui se consacre au répertoire* contemporain. Et le public apprécie : ses deux salles ne désemplissent pas. Il s'ouvre aujourd'hui à la musique, grâce à Radio-France. Premier concert, donc, d'une nouvelle série, qui est curieusement consacrée à de la déjà « vieille musique », fort belle d'ailleurs. Une idée nous vient : pourquoi l'InterContemporain ne donnerait-il pas quelques concerts à la Colline ? Il y aurait là une complémentarité de programmation *dont la logique n'échapperait* à aucun curieux de modernité.

Théâtre national de la Colline, 20 h 30. Tél. : 43-66-43-60. 90 F.

Mardi 17

Schubert

Sonates pour piano D 279, 784 et 850
Andras Schiff (piano).

Encore un récital de piano ! Le public va finir par se lasser. Qu'y peut-on ? Il n'y a jamais eu autant de grands pianistes qu'aujourd'hui, contrairement à une idée répandue. Andras Schiff éprouve, en France, des difficultés à bâtir son image. Ses disques enregistrés à l'anglaise, dans un brouillard de réverbération, ne facilitent pas l'approche d'un jeu discret. Il donne pour Piano**** une série de récitals Schubert, dont il passe pour l'un des traducteurs les plus inspirés d'aujourd'hui.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 110 F à 360 F.

Schumann

Arabesque
Scènes d'enfants
Inger Södergren (piano).

Cette pianiste joue si peu souvent à Paris qu'il ne faudrait pas la rater. Surtout lorsqu'elle joue Schumann.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Mozart

Sonate pour piano K 331 « Alla Turca »

Beethoven

Sonate op. 2 nº 3

Chopin

Barcarolle

Schumann

Carnaval
Nelson Freire (piano).

Un grand article a été consacré à ce pianiste, l'été dernier, dans une revue américaine, à l'occasion de son invitation par l'Orchestre de Baltimore pour jouer, la même semaine, les deux concertos de Brahms et les *Second* et *Troisième concertos* de Rachmaninov. Dans cet article, il *est dit que Freire est le pianiste des pianistes*, que ses bandes de concert font l'objet d'échanges entre amateurs de piano, que son jeu fait l'unanimité chez ses confrères. Depuis quelques années, il donne, chaque année, un récital à Paris, joue avec le National ou l'Ensemble orchestral. Il n'y a que l'Orchestre de Paris qui ne le compte pas au rang de ses invités. Un oubli ! Ceux qui l'ont entendu savent de quelles prouesses musicales et pianistiques il est capable.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 120 F à 270 F.

Nunes

Machina Mundi
Chœurs et orchestre de la Fondation Gulbenkian
Gérard Buquet (tuba)
Ernesto Molinari (clarinette)
Pierre-Yves Artaud (flûte)
Sylvio Gualda et les Pléiades (percussions)
Fabrice Bollon (direction)

Vislumbre, soit le rapport privilégié de Nunes avec le chœur mixte acapella. *Machina Mundi* : une grande cantate émue sur des textes de Camoes et de Pessoa, lecture « filtrée » où les mots n'apparaissent plus que comme une « fresque effacée ».

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 80 F à 120 F.

Régions

Lille

Dowland

Songs
Emma Kirkby (soprano),
Anthony Rooley (luth).

Placé sous la protection de la couronne britannique, le Festival de Lille donne à Emma Kirkby une occasion (royale ?) de se faire entendre dans un répertoire fait pour sa voix délicate, sans vibrato. Elle sera accompagnée au luth par Anthony Rooley.

Le 17. Opéra, 20 h 30. Tél. : 20-55-93-06. De 60 F à 150 F.

Nancy

Rossini

Le Barbier de Séville
Phyllis Pancella (Rosine),
Gregory Cross (le comte Almaviva),
Lucio Gallo (figaro),
Michel Trempont (Bartolo),
Ruggero Raimondi (Basile),
David Richards (Fiorello),
Nadine Chary (Berta),
Michaël Graham Lilly (clavecin),
Chœur de l'Opéra de Nancy et de Lorraine,
Orchestre symphonique et lyrique de Nancy,
Giuliano Carella (direction),
Ruggero Raimondi (mise scène).

Raimondi à la mise en scène et dans le rôle de Basile, voilà de quoi attirer le chaland. Et pour de bonnes raisons. On relève aussi le nom de *Phyllis Pancella* parmi la distribution. Découverte en France, à Toulouse, cette Américaine est une chanteuse admirable dans Verdi et dans Berlioz.

Le 15, 14 h 30 ; le 17, 20 h 30. Opéra de Nancy et de Lorraine. Tél. : 83-85-30-60. De 95 F à 220 F.

Jazz

Wild Bill Davis Trio

Est-ce que le Caveau de la Huchette a beaucoup changé ? La couleur dominante est-elle toujours le rouge ? Est-ce qu'avec un organiste comme Wild Bill Davis les spécialistes (des garçons, évidemment) surveillent encore le jeu de pieds, comme *pour Lou Bennett et Jimmy Smith*, naguère ? Est-ce que les spécialistes sont restés les garçons ou, comme pour le jazz moderne, le genre s'est-il diversifié ? Questions... Danse-t-on toujours dans le Caveau ?

Du 11 au 15. Caveau de la Huchette, ***21 h 30. Tél. : 43-26-65-05.***

Daniel Humair
Bernard Lubat

En solo, multiple, divisé et réconcilié, Bernard Lubat fait scène de lui-même, chante, bat, joue des claviers, non pas homme-orchestre mais homme-musique. Après une carrière aux sommets (Eddy Louiss, Stan Getz), Lubat a choisi la stratégie de *rupture, le retour en Gironde et* l'action musicale. Il passe par Paris comme on vient montrer le point où l'on est, la transition, le passage. La veille et le lendemain, Daniel Humair, autre fondateur des drums modernes, s'expose en trio (Kühn et Jenny-Clark) ou avec Bergonzi. Bref, trois soirs assez sérieux.

Les 12 et 13. Auditorium des Halles, 21 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Denis Colin Trio

Une des voix les plus singulières, Denis Colin à la clarinette basse. Un violoncelliste atypique, Didier Petit. Un trio assez unique en son genre. Le club de Montreuil fait bien de s'appeler les Instants chavirés.

Le 17. Montreuil. Instants chavirés, 21 heures. Tél. : 42-87-25-91.

Rock

Joan Jett

Par un mystère digne du triangle des Bermudes et de l'engloutissement de l'Atlantide, *I Love Rock'n'roll*, titre joyeusement imbécile (et la joie est inséparable de l'imbécillité), enregistré en 1981 par Joan Jett, s'est récemment retrouvé en haut du Top 50 français. Ce qui nous vaut une visite de l'ex-délinquante juvénile.

Le 14. Elysée-Montmartre, 19 h 30.

Kevin Ayers

A l'enseigne de la bizarrerie britannique, Kevin Ayers, auteur délicat, interprète cyclothymique (de l'émotion au je-m'en-foutisme), et John Greaves, aventurier inclassable.

Le 14. Ris-Orangis. Le Plan, 20 h 30. Tél. : 69-43-03-03. 90 F.

➡

LA SÉLECTION

➡

Omar

Omar enregistre pour le label Talking Loud (Galliano, K Creative). Il en représente la tendance sophistiquée, urbaine, lointaine descendance londonienne des grandes voix masculines de Detroit (Marvin Gaye, Smokey Robinson) ou de Philadelphie (O'Jays, Stylistics). Toujours menacé par la mièvrerie, la sophistication gratuite, Omar, quand il les évite, est l'un des meilleurs chanteurs du moment.

Le 15. Passage du Nord-Ouest, 18 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Bobby « Blue » Bland

Bland en anglais veut dire insipide, et c'est l'une des grandes ironies de l'histoire du blues que l'une de ses plus belles voix se trouve affligée de ce patronyme.

Les 16 et 17. Jazz Club Lionel-Hampton, 22 heures. Tél. : 40-68-30-42.

Tournées

Willy DeVille

Il y avait longtemps que Willy DeVille n'avait pas été aussi bien entouré, et n'avait pas témoigné lui-même d'une telle confiance en son art, en son chant, en ses chansons. Le moment ou jamais de faire ou refaire connaissance avec l'hidalgo de Brooklyn.

Le 12 novembre, Toulouse, MJC de Portet-sur-Garonne. Le 13, Bordeaux, le Chat bleu. Le 14, Beauvais, Maison des Arts. Le 15, Paris, l'Olympia. Le 18, Rouen, l'Exo 7.

Les Négresses vertes

Perfectionnistes délirants, monstres de travail bohémiens, les Négresses donnent sur scène la pleine mesure de leurs contradictions, de leur audace et de leur énergie.

Le 12 novembre, Grenoble, le Summum. Le 13, Annecy, gymnase de l'IUT. Le 14, Romans, salle Aragon. Le 17, Aix-en-Provence, salle du bois de l'Aune. Le 18, Montpellier, le Zénith.

Etienne Daho

Deux heures pour danser, pour succomber au charme fragile des chansons de Daho, portées par un groupe, un vrai, *qui n'a pas peur de passer par* l'approximation pour arriver au plaisir.

Le 12 novembre, Rouen, Parc des expositions. Le 13, Angers, Amphitea 4000. Le 14, Orléans, Palais des sports. Le 16, Limoges, Palais des sports. Le 17, Bordeaux, patinoire de Mériadeck. Le 18, Toulouse, Palais des sports.

The Cure (Cranes en 1re partie)

La trentaine sereine, Robert Smith arbore quand même les oripeaux de l'adolescence difficile. Il faut y voir un jeu, même si l'essence de ce qui fut la musique de Cure en pâtit. Heureusement, le groupe explore par moment des pistes prometteuses, du côté du rock libre et bruyant.

Le 12 novembre, Bordeaux, patinoire de Mériadeck. Le 13, Rennes, salle omnisports. Le 15, au stade couvert de Liévin.

Kat Onoma

La réputation de groupe de rock pour niveau bac + 5 n'est pas totalement imméritée. Il rentre plus de réflexion dans la musique de Kat Onoma que les coutumes rock ne l'exigent. Il n'empêche qu'il s'agit de rock, de vrai, violent et libre.

Le 13 novembre, Le Mans, dans le cadre du Festival BeBop'N'Roll, salle d'Allonnes. Le 14, Ris-Orangis, le Plan.

Les VRP

Ils ont fait le voyage pour vous, pour vous apporter une collection exclusive de chansons fabriquées à la main, de plaisanteries qui resserviront avantageusement, de costumes chatoyants qui vous éblouiront.

Le 13 novembre, Poitiers, le Confort moderne. Le 14, Angoulême, salle Paul Iribe. Le 15, Le Mans, dans le cadre du Festival BeBop'N'Roll, le Royal.

6e Festival international BeBop'N'Roll

Le Mans

Pow Wow, les VRP, Kat Onoma *(voir plus haut)*, Lo'Jo Triban (dont la réputation de sauvagerie va croissant), Thee Hypnotics (chevilles ouvrières de la scène alternative anglaise), Dominic A (nouvelle gloire du rock névrotique français) et bien d'autres encore, une programmation sans sectarisme ni démagogie.

Du 12 au 15 novembre, Le Mans. De 70 F à 105 F. Renseignements et locations : 3615 BEBOP et Fnac (43-39-50-50).

Chanson

Michel Jonasz

Michel Jonasz vient de commettre un nouvel album, du Jonasz de toujours, tendre, sinueux, swinguant, allusif. Sur scène, Jonasz donne un rendez-vous gracieux à ses fans dévoués.

Le 17. Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-60-00.

Tournées

Nilda Fernandez

Nilda est un magicien à la voix caressante, qui jongle entre l'Espagne de ses origines et la France de son quotidien. Il met en scène avec subtilité les ambiances décalées de chansons qu'il n'hésite pas à chanter sans micro. *Madrid, Madrid, De Lyon à Barcelone*, le charme est certain, l'audace est en prime.

Le 13 novembre, La Flèche, salle Coppélia. Le 14, Limoges, Grand Théâtre municipal. Le 18, Le Havre, Théâtre municipal.

Jacques Higelin

Inlassable Jacques qui n'a pas fini d'épuiser les charmes de l'Hexagone, après une saison passionnante de collaboration avec les chorales locales, les premières parties amies ou exotiques. Chaque concert est l'égal de l'autre et, pour cela même, n'a rien à voir avec le précédent. Car Jacques ne perd jamais le fil du risque, de la parole et de l'improvisation.

Le 12 novembre, au Théâtre de Poitiers. Le 13, Bergerac, au *Centre culturel*. Le 14, Villeneuve-sur-Lot, au Théâtre Georges-Leygues.

Musiques du monde

Pedro Soler

Pedro Soller est un excellent guitariste qui sait pratiquer l'art du flamenco avec une précision et une distance que ses origines non gitanes ont aiguisées. L'album (chez Al Sur, distribué par Media 7) en témoigne avec flamme.

Du 11 au 14. Espace Hérault, 20 h 30. Tél. : 46-33-00-56.

Ismael Lo

Nostalgique comme il faut, heureux en blues africain, Ismael passe par Paris pour entretenir sa forme, sa bonhomie et son charme.

Le 13. Bataclan, 20 heures. Tél. : 47-00-30-12.

Quilapayun

L'Amérique latine musicale fut, curieusement, oubliée pendant cette année de festivités commémoratives. Le groupe chilien Quilapayun est une pièce essentielle de la musique d'origine andine. Excellents musiciens, ils font plus que répéter un genre.

Le 13. Palais de l'UNESCO, 20 h 30.

Khaled

Khaled, intronisé jeune prince arabe du Top 50, veut conquérir Paris en douceur, fausse douceur bien entendu, car le meilleur chanteur de raï d'aujourd'hui, ne fait pas dans la mollesse. *Didi*, en scène, balaie tous les préjugés.

Les 16 et 17. Bataclan, 20 heures. Tél. : 47-00-30-12. 140 F.

Pow Wow

Entre chat et lion, le groupe vocal Pow Wow surfe sur la crête de la mode swing polyphonique. Portés par le succès, voici nos compères sommés d'assurer dans une grande salle parisienne.

Le 16. Olympia, 21 heures. Tél. : 47-42-25-49. 140 F.

Tournées

Alpha Blondy

Alpha, des années de galère et un disque d'or plus tard, revient sur le devant de la scène. S'il n'est plus tout à fait un modèle pour les jeunes des rues d'Abidjan, il en est encore un des héros préférés. Porte-parole du reggae en Afrique, Ivoirien venu du peuple, Alpha mène une tournée en forme de points d'interrogation.

Le 12 novembre, Tours, Palais des sports de Joué-les-Tours. Le 14, Lille, Espace foire.

Salif Keita

Salif Keita, Malien, chanteur lunaire, ex-patron des Ambassadeurs, à qui l'on doit quelques beautés évidentes de la musique africaine moderne. Aujourd'hui passé à un style plus international, il a gardé la voix, perdu un peu de cœur, mais le miracle se produit encore.

Le 14 novembre, Rennes, Théâtre National de Bretagne, salle Jean-Vilar.

La sélection « Classique » a été établie par Alain Lompech.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

ARTS

Nouvelles expositions

L'art d'Amérique latine, 1911-1968

Lire nos articles pages 19 à 21

Centre Georges Pompidou, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris-4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Du 12 novembre au 11 janvier 1993.

Eric Snell

Concurremment au délire technologique qui envahit l'art d'aujourd'hui, il existe une tendance qui cherche les éléments premiers de la fabrication d'une œuvre. Le Britannique Eric Snell, dans la lignée des Burri, Miro, Klein, Jaccard et plus récemment Marcheschi, travaille le feu, brûle les instruments avec le charbon desquels il dessine ensuite. Un travail dépouillé qui retrouve l'essentiel.

Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple, Paris-4e. Tél. : 42-72-39-84. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Du 13 novembre au 12 décembre.

Paris

Art actuel, présences québécoises

Que s'est-il passé dans la Belle Province depuis que les automatistes réveillaient une culture assoupie, depuis que Riopelle représentait le Québec à Paris ? Beaucoup de choses, plus ou moins bonnes, résumées ici par l'exposition de quinze artistes qui constituent un échantillonnage significatif de l'art québécois de ces vingt dernières années.

La Ferme du Buisson, allée de la Ferme, Noisiel. 77437. Tél. : 64-62-77-00. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 heures à 18 heures, les soirs de spectacles jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 29 novembre.

Byzance

En 330 de notre ère, l'empereur Constantin transporta ses pénates de Rome à Byzance, qui devint Constantinople. Puissant et riche, l'empire d'Orient fut l'objet de toutes les convoitises, jusqu'à sa chute finale en 1453. D'aucuns virent sa griffe dans l'art de la *renovatio* carolingienne, ce que d'autres contestaient vigoureusement. Quatre cents œuvres, souvent somptueuses, tirées des collections françaises, pour se retremper dans une civilisation prête à s'entretuer au nom des images.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris-1er. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 21 h 45. Conférences jusqu'au 7 décembre le lundi à 18 h 30. Jusqu'au 1er février 1993. 35 F (billet *couplé avec « Le bruit des nuages »*).

Eugène Delacroix

en concertation avec le Musée condé de Chantilly, le Musée Delacroix montre des dessins et les quatre carnets conservés sur les sept ramenés par l'artiste de son séjour au Maroc en 1832. Un *fac simile* a été édité à cette occasion, accompagné de son journal de voyage, d'extraits de correspondance et de textes de synthèse.

Musée Delacroix, 6, rue de Furstenberg, Paris-6e. Tél. : 43-54-04-87. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 4 janvier 1993. 12 F.

Eau et gaz à tous les étages

Un siècle d'amélioration de l'habitat parisien, retracé en trois temps : 1900-1940, l'îlot post-haussmannien ; 1950-1970, la rénovation urbaine ; 1970-1990, la réhabilitation de l'« haussmannisme » et les nouvelles politiques d'urbanisme. Aujourd'hui, eau, gaz et électricité montent à peu près à tous les étages. Cela n'empêche toutefois pas qu'il y ait parfois de l'eau dans le gaz.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris-4e. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Le roi Salomon et les Maîtres du regard

Quand un regard devient un médicament. Une exposition exemplaire pour présenter les liens de l'art et de la médecine en Ethiopie. Au même endroit, un échantillon des collections ramenées du Pacifique par les navigateurs français des dix-huitième et dix-neuvième siècles - « Rao-Polynésie » - et une salle consacrée aux sculpteurs gabonais contemporains : Pépin Antonio est un nom à retenir.

Musée national des arts africains et océaniens, 293, av. Daumesnil, Paris-12e. Tél. : 44-74-84-80. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 h 30 samedi, dimanche de 10 heures à 17 h 50. Jusqu'au 25 janvier 1993. 23 F.

Les « Nymphéas » avant et après

Passionnante idée que de confronter les *Nymphéas* à leur descendance : lorsque Monet les peignait, ses contemporains détournaient les yeux de ce qu'ils considéraient comme une forme de gâtisme. Les cubistes rejetèrent en bloc cette peinture mouvante, dans un espace sans limites. Il fallut les abstraits des années 50, et particulièrement les Américains, pour dessiller les regards portés *sur des œuvres charnières de l'art du* vingtième siècle.

Musée national de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde, Paris-1er. Tél. : 42-97-48-16. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 25 janvier 1993. 26 F.

Regards très particuliers sur la carte postale

Autour de la récente acquisition de la collection de cartes postales de Paul Eluard, le Musée de la Poste a monté une exposition intelligente et sensible autour de collectionneurs qui ne se contentent pas d'accumuler ces étranges bouts de cartons, mais créent avec un univers bien proche d'une œuvre d'art.




D.R.

Planche extraite d'un des albums de cartes postales de Paul Eluard, exposée au Musée de la Poste

Des artistes s'en sont également emparés. Les mises en scène de certains collectionneurs, comme Eluard ou Yvette de La Frémondière, soutiennent parfai*tement la comparaison avec eux.*

Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard, Paris-15e. Tél. : 43-20-15-30. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 janvier 1993.

Galeries

Gerd Bonfert

Constructions lumineuses, formes géométriques simples, travail sur la matière et la profondeur : Gert Bonfert fait partie de cette nouvelle génération d'artistes allemands qui utilisent la photographie. Les grands formats montrent des objets éclairés sur fond gris. A contempler.

Galerie Bouqueret-Lebon, 69, rue de Turenne, Paris-3e. Tél. : 40-27-92-21. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 janvier 1993.

Louise Bourgeois

Née à Paris, mais installée à New-York depuis 1938, elle est devenue un des plus grands sculpteurs américains. Nul n'étant prophète en son pays, voici la première exposition de Louise Bourgeois à Paris, avec une dizaine d'œuvres récentes.

Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme, Paris-3e. Tél. : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 janvier 1993.

Glyndebourne

Photographe de l'agence Vu, Gérard Uféras s'intéresse depuis quatre ans aux *coulisses de l'opéra : machinistes*, choristes, coiffeurs, habilleuses... Le paysage typiquement anglais du manoir de Glyndebourne (Sussex), son côté chic et snob, se prêtent aux jeux graphiques de ce tenant du reportage classique.

Espace temporaire Orcofi, 48 av. Montaigne, Paris-8e. Tél. : 44-43-40-00. Tous *les jours sauf dimanche de 13 heures à* 19 heures. Jusqu'au 20 décembre.

Malevitch & Filonov

Icônes du vingtième siècle avec vingt peintures de Malevitch et de Pavel Filonov prêtées par le Musée russe de Saint-Pétersbourg et des œuvres sur papier réunies par Gérald Piltzer. Une curiosité à comparer avec l'exposition organisée à la FIAC sur le stand de la galerie Gmurzynska, de Cologne.

Galerie Gérald Piltzer, 78, avenue des Champs-Elysées, Paris-8e. Tél. : 43-59-90-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 décembre.

Aurélie Nemours

Travaux récents d'une grande dame de l'abstraction géométrique chez une autre. Alors qu'une nouvelle génération perpétue la vivacité de ce genre, souvent en puisant au répertoire d'Aurélie Nemours, il fait bon constater l'austère fraîcheur d'une des dernières formes d'expression où la peinture allie la rigueur à l'honnêteté.

Galerie Denise René, 22, rue Charlot, Paris-3e. Tél. : 48-87-73-94. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 janvier 1993.

Mimmo Paladino

Figure de la trans-avant-garde italienne, Paladino fut un des premiers artistes étrangers à exposer au Chateau du Belvédère à Prague, sous la législature de Vaclav Havel. La série montrée là-bas, *la Montagne blanche*, est aujourd'hui à Paris.

Galerie Templon, 4, avenue Marceau, Paris-8e. Tél. : 47-20-15-02. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 novembre.

Pierre Soulages

Œuvres récentes, polyptiques et noirs retables modernes, mais aussi les cartons des vitraux réalisés pour l'église abbatiale de Conques. Où Soulages, passionné par l'art roman, retrouve le geste des grands artistes médiévaux.

Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris-4e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les *jours sauf dimanche de 10 heures à* 19 heures et lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 décembre.

Yamada

A première vue, on pense à une peinture largement brossée, un peu matiériste. En fait, les œuvres de Yamada sont constituées par des collages, des lacérations et des découpages d'une extrême subtilité. Y apparaissent, comme dans ses sculptures, des silhouettes isolées, lointaines, fragiles. Travail magistral d'un Japonais de Paris écorché par un choc culturel qu'il exorcise dans une œuvre solide et cohérente.

Galerie Claude Samuel, 18, pl. des *Vosges, Paris-4e. Tél.* : 42-77-16-77. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 novembre.

Régions

Colmar

Victor Brauner

Roumain, il vint en France s'abreuver au surréalisme. Les dessins présentés ici montrent toutes les périodes de son œuvre, de l'automatisme à un style pur inspiré des arts primitifs en passant par les cadavres *exquis*, jeu auquel l'avait initié Tanguy, ou des œuvres très en matière qui deviennent de plus en plus complexes, et l'angoissante série des *Rétractés*, réalisée après son éviction du groupe surréaliste.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-20-15-50. Tous les jours de 9 heures à 18 heures. *Jusqu'au 30 novembre. 25 F.*

Le Havre

Les Iconodules

La modernité, du moins celle qui passe par Malévitch, est placée sous le signe de l'icône. Bousculée par certaines avant-gardes, l'image revient en force dans les préoccupations des quatorze jeunes artistes européens et américains, mais sous des angles qui devraient surprendre.

Musée des beaux-arts André-Malraux, boulevard Kennedy, 76600. Tél. : 35-42-33-97. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Egalement au Centre d'art contemporain de Rouen (35-08-07-70) et au Musée d'Evreux (32-31-52-29). Jusqu'au 14 décembre.

Le Mans

La Part du feu

Sept artistes contemporains saluent *l'Extase de saint François*, de Georges de la Tour. De la flamme d'une chandelle à l'apparition de stigmates, de Christian Jaccard à Eric Snell, en passant par Jean Paul Marcheschi, tous mettent le feu à l'École des beaux-arts pour rappeler avec Prométhée et Gaston Bachelard que la connaissance et l'art sont parfois incandescents.

Ecole régionale des beaux-arts, 28, avenue de Rostov-sur-le-Don, 72000. Tél. : 43-47-38-53. Tous les jours de 13 heures à 19 heures, samedi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 24 novembre.

Martigues

Jean-Paul Marcheschi

Après Miro, Klein, Burri, Jaccard, le feu a gagné un autre adepte. Marcheschi a connu un début de carrière fulgurant avec ses « 11 000 nuits », autant de pages noircies à la bougie en hommage aux vierges de la *Légende dorée* de Jacques de Voragine, revues bien sûr par Apollinaire. Rétrospective et création d'une œuvre *in situ*, commandée par le musée.

Musée Ziem, boulevard du 14-Juillet, 13500. Tél. : 42-80-66-06. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Nancy

Edward Burne-Jones

Les très élégants dessins d'un Britannique plus victorien que nature, qui fut l'un des promoteurs du mouvement *arts and crafts*. Son œuvre est rare en France et l'exposition des collections du Fitzwilliam Museum de Cambridge est une occasion exceptionnelle de découvrir un aspect méconnu des tendances décoratives de la fin d'un siècle qui voulait nier la révolution industrielle.

Musée des beaux-arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-65-01. Tous les jours sauf lundi matin, mardi de 10 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 21 décembre. 20 F.

Nantes

Les collections du FRAC

On a suffisamment glosé sur un supposé hiatus entre les FRAC et musées de province pour ne pas saluer l'accueil fait par Henry-Claude Cousseau aux collections de la région Pays de la Loire. Accueil d'autant plus justifié que la liste des artistes acquis ne dépare en rien les accrochages de la plupart de nos musées d'art contemporain : ce sont les mêmes.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-65-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures, vendredi jusqu'à 20 heures. Jusqu'au 30 novembre.

Nice

André Verdet

Autour du poète le plus populaire – et l'un des peintres les plus sympathiques – de la Côte d'Azur, les œuvres de ses amis Appel, Braque, Hartung, Jenkins, Picasso et beaucoup d'autres, venus témoigner d'une vie aventureuse et riche de rencontres.

Musée d'art moderne et d'art contemporain, promenade des Arts, 06300. Tél. : 93-62-61-62. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 29 novembre.

Saint-Etienne

Where ?

Par-delà un catalogue délicieusement abscons, une *réunion d'artistes qui* valent mieux que ce qu'on écrit sur eux. Et c'est d'ailleurs paradoxalement la cause de leur rassemblement : jeunes pour la plupart, ils ont réussi la performance d'échapper jusqu'à maintenant aux colleurs d'étiquettes. A voir également, l'exposition consacrée à l'architecte Alvar Aalto.

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-59-58. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 29 novembre.

La sélection « Arts » a été établie par : Harry Bellet
« Architecture » : Frédéric Edelmann
« Photo » : Michel Guerrin

DISQUES

Classique

Haydn

Les six quatuors de l'opus 20
Quatuor Mosaïques

« Point charnière aussi bien dans l'œuvre de Haydn que dans la période classique viennoise », comme le rappelle H. C. Robbins-Landon dans son remarquable texte de présentation, l'opus 20 est un massif de six quatuors stupéfiants : audace architecturale des premiers mouvements, resserrement des mouvements lents, éloquence des menuets – bien loin des traditions de divertissement –, jubilation intellectuelle et rhétorique des derniers mouvements, fugués en majorité (Mozart n'allait pas les oublier). Christophe Coin et son équipe y mettent la finesse et la vie dramatique, la grâce et l'intelligence, l'équilibre absolu des sonorités, la lisibilité de chaque voix dans les ensembles dialogués ou polyphoniques. Relayant les Tatraï chez Hungaroton, la fine équipe de Mosaïques signe tout simplement, sur instruments d'époque, l'un des plus beaux enregistrements de musique de chambre de tous les temps.

1 coffret de 2 CD Astrée/Auvidis E 8784.

Haydn

Les Sept Dernières Paroles...
Quatuor Mosaïques

Même appréciation d'ensemble que pour l'album précédent. Avec cette surprise : aucun pathos, aucun « romantisme » intempestif dans ces huit mouvements lents. La Passion soulignée d'un trait pur, et sans tremblements.

1 CD Astrée/Auvidis E 8742.

A. R

Rock

Keith Richards

Main Offender

Il n'est rien de plus facile que de composer une ode à Keith Richards. A l'icône, rebelle en mouvement perpétuel, initiateur d'une élégance immuable (la référence orthodoxe en matière de rock'n'roll attitude) au musicien, guitariste prodigieux (inventeur de formes plutôt que virtuose). Est-ce une raison pour faire comme si de rien n'était ?

Main Offender, pas plus que *Talk Is Cheap* son prédécesseur, n'est pas le grand album de rocker vieillissant qu'on attend de Keith Richards depuis qu'il a passé la quarantaine. Accompagné de ses complices habituels (les Stones, où ce qu'il en reste rentrant plutôt dans la catégorie des ennemis), Waddy Wachtell à la guitare, Steve Jordan à la batterie, Keith Richards tourne toujours autour du sujet, ressassant les mêmes riffs ceux de *Brown Sugar* et de *Start Me Up*, sans arriver à en faire des chansons, simplement des jams étrangement sereines, sans autre substance que les souvenirs qu'elles évoquent. Reste un très beau reggae, dépouillé, puissant, *(Words of Wonder)* et surtout *Hate It When You Leave*, un titre à la manière de Holland Dozier. Holland (il y a 27 ans, Keith Richards s'était inspiré de leur *Dancing In The Street* pour trouver le riff de *Satisfaction)*, qui demande beaucoup aux possibilités vocales limitées de Richards, mais finit par devenir étrangement émouvant, un geste de révolte d'un enfant à perpétuité qui ne supporte pas l'absence, la frustration.

Virgin 786499-2.



GOTTFRIED HELNWEIN FACES/ED STEMMLE

Keith Richards par Gottfried Helnwein.

Zachary Richard

Snake Bite Love

Mais qui est Zachary Richard ? On le connaissait comme gardien de la flamme cajun, comme représentant louisianais de ce mouvement américain qui a ramené le rock à ses sources. Le voilà qui revient dans le rôle du Bruce Springsteen du bayou, avec un album de rock classique qui démarre sur les traces du Boss et de ses épigones. Mais ce n'est qu'un moment un peu embarrassant à passer : une fois assouvis ses rêves de rock star *(Come On Sheila, Burning*, odes grandiloquentes au col bleu des bords du Mississippi), Zachary revient à son vrai territoire : la ballade délicate *(Heart On Fire)*, la célébration du bon temps *(Roll Me, Dancing at Double D's)* et s'aventure en voisin vers le rhythm'n'blues de La Nouvelle-Orléans *(Crawfish, Down In Congo Square*, avec le concours de Doctor John).

On ne sait plus très bien où Zachary Richard veut en venir, les coutures entre les pièces du patchwork sont un peu grosses. Reste une collection de moments qui vont du folklore, du stéréotype (les morceaux les plus rock, généralement), à l'exactitude, à l'aventure.

A&M/Polydor 540 023 2.

T. S.

Rap

Shinehead

Sidewalk University

Shinehead est un homme joyeux, une espèce de centrale énergétique humaine. Ceux qui ont assisté à son unique concert français, donné dans des nuages de gaz lacrymogène, au milieu de bagarres entre bandes, savent qu'il en faut beaucoup pour l'empêcher de chanter.

C'est sans doute cet appétit énorme qui explique les faiblesses de *Sidewalk University*. On voudrait commencer par elles, pour s'en débarrasser tout de suite : un goût incertain dans le choix des reprises (de toutes les chansons de Stevie Wonder, pourquoi aller chercher la plus laide, *I Just Called To Say I Loved You ?)* une trop grande révérence (proche de l'imitation vocale des originaux) dans ces reprises qui constituent un tiers de l'album. Avec quand même une mention pour *Jamaican In New York*, autobiographie qui se sert de l'excellente chanson de Sting pour raconter l'histoire du garçon de Kingston exilé à Manhattan. Le reste de *Sidewalk University* est consacré à cette double allégeance : au raggamuffin jamaïcain et au rap. *Try My Love, Sidewalk University* (avec un échantillon emprunté à Eric B. and Rakim) relèvent du second, *Peace and Love, The Race of Life*, du premier. A chaque fois Shinehead fait preuve de la même maîtrise rythmique, d'une précision nonchalante qui fait plaisir à entendre, comme on prend plaisir à regarder le meilleur danseur de la boîte.

Elektra/WEA 7559-61139-2.

T. S.

Jazz

Accordéon musette/swing

Paris 1913-1941

Immense anthologie en noir et blanc du musette et de l'accordéon swing. C'est le temps des marlous, de la zone et du Front populaire. Les bourgeois détestent encore l'accordéon. Les choses sont bien en place, chacune la sienne, la raison tonne en son cratère sur un air de piano à bretelles. Ce soulèvement ironique du siècle s'appelle *danzon* à Cuba, *biguine* à Saint-Pierre de la Martinique, *jazz* à La Nouvelle-Orléans, *musette* rue de Lappe. C'est sa gaieté et sa mélancolie. Auvergnats et ritals sont relayés par les manouches. On compte nombre de tensions, de couteaux, des hommes, du vin et de l'amour. Au générique, Oscar Aleman, les frères Ferret (Baro, Sarane et Matelot), Michel Varlop et, bien entendu, Django. Les avertis comprendront. Du côté des femmes, Edith Piaf, Fréhel, Damia. Mais les vrais rois, ce sont pour toujours Gus Viseur, Médard Ferrero, les Peguri, M. Marceau, Tony Murena, Louis Ferrari et le fameux Guerino. Quant au répertoire, c'est simple, de *Flambée montalbanaise* à *Nostalgia gitana*, il est structuré comme notre inconscient. Aurait probablement dit Lacan.

2 CD, Discothèque des Halles, DH002.

F. M.

Musiques du monde

El Hadj Djeli Sory Kouyate

Guinée : Anthologie du balafon mandingue

L'entreprise était ambitieuse : arriver à cerner l'histoire du balafon sosso-bala, un instrument vieux de huit siècles, et qui raconte, entre les notes, l'épopée mandingue, et celle de son héros, Soundjata. François Kokelaere est un musicien français qui a élu son domicile musical en Guinée, et à qui l'on doit la constitution du groupe de percussions Wassa, ainsi qu'un nouveau souffle donné à l'Ensemble national des percussions de Guinée et aux Ballets de Guinée. Il a demandé à Djeli Sory Kouyaté de mener à bien la tâche. Djeli Sory Kouyaté est un grand balafoniste, né à Kindia, à une centaine de kilomètres de Conakry. Il fait ses débuts professionnels juste après l'indépendance, en 1961, en intégrant le Ballet Djoliba, qui tournera dans le monde entier, puis en accompagnant le chanteur Sory Kandia Kouyaté. Virtuose du balafon au style très délié, faisant fi de toutes les structures établies, il offre ici un peu plus de deux heures de navigation très personnelle dans le répertoire traditionnel mandingue. Les pièces essentielles y sont, le livret est bien conçu, le propos fleuri, l'instrument sonne de façon extraordinaire.

CD Buda Records 92520 et 92534. Distribués par Ades. Vendus séparément.

V. Mo.

Rectificatif. – Dans le supplément Arts et spectacles du 5 novembre, la critique du disque de Jacques Haurogné était due à Véronique Mortaigne.

Rachmaninov en dix disques

Une longueur d'avance

SURVIVANT du XIXe égaré en plein XXe siècle, Serge Rachmaninov fut le dernier héritier d'une lignée de compositeurs-pianistes fêtés pour leur œuvre et pour leur talent d'interprète, dont Chopin et Liszt furent les chaînons les plus brillants. Rachmaninov eut cependant sur eux l'avantage de pouvoir fixer quatre-vingt-dix-huit œuvres différentes sur disque – dont trente composées par lui-même ; notamment ses quatre concertos, sa *Rhapsodie sur un thème de Paganini*, sa *Troisième Symphonie* et l'*Ile des morts*, peut-être son œuvre la plus géniale.

Ce legs ne peut être comparé qu'au travail que Pierre Boulez réalise depuis quelques années pour Sony, Erato, Philips et Deutsche Grammophon. Il n'est évidemment pas question de chercher des analogies entre l'œuvre de deux compositeurs que tout, ou presque, sépare. Mais le Français et le Russe ont en commun d'être des compositeurs importants, capables d'interpréter leur musique, et celle de pas mal d'autres, d'une façon insurpassable (Bela Bartok avait sans doute cette capacité, mais ses enregistrements n'ont pas été réalisés dans des conditions qui permettent d'apprécier son jeu en toute connaissance de cause).

La musique de Rachmaninov ne mériterait sans doute pas d'être tant méprisée si elle n'avait été massacrée avec une telle constance par des pianistes inconséquents. La réécouter, jouée par Rachmaninov lui-même, en réévalue singulièrement la portée. Platement sentimental, sirupeux, sans idées, Rachmaninov ? Jamais ! Elégant, grand, ça oui ! Lorsque tant de ses confrères, hier comme aujourd'hui, se vautrent dans des rubatos inconsistants, lorsqu'ils brisent les lignes en abusant des petits effets de manches, Rachmaninov s'impose par un jeu à la rythmique d'acier, à la sonorité pleine et rayonnante, aux tempos vifs. Eléments d'appréciation qui ne se retrouvent que par instants dans le jeu de quelques rares pianistes vivants, Richter, Cherkassky, Argerich, Freire, Pollini, dans leurs grands jours. Voire chez le premier Weissenberg, celui des années 50.

Loin d'être circonscrites à l'exécution de sa propre musique, ces qualités (auxquelles il faudrait ajouter une hauteur de vue que l'on admire chez Wilhelm Backhaus ; c'est dire si le pianiste Rachmaninov domine son siècle ! Vlado Perlemuter dit d'ailleurs qu'il est « le » pianiste parfait) rendent ces disques de Rachmaninov irremplaçables. Et puis, plage 18 du 7e disque, un air populaire, chanté en 1926 dans les studios de RCA, par une mezzo tzigane accompagnée par le compositeur, signe l'ensemble d'une pointe de feu.

ALAIN LOMPECH

★ Serge Rachmaninov, « The Complete Recordings » : un coffret de 10 disques compacts RCA 09026 61 265 2. Enregistrés de 1919 à 1942. Excellents reports de prises de son diverses en qualité. Œuvres de Rachmaninov, Chopin, Schumann, Beethoven, Grieg, Saint-Saëns, Tchaïkovski, Moussorgski, Liszt, Schubert, Scarlatti, etc. Avec Fritz Kreisler (violon), Nadejda Plevitskaya (mezzo-soprano), l'Orchestre de Philadelphie, Eugene Ormandy et Leopold Stokowski (direction).

MUSIQUE INDIENNE
au Théâtre de la Ville


Ustad Asad Ali Khan, maître du rudra vina.

THEODORE VOGEL

LES INDES SAVANTES

Raga, tala, rasa – mélodie, rythme, saveur : la trinité sur laquelle repose la musique classique indienne en indique les origines symboliques et religieuses. Aujourd'hui, les temps changent. Tandis que l'Inde peine à sortir de la crise économique et que la surpopulation l'accable, sa musique savante a conquis son rang parmi les formes les plus élaborées des musiques du monde, exportée par des ambassadeurs de grand talent, de Ravi Shankar à Parveen Sultana ou Ali Akbar Khan, qui ouvre, le 19 novembre prochain, la saison de musique indienne du Théâtre de la Ville.

NEW-DELHI
de notre envoyée spéciale

UN monde l'autre. L'Inde a ses images, mille images fortes, contradictoires, bouleversantes. Brahma, Shiva, Vishnou. Les offrandes, la beauté des rites, du détachement. Gandhi, la surpopulation, le cauchemar de la misère humaine. Depuis le début du siècle, l'Occident a soigneusement mis en scène beautés et fléaux indiens, violents symptômes des déséquilibres d'une société à étages. Le sous-continent indien fut, est le scénario d'une saga perpétuelle, collage de saynètes dépaysantes et cahotiques.

Mais ce pays n'est-il pas lui-même le producteur de ces falsifications? Doordarschan, la télévision d'Etat, chansonnettes à l'appui, diffuse des feuilletons où l'on pleure beaucoup. Ici, un amoureux se languit pour une belle indifférente. Là, une jeune femme en larmes visite un hôpital populaire, mais extrêmement clean – donc à mille lieues de la réalité, – se lamente au chevet d'un petit garçon qui vient de perdre ses deux bras et qui susurre une complainte nostalgique sur fond de violons pathétiques. Les acteurs ont la peau claire. Le modèle, si l'on excepte les saris féminins, est occidental. Les teenagers de la bonne société de Bombay fréquentent les boîtes de nuit, écoutent Roy Orbison, Eric Clapton et Bruce Springsteen. Après la génération des Lata Mangeshkar, la chanson populaire indienne, celle qui hante les rues et les foyers, cherche un second souffle.

On sait tout et l'on ne sait rien de l'Inde quand la vague hippie déferle sur ses terres, poussée par les stars de la pop-music, et éveille l'intérêt d'un Occident inquiet, amateur de sons nouveaux et de philosophie méditative. Sophistiquée, avec ses raffinements, sa politique des silences, du plein, du creux et de l'oscillation, la musique savante indienne suscite alors quelques malentendus de taille.

Ravi Shankar a souvent raconté comment, en 1971, au Madison Square Garden de New-York, le public s'était enthousiasmé pour les sons de son sitar dès qu'il était entré en scène : *« Au bout de quelques minutes, le public m'acclamait. Je lui ai simplement répondu : Merci. Si vous appréciez autant ma musique lorsque je commence à accorder mon instrument, la suite sera divine... »*

Au sortir de la guerre, alors que l'Inde se détache de l'Empire britannique, l'orientaliste et musicologue français Alain Daniélou réalise les tout premiers enregistrements de musique classique indienne avec un appareil à fil d'acier, puis avec un magnétophone haute-fidélité qu'il avait acheté à New-York, *« un Magnecorder de Sonocraft, très encombrant, en deux caisses, et qui nécessitait un régulateur de courant »*. Ayant acquis un Nagra à manivelle, Alain Daniélou s'installe au palais de Rewa, à Bénarès. Il ne perd pas une miette de l'activité musicale ambiante, alors que *« les milieux dirigeants de l'Inde rejetaient encore toutes les valeurs de la tradition. Il faut se souvenir que Nehru me disait alors : Vous vous intéressez à tout ce que nous voulons détruire... »*

Après le temps du refus, manifestation de la fin de la colonisation, vient celui de la survalorisation. La musique savante indienne prend du galon à mesure de la découverte de sa complexité. *« Il existe en Inde deux grandes traditions de musique classique (du Nord et du Sud, hindoustanie et karnatique), chacune ayant des écoles différentes (gharana) qui sont extrêmement raffinées et codifiées*, reprend Alain Daniélou. *Des formes populaires sont souvent apparentées à cet art classique. Les musiques des tribus et de certaines régions restent complètement à part. La forme actuelle de la musique classique nous est connue depuis le XVe siècle. Les créations des célèbres musiciens de l'époque tels que Tansen et Kabir sont toujours au répertoire. Les auteurs musulmans de l'époque, tels Amir Khusru, mentionnent l'extrême raffinement de l'art musical indien. Une influence musulmane apparaît seulement dans le choix de certains styles (ghazal) ou d'instruments peu usités (santour), mais absolument pas dans la conception même de cette forme de musique modale.*

» Même aujourd'hui, le Pakistan, musulman, en est resté à la musique purement indienne et compte d'excellents sitaristes classiques. Mais, aujourd'hui encore, en Inde comme ailleurs, les mélomanes qui s'intéressent à la musique classique sont une minorité. On peut espérer qu'avec le développement économique de l'Inde la situation change rapidement. »

On peut le vérifier, à trois pas de Connaught Place, centre névralgique de New-Delhi, point de jonction populeux et affairé entre les luxueux parcs de la ville anglaise et la vieille ville encombrée d'antan. Le groupe multimédia Living Media India Ltd édite un excellent news-magazine, *India Today* – près de 1 million de lecteurs fidèles, – *Business Today*, consacré à l'économie et aux affaires, et des magazines d'information, en vidéo. Deepak Shourie, directeur général d'*India Today*, vient d'y créer – *« choix personnel »* – un secteur musical, Music Today.

Son but est double : *« Populariser la musique classique indienne »* et *« produire des enregistrements de qualité »*. Car, bizarrement, l'Inde, si riche musicalement, si longtemps bien lotie en multinationales du disque (His Master Voice, label anglais dont EMI a ensuite acquis la propriété, s'y est établi au début du siècle), se contente aujourd'hui de peu. Les cassettes, principaux véhicules musicaux dans le sous-continent, coûtent 35 roupies (1), tous genres confondus, et leur qualité, à l'instar des salles de cinéma populaires rongées par l'humidité et la chaleur, est d'un niveau que Deepak Shourie qualifie d'*« horrible »*. *« Les majors ne prêtent aucune attention à la qualité et n'ont pas le soucis de mener une politique suivie en matière de production de musique indienne. »*

India Music propose un excellent catalogue où figurent les grands musiciens classiques en CD (*Maestro's Choice*, 365 roupies pièce), des cassettes ordonnées thématiquement (*ragas* du matin, de l'après-midi, du soir, etc.), ou par genre (une série consacrée à la musique soufie qhawali). Le coffret *Music Apreciation* – trois cassettes et un livret épais emballés comme une eau de toilette – est une bonne introduction à la musique indienne (2). Les enregistrements, digitaux, une centaine à l'heure actuelle, ont été effectués dans le studio quarante-huit pistes qu'*India Today* possède à Bombay. Un réseau de distribution, mis en place chez les libraires, et des opérations marketing ciblées haut de gamme ont permis à la compagnie de vendre près de 1 million de cassettes l'an passé. Un défi à l'habitude des ersatz, aux tracasseries administratives et financières qui entravent toute initiative en Inde; un défi que Deepak Shourie a lancé pour essayer de hisser la musique classique indienne au même rang, en termes économiques, dans son pays qu'à l'étranger.

Peut-on être aujourd'hui musicien indien comme on l'était hier? L'intrusion nécessaire de la modernité dans un art ancestral peut-elle menacer un délicat édifice qui repose sur un concept philosophique et obéit à des règles mathématiques? A ceux que les *ragas* endorment par leurs longues entrées en matière et leur parcours exploratoire, on répondra qu'il ne faut surtout pas écourter ce jeu symbolique avec le temps. Comment, hors de la durée, peut-on saisir l'*anhad*, l'océan de silence inorganisé qui baigne le monde à son origine, le *nad*, le son primordial d'où émergent l'identité des individus, les infinies possibilités de la voix humaines, *« le plus parfait exemple de don divin »*? Les musiciens ont la charge, héréditaire, mais en principe hors castes, d'organiser le chaos pour le plus grand bonheur de nos sens.

Sulochana Brahaspati habite un immeuble cubique, couleur crème, identique à tant d'autres, dans un quartier périphérique de New-Delhi. Elle est, aux côtés de Gnagubai Hangal, Parveen Sultana, Kishori Amonkar, Lakshmi Shankar ou Girija Devi, une des plus grandes chanteuses de l'Inde actuelle. En ce temps d'après-mousson, la matinée est douce à Delhi. Ce soir, la radio nationale retransmettra intégralement son dernier concert. Pour le moment, Mme Brahaspati travaille un *râga* du matin, dans le style qui est le sien, celui du *gharana* de Rampur, avec ses élèves, deux jeunes filles, l'une venue du Bangladesh, l'autre d'un Etat du Sud, le Kerala. *« Aujourd'hui*, explique la maîtresse de musique, *il faut se battre avec les parents pour qu'ils laissent leurs enfants étudier la musique pendant si longtemps, quinze ans, vingt ans, sans résultats matériels, sans « job » au bout du compte. »*

« La cassette et le magnétophone sont les nouveaux gourous », ironise la chanteuse. Originaire de l'Uttar-Pradesh, elle fit ses classes avec Ustad (« le maître ») Mushtaq Hussein Khan, avant d'épouser Pandit Acharya Brahaspati, érudit, musicologue, célèbre pour son dédain des coteries officielles, pourtant tellement nécessaires à la carrière d'un musicien bien en cour. *« La musique reste, les ministères passent »*, rétorque Sulochana Brahaspati. La Sangit Natak Academy, département chargé de la musique créé dans les années 50 au sein du ministère des ressources humaines et du développement, auquel est rattachée la culture, appréciera. Femme forte d'une soixantaine d'années, énergique, très cultivée, Sulochana Brahaspati chante. Le sarangi, vielle indienne utilisée en Inde du Nord et au Pakistan, lui répond. Finesse du style. Son fils joue le rôle de l'auditoire et lance des exclamations sonores d'approbation, quand la phrase est belle. *« Voyez-vous, nous ne chantons pas seulement pour l'argent ou la gloire. C'est surtout pour la joie »*, Mme Brahaspati ne fait pas des instruments de la modernité un démon : *« L'enregistrement permet aussi de s'écouter, de répéter, de découvrir des styles et des musiciens normalement inaccessibles* (3). »

L'ennemi, le vrai, est ailleurs. C'est d'abord l'harmonium, cet instrument de rien, incapable de rendre les micro-tons, importé par les missionnaires pourvoyeurs de cantiques et très à la mode depuis une quinzaine d'années. Sulochana Brahaspati aurait-elle raison d'y voir le diable et la perdition à venir? Abda Parveen, la grande chanteuse de *khofi* pakistanais, n'est-elle pas apparue sur scène, lors du dernier festival de la South Asian Association for Regional Cooperation (SAARC regroupant, outre l'Inde, le Pakistan, Sri-Lanka, le Bangladesh, le Népal, le Bhoutan et les Maldives), avec un petit clavier électronique qui limitait d'autant les nuances du dialogue voix-instrument, si finement élaboré dans la musique indienne?

Un danger paraît plus grave : l'impossibilité, souvent constatée, de la cohabitation de l'élève et du maître, requise par la tradition. *« Les appartements sont trop étroits pour l'hébergement des élèves, tout devient très cher. »* Coupée de sa chaleur originelle – le giron du gourou, fondamental pour la transmission orale du savoir, – la musique indienne peut-elle survivre?

Quelques quartiers plus loin, dans celui, plus huppé, de Panchsheel Park, Hamjad Ali Khan, joueur de *sarod*, compositeur de *ragas* et de *ghazals* (inspirés des formes poétiques persanes), est unanimement reconnu comme un « novateur ». La quarantaine raffinée, il porte en lui l'espoir d'une Inde qui serait elle-même, mais libérée de ses vieux fantômes, des pesanteurs qui l'écrasent encore. Favorable à l'adaptation, aux micros, à la représentation scénique face à un public occidental, Hamjad Ali Khan reste cependant un vigilant gardien du temple : *« Je suis issu de sept générations de musiciens. Mes deux fils jouent avec moi. Le public occidental doit comprendre l'importance de cette forme de communication familiale. Notre musique est un tissu de vibrations dans lequel le chant, la voix humaine, sont essentiels. Quand je joue du* sarod, *instrument d'origine afghane, je chante constamment en moi-même. La musique indienne est liée au temps, aux heures du jour, aux saisons. Le public doit se laisser porter par ses émotions. A part ça, il n'y a rien à comprendre. »*

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) 5 roupies équivalent à environ 1 franc.
(2) Une partie du catalogue Music Today est distribué en France par la société GREM, 1, rue Massue, 94300 Vincennes (disponible dans les FNAC, Virgin Megastore).
(3) La chanteuse avait accepté avec un évident plaisir l'aventure d'un enregistrement avec l'ensemble Gravida, Alain Zaepffel et Véronique Dietschy, musiciens baroques occidentaux. Album : *Leçons de ténèbres et raga de la nuit avancée*, 1 CD AFAA Sur Mesure, distribué par Media 7.

★ Théâtre de la Ville : Ali Akbar Khan (sarod) accompagné par Swapan Chaudhuri (tabla), le 19 novembre à 20 h 30. Le 20, Shikumar Sharma (santour) et Zakir Hussain (tabla), à 18 heures. Le 26, Ranganayaki Rajagopalan (veena, Inde du Sud) à 20 h 30. Le violoniste L. Subramariam donnera un concert le 28 décembre à 20 h 30, tandis que S. Brahaspati se produira à deux reprises, l'une en compagnie d'Alain Zaepffel et de Véronique Dietschy, le 21 janvier, à 20 h 30, puis en solo, le 23, à 18 heures, quelques jours avant une autre grande chanteuse, Parveen Sultana, le 28 janvier à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

★ Pour mieux comprendre l'Inde d'aujourd'hui : le livre de V. S. Naipaul, *l'Inde, un million de révoltes*, qui vient de paraître chez Plon (traduit de l'anglais par Béatrice Vierne), 586 pages, 150 F.

